

EN ESPAGNE

## Un officier assassiné par l'E.T.A.

LIRE PAGE 36

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laureaguet

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 180 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 200 Y. ; Liban, 0,550 \$ L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 65 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 ad. Les abonnements page 23

ABONNEMENTS  
2077 PARIS CEDEX 09  
SPÉC. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Les propositions définitives de M. Savary sur l'avenir de l'enseignement privé

Écartant l'idée d'intégration dans un service public le ministre propose un calendrier de discussions pour une rénovation d'ensemble du système éducatif

## Le succès d'Ariane

L'avenir commercial de la fusée européenne est désormais assuré

## M. Chirac et la défense européenne

M. Chirac ne s'est pas seulement distingué, au cours de son voyage en République fédérale, par l'ardeur de ses appels à la fermeté dans l'affaire des euro-missiles et par son rejet du pacifisme, un peu comme l'avait fait M. Mitterrand dans le même pays neuf mois plus tôt. En parlant de la question de la défense européenne, le président du R.P.R. a ramené une vieille question non seulement franco-allemande, mais franco-française, comme en témoignent certaines réactions à Paris.

M. Chirac, il est vrai, comme l'explique son entourage, s'est borné à poser en termes généraux un problème à longue échéance. En substance, la « montée en puissance » de la force nucléaire française, celle de la Grande-Bretagne — qui prévoit aussi une importante modernisation de son arsenal — ne peuvent pas ne pas intéresser toute l'Europe, d'autant que la parité nucléaire soviéto-américaine a réduit la crédibilité du parapluie offert à l'Europe par les États-Unis. Quoi de plus normal que de songer à mettre ce potentiel au service de la défense de l'Europe occidentale dans son ensemble ?

M. Chirac, qui avait dès 1975 attiré l'attention sur cette dimension de la force française et qualifié le Pluton d'arme « authentiquement européenne », ne surprend donc pas en revenant sur ce thème, encore que sa définition d'une « défense européenne-américaine » soit ambiguë et qu'il ne pourrait faire oublier sa campagne de 1979 contre la supranationalité. Mais il va plus loin en indiquant que l'Allemagne fédérale ne saurait rester à l'écart d'un tel effort et qu'elle devrait y « participer directement au niveau des responsabilités ».

Les objections élevées contre l'idée d'une défense européenne ne sont pas nouvelles, mais ne sont pas toujours fondées. Parler d'une trahison du gaullisme est facile, mais c'est oublier que de Gaulle s'opposait surtout à la supranationalité parce que, dans les conditions de l'époque, tout abandon de souveraineté française serait allié dans le sens d'un renforcement des États-Unis et du monde « anglo-saxon ».

Après tout, c'est de Gaulle qui a approuvé, en 1961, le plan Fouchet qui préconisait une « politique commune de défense » en Europe et c'est encore lui qui, en septembre 1962, offrait à la République fédérale une « coopération organique de nos armées en vue d'une seule et même défense ».

L'autre objection est celle que M. Giscard d'Estaing opposait en 1975 aux conceptions par trop « européennes » de son premier ministre. L'Allemagne, expliquait-il en substance, doit rester à l'écart du processus ; sinon cela heurterait l'Union soviétique. De fait, un doigt allemand unique sur la gâchette nucléaire serait mal vu à Moscou et contredirait les traités par lesquels Bonn a renoncé aux armes de destruction massive. Mais cette gâchette peut être aussi un cran de sécurité : les systèmes à « double clef » ont cet intérêt d'offrir à ses détenteurs un « droit de veto sur l'emploi » beaucoup plus qu'un authentique « droit d'emploi ».

L'adoption de la double clef, trop vite écartée dans l'affaire des euro-missiles américains, aurait sans doute évité pas mal des frustrations et méfiances anti-américaines que l'on voit se développer en Allemagne fédérale. Et c'est autour d'un tel système qu'il conviendrait de rechercher les solutions le jour où les Européens s'estimeront en mesure de profiter des arsenaux français et britanniques pour renforcer leur défense, relançant ainsi une construction européenne dont le principal défaut a été, précisément, l'absence jusqu'à ce jour de toute dimension militaire.

Dix mois après ses « propositions du 20 décembre » sur les relations entre les enseignements public et privé que les responsables de l'enseignement catholique avaient rejetées, M. Alain Savary a présenté, mercredi 19 octobre, « au nom du gouvernement », un nouveau document. Le ministre de l'Éducation nationale ne propose ni la disparition des écoles privées ni leur intégration dans un service public, mais une base de discussions élargies dans le temps.

Ce texte a été laborieusement mis au point — une quinzaine de versions successives — car il fallait éviter de heurter la sensibilité des uns et des autres. Entre deux revendications extrêmes — le statu quo qui permet aux établissements scolaires privés d'exister grâce à l'aide de l'État ou leur intégration au service public, — il fallait proposer une formule qui ne ferme pas les portes. Il fallait aussi trouver le moyen, sinon de faire assaillir autour d'une même table les représentants de forces qui sont antagonistes depuis plus d'un siècle, du moins d'ouvrir le dialogue.

Les « propositions Savary » fondent le système éducatif français —

public et privé — sur trois principes : « L'égalité de tous devant l'éducation », « le respect des consciences », « la liberté de l'enseignement ». L'égalité, comme la liberté, sont inscrits dans la Constitu-

tion. Le « respect des consciences », est l'expression employée, le 2 janvier dernier, pour définir la laïcité ; elle s'exclut pas la dimension religieuse ; elle est une exigence pour tous les établissements, publics ou associés à l'État.

Malgré cet idéal subsistent aujourd'hui « deux écoles » aux statuts très différents, opposés par « des mécanismes divers ». L'objectif du gouvernement est de rénover l'ensemble du système éducatif en réduisant « progressivement les différences » qui font obstacle à la réalisation des trois principes précités. Il ne s'agit pas d'uniformiser, il ne s'agit pas de favoriser les uns au détriment des autres ; « L'éducation doit être nationale sans être uniforme, dans le respect de l'égal accès de tous aux établissements qui concourent au service public ».

La méthode préconisée est de s'attaquer, à la fois, et avec tous les partenaires, aux problèmes du public et du privé, en commençant par les moins difficiles et en prenant tout le temps nécessaire pour les plus délicats. Étant entendu que rien ne se fera sans concertation.

M. Savary établit une liste « non exhaustive » de ces problèmes à résoudre.

CATHERINE ARDITI  
et CHARLES VIAL

(Lire la suite page 10.)



## Faits et démons

AU JOUR LE JOUR

### Opposants

Les opposants sont surmenés. Ils vont de tribune et tribune, de forum en studio, de ville en ville, porter la bonne parole.

Ce ballet incessant pourrait devenir lassant si, d'ici à 1986, M. M. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing devaient monopoliser les écrans comme ils le firent naguère avec le résultat que l'on sait.

Ils vont finir par donner l'impression qu'ils se posent en s'opposant plus entre eux qu'à la gauche. Ils seraient donc invités de protéger eux-mêmes, et tout de suite, contre le fait qu'on les voit trop à la télévision.

B. Fr.

On revient de loin. Dans cette guerre scolaire non déclarée qui ensourcilise la France depuis un siècle, la gauche au pouvoir vient de confronter ses dogmes aux réalités. Il en résulte ce « document Savary » que vont noter les examinateurs du privé et du public. Document dont le contenu nuancé prend en compte des évolutions de la société française.

Une double évolution est en germe, au terme de laquelle les adversaires d'hier deviennent, ou en tout cas deviendront, des partenaires. De part et d'autre, les dogmatismes s'effritent et les démons s'essouffent.

A gauche, l'anticléricalisme de choc, haineux, absolutiste, a perdu des plumes dans toutes ses batailles perdues. Les nobles idéaux de la laïcité ont mal résisté au choc de 1983 qui a montré le conservatisme et l'immobilisme traversant équilibrément les deux écoles, celle du

« peuple » et celle des « curés ». On s'est avisé que le maintien des privilèges pouvait aussi bien s'obtenir au sein des grandes lycées publiques que des grandes collèges privés et, inversement, que des écoles privées étaient aussi priées du peuple que des écoles publiques.

La gauche, en outre, a attiré à elle depuis vingt ans des franges de la population aux yeux de qui le combat pour l'« école publique » était accessoire, alors que l'aspiration à la décentralisation, à l'autogestion, devenait première. Et l'on voit — et l'on voit — des dirigeants de la gauche, des ministres, placer sans mauvaise conscience leurs enfants dans le privé, ce qui est, en soi, contraire, le maniement la plus concrète de montrer que, pour eux, cette école est légitime.

A cette évolution a correspondu une déroute du cléricisme triom-

phant. Déchristianisation, chute des vocations sacerdotales, concile Vatican II : l'Eglise de France a subi les assauts du siècle et, dans sa tentative de s'y adapter, elle a évidemment perdu de sa superbe. Elle a renoncé à investir à tout prix le terrain de la société civile. Sans lâcher son école, l'Eglise catholique a accepté depuis 1969 le rapprochement avec l'État, que les conservateurs et les intégristes — il faut s'en souvenir — considéraient comme diabolique, la loi Debré leur paraissant l'annonce d'une assimilation.

La situation actuelle est paradoxale. La gauche qui gouverne prolonge la logique de la loi Debré qu'elle dénonçait naguère. Le document Savary est établi sur la base de rapports contractuels entre l'État et le privé.

BRUNO FRAPPAT  
(Lire la suite page 10.)

C'est finalement avec une cinquantaine de minutes de retard sur l'horaire prévu que le septième exemplaire de la fusée européenne Ariane s'est élancé, mercredi 19 octobre, dans le ciel de Guyane. Après un arrêt de chronologie dû à une erreur de programmation d'ordinateur, le lanceur a été mis à feu de nuit, à 1 h 45 du matin (heure française), et, au terme d'un vol sans histoires d'une quinzaine de minutes, Ariane a mis en orbite le satellite Intelsat-5. Il s'agit d'un satellite de télécommunications de 1 870 kilogrammes, conçu par des sociétés américaines et européennes, pour offrir un supplément de télécommunications internationales destiné à satisfaire une demande mondiale qui double tous les trois ou quatre ans.

Ce succès confirme le tir réussi du mois de juin. Il prouve aussi le bienfondé des modifications apportées à certains éléments du troisième étage d'Ariane, ainsi que la capacité du lanceur européen à mettre en orbite la charge la plus lourde pour laquelle il était prévu.

Ariane a déjà réussi de nombreux tirs. Mais c'était la première opération véritablement commerciale. « Il nous faut maintenant nous habituer à ce genre d'opération cinq, six ou sept fois par an ». Ainsi s'est exprimé M. Hubert Curie, président du Centre national d'études spatiales (CNES) dans les minutes qui suivirent le septième lancement réussi d'Ariane et la mise en orbite du satellite Intelsat-5 (1). M. Curie indiquait ainsi qu'il ne fallait pas prendre cette réussite pour un exploit et que les lancements réussis doivent devenir banals. En sens inverse, il a indiqué qu'un échec éventuel n'aurait pas été une catastrophe. « Tout grand programme de développement technologique a des aléas, a-t-il fait remarquer : il est possible qu'il y ait des échecs lors des prochains tirs. Cela ne remettra pas en cause la réussite d'ensemble ».

MAURICE ARVONNY  
et JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
(Lire la suite page 12.)

(1) Ce satellite a été construit pour la somme de 29,7 millions de dollars par la firme américaine Ford Aerospace en liaison avec plusieurs sociétés européennes, dont l'Aérospatiale (SNIAS).

## MAREK HALTER



### LA MÉMOIRE D'ABRAHAM

roman

De Jérusalem à Varsovie :  
deux mille ans d'histoire  
d'une famille juive.

ROBERT LAFFONT

## L'avenir du câblage en France

Le plan français a largement dépassé la phase expérimentale et son financement ne sera pas affecté par la politique de rigueur estime M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T.

M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., signe ce mercredi 19 octobre à Montpellier, à l'occasion des Journées de l'IDATE, la première convention de câblage importante entre l'État et une collectivité locale. Un an après son annonce par le conseil des ministres, le plan de câblage pour la télécommunication entre dans une phase d'actives négociations entre tous les partenaires : administration, industriels, col-

lectivités locales, groupes financiers. On discute les choix technologiques, les propositions tarifaires, on polémise sur le rôle de l'État, on bâtit les premiers programmes. Resté volontairement en retrait de ces négociations, M. Louis Mexandeau prend pour la première fois position dans le débat et fait le point sur un des paris industriels et culturels les plus audacieux du septennat.

« Où en est le plan de câblage de la France, un an après son annonce par le conseil des ministres ?

— Lorsque, le 3 novembre 1982, le gouvernement, sur ma proposition, a adopté ce plan, les commentateurs l'ont unanimement salué comme un plan audacieux et cohérent. Il s'agit, en effet, d'un axe majeur du développement économique et culturel, conjuguant volonté décentralisatrice et conférence nationale, comme l'avait souhaité le président de la République. Conscient à l'époque de l'ampleur du programme de longue haleine dans lequel nous nous engageons, j'ai souligné, la dernière fois que je me suis exprimé publiquement sur ce sujet en janvier dernier que, avec ce plan, nous invitons les partenaires des pouvoirs publics, collectivités locales, industriels, entreprises de communication audiovisuelle, dans

une voie ambitieuse qui serait jalonnée de multiples négociations, décisions, s'étendant sur de nombreuses années ».

« Arrivant bientôt au terme de la première année de ce plan, je suis

maintenant plus résolument optimiste, et je vous dis : « Le plan câble est en pleine forme ».

Propos recueillis par  
JEAN-FRANÇOIS LACAN.  
(Lire la suite page 13.)

### DANS LE SUPPLÉMENT DES ARTS ET DES SPECTACLES

● LE RETOUR DU JEDI. — Troisième épisode de la Guerre des étoiles, un film de Richard Marquand, produit par George Lucas, avec Luke Skywalker, Han Solo, les robots furtifs, la princesse Leia, l'infâme Darth Vader, l'épouvantable Jabba. Le sage Yoda disparaît, mais apparaissent de nouveaux personnages promis à un avenir mouvementé : les Awaks.

Film à trucs électroniques, le Retour du Jedi récupère les techniques de pointe qui mettent en danger l'industrie du cinéma...

● POUR OU CONTRE L'ÉCRITURE VIDÉO. — La deuxième partie de l'enquête de Lise Bloch-Morhange sur l'avenir d'Hollywood.

(LIRE PAGES 15 A 17.)



## DIPLOMATIE

## LES PROPOS DE M. CHIRAC SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE

## « On peut envisager qu'une dissuasion nucléaire euro-américaine garantisse la sécurité de l'Europe occidentale »

Parlant le lundi 17 octobre devant la Fondation Adenauer à Bonn, M. Chirac a déclaré qu'il serait « fustigé de se dérober » à l'exécution de la décision de l'OTAN sur les euromissiles si l'U.R.S.S. n'acceptait pas de démanteler ses SS-20 (le Monde du 19 octobre). Il a précisé, à propos de la défense européenne :

« Sans doute la sécurité de l'Europe occidentale devrait-elle être avant tout l'affaire des Européens eux-mêmes. Il est toujours risqué de s'en remettre à d'autres de ce que l'on devrait faire soi-même. J'ai même plus loin : l'impression ressentie par nos opinions publiques que le sort de l'Europe n'est en définitive qu'un enjeu de la rivalité entre les deux Super-Grands offre un terrain d'action propice à la propagande pacifiste. Ni vous ni nous n'acceptons l'idée que l'Europe puisse devenir un nouveau champ

de bataille, mais il faut bien comprendre que nous ne pourrions pas éviter pour cela une réflexion approfondie sur les conditions à long terme de notre défense commune.

« Ce qui vaut pour l'ensemble de l'Europe occidentale vaut, à plus forte raison, pour la République fédérale d'Allemagne et pour la France. Elles doivent unir davantage leurs politiques, leurs objectifs, leurs moyens et, pour y parvenir, doivent parler l'une avec l'autre de tous les problèmes de leur sécurité sans en exclure aucun. Rappelons-nous la conviction qu'exprimait le général de Gaulle, s'adressant à votre grand pays : « Pourquoi l'union ? D'abord parce que nous sommes ensemble et directement menacés. Devant l'ambition dominatrice des Soviétiques, la France sait quel péril

immédiat courraient son corps et son âme si, en avant d'elle, l'Allemagne venait à fléchir, et l'Allemagne à ignorer pas que son destin serait scellé si, derrière elle, la France cessait de la soutenir. »

« Dans le même esprit, les nations européennes devraient développer, bien au-delà de ce qui a été entrepris jusqu'à maintenant, la fabrication en commun d'armements modernes. La valeur combattive de nos armées y gagnerait beaucoup et la volonté de l'Europe de renforcer sa contribution à sa propre défense serait ainsi clairement soulignée. »

Après avoir évoqué les conflits du tiers-monde, M. Chirac a ajouté :

« Il est grand temps de réagir. Les nations de l'Europe occidentale doivent prendre conscience des responsabilités qui leur incombent et de doter des moyens d'agir, là et quand il le faut, avec résolution et promptitude. D'abord en franchissant un pas décisif dans le domaine de la concertation de leurs politiques, étrangères, de telle manière que leurs interventions diplomatiques puissent réellement peser sur les événements. Ensuite en s'équipant des moyens d'intervenir en commun avec toute l'efficacité nécessaire quand leurs intérêts vitaux ou la sécurité de leurs ressortissants sont en péril. Certains jugeront peut-être ces suggestions trop ambitieuses. Je crains fort que les événements ne leur donnent tort. N'attendons pas qu'ils se produisent pour nous mettre en état d'y faire face (...).

« Nos vues sur le monde et sur l'avenir ne sont pas toujours orientées dans la même direction parce

que nos situations ne sont pas identiques. Vous vous sentez directement engagés par tous ce qui se passe à l'est de vos frontières : comment s'en étonner, alors que votre peuple est déchiré et que le retour à son unité est la première aspiration de vos âmes ? Nous le comprenons, et c'est pourquoi nous avons en leur temps approché vos efforts pour nouer des relations économiques et humaines avec ces nations qui font indiscutablement aussi partie de l'Europe et auxquelles la France est liée par les traditions de son histoire et de sa culture. Nous comprenons

aussi que vous ne vouliez pas abandonner cet effort, mais la manière décevante dont ont été appliqués les accords d'Helsinki a dissipé toutes les illusions : la recherche de relations plus normales avec les pays de l'Europe centrale ne doit pas conduire les pays de l'Ouest européen à affaiblir leur cohésion et leur défense commune.

« Dans moins de cinq ans, avec le système des têtes multiples, la force nucléaire britannique et la force nucléaire française vont avoir augmenté considérablement. Elles vont représenter une force et une capa-

cité de dissuasion qui sera véritablement importante, décisive. A partir de là, on peut envisager dans un avenir prévisible qu'une dissuasion euro-américaine garantisse la sécurité de l'Europe occidentale. Mais on ne peut pas l'imaginer sans que l'Allemagne y participe directement au niveau de la responsabilité. On ne peut pas imaginer que ce sont les Anglais et les Français qui vont assurer la dissuasion nucléaire de l'Europe. Le problème de la participation directe de l'Allemagne aux questions centrales est un problème qui se pose et qu'il faudra résoudre. »

## AU COURS D'UNE VISITE A BERLIN-OUEST

## Le président du R.P.R. se dit convaincu que les Soviétiques prendront leur parti de l'installation des missiles de l'OTAN

Bonn. — Tout comme M. Kissinger, M. Jacques Chirac pense que la double résolution de l'OTAN a été une erreur : il fallait d'abord implanter les euromissiles et négocier ensuite avec Moscou. C'est ce que le maire de Paris a dit à Berlin-Ouest, où il a passé la journée du mardi 18 octobre avant de gagner Munich dans la soirée, pour un entretien avec le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss.

Comme à Bonn, la veille, M. Chirac s'est montré un fervent partisan de l'implantation des fusées américaines en Europe. Les Soviétiques étant réalistes, ils finiront par en prendre leur parti, a-t-il assuré. Raisonner aux missiles ce serait s'exposer à la neutralisa-

## De notre correspondant

tion de l'Europe, qui est l'objectif poursuivi inlassablement par l'U.R.S.S. Les rapports Est-Ouest ne souffriront pas des euromissiles. D'ailleurs, selon M. Chirac, l'importance que les moyens d'information accordent au mouvement pour la paix en R.F.A. est exagérée, ce qui porte préjudice à l'image de l'Allemagne fédérale à l'étranger. A côté de vrais pacifistes et de dangereux noppistes, les communistes « à la solde de Moscou » jouent de plus en plus un rôle déterminant, a affirmé M. Chirac, rejoignant les convictions du ministre fédéral de l'Intérieur, M. Zimmermann, et la récente mise en garde de l'écrivain Heinrich Böll.

Le gouvernement fédéral a donc bien raison de ne pas se laisser troubler par un mouvement qui pourrait porter atteinte à la paix et à l'indépendance des Allemands, a poursuivi le maire de Paris, qui s'est prononcé pour la réunification de l'Allemagne. La partition de celle-ci est contre nature et n'a rien de définitif. « Nous, qui avons connu dans l'histoire beaucoup d'annulations et même une frontière dressée à travers notre pays, nous pouvons comprendre mieux que personne que tous les Allemands appartiennent à une même famille », a-t-il déclaré à l'hôtel de ville de Berlin-Ouest.

ALAIN CLÉMENT.

## M. CHEVÈNEMENT :

## « M. Chirac a l'intuition d'un vrai problème mais il le pose très mal »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre d'Etat, a notamment déclaré, mardi, au micro de France-Inter : « Jacques Chirac a sans doute l'intuition d'un vrai problème mais il le pose, à mon avis, très mal. Le problème de l'Europe et le problème de l'Allemagne sont un seul et même problème. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne est divisée et on parle de l'Europe comme si l'Europe pouvait exister indépendamment d'une Allemagne qui retrouverait ses responsabilités politiques qu'elle a perdues depuis la chute de Hitler. La vérité est que beaucoup de pays européens n'acceptent pas comme cela que l'Allemagne puisse avoir, à nouveau, accès aux armes nucléaires. C'est vrai de l'U.R.S.S. mais c'est vrai de bien d'autres (...).

« Je crois que Jacques Chirac a tort de dire que la France et la Grande-Bretagne ne peuvent pas assurer la dissuasion en Europe. Je pense, au contraire, que la France et la Grande-Bretagne, qui disposent, actuellement, à elles deux, de près de trois cents têtes nucléaires et qui pourraient, au prix d'un effort minime, disposer d'un millier de têtes, peuvent assurer une dissuasion selon le principe dit du faible au fort. Et à vrai dire, le faible n'est plus tellement faible car avec les ogives multiples nous allons vers une force de frappe française tout à fait impressionnante qui peut causer des ravages étonnants. »

« Et, d'ailleurs, c'est bien un des problèmes qui se posent aujourd'hui : remarquer la convergence curieuse qui se dessine entre la position soviétique, qui veut prendre en compte, c'est-à-dire contrôler la dissuasion française et la position du vice-président des Etats-Unis, M. Bush, ou d'un organisme aussi important que la Trilatérale, qui veut, effectivement, mettre sous contrôle notre force de dissuasion. Alors, ce qui se joue là, c'est, à terme, l'indépendance de l'Europe. »

« Pour ma part, je ne pense pas que l'Europe puisse toujours s'en remettre aux Etats-Unis du soin d'assurer sa défense. Et je crois que la France gagnerait à poser le problème du développement et de la

modernisation de sa propre force de dissuasion d'une manière plus ambitieuse (...).

« Les Allemands, à la fin des années 70, ont découvert ce que le général de Gaulle avait compris dans une intuition à vrai dire tout à fait remarquable et même géniale au début des années 60. Ils ont compris que les Américains ne sacrifieraient pas leurs villes pour défendre les villes d'Europe et les villes allemandes. Alors, la réponse que la France avait donnée à l'époque me paraît à moi toujours juste : c'est la construction d'une puissante force de dissuasion, seule de nature à assurer la paix. La réponse allemande oscille entre un pacifisme qu'on peut comprendre à vrai dire et un super-alignement qu'on peut comprendre aussi, mais aucune de ces deux positions ne me paraît satisfaisante du point de vue de l'intérêt de l'Europe. »

## « L'Humanité » : le pavé de l'ours

Dans l'Humanité du mercredi 19 octobre, Yves Moreau écrit : « Cette argumentation de Chirac, c'est le pavé de l'ours. S'il fallait une raison de plus pour s'appuyer aux Pershing, le chef du R.P.R. l'a donnée. « A chacun ses Allemands », écrit-il autrefois, dans ce même journal, Paul Vaillant-Couturier. Chirac a choisi les siens : ceux qui rêvent encore de revanche et de puissance guerrière illimitée. Nous avons les nôtres, heureusement les plus nombreux — et de loin ! — aujourd'hui : ceux qui manifestent pour la paix, nos amis, nos frères... »

La veille, M. Jacques Hantzberg, secrétaire national du P.S. chargé des affaires internationales, avait jugé « irresponsables » les déclarations de M. Chirac. Le ministre de la Défense, M. Charles Heraud, s'était déclaré « surpris » de ces déclarations. « Le gouvernement français, attaché à la Communauté, a le droit de recevoir de quiconque en matière de coopération franco-allemande. »

« On considère généralement que le sommet européen d'Athènes en décembre aura une importance exceptionnelle dans l'histoire de la C.E.E. Les participants de la Grande-Bretagne, notamment la France, ont vu l'impression que le principal obstacle à la conclusion d'un nouvel accord entre les Dix est l'obstruction britannique à vouloir, comme disait M. Thatcher, « récupérer son argent ». On en dit-vous à cet égard ?

« Les difficultés ne viennent pas spécialement de la Grande-Bretagne : elles viennent de l'ensemble de la C.E.E., qui doit faire face à un grave problème budgétaire, dont la revendication britannique est tout au plus un symptôme et que la perspective d'élargissement vient rendre plus pressante encore.

« Attachement à la C.E.E.

« Contrairement à ce que je passais il y a quelques années encore, tout le monde au sein de la Communauté est bien conscient du caractère général de ce problème budgétaire et de la nécessité pour les Dix de trouver, entre eux et avec eux, les termes d'un accord juste et les moyens d'une relance de même, mais on ne semble pas plus conscient aujourd'hui, chez les partenaires de la Grande-Bretagne, du fait que le système qui avait fait de ce pays, parmi les moins prospères, l'un de ceux qui contribuaient le plus lourdement à financer le budget de la Communauté n'est guère défendable et doit être amendé.

« C'est très important, cette évolution de nos partenaires. Elle signifie que nous pouvons rechercher ensemble les éléments de ce changement. Ainsi de la politique agricole commune : il est désormais clair que ce domaine d'action communautaire qui coûte le plus cher est, dans sa forme actuelle, une menace pour l'équilibre de la Communauté. On peut désormais parler de toutes ces questions non plus en recourant à une rhétorique démodée, mais en traitant des vrais problèmes — par exemple du développement de nouvelles politiques communes — qui peuvent contribuer considérablement à renforcer l'Europe communautaire. Ce ne sont pas des petits pas, ce sont de réels avancées qui se préparent. Je ne dis pas que cela sera facile à Athènes, mais je dis que c'est maintenant possible.

« On a tout de même le sentiment que vous êtes toujours prêts à brandir la menace d'un retrait britannique et que l'idée européenne, au fond, vous reste assez largement étrangère, qu'il s'agisse du gouvernement, de l'opposition ou de l'opposition...

M. Mitterrand sera à Londres le jeudi 20 et vendredi 21 octobre, à l'occasion du huitième sommet franco-britannique. Pour ses entretiens avec M. Thatcher et ses collaborateurs, le président de la République sera accompagné de MM. Hermin (les ministres de la Défense participent pour la première fois à un sommet franco-britannique), Cheysson, Chandonnagor, Delors, Fabius et de M<sup>me</sup> Edith Cresson.

A la veille de cette réunion, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a indiqué à notre envoyé spécial à Londres que le gouvernement de Londres était prêt à examiner les propositions de ses partenaires pour une augmentation des ressources propres de la C.E.E.

« Le parti travailliste, comme chaque fois qu'il n'est pas au pouvoir, a cru ingénuement d'annoncer que la Grande-Bretagne quitterait la Communauté s'il gagnait les élections. Le résultat a été clair. D'ailleurs, même chez les travaillistes, les choses ne sont pas si nettes. Leur récent congrès l'a montré : il reste des éléments d'hostilité à l'Europe, mais ils en acceptent la nécessité.

« Quant à l'opposition et au gouvernement, je veux dire clairement que nous sommes aujourd'hui, au moins autant qu'aucun autre pays membre, attachés à la Communauté. Ce que nous demandons, c'est qu'un accord soit trouvé au problème de la contribution britannique ; mais nous sommes prêts à examiner les propositions de nos partenaires pour augmenter les ressources de la C.E.E. Notre attitude n'a rien à voir avec une menace de retrait. Elle est au contraire très positive. L'opinion y est d'autant plus sensible que la question, après tout, concerne au premier chef les contribuables. Mais nos partenaires ne doivent pas se méprendre sur la fermeté de notre attachement à la Communauté.

## La fermeté des Occidentaux

« A propos de la coopération politique entre les Dix, certains pays semblent éprouver quelque irritation à voir la R.F.A., la Grande-Bretagne et la France établir une sorte de concertation privilégiée. Ne pensez-vous pas qu'il y a là une situation dont d'autres pays peuvent souffrir ?

« La Communauté de ses membres, sans exception. Il peut y avoir dans tel ou tel domaine des actions « à la carte » qui regroupent non pas l'ensemble des Dix, mais certains pays qui sont plus directement intéressés par une opération précise. Mais il ne peut y avoir, à l'intérieur de la Communauté, des « clubs » ou une « super-coopération » dont certains Etats se trouveraient exclus.

« Que peut-on encore espérer, après les dernières déclarations enregistrées de part et d'autre, des négociations eurostratégiques de Genève ?

« D'abord qu'elles continuent et ensuite qu'elles réussissent. En dépit

des difficultés actuelles et des tensions internationales, la position britannique n'avait pas changé : nous continuons à croire qu'un accord franco-britannique est possible à Genève, et à le souhaiter.

« Mon collègue, ouest-allemand, M. Genscher, l'a opportunément souligné lors de sa récente rencontre avec M. Gromyko : cette espérance n'a rien à voir avec la résolution des Occidentaux de procéder à l'installation des euromissiles de l'OTAN, si cet accord ne voit pas le jour. Mais malgré les déclarations soviétiques montrant de suspendre ces pourparlers, nous voulons encore croire que l'accord sera possible.

## Des progrès à faire

« Ne craignez-vous pas que pour obtenir au moins un petit résultat, les Américains ne se résolvent à accepter que les armements nucléaires français et britanniques soient pris en compte dans cette négociation ?

« Non. La coopération politique avec Washington est très bonne, et ses bases sont claires. Bien sûr les Etats-Unis voudraient bien obtenir un résultat à ce sujet. Mais tout montre qu'ils savent parfaitement qu'à ce stade de la négociation, et en l'état actuel de la balance des forces, seules les armes des deux super-puissances sont en cause. Il y a d'ailleurs à ce sujet une grande identité de vues entre Français et Britanniques. Une autre attitude ne servirait l'intérêt de personne à l'Ouest.

« Si les Américains nous demandaient de réviser notre jugement sur ce point, nous leur répondrions la même chose que le président Mitterrand. Et tout comme la France, nous n'avons jamais dit que nos forces devaient pour toujours échapper à toute réduction simultanée et concertée des armements de l'Est et de l'Ouest : nous disons simplement que le décalage actuel entre le niveau de ces armements, américains et soviétiques d'un côté, français et britanniques de l'autre, est tel que pour l'instant seules les armes américaines peuvent être prises en compte.

« Comment compte-t-on, du côté britannique, répondre au mouvement pacifiste ?

## Le Discours Psychanalytique

n° 7

Colluber - Les Glossolalies - Les Psychoses - La Psychanalyse des enfants

n° 8

Foi et Raison à partir de Saint Thomas sont en librairie

Abonnement au Discours Psychanalytique (1 an, 4 n°) France : 150 F. Etranger : 27 U.S.S

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

A retourner, accompagné de votre règlement libellé à l'ordre de S.P.I.F.F., 1 S.P.I.F.F. B.P. 22, 41 350 Vineuil

Diffusion Denoël C.D.E./S.O.D.I.S

de la C.E.E.



ENNE  
mité de l'Europe occidentale

... de la République fédérale, la vaste campagne contre les Pershing et les missiles de croisière. Malgré son extrême diversité, sa décentralisation, son absence de dirigeants, ce mouvement a su, jusqu'à présent, éviter les dérapages incontrôlés.

Leinen, le porte-parole pour cette campagne, est l'un de ceux qui, contre certains groupes - les autonomes et les Verts notamment - favorables à une radicalisation du mouvement, ont su maintenir à ce rassemblement disparate une cohésion et une maîtrise dans l'action sans lesquelles il aurait probablement perdu une partie de son audience. A trente-cinq ans, il a déjà derrière lui près de dix ans de militantisme contre le nucléaire civil, d'abord, puis militaire, à la tête de la très puissante fédération des comités d'action (B.B.U.).

Jo Leinen n'a pas les défauts de certains de ses camarades qui ont contribué à diffuser hors d'Allemagne une image caricaturale du mouvement. Il n'est ni un naïf (« Je ne suis pas pacifiste, dit-il, et comme la plupart des membres du mouvement je suis partisan d'une défense militaire »), ni un illuminé parlant en croisé, ni un absolutiste qui voudrait « tout tout de suite », c'est-à-dire un monde débarrassé de toutes les armes nucléaires. Ce n'est pas non plus un manipulateur essayant de tirer la couverture à soi comme il s'en trouve parmi les communistes du D.K.P. ou parmi les Verts, ni un angélique qui voit l'humanité au bord du gouffre.

Les premiers Pershing-2, selon toutes vraisemblances, seront installés dans deux mois en République fédérale. « Je ne crois pas pour autant, dit-il, à un rien railleur, qu'une guerre atomique éclatera en décembre ou quelques mois plus tard. » Ce qu'il craint en revanche, c'est « que la course aux armements et les modifications révolutionnaires de la technologie militaire n'aient pour finalité logique un conflit nucléaire ». Ce qu'il constate, c'est que les armes nucléaires et moyennes portées placées en Europe dans une situation fort désagréable : celle de théâtre des opérations. Ce qu'il ressent, c'est qu'il est malgré tout plus dangereux de vivre ici en Allemagne plutôt qu'en Californie ou au Canada. Ce qu'il veut : « l'Europe aux Européens ; c'est-à-dire que chaque pays décide de sa politique de défense », dit-il. Ce qu'il condamne enfin : le jeu des deux superpuissances et un iso-

les propositions de la Communauté européenne

... de la Communauté européenne

... de la Communauté européenne

... de la Communauté européenne

## En R.F.A.

### Le porte-parole du mouvement pour la paix estime que les Deux Grands sont responsables de la « misère de l'Europe »

Bonn. - Des dizaines de groupes d'obédience très diverses, rassemblés sous le nom de mouvement pour la paix, animent, en République fédérale, la vaste campagne contre les Pershing et les missiles de croisière. Malgré son extrême diversité, sa décentralisation, son absence de dirigeants, ce mouvement a su, jusqu'à présent, éviter les dérapages incontrôlés.

Jo Leinen, le porte-parole pour cette campagne, est l'un de ceux qui, contre certains groupes - les autonomes et les Verts notamment - favorables à une radicalisation du mouvement, ont su maintenir à ce rassemblement disparate une cohésion et une maîtrise dans l'action sans lesquelles il aurait probablement perdu une partie de son audience. A trente-cinq ans, il a déjà derrière lui près de dix ans de militantisme contre le nucléaire civil, d'abord, puis militaire, à la tête de la très puissante fédération des comités d'action (B.B.U.).

Jo Leinen n'a pas les défauts de certains de ses camarades qui ont contribué à diffuser hors d'Allemagne une image caricaturale du mouvement. Il n'est ni un naïf (« Je ne suis pas pacifiste, dit-il, et comme la plupart des membres du mouvement je suis partisan d'une défense militaire »), ni un illuminé parlant en croisé, ni un absolutiste qui voudrait « tout tout de suite », c'est-à-dire un monde débarrassé de toutes les armes nucléaires. Ce n'est pas non plus un manipulateur essayant de tirer la couverture à soi comme il s'en trouve parmi les communistes du D.K.P. ou parmi les Verts, ni un angélique qui voit l'humanité au bord du gouffre.

Les premiers Pershing-2, selon toutes vraisemblances, seront installés dans deux mois en République fédérale. « Je ne crois pas pour autant, dit-il, à un rien railleur, qu'une guerre atomique éclatera en décembre ou quelques mois plus tard. » Ce qu'il craint en revanche, c'est « que la course aux armements et les modifications révolutionnaires de la technologie militaire n'aient pour finalité logique un conflit nucléaire ». Ce qu'il constate, c'est que les armes nucléaires et moyennes portées placées en Europe dans une situation fort désagréable : celle de théâtre des opérations. Ce qu'il ressent, c'est qu'il est malgré tout plus dangereux de vivre ici en Allemagne plutôt qu'en Californie ou au Canada. Ce qu'il veut : « l'Europe aux Européens ; c'est-à-dire que chaque pays décide de sa politique de défense », dit-il. Ce qu'il condamne enfin : le jeu des deux superpuissances et un iso-

les propositions de la Communauté européenne

... de la Communauté européenne

... de la Communauté européenne

De notre envoyée spéciale

tionnisme français qui se berce, selon lui, d'illusions.

La « schizophrénie » française

Le mouvement pour la paix, qui n'a pendant longtemps formulé que ses objectifs à long terme - à savoir la dénucléarisation de l'Europe - admet aujourd'hui qu'il aurait pu y avoir à Genève « une solution intermédiaire avec laquelle nous pouvions vivre et qui aurait constitué pour nous un certain succès ». Il y avait, estime Jo Leinen, dans la proposition de M. Andropov de réduire le nombre des SS-20 en niveau des forces françaises et britanniques la possibilité d'un accord. « Certes, il ne suffisait pas de jeter cette proposition sur la table des négociations, ajoute-t-il, et j'ai moi-même écrit à M. Andropov pour lui dire qu'elle était plus efficace s'il avait engagé tout de suite le démantèlement des SS-20. »

C'est là qu'intervient l'égoïsme de la France et ce qu'il appelle la nature « schizophrénique » de sa situation militaire. « En théorie, les armes françaises sont considérées par les Français comme des armes tous azimuts. Mais en réalité leur utilisation n'est envisageable que dans le cadre d'un conflit Est-Ouest. C'est pourquoi leur comptabilisation est, aux yeux des Soviétiques, légitime. Je dois le dire clairement : c'est là quelque chose sur quoi nous, mouvement pour la paix, de là où nous vivons, c'est-à-dire en Allemagne, trouvons plus acceptable le point de vue soviétique que le point de vue français. »

Jo Leinen ne veut pas cependant se tromper d'adversaire. « La misère de l'Europe, dit-il, vient des Deux Grands. » Il esquisse un sourire en voyant arriver le reproche de francophilie après celui d'anti-américanisme.

Quoi qu'on pense sur le fond, la tactique du mouvement pour la paix ne se voit-elle pas l'Union soviétique ? « Non, répond-il. Dans le jeu des Deux Grands n'est-il pas de la décision fondamentale, le mouvement

pour la paix est quelque chose de périphérique. La façon dont on le joue ou dont on l'attaque relève de la guerre, des choses qui se font en Europe, mais il n'est pas un facteur de décision dans la négociation. La question de savoir si un accord est possible, ce qui signifie la parité et l'équilibre et qui a un avantage à reprendre d'autre, tout cela est indépendant du mouvement pour la paix. » La preuve en est l'échec des négociations de Genève. « Il n'en sortira plus rien, dit-il, que du brouillard pour noyer le débat public et la responsabilité des responsables de l'échec. »

Mais cet échec, qui en est aussi un pour le mouvement pacifiste, ne signifie pas la fin de son combat. Le mouvement s'efforce en ce moment de ne pas présenter d'échec comme une échec ultime : neul Pershing doivent être installés à cette date en République fédérale, l'agitation devra être entretenue contre les implantations ultérieures. Le mouvement trouvera en outre, au-delà de la question des missiles, d'autres terrains d'action. « Nous avons avec nous la majorité de l'opinion, dit encore Jo Leinen : il sera clair en décembre qu'un allié peut imposer sa volonté contre celle d'une population. J'imagine qu'alors le débat ne portera plus seulement sur les systèmes d'armement, mais sur les mécanismes de l'Alliance et sur l'oppression de l'Alliance. » Est-ce à dire que le mouvement pour la paix aurait éveillé en République fédérale un nouveau nationalisme ? L'idée de nationalisme reste le cœur de celle de réunification, que pour ma part je ne connais pas et qui n'est pas le but, pas même le but lointain du mouvement. Nous sommes dans une situation géographique et politique telle que les Américains, selon nous, ne peuvent que se retirer.

« Ce n'est pas en ce moment de l'intérêt des Allemands, ni de celui de la R.F.A. ni de celui de la R.D.A. Ce à quoi tout cela donne lieu est plutôt un nouveau patriotisme, dans le sens où l'une des institutions du mouvement pour la paix est la défense des intérêts du pays où ils vivent, à commencer par l'intérêt de sa survie. »

CLAIRE TRÉAN.

## PROCHE-ORIENT

### Liban

A LA VEILLE DE LA RÉUNION PRÉVUE A L'AÉROPORT DE BEYROUTH

### Le congrès de réconciliation nationale paraît gravement compromis

Beyrouth. - Dans une ambiance désenchantée et morose, les Libanais ont appris coup sur coup que le congrès de réconciliation nationale prévu par les accords de cessez-le-feu, le 25 septembre dernier, était censé tenir sa première réunion, jeudi 20 octobre, à l'aéroport de Beyrouth, puis que celle-ci n'aurait vraisemblablement pas lieu. Mais durant les quelques heures qui, mercredi après-midi, ont séparé l'annonce de la réunion et le refus du site choisi par l'un des principaux participants, M. Walid Joumblatt, au lieu de la vague d'espoir qui n'aurait pas manqué de se manifester il y a peu encore, le scepticisme et le découragement sont demeurés entiers.

Après de longues tractations et beaucoup d'obstacles - près d'un mois s'est écoulé entre l'annonce du congrès et sa convocation, peut-être mort-née - les invitations avaient été adressées par le président de la République aux neuf personnalités sélectionnées après un dur marchandage avec la Syrie, par l'intermédiaire des Américains et du médiateur saoudien.

Normalement, le choix des participants ayant été effectué après des concessions à la Syrie, le dialogue sur l'entente nationale aurait dû, au moins, commencer aussitôt, quitte à tourner court ou à s'enliser. Au lieu de cela, ce ne furent qu'obstacles et tergiversations jusqu'à ce qu'un comité préparatoire, créé pour tourner la difficulté, ait retenu la date du 20 octobre et le site de l'aéroport. Ceux-ci viennent précisément d'être, sans nouveau revirement, refusés par l'opposition. D'ultimes démarches de l'émissaire saoudien, M. Rafie Hariri, auprès de Damas permettront-elles de débloquer la situation à quelques heures de l'échéance ? On en doute ici.

### Refus et réticences

A la veille de la réunion projetée, cinq personnalités avaient donné leur accord pour y participer (MM. Camille Chamoun et Pierre Gemayel, maronites du Front libanais ; M. Saïb Salam, sunnite conservateur ; M. Adel Ossicrane, chiite conservateur ; M. Nahib Berri, chiite également, chef du mouvement Amal), une avait exprimé son refus (M. Walid Joumblatt, druze du Front de salut national, pro-syrien), et deux, alliées de ce dernier, marquant des réticences qui risquent de se transformer en refus :

### Irak

AMNESTY INTERNATIONAL ÉVALUE A 520 LE NOMBRE DES PRISONNIERS POLITIQUES EXÉCUTÉS DE 1978 A 1982

Dans un rapport sur l'Irak, publié ce mercredi 19 octobre et portant sur la période 1976-1982, Amnesty International dénonce plusieurs cas de tortures suivis d'assassinat. Ainsi, Reber Mulla Hussein, Kurde de dix-neuf ans, aurait eu un œil crevé, la verge tranchée et le corps transpercé par neuf clous avant de mourir. Hamid Atti, communiste, aurait été frappé au fouet métallique, suspendu à un ventilateur à hélice et enfin électrocuté.

Selon les informations recueillies par l'organisation mondiale de défense des droits de l'homme, notamment lors d'une mission en janvier en Irak, cinq cent vingt prisonniers politiques irakiens auraient été assassinés en Irak depuis 1978. En outre, Amnesty cite les noms de cent quatre personnes « dont toute trace a été perdue depuis leur arrestation entre 1979 et 1982 ». Les peines de mort prononcées devant le tribunal révolutionnaire « ne peuvent faire l'objet d'un appel et les audiences ne sont pas publiques ».

Dans son rapport, Amnesty International demande instamment au président Saddam Hussein de « publier une déclaration personnelle interdisant la torture en toute circonstance, garantissant la protection des prisonniers et suspendant immédiatement les exécutions pour délits politiques non violents ». Bagdad, dans sa réponse annexée au rapport, affirme qu'« il n'y a eu ni exécution politique ni tortures en Irak » et que ces accusations ont pour but de « discréditer le peuple irakien et son gouvernement révolutionnaire ».

De notre correspondant

MM. Soleiman Frangie, maronite, et Rachid Karamé, sunnite. Le dernier pressenti, M. Raymond Eddé (maronite libéral, antisyrrien, anti-irakien, antiphalangiste, vivant à Paris) s'est déjà récusé. Le dixième participant est le chef de l'Etat libanais, M. Amin Gemayel, autour duquel les autres personnalités sont censées se réunir.

Le plus grave dans l'affaire est que personne ne croit plus à ce congrès, même s'il devait se tenir, à commencer par les participants. Le président Gemayel, qui devrait être le premier intéressé à son succès, a souligné avec une insistance remarquable le rôle primordial des institutions constitutionnelles, c'est-à-dire du Parlement, le jour même où il adressait ses convocations au congrès. Autre signe négatif : depuis que l'on a envisagé de convoquer ces assises nationales à l'aéroport, une situation de plus en plus trouble a été créée dans son périmètre, et les votes d'accès qui y mènent sont, depuis vingt-quatre heures, incertains, ici comme ailleurs sur le terrain, la situation se détériore constamment, et l'on a déploré, au cours de la journée de mercredi, huit morts (dont deux soldats libanais) et quatorze blessés (dont deux soldats libanais et un membre du contingent italien de la force multinationale), sans que le comité militaire, qui contrôle l'arrêt des combats, parvienne à maîtriser

l'escalade. Il a attribué celle-ci à « une cinquième partie », indiquant par là que les belligérants d'hier, regroupés en son sein (armée libanaise, forces libanaises chrétiennes, Amal chiite et P.S.P. druze), y sont étrangers. Enfin, si un accord de principe est intervenu pour faire appel à huit cents observateurs militaires italiens et grecs pour consolider le cessez-le-feu, ceux-ci ne semblent pas prêts à devenir opérationnels.

LUCIEN GEORGE.

Deux militaires israéliens tués. - Deux militaires israéliens ont été tués mardi soir et un autre blessé, à la suite d'une embuscade tendue à une patrouille dans le secteur de Saïda (chef-lieu du Sud-Liban), a annoncé mercredi le porte-parole militaire israélien. Selon lui, deux jeeps d'une unité de gardes-frontières israéliens qui se trouvaient au sud de Saïda ont été prises, mardi soir, sous le feu d'une embuscade tendue sur la route qu'elles avaient empruntée. Des tirs d'armes automatiques et de roquettes ont visé les deux véhicules, ainsi que des grenades lancées depuis un bâtiment situé à proximité. Les Israéliens ont riposté et fait venir des renforts sur les lieux pour rattrapper le secteur. La mort de ces deux militaires porte le nombre des soldats israéliens tués au Liban, depuis le début de la campagne en juin 1982, à cinq cent vingt-deux. (A.F.P.)

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

UN AMÉRICAIN EST ACCUSÉ D'AVOIR TRANSMIS A MOSCOU D'IMPORTANTS DOCUMENTS SUR LES MISSILES STRATÉGIQUES

San-Francisco (A.F.P.). - Un Californien de quarante-neuf ans, M. James Harper, arrêté le 15 octobre pour avoir vendu à Moscou une centaine de secrets militaires sur les missiles balistiques par l'intermédiaire d'espions polonais, a fourni aux Soviétiques des renseignements qui « causent de graves préjudices » à la défense nationale des Etats-Unis, selon un responsable militaire américain.

Selon le F.B.I., ces documents sont si importants que les espions polonais qui les ont recueillis ont été fustigés en 1980 par M. Yuri Andropov, alors chef du K.G.B. Le F.B.I. indique que Harper a rencontré les agents polonais à quatorze reprises depuis 1979 à Varsovie, à Mexico, à Vienne et en Suisse pour leur remettre les documents qui étaient ensuite envoyés à Moscou.

James Harper a entamé sa carrière d'espion en 1975, après avoir fait la connaissance de deux Polonais possédant « une liste d'achat », de matériel de haute technologie que désiraient acquérir les autorités américaines, ajoute le F.B.I. En 1981, Harper, sans dévoiler son identité, aurait offert de travailler pour la C.I.A. comme agent des services de renseignements américains, pour échapper aux poursuites judiciaires. La C.I.A. avait rejeté cette offre, a précisé le F.B.I.

Lors d'une audition, Harper a déclaré qu'il n'avait pas besoin d'un avocat et qu'il avait l'intention de collaborer complètement avec le gouvernement américain. S'il est reconnu coupable, James Harper risque la prison à vie.

Les rebelles antisandinistes envisagent des actions communes avec les forces armées du Guatemala, du Salvador et du Honduras

Les rebelles antisandinistes ont déclaré, mardi 18 octobre, à Washington, rechercher l'aide des armées des autres pays d'Amérique centrale pour renverser le gouvernement de Managua à la suite de la réactivation du pacte de défense de la région.

« Les soldats des autres pays d'Amérique centrale peuvent se joindre à nous pour combattre le communisme », a déclaré M. Adolfo Calero, l'un des leaders de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), basée au Honduras.

Le 3 octobre, les ministres de la défense du Salvador, du Guatemala et du Honduras ont décidé de relancer le Conseil de défense d'Amérique centrale (CONDECA), pacte anticomuniste créé en 1963. M. Calero a précisé que la F.D.N. avait en des discussions secrètes sur une éventuelle action commune des armées d'Amérique centrale et des rebelles antisandinistes, dirigée contre le régime de Managua.

« A MANAGUA, les autorités nicaraguayennes ont montré mardi à la presse un matériel perfectionné fourni, selon elles, par la C.I.A. aux commandos antisandinistes qui ont, le 10 octobre, fait sauter des réservoirs de combustibles, à Puerto Corinto. M. Lenin Cerna, chef de la sécurité nationale, a présenté un équipement d'homme-grenouille doté d'un dispositif de recyclage de l'oxygène permettant de rester neuf heures sous l'eau. Selon lui, « les vedettes équipées de minipelles et de roquettes étaient munies de valves permettant une submergence partielle assurant une plus grande stabilité de tir ».

L'attentat de Puerto Corinto a provoqué l'évacuation de quarante mille personnes et sérieusement entamé les réserves nicaraguayennes en combustibles. Il a surtout en-

traîné un arrêt des livraisons de pétrole au Nicaragua.

« A PARIS, le vice-président du Costa-Rica, M. Alberto Falla, et le président officiel, a demandé mardi à la France de ne pas abandonner son pays, qui, a-t-il souligné, est un pays démocratique, libre, stable et neutre confronté à une crise de caractère économique, comme les autres pays d'Amérique centrale ».

Les problèmes politiques de l'Amérique centrale sont le résultat d'un « manque de développement économique », que doivent pallier les pays industrialisés, a ajouté M. Falla, qui a d'autre part précisé que le statu de « neutralité permanente » du Costa-Rica, qui doit être proclamé le 17 novembre par le président Monge, ne fait pas de son pays un « simple spectateur » dans les conflits d'Amérique centrale. Il a rappelé que son pays soutenait les efforts de paix du groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama et Venezuela). - (A.F.P., Reuter.)

« Nouveau procès des religieux français détenus au Brésil. - Les Pères français Aristide Canio et François Gouillon, incarcérés depuis plus de deux ans, doivent être jugés jeudi 20 octobre. On leur reproche d'avoir encouragé des paysans à tendre une embuscade à une patrouille militaire au début de 1981 à São Geraldo de Araguaia. Une centaine d'hommes ont été tués et plusieurs officiers blessés. A la suite de cette embuscade, les deux prêtres et treize paysans avaient été incarcérés. L'un des avocats des prêtres a déclaré que de nouveaux éléments étaient intervenus et que les ecclésiastiques n'auraient pas dû être jugés par un tribunal militaire. Le Conseil épiscopal brésilien a apporté un soutien très ferme aux religieux français, qu'il considère comme innocents. - (A.P.)

le temps des sciences  
Collection dirigée par Odile Jacob

VIENT DE PARAÎTRE

Antoine Danchin

L'œuf et la poule

Histoires du code génétique

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION  
Claude Allègre L'homme de la Terre  
Jean-Pierre Changeux L'homme neuronal  
Émile Henocq Un mal étrange : l'allergie  
François Jacob Le jeu des possibles  
Marc Jeannerod Le cerveau-machine  
André Leroy-Gourhan Le fil du temps  
André Leroy-Gourhan Mécanique vivante  
André Lwoff Jeux et combats  
Philippe Meyer L'homme et le sel  
Claude Olievenstein Destin du toxicomane  
Jacques Ruffié Traité du vivant  
Daniel Widlocher Les logiques de la dépression

Fayard



# ASIE

## LA REPRISE DES CONSULTATIONS SUR HONGKONG

### Les Britanniques soumettraient aux Chinois de « nouvelles idées »

Une nouvelle série de consultations sur l'avenir de Hongkong s'ouvre ce mercredi 19 octobre à Pékin. C'est la cinquième fois que les négociateurs chinois et britanniques se rencontrent. Les dernières conversations avaient eu lieu les 22 et 23 septembre dans la capitale chinoise.

Londres. - Si la décision des autorités de Hongkong de lier le dollar local au dollar américain a stimulé la Bourse des valeurs de Hongkong, elle a également provoqué une spéculation sur le « billet vert » au détriment de la monnaie de la colonie. Les experts estiment que la situation pourrait devenir à nouveau difficile si la confiance ne renait pas rapidement dans l'avenir du territoire - qui fait l'objet de conversations de cette semaine à Pékin.

Selon des informations en provenance de Hongkong, les négociateurs britanniques, conduits par Sir Percy Cradock, ambassadeur de Grande-Bretagne en Chine, devaient remettre à leurs interlocuteurs chinois une lettre de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher dans laquelle le premier ministre avance quelques propositions pour déboucher les négociations. Il semblerait en effet que de « nouvelles idées » aient émergé des discussions qu'a eues récemment à Londres M<sup>me</sup> Thatcher avec Sir Edward Youde, gouverneur de Hongkong, et les membres du conseil exécutif de la colonie. Le premier ministre britannique a personnellement insisté toutefois pour que ses interlocuteurs gardent le silence le plus complet sur ces entretiens.

Depuis l'ouverture des négociations sur l'avenir de Hongkong, les Britanniques ont entouré leur position du plus grand secret. Il apparaît cependant que Londres a demandé à jouer un rôle dans l'administration de la colonie après 1997, date à laquelle se termine le bail de quatre-

#### De notre correspondant

vingt-neuf ans qui lie les « Nouveaux Territoires » à la Couronne. L'île même de Hongkong - où se trouvent les institutions financières - a été cédée à perpétuité à la Grande-Bretagne en 1842, mais elle ne saurait survivre sans l'assistance des « nouveaux territoires » qui assurent, par exemple, 90 % de ses besoins en eau potable.

Même s'il ne veut pas l'avouer ouvertement, le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher a conscience qu'un jour ou l'autre la colonie sera elle aussi rattachée à la Chine. La question est quand et comment.

Dans cette affaire M<sup>me</sup> Thatcher est handicapée par son image d'héroïne guerrière car, ayant fait la guerre pour les Malouines, elle peut difficilement donner l'impression de brader la souveraineté britannique sur un autre territoire de la Couronne. En juin dernier pourtant l'hebdomadaire de Hongkong Far

Eastern Economic Review, réputé pour être bien informé, écrivait que le premier ministre avait reconnu, dans une lettre à M. Deng Xiaoping, les droits fondamentaux de la Chine sur Hongkong (une information qui avait été qualifiée à l'époque de « spéculation » par le Foreign Office).

Les Britanniques auraient proposé aux Chinois d'oublier pour un temps l'épineuse question de la souveraineté et d'élaborer un plan pratique concernant l'administration de Hongkong après 1997. Mais Pékin ne semble voir dans cette proposition qu'une manœuvre dilatoire destinée à prolonger le contrôle de Londres sur un des centres financiers les plus importants du monde. A cela les Britanniques rétorquent qu'ils profitent beaucoup moins que les Chinois de leurs échanges avec la colonie puisque ceux-ci se caractérisent pour eux par un déficit commercial chronique.

(Interim.)

#### Afghanistan

### Violents bombardements au nord-est de Kaboul

Au cours de l'offensive lancée depuis le mois dernier par les forces soviéto-afghanes contre la résistance, la bourgade d'Istalef, dans la vallée de Shamali, a été cinquantaine de kilomètres au nord-est de Kaboul, a subi des bombardements parmi les plus violents depuis le déclenchement de la guerre en Afghanistan.

Selon des diplomates occidentaux, ces bombardements, qui ont débuté le 2 octobre, ont rasé Istalef à 40 %. L'odeur des cadavres enterrés sous les ruines était perceptible de loin, a raconté un réfugié. Face à la puissance de feu des assai-

lants, les résistants ont décroché. Des combats ont aussi été signalés dans la région de Hérat, à l'ouest du pays. L'Iran a d'ailleurs protesté contre les fréquentes violations de son espace aérien par les Afghans.

D'autre part, toujours selon des diplomates occidentaux, une des importantes personnalités musulmanes de Kaboul, le mollah Bonorp, imam de la mosquée Qala-i-Musa, a été égorgé. Mais on ne sait s'il a été victime des résistants qui l'accusaient de collaboration avec le régime, ou de membres du P.C. qui le soupçonnaient d'être lié avec la résistance. (U.P.I., Reuter, A.P.)

#### Chine

### Pékin multiplie les contacts avec les pays communistes

#### De notre correspondant

Pékin. - Tandis que se poursuit, à Pékin, la troisième série de consultations sino-soviétiques, au rythme tranquille, depuis le 6 octobre, de deux réunions hebdomadaires, une nette augmentation des contacts est notée entre la Chine et différents pays communistes.

Dans la soirée du mardi 18 octobre, le ministre cubain du commerce extérieur, M. Ricardo Cabrisas Ruiz, est arrivé dans la capitale chinoise venant de Moscou. Cette visite, la première d'une personnalité cubaine de ce niveau depuis une vingtaine d'années, n'aurait pas pour objet la signature du protocole d'échanges annuel entre les deux pays mais la discussion des possibilités de diversifier le commerce bilatéral.

Plus significative encore est la venue en Chine, annoncée pour vendredi, du ministre du commerce extérieur hongrois, M. Peter Veress, ancien ambassadeur en France. M. Veress séjournera une semaine dans le pays. Après ses entretiens à Pékin, destinés, indique-t-on, à explorer de « nouvelles voies » dans le domaine du commerce, il se rendra à la Foire de Canton. Cette année, les échanges entre la Chine et la Hongrie devraient s'élever à environ 180 millions de francs suisses, en augmentation de près de 80 % par rapport à 1982.

Depuis le printemps dernier, un réchauffement sensible des relations entre la Chine et la plupart des pays d'Europe de l'Est a été observé, parallèlement au déroulement des conversations sino-soviétiques en cours depuis un an. Cette amélioration s'est concrétisée, sur le plan politique, à l'occasion de l'actuelle session de l'Assemblée générale des Nations unies : pour la première fois depuis deux décennies, le ministre des affaires étrangères chinois a rencontré tous ses collègues du bloc de l'Est et il se serait entretenu aussi avec M. Gromyko si ce dernier n'avait au dernier moment annulé son voyage.

#### Hongrie et R.D.A.

Dans ce tableau d'ensemble, deux pays - la Hongrie et, à un moindre degré, la R.D.A. - semblent, toutefois, tenir une place plus importante. On ne compte plus le nombre de délégations culturelles, scientifiques et sportives dans les deux sens entre Budapest et Pékin. Une équipe de la télévision hongroise, chargée de préparer une série d'émissions sur la Chine, se trouve, en ce moment, ici. Les contacts ont repris également dans le domaine touristique et syndical, ainsi qu'il vient d'être révélé à la veille de l'ouverture du congrès des syndicats chinois.

Des échanges particulièrement intéressants paraissent avoir lieu en matière financière. En septembre, un vice-ministre chinois des finances a eu des entretiens à Budapest avec ses collègues hongrois et une visite en Chine d'une délégation de la Banque de Hongrie est en cours de préparation. De telles conversations sont sans doute liées à une probable augmentation du commerce bilatéral, mais aussi à des opérations industrielles plus complexes. Des discussions seraient par exemple en cours en vue de confier à des sociétés hongroises la modernisation

d'entreprises du port de Dalian, au nord de Pékin. Par ailleurs, selon certaines informations, la Banque de Chine aurait procédé, à la fin de l'année dernière, à un dépôt de 100 millions de dollars auprès de la Banque de Hongrie, ce qui aurait représenté pour cet établissement un apport de liquidités tout à fait bienvenu.

Avec l'Allemagne de l'Est, plusieurs accords, dans différents domaines, ont été signés ces derniers mois. L'un d'entre eux porte sur les relations postales et les télécommunications (télégrammes, téléphone, télex). Un centre de maintenance d'instruments de précision vient d'être créé à Tianjin par la firme Carl Zeiss d'Iéna. La coopération entre les deux pays s'étend même aux journalistes (signature d'un protocole valable pour la période 1984-1987) ainsi qu'un sport. La Chine compte étudier très sérieusement l'expérience est-allemande en ce domaine en prévision des prochains Jeux olympiques.

Pékin ne s'arrêtant pas, pour l'amélioration de ses relations bilatérales avec les pays de l'Est, les mêmes obstacles que ceux qui marquent ses discussions avec l'U.R.S.S., ses rapports devraient, dans la période à venir, régulièrement progresser et se diversifier. Il ne s'agit pas de dire que les échanges commerciaux avec Pékin viennent de renouer officiellement ses relations commerciales avec l'Albanie, tombées à zéro depuis la brèche entre les deux pays en 1978.

MANUEL LUCBERT.

## AFRIQUE

#### Mozambique

### Les auteurs de l'attentat contre un local de l'A.N.C. résideraient à Maputo

M. Samora Machel, président du Mozambique, a quitté Paris, le mercredi matin 19 octobre, pour Londres, au terme d'une visite « officielle de travail » de quarante-huit heures. Au cours d'un dîner offert en son honneur, mardi soir, au Quai d'Orsay, par M<sup>me</sup> Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, le président mozambicain a déclaré que son séjour en France s'est déroulé dans une atmosphère « amicale et de compréhension ». Parant de la coopération entre les deux pays, qu'il a qualifiée de « exemplaire », il s'est félicité du « développement solide » des rapports bilatéraux.

L'attentat commis lundi 17 octobre à Maputo contre un local de l'A.N.C. (Congrès national africain) a suscité de nombreuses protestations internationales, et les autorités mozambicaines s'interrogent sur les circonstances de cet attentat.

#### De notre envoyé spécial

Maputo. - Aucun doute, ceux qui ont posé le lundi 17 octobre trois bombes magnétiques sur le toit d'un appartement occupé par le Congrès national africain (A.N.C.) à Maputo commettaient leur métier. Les troupes de 1 mètre de diamètre ouvertes dans le plafond du logement sont si parfaitement identiques qu'elles pourraient avoir été découpées par un professionnel du burin. Il n'y avait pas ces douzaines de vitrines qui ont éclaté sous le choc des explosions simultanées, et ce dans un rayon de 500 mètres... Du travail de spécialiste, à coup sûr, mais pas forcément militaire, comme l'affirme Pretoria.

Que l'opération ait été menée sur ordre sud-africain, personne n'en doute. Ce qui est mis en cause, officiellement du moins, à Maputo, ce sont les déclarations du général Malan, ministre sud-africain de la défense, concernant l'héroïne d'un « petit commando militaire rentré sain et sauf au pays ».

Afin d'insister au maximum sur « la nouvelle violation des frontières nationales par l'apartheid », et pour ne pas embarrasser l'A.N.C., qui rejette, par principe, l'hypothèse d'un traître dans ses rangs, les autorités mozambicaines ne disent pas tout haut que, pour elles, ce sont les auteurs de l'opération résident à Maputo. Mozambicains ou Sud-Africains « réfugiés », les hommes de main au service de Pretoria, dans cette ville, ne manquent sûrement pas », avoue, fataliste, un cadre du Fretilimo.

La thèse officielle de Maputo, il faut le noter, s'appuie sur deux autres points. D'abord, contrairement à l'habitude, le général Malan n'a revendiqué aucune existence d'armes ou de documents sur les lieux. « Il ne nous manque rien », confirme M. Bob Thari, chef du bureau local de l'A.N.C.

Second constat : c'est la première fois que le bilan d'une opération spectaculairement revendiquée par l'armée sud-africaine ne fait aucun mort. Sur les cinq personnes blessées dans leur sommeil par les chutes de gravats, trois sont sorties de l'hôpital et l'état des deux autres n'inspire aucune inquiétude. Chacun s'en félicite et en tire la conclusion que les

conscrits sud-africains ne participaient pas à l'opération. Après tout, ajoute-t-on, « ces bureaux de l'A.N.C. sont officiellement installés à cette adresse depuis plusieurs années et les Sud-Africains savent parfaitement qu'ils sont occupés par des administratifs et non des guerilleros ».

Quant à la question de savoir pourquoi les Sud-Africains ont tout de même frappé, Pretoria, fournit plusieurs réponses. En premier lieu, dit le général Malan, « c'est dans ces locaux que fut planifié l'attentat de la bombe du 10 octobre à Warmbaths ». Il n'y eut, ce jour-là, que des dégâts matériels, mais ce qui choqua le plus les Sud-Africains, c'est que le premier ministre devait prendre la parole le lendemain à cet endroit précis et que deux mines, réglées pour exploser à l'arrivée de la défense civile et militaire, furent découvertes à temps sur les lieux.

Ceux qui ont ordonné l'opération n'étaient sûrement pas flics, d'autre part, que l'explosion ait lieu au moment où le président Samora Machel effectuait une tournée à l'étranger qui est capitale pour l'avenir du pays. En clamant avec emphase leur succès à Maputo, quitte à en rajouter un peu sur les fruits de l'opération, les Sud-Africains démontrent une nouvelle fois la vulnérabilité de leur voisin et rappellent qu'ils sont de taille à frapper leur ennemi dans son propre territoire.

A deux semaines d'un référendum national qui divise profondément l'électorat traditionnellement du gouvernement, Pretoria aurait ainsi cherché à refaire l'unité de la communauté au pouvoir autour de deux thèmes mobilisateurs, la force et la lutte contre le terrorisme. C'est une recette qui a fait plusieurs fois ses preuves dans l'histoire de l'Afrique du Sud. On a sans doute jugé, en haut lieu, que le noble et difficile pari de la réconciliation boer valait bien un léger surcroît de critiques à l'étranger. D'autant que, en définitive, les condamnations internationales de l'attentat et de la violation de frontière n'ont pas été plus vives que par le passé.

PATRICE CLAUDE.

#### Tchad

### M. HISSÈNE HABRÉ A RENCONTRÉ LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'O.U.A.

A l'occasion du sommet des chefs d'Etat d'Afrique centrale, M. Hissène Habré s'est entretenu, le mardi 18 octobre, à Libreville, du conflit tchadien avec M. Peter Onu, secrétaire général par intérim de l'Organisation de l'unité africaine. Rien n'a filtré de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'O.U.A. pour tenter de résoudre la crise tchadienne.

Sur le terrain, des accrochages auraient eu lieu, lundi, selon M. Abderrahmane Moussa, porte-parole à Paris de M. Goukouni Oueddei, à 150 kilomètres à l'est de N'Djaména, soit nettement au sud de la « ligne rouge » protégée par des unités françaises. Ces incidents, qui n'ont pas été confirmés par N'Djaména, ne semblent pas de toute façon constituer une reprise des hostilités. Les derniers combats avaient eu lieu, en septembre, dans la région d'Oum-Chalouba. (A.F.P.)

#### Nigéria

### CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ET EXPULSION D'IMMIGRÉS

Le président du Nigéria, M. Shugu Shagari, réélu à la tête de l'Etat le 10 août pour un nouveau mandat de quatre ans, a soumis, le mardi 18 octobre, à l'approbation du Sénat la liste de son nouveau gouvernement. Celui-ci comporte trente-cinq noms, soit onze de moins que dans la précédente équipe.

Huit ministres seulement se retrouvent dans le nouveau gouvernement. Aucun des ministres responsables des secteurs économiques (finances, industrie, commerce et emploi), non plus que le ministre des affaires étrangères, M. Ishaya Audu, ne sont reconduits. Aux termes de la Constitution du Nigéria, les ministres proposés par le chef de l'Etat doivent recevoir l'agrément du Parlement, après des « auditions » qui peuvent durer plusieurs jours.

Les autorités nigériennes ont, d'autre part, lancé une nouvelle offensive contre les travailleurs immigrés en situation irrégulière qui sont revenus clandestinement au Nigéria après les expulsions de janvier et février derniers.

Le quotidien nigérien Daily Times fait état, mardi 18 octobre, de l'interpellation, dans la seule région de Lagos, de deux cent quarante-huit immigrants en situation irrégulière, pour la plupart des femmes. Selon la police, la moitié de la criminalité est liée à la présence de ces immigrants. (A.F.P., Reuter.)

## DANS 2 JOURS VOLVO FÊTE SON DERNIER CRU.



PORTES OUVERTES CHEZ VOLVO 21, 22, 23 OCTOBRE

RENA

العدد 1550



# EUROPE

## Union soviétique LA RÉPRESSION CONTRE LES CONTESTATAIRES Le nombre d'or de M. Andropov

Sept plus cinq : sept ans de camp, ou de prison, et cinq ans de rééducation, habituellement en Sibérie, c'est-à-dire d'interdiction de revenir chez soi, au terme de la première peine, de retrouver une vie à peu près normale : c'est le verdict classique, le peine maximale prévue par l'article 70 du code pénal de l'U.R.S.S., qui traite de « l'agitation et de la propagande antisoviétique ». Parmi les « criminels » qui ont mérité cette punition, on trouve des représentants d'à peu près toutes les formes de contestation subsistant encore en U.R.S.S. en 1983. Yousif Begun, un juif qui s'efforçait à vouloir émigrer et en attendant à enseigner l'hébreu, est le dernier, ou le plus connu, à avoir rejoint cette cohorte. *Le Monde* du 16 octobre.

On y trouve aussi, parmi bien d'autres, une Ukrainienne, Irina Ratouchinskaya, qui s'était laissée aller à composer un recueil de cent dix poèmes jugés « antisoviétiques ». Ou bien un jeune mathématicien, Valery Senderov, l'un de ces rares obstinés à n'avoir pas compris que la tentative de créer des embryons de syndicats libres menait directement, et exclusivement, à la prison ou à l'asile (qui se souvient encore du premier initiateur de ce « mouvement », Vladimir Klebanov, tombé dans la trappe depuis des années, sans doute définitivement ?).

Sont cinq, aussi, pour Anatoli Koriaguine, un psychiatre qui a voulu dénoncer l'utilisation intensive de sa spécialité par le K.G.B., ou pour le Père lituanien Alfonsas Svarinskis, membre d'un comité catholique de défense des croyants, condamné au printemps - il a déjà passé seize ans de sa vie dans des camps. Et pour combien d'autres, connus ou inconnus.

Naturellement, il ne s'agit pas d'un tarif unique : le code pénal offre bien d'autres ressources. On peut obtenir beaucoup plus : dix ans de camp pour l'écrivain chrétien Lev Borodine (qui avait déjà derrière lui six ans d'incarcération). Quinze ans pour un Leton, Yousif Boumeister, coupable de soulever l'indépendance de son pays. Ou beaucoup moins : un an pour Zoya Krakhmalnikova, qui avait pourtant rédigé un recueil de prières et de méditations au titre subversif : *Esprit*. Un an aussi (plus cinq ans de rééducation) pour un pacifiste indépendant (qui a eu la chance d'être jugé en pleine campagne anti-Pershing).

Rien de surprenant à tout cela, sinon qu'après tant d'années de répression il se trouve encore des hommes et des femmes assez inconscients ou courageux pour braver ce sys-

tème. Rien d'étonnant non plus de la part de M. Youri Andropov, qui peut s'enorgueillir d'avoir, vers la fin des années 70, en tant que responsable du K.G.B., l'illégalité pour l'essentiel la « grande dissidence », celle qui faisait du bruit. Et qui, après son accession au pouvoir suprême, a fait proclamer une amnistie excluant soigneusement tous les auteurs de crimes « contre l'Etat », c'est-à-dire les prisonniers politiques : Alexei Moujenko et Youri Fodorov, qui avaient imaginé de fuir l'U.R.S.S. à bord d'un petit avion, en compagnie de plusieurs juifs, tous libérés depuis sous la pression de l'Occident, purgeront jusqu'au bout leur peine de quatorze et quinze ans. D'autres, de toute manière, n'avaient plus rien à espérer, tel est Alexei Stepanov, qui en était à sa vingt-cinquième année de camp lorsqu'il est mort, en octobre dernier.

Rien de nouveau donc, sinon une sévérité encore accrue depuis que M. Andropov est passé du K.G.B. au secrétariat général. Mais on n'a pas renoncé pour autant à cette « souplesse » qui fait l'efficacité, permet de faire entrevoir des peines plus légères à ceux qui se « repentent » publiquement, de laisser partir, de guerre lasse, des pentecôtistes réfugiés depuis des années à l'ambassade des Etats-Unis, ou d'accorder un visa de sortie - avec déchéance de nationalité - à la chef - à un écrivain qui n'en peut plus (Gueorgui Viadimov).

Il y a aussi quelques raffinements : de plus en plus souvent, on empêche non seulement les amis, mais les parents directs (femme, mère) de l'accusé d'assister au procès - sinon pour l'annonce du verdict. Ainsi le « loi » est respectée, l'agence Tass peut écrire que le procès a été public. Mais personne ne saura jamais ce qu'a voulu dire pour sa défense - pour son honneur peut-être - l'homme qui va plonger pour des années à jamais dans le monde du goulag : sa « dernière parole », comme disent les Russes.

La plus grande victoire de M. Andropov est ailleurs : c'est d'avoir lessé, à force de routine, l'opinion occidentale, essouffée depuis longtemps d'avoir trop protesté : Plouchitch, Boukovsky, doivent leur liberté à ces campagnes d'opinion. Tchicharsky, Orlov, ont eu moins de chance - mais au moins leur sort, la cause qu'ils défendaient, ont occupé en leur temps des colonnes entières dans la presse occidentale. Mais maintenant ? Une condamnation de dissident : encore un nom imprononçable. Encore sept plus cinq... Banal.

JAN KRAUZE.

## Un nouveau parti centriste en gestation

De notre correspondant

Madrid. - Un an après la déroute électorale de l'Union du centre démocratique (U.C.D.) qui devait l'amener à se saborder en février dernier, une opération vient d'être lancée pour doter l'Espagne d'un nouveau parti centriste, baptisé parti réformiste. Son congrès constitutif devrait avoir lieu au printemps prochain.

A la tête de la commission mise sur pied pour préparer ce congrès figure le président du petit parti démocratique libéral (P.D.L.), M. Antonio Garrigues Walker, dont la formation disparaîtra probablement au sein du parti réformiste. Toutefois, le véritable promoteur de cette opération est M. Miguel Roca Junyent, l'un des leaders du parti régional au pouvoir en Catalogne et le « grand espoir » du centre-droit. Placé sous le signe du libéralisme politique, le parti réformiste aura une structure fédérale ; c'est-à-dire que le parti catalan de M. Roca, Convergence démocratique en Catalogne, continuera à exister en tant que tel.

Cette nouvelle formation veut regrouper tous les petits partis nés de l'éclatement de l'U.C.D., cette coalition bétéroclite qui gouverna l'Espagne entre 1977 et 1982. A long terme, l'objectif est de tenter de « récupérer », lors de la prochaine consultation générale prévue pour 1986, les quelque trois millions d'électeurs qui, après avoir voté pour l'U.C.D. lors du scrutin de 1979, ont choisi le parti socialiste le 28 octobre 1982.

Pour MM. Roca et Garrigues Walker, ces trois millions d'électeurs de centre-droit ne voteront jamais pour l'Alliance populaire, l'opposition conservatrice dirigée par l'ancien ministre franquiste, M. Manuel Fraga Iribarne. Il s'agit donc de leur offrir une option moderne et modérée.

Cette nouvelle tentative de donner au centrisme une expression politique se heurte cependant à un obstacle de taille : l'existence d'un autre parti « chassant » sur les mêmes terres, quoiqu'en principe un peu plus à gauche, le Centre démocratique et social (C.D.S.), lancé l'an dernier par l'ancien président du gouvernement et fondateur de l'U.C.D., M. Adolfo Suarez. Or celui-ci a annoncé son refus de toute coalition.

(Interim.)

## Espagne

## Le parti communiste traverse une nouvelle crise

De notre correspondant

Madrid. - Un an après avoir subi une véritable déroute lors des élections législatives qui virent le triomphe du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) de M. Felipe Gonzalez, le parti communiste espagnol traverse actuellement l'une des plus graves crises internes de son histoire.

Provoqué par l'opposition totale des tenants de l'« orthodoxie » idéologique à la politique d'ouverture menée depuis sa nomination, le 6 novembre 1982, par le jeune secrétaire général du parti, M. Gerardo Iglesias, cette crise fait peser sur le P.C.E. la menace d'une nouvelle scission qui réduirait encore considérablement l'influence communiste sur la scène politique.

Deux événements récents ont révéillé au grand jour un affrontement qui se limitait jusqu'alors aux coulisses. Il y a eu d'abord, le 2 octobre, les déclarations de l'ancien secrétaire général du P.C., M. Santiago Carrillo, au cours d'une réunion tenue dans un cinéma madrilène. Dans un discours constituant un véritable renouveau des idées qu'il professait il y a quelques années, celui qui l'on considère comme l'un des « pères » de l'eurocommunisme s'est totalement réaligné sur la politique extérieure du Kremlin, faisant sienne la thèse soviétique dans l'affaire du Boeing sud-coréen.

Il a également attaqué les socialistes avec une violence inusitée, provoquant un profond malaise au sein de la direction du P.C.E. M. Iglesias et son entourage n'ont toutefois pas été surpris, puisque M. Carrillo venait de publier, quelques jours auparavant, des *Mémoires de la transition* chargés de fiel, à l'encontre de l'actuelle direction du parti communiste, l'accusant de tous les maux, et notamment du pire d'entre eux : d'avoir des tendances sociales-démocrates.

Le second événement, survenu le 11 octobre, a été la démission du comité central et du comité exécutif (équivalent du bureau politique) de l'un des derniers représentants de la vieille garde staliniennne, M. Ignacio Gallego, Considéré, de 1964 à 1977 (avant la naissance de l'« eurocommunisme »), comme le dauphin de M. Carrillo, M. Gallego, âgé de soixante-neuf ans, se définit lui-même comme « un défenseur de l'internationalisme prolétarien ». Il a expliqué de la manière suivante sa démission, dans une lettre adressée aux membres du comité central : « L'eurocommunisme nous a fait beaucoup de mal. Mais votre projet eurorenouveau, s'il se poursuivait, signifierait la liquidation du parti communiste ».

Employé avec un certain mépris par M. Gallego, le terme d'« eurorenouveau » résume parfaitement les reproches faits à l'actuelle direction par les partisans d'un retour à une ligne « pure et dure », caractérisée à

la fois par le refus de tout compromis avec les partis « bourgeois » en politique intérieure, et par le soutien sans nuance à la diplomatie soviétique sur le plan extérieur. Selon ces derniers, la politique de M. Iglesias est encore plus « droitière » que celle des « renouveaux », ces militants qui reprochaient à M. Carrillo de ne pas aller assez loin sur la voie de l'eurocommunisme et d'une plus grande démocratie interne. La plupart des « renouveaux » ont été expulsés du P.C.E. ou l'ont quitté d'eux-mêmes en 1980 et 1981.

Depuis qu'il a succédé à M. Carrillo, dont il passait au départ pour un fidèle, M. Iglesias n'a cessé d'irriter le courant radical en maintenant à l'égard du gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzalez une attitude d'« opposition constructive » : une pression à travers certains conflits sociaux ou divers thèmes de politique étrangère (le problème de l'intégration à l'OTAN et de la présence de soldats américains en Espagne), équilibrée par des offres de collaboration.

## Un parti à deux voix

L'un des aspects les plus paradoxaux de cette crise réside assurément dans le fait que ce soit M. Carrillo qui incarne la ligne orthodoxe face à son ancien protégé. De 1977 à 1982, temps fort de la transition de la dictature franquiste à la démocratie, M. Carrillo était, en effet, allé beaucoup plus loin sur la voie du « déviationnisme » et du « compromis historique » avec les partis de droite que ne pourra jamais le faire son successeur. Au nom de la consolidation d'une démocratie encore fragile, M. Carrillo transforma alors le P.C.E. en une simple force d'appui des gouvernements centristes. Il le dégagea par ailleurs de la tutelle de Moscou et fit un sort à quelques concepts idéologiques fondamentaux pour les communistes, comme la dictature du prolétariat.

Parallèlement à l'opposition des « renouveaux », cela lui valut la révolte de nombreux représentants du courant « progressiste », qui choisirent eux aussi de s'en aller. C'est la crise suscitée au sein du parti par la politique « carrilliste » qui explique, pour l'essentiel, la dégringolade du nombre des militants (de 240 000 en 1977 à 40 000 en 1982) et le désastre électoral du 23 octobre 1982, où les communistes recueillirent seulement 3,9 % des voix, contre 10 % en 1979, et perdirent 19 de leurs 23 députés. Le parti communiste que M. Carrillo confia, contraint et forcé, à M. Iglesias, était donc un parti exsangue.

La politique modérée du gouvernement socialiste a, certes, permis au P.C.E. de récupérer, lors des

élections municipales du 8 mai dernier, une partie des électeurs perdus six mois plus tôt au profit du P.S.O.E., et d'obtenir ainsi 8 % des suffrages exprimés. Mais cela n'est pas suffisant aux yeux du « secteur critique », qui prône un retour à la « politique du ghetto » et de l'affrontement de classes, en exploitant au maximum le mécontentement suscité dans les milieux ouvriers par deux aspects de la politique gouvernementale : son austerité en matière économique (principalement dans le cadre de la reconversion industrielle) et son indécision au sujet du maintien de l'Espagne dans l'OTAN.

Au-delà de la querelle sur le maintien du pays dans l'alliance, c'est la « dérive atlantiste » de M. Gonzalez et son soutien à Washington en matière de rapports Est-Ouest et de désarmement qui sont visés par M. Carrillo et ses amis. Le fait que ce durcissement du clan « progressiste » survienne dans une période de tension croissante entre Washington et Moscou - et alors que les négociations de Genève sur les euromissiles semblent dans l'impasse la plus totale - est-il vraiment un hasard ?

Réuni le 14 octobre à Madrid, le comité exécutif a réaffirmé par une nette majorité (15 voix contre 5 et une abstention) son soutien à M. Iglesias, condamnant l'attitude de Santiago Carrillo, sans pour autant nommer ce dernier. A deux mois du onzième congrès du parti - qui s'annonce d'ores et déjà comme l'un des plus importants de l'histoire du mouvement communiste espagnol - la position de l'actuelle direction est cependant de plus en plus inconfortable. Dans la campagne sans merci qui vient de lancer contre son successeur, M. Carrillo bénéficie, en effet, d'un atout considérable : sa position de porte-parole du groupe communiste au Congrès des députés, qui fait de lui le véritable représentant du parti aux yeux de l'opinion publique, et veut ainsi au P.C.E. d'être sans doute le seul parti communiste d'Europe à s'exprimer publiquement à deux voix (discordantes).

Cette dyarchie illustre parfaitement la gravité de la crise : ce n'est plus simplement le maintien à son poste de M. Iglesias et la poursuite de sa politique qui sont en jeu, mais l'unité et l'existence même du parti. Bien que M. Carrillo ait assuré ne pas vouloir revenir au secrétariat général et ne pas chercher à provoquer une nouvelle scission, une victoire de M. Iglesias lors du onzième congrès pourrait entraîner le départ de nombreux partisans du « retour aux sources » idéologiques... Ceux-là mêmes que M. Carrillo n'avait pas expulsés durant sa période « eurocommuniste ».

(Interim.)

## LE ROY & FILS OPTICIENS

l'Optique d'aujourd'hui  
104, Champs-Élysées  
11, bd du Palais  
158, rue de Lyon  
147, rue de Rennes  
5, place des Ternes  
27, bd Saint-Michel  
127, Fg Saint-Antoine  
30, bd Barbès  
à votre service toute la semaine

LE GRAND CHINOIS  
6, Av. de New York 16  
723 88 21 (tous les jours)  
"LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS"  
Avec France 1 et Atlas  
Prix Crustace de Vermeil

LE HIT PARADE DE LA BOURLINGUE  
"Le Plaisir de l'impertinence, un roman formidablement intelligent".  
Pierre Lepape. Les Nouvelles Littéraires  
"Un livre drôle, fou, malicieux et profond".  
Magazine Hebdo  
L'OR DU SCAPHANDRIER Jean Rolin  
Prix Roger Nimier 82  
Éditions Jean-Claude LATTES

WHISKY EN SOLITAIRE!  
Illustration d'un navire à voile sur la mer.

« Monsieur le Président, je n'ai pu changer que quelques lieux dans les environs de Pékin... »  
dit Mao à Nixon en 1972.  
La CHINE APRES L'UTOPIE  
de Jacques Gravaereau  
A l'aide d'informations inédites  
un vaste panorama politique,  
économique et social  
de la Chine 88 f.  
Collection « STRATEGIES »  
Berger-Leyroux

CUTTY SARK  
LE WHISKY DU GRAND LARGE  
SACHEZ APPRECIER ET CONSOMMER AVEC MODERATION.  
Illustration d'une bouteille de Cutty Sark et d'un verre de whisky.



Le Monde

## politique

## LA COHÉSION DE LA MAJORITÉ

## Le jeu des courants, le poids des dirigeants

## Le prix de l'union

Le parti communiste fait figure d'accusé à un double titre. Il critique la politique du gouvernement, auquel il participe ; dans le meilleur des cas, il se félicite des acquis passés de cette politique, mais il évite de se prononcer sur sa réalité présente ; ou bien il parle de ce qu'il faudrait faire, plutôt que de ce qui se fait.

D'un autre côté, le P.C.F. contribue à effaiblir le crédit de la gauche, en lui faisant subir, dimanche, les conséquences d'opérations électorales douteuses lors des élections municipales de mars dernier. Le premier ministre et le ministre de l'intérieur avaient proposé aux communistes que les élections partielles, rendues nécessaires par les décisions des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat, fussent groupées dans le temps.

Le P.C.F. avait préféré leur étalement, grâce auquel, pensait-il, il pourrait mener campagne sur sa gestion. Mauvais calcul, qui fait dire aux socialistes — Antony succédant à Scarcellas et précédant peut-être Aulnay-sous-Bois au tableau des pertes de la gauche — que le prix de l'union est, cas temps-ci, particulièrement élevé.

La « proclamation » rendue publique, mardi, par M. Georges Marchais, tend à répondre à ces deux reproches. L'aspect proprement électoral de cette démarche tient à sa date — au surlendemain de la défaite d'Antony et un peu plus de quinze jours avant le premier tour de l'élection municipale partielle d'Aulnay-sous-Bois — et à un passage de ce texte, qui insiste sur le respect du suffrage universel et de l'alternance démocratique. Comment ne pas voir un rappel à l'ordre, adressé aux responsables et eux-mêmes locaux, dont les errements avaient provoqué l'annulation des élections de mars, en même temps qu'une protestation de sincérité démocratique à l'intention des électeurs, auprès desquels la réputation d'honnêteté du P.C.F. a pu être ternie ? M. Marchais a dénoncé le caractère « scandaleux » de la campagne de l'opposition à Antony, mais il a souligné la difficulté pour son parti et pour la gauche de conserver cette municipalité, gagnée en 1977 et qui ne leur est pas sociologiquement favorable.

La déclaration communiste se présente, en outre, comme un appel à l'union, qui, selon le P.C.F., a besoin d'être renforcée.

C'est bien l'avis des socialistes. Selon eux, le comportement du P.C.F. a pour effet d'entamer la crédibilité de l'action gouvernementale à l'intérieur et celle de la politique présidentielle à l'extérieur. Sur ce dernier point, M. Marchais s'est montré modéré, mardi, en réponse à une question sur les propos tenus par le président de la République, la semaine dernière, en Belgique. « Il y a », a dit le secrétaire général, des missiles à l'Est et à l'Ouest, qu'il faut réduire, et des hommes de paix à l'Est et à l'Ouest, qui peuvent s'entendre ».

Sur le plan intérieur, la « proclamation » du P.C.F. est, en apparence, conforme aux canons unitaires les plus stricts. La droite est vigoureusement dénoncée, la gauche défendue, toutes tendances confondues, le bilan gouvernemental pleinement assumé. Comme M. Marchais l'avait fait, déjà, le 7 octobre, il est souligné que les difficultés du moment ne sont pas imputables à la politique de gauche, mais à la conjoncture économique.

Sous ce badgion unitaire, et à peine dissimulées par lui, les réserves du P.C.F. n'ont pas diminué. Qu'il s'agisse de la « grande politique industrielle » — nécessaire et qui, donc, fait défaut — ou du pouvoir d'achat, les communistes rappellent leurs partenaires à leurs engagements.

PATRICK JARREAU.

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION**  
**HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaires spécimen sur demande

Il peut bien y avoir sept motions en présence, comme au congrès de Metz en 1978, ou seulement trois comme c'est le cas, cette fois, à Bourg-en-Bresse, le parti socialiste est toujours traversé par quatre courants de pensée ou de comportement, autour desquels s'organisent ses débats.

Les héritiers de la tradition néo-radicale — M. François Mitterrand et ses amis de la Convention des institutions républicaines créée en 1965 — côtoient ceux du socialisme dit « révolutionnaire » — le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement et les amis de M. Jean Popere, militant d'une union de la gauche vécue comme une tentative de réunification du mouvement ouvrier plus que comme une simple alliance électorale, — les socialistes autogestionnaires représentés par M. Michel Rocard et les militants de la C.F.D.T. (1), et les héritiers de la « vieille maison », la S.F.I.O., représentés par M. Mauroy.

Les premiers ont constitué, depuis la création du nouveau parti socialiste à Epinay en 1971, le noyau central autour duquel vit le P.S. Ils ont fait alliance, alternativement, avec les uns ou les autres. En 1975, le CERES avait été rejeté dans le minorité du parti. En 1979, il avait réintégré la majorité, au détriment de M. Michel Rocard, entré au P.S. à l'occasion des « assises du socialisme » en 1974, et de M. Pierre Mauroy.

M. François Mitterrand, premier secrétaire jusqu'au congrès de Créteil, où, pour cause de campagne présidentielle, il avait passé le relais à M. Lionel Jospin, pouvait être consi-

déré comme l'héritier d'une tradition historique. Il était porteur d'un message politique que l'on peut ainsi résumer : défense de la République, et donc combat contre le « coup d'Etat » gaulliste, rassemblement nécessaire, compte tenu des institutions de la V<sup>e</sup> République, des voix de gauche. Le message, peu à peu, s'est politiquement musclé jusqu'à devenir porteur, au-delà de la simple juxtaposition de suffrages électoraux, de la thèse du « front de classe », et d'un programme, le programme commun de gouvernement conclu, en 1972, avec le parti communiste.

Aujourd'hui, le premier secrétaire du P.S. n'est pas l'héritier d'une tradition ou de l'un des trois courants de pensée du P.S. Les socialistes sont au pouvoir. Ces deux constats sont essentiels pour bien comprendre les conditions dans lesquelles s'est préparé le congrès de Bourg-en-Bresse.

L'actuel premier secrétaire du P.S., M. Lionel Jospin, est d'une espèce particulière. Sa jeunesse relative — il a quarante-six ans — et son adhésion encore récente — en 1971, après le congrès d'Epinal — lui évitent d'avoir à porter un quelconque passé du socialisme français. Il n'a pas d'héritage personnel à supporter. Ni d'héritage idéologique.

## La virginité de M. Jospin

Cette sorte de virginité la distingue déjà des anciens de la S.F.I.O., tels MM. Mauroy ou Chevènement. D'autant que, formé à l'engagement politique au travers des luttes anticolonialistes et anti-impérialistes,

M. Jospin n'a guère apprécié l'attitude de la S.F.I.O. et singulièrement celle de Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie. Il ne lui était pas d'ailleurs possible de se reconnaître dans les ambiguïtés du François Mitterrand de l'époque.

Cette virginité dans l'histoire même du parti socialiste le distingue aussi des conventionnels de la C.F.R. La C.F.R. « sentait » encore trop la gauche ancienne pour qu'il y adhère lorsque M. Pierre Joxe l'invita à y entrer. A ceux qui, anciens de la Convention ou rattachés à la S.F.I.O., lui reprochent aujourd'hui son adhésion tardive au P.S., il répond qu'il s'agit plutôt, dans son esprit, d'un atout. Il n'a pas eu à trépasser dans les coups tordus et les compromis qui ont permis à M. Mitterrand de prendre en main les destinées du parti socialiste.

Cela le laisse à l'actuel premier secrétaire — présenté par M. Louis Mermaz, ex-conventionnel, lors du congrès de Créteil comme le premier secrétaire « par intérim », ce qui ne fut pas vérifié par les faits, — une liberté d'action plus vaste qu'on ne l'avait imaginée au lendemain de la victoire de la gauche. Liberté reçue par certains de ceux qu'il dirige comme l'expression d'une étonnante préférence.

Ainsi, au CERES, qui s'inquiétait des risques de « dérive » que présente, selon ses militants, l'intégration des rocardiens au sein du courant I (composé des anciens courants A-Jospin, B-Mauroy, C-Rocard), a-t-il répondu : « Il n'y aura pas de dérive si le courant A — pardon le courant I — ne dérive pas. Je m'ancre en lui et non pas chez les autres. Je cherche ma vérité chez moi, pas chez les autres. »

## Deux limites

Cette liberté d'action a deux limites, l'une volontaire — la référence aux orientations du congrès de Metz en 1979, — l'autre imposée par la présence de la gauche au pouvoir.

A Metz, les mitterrandistes l'ont emporté sur une ligne prônant le « rapt » avec le capitalisme et l'union des forces de gauche contre celle jugée « réformiste » en matière économique et distante à l'égard du P.C.F. de MM. Mauroy et Rocard. Aujourd'hui, malgré le nouveau cours de la politique économique, M. Jospin affirme que Metz ne peut être

effacé, ne serait-ce que parce qu'il a, selon lui, permis la victoire de 1981.

L'autre limite — la présence de la gauche au pouvoir — impose le rassemblement le plus large du P.S. Cette contrainte est subie autant par le premier secrétaire et ses amis que par ses partenaires. C'est bien aisé la contrainte de la réalité du pouvoir que M. Joxe fait motion commune avec M. Mauroy, bien qu'il critique, au fond, certaines orientations de sa politique économique et sociale. C'est en partie pour les mêmes raisons que les amis de M. Rocard — minoritaires à Metz — ne s'expriment plus et se sont retrouvés, pratiquement sans débat, signataires d'un texte élaboré par M. Jospin.

Les dirigeants du CERES ressentent cette contrainte aussi fortement que les autres, même s'ils ne s'y soumettent pas. D'où les trésors de subtilité qu'ils ont dû déployer, dans la dernière période, pour expliquer qu'ils soutiennent globalement le gouvernement tout en proposant une « autre politique » économique et sociale parfaitement contradictoire.

## Des contradictions multiples

M. Lionel Jospin se retrouve donc à la tête d'un courant largement majoritaire dont il devra gérer les contradictions internes. Les dirigeants du CERES n'ont pas tout à fait tort d'insister sur le caractère hétéroclite de ce rassemblement dont la composition apparaît contradictoire avec les exigences de la « ligne de Metz ».

S'y ajoutent les tenants de la rupture avec le capitalisme et ceux de l'économie de marché, rassemblés par la « ligne de Valence », celle du « compromis », et par les rigueurs de la gestion de l'économie française en période de crise. Cohabitent deux conceptions du parti : celle, écartée, diffusée dans le mouvement associatif et syndical des « rocardiens », qui dénoncent dans le parti actuel un « appareil vertical », et celle, plus traditionnelle, de M. Jospin, qui a obtenu des rocardiens, sur ce sujet, un « acte de contrition » digne de la « ligne de Metz ».

Se sont mis en ménage ceux qui croyaient en l'union de la gauche aux pires moments, de la désunion et ceux qui n'y croyaient plus, réunis dans l'exercice pratique de l'alliance, toujours conflictuelle, du parti socialiste et du parti communiste au pouvoir.

Ont établi un contrat de mariage ceux qui, tel M. Mauroy, considéraient aujourd'hui le congrès de Metz comme une « péripétie », une « erreur collective », et ceux qui, tel M. Jospin, pensent que ce congrès peut être « surmonté » mais non « effacé ».

L'argumentation du CERES selon laquelle il s'agit bien là d'une motion mais certainement pas d'un courant cohérent à toutes les apparences de la réalité. Mais que dire alors de la volonté de synthèse exprimée, à tout propos, par le CERES ? Comment M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, tête de Turc de ce courant — « Delors en Barre », comme dit M. Motchane, — qui se retrouve dans la motion (bien que, membre du gouvernement, il n'en soit pas signataire), pourrait-il être « synthétisé » par ceux qu'il considère comme des « scientistes » de l'économie ? « Vous prenez d'un côté un cochon, il en sort des saucisses de l'autre et ils sont contents », explique M. Delors pour illustrer l'amour immédiat qu'a M. Chevènement, selon lui, pour les modèles économiques.

Reste que le parti socialiste vit, par nature, pour la synthèse entre courants de pensée ou, au moins, pour la cohabitation raisonnable dans les deux années qui séparent chaque congrès. La force d'un dirigeant dépend de sa capacité de rassembler. La majorité appartient donc à ceux qui sont capables de maintenir ou de réaliser l'unité. Dans le passé, M. François Mitterrand était le seul susceptible d'y parvenir. Il le savait tellement qu'il en jouait, en manquant de remettre son mandat de premier secrétaire en jeu lorsque son parti craquait trop fort.

Aujourd'hui, son successeur occupe aussi une position centrale. Son autorité n'est pas fondée sur l'histoire. Elle est de moins en moins héritée, de plus en plus personnelle. Elle s'est exercée dans la période préparatoire au congrès, jusqu'à la création du courant I, de telle manière que la question la plus triviale — « qu'il faut que Jospin ? » — reste, lorsqu'on la pose au parti socialiste, tous courants confondus, sans réponse.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Les socialistes, par Thierry Pissier, éditions Albin Michel.

*le temps des sciences*  
Collection dirigée par Odile Jacob

VENIR DE PARAITRE

**Marc Jeannerod**

*Le cerveau-machine*

*Physiologie de la volonté*

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION  
Claude Allègre *L'écume du feu*  
Jean-Pierre Changaux *L'homme neuronal*  
Antoine Danchin *Le cerveau et le monde*  
Emile Hénocq *Un siècle de neurologie*  
François Jacob *Le jeu des protéines*  
André Leroi-Gourhan *Le fil du temps*  
André Leroi-Gourhan *Manuel de l'homme*  
André Leroi *Le jeu des protéines*  
Philippe Meyer *L'homme et le sol*  
Claude Olivaux *Le jeu des protéines*  
Jacques Ruffie *Le jeu des protéines*  
Daniel Widlöcher *Les langues de la dépression*

Fayard

## APRÈS LA MORT DE RAYMOND ARON

## M. Giscard d'Estaing : « J'avais reçu son soutien comme un encouragement »

« La disparition de Raymond Aron constitue une grande perte pour la France », a déclaré M. Valéry Giscard d'Estaing dans une lettre qu'il a adressée mardi à la veuve de l'écrivain.

« Il était pour nous le modèle de l'intelligence (...). Il explorait depuis longtemps la voie libérale, et il invitait la France à s'y engager hardiment (...). Aujourd'hui où beaucoup de Français s'interrogent sur le meilleur avenir de notre pays, sa pensée incisive, juste et ferme, rejetant les conventions outant que les contraintes, aidera à guider leur réflexion (...). Raymond Aron avait bien voulu m'appuyer son appui lors des grands choix qui se posaient à la France. J'avais reçu son soutien comme un conseil et un encouragement à conduire la France vers cette société libérale et tolérante, accueillante aux idées et ouverte aux interrogations, dont toute son œuvre témoigne qu'elle était pour lui la forme la plus élevée d'organisation humaine. »

M. Jean-Michel Baylet, président du M.R.G., a rendu hommage « au-delà des prises de position et des divergences légitimes, au penseur et à l'homme qui vit toujours dans les libertés la valeur première. Raymond Aron situait la réflexion politique au niveau de la compétence, de la raison, du jugement par les faits, en dehors de tout absolu, de tout système, source d'intolérance. Le débat politique perd beaucoup avec lui. »

Pour M. François Léotard, président du parti républicain et vice-président de l'U.D.F., « la mort de Raymond Aron constitue un appauvrissement de l'intelligence française ».

M. Giovanni Spadolini, ministre de la défense et secrétaire du parti républicain italien, a adressé un télégramme à l'ambassadeur de France à Rome, M. Gilles-Marinet, exprimant « la profonde émotion ressentie par les démocrates italiens ».

« Raymond Aron a été l'un des grands intellectuels de notre siècle et un défenseur des libertés. Il a su approfondir, comme bien peu l'ont fait, les contradictions de notre temps et s'est opposé avec fidélité à l'irrationalisme contemporain. »

**ARCHITECTES BATISSEURS**

*De meilleures garanties pour construire votre maison !*

- 1) La garantie d'une maison vraiment personnelle
- 2) La garantie d'un homme pleinement responsable
- 3) La garantie d'un prix « clés en main »
- 4) La garantie de tous les Architectes-Bâtisseurs réunis pour la bonne fin des travaux.

**Venez dialoguer avec eux**  
**au Salon de la Maison Individuelle**  
Porte Maillot à Paris du 15 au 23 octobre Stand n° 12

Informations :  
Architectes-Bâtisseurs - BP 84 - 84006 Avignon Cedex - Tél. 0498.21.24

A L'ÉPR  
Le P.C.  
d'union de  
des Français

EN CON  
DE

PARI  
MON  
30

nouve  
nous luttes

de la co 1350



## A L'ÉPREUVE

### Le P.C.F. lance un appel à l'union de « la grande majorité des Françaises et des Français »

M. Georges Marchais a donné lecture, mardi 18 octobre, au cours d'une conférence de presse, d'une « proclamation » du P.C.F., s'adressant à dit le secrétaire général, aux Françaises et aux Français. Ce texte affirme que, « depuis des mois, l'agressivité de la droite ne connaît plus de limites ».

Il cite, à l'appui de cette affirmation, le « torrent de colonnes déversé sur certains ministres socialistes et communistes », les « tentatives de manipuler la police, les cadres, les artisans et commerçants », le « pacte conclu entre le R.P.R., l'U.D.F. et l'extrême droite fasciste », et, « par-dessus tout, un antisocialisme qui rappelle les épisodes les plus noirs de notre histoire et vise à affaiblir et disloquer toute la gauche ».

Selon le P.C.F., « la volonté de la droite tient en ces trois mots : conquête, revanche, régression ». « Face à ce défi, déclare-t-il, la première vérité, c'est que la gauche a déjà tenu parole sur une partie appréciable de ses engagements ». Il estime néanmoins que « beaucoup reste à faire ».

« La gauche, indique ce texte, a donné le feu vert à une série de progrès : autant de chantiers à continuer. Il convient dans plus d'un cas de passer du journal officiel aux applications sur le terrain. De toutes les avancées, il importe de tirer des avantages tangibles pour le pays et pour le monde du travail. En cet automne, beaucoup de Français sont préoccupés par leur emploi, leur budget personnel ou familial, leurs conditions de vie. Leur avenir les inquiète. Nombre de ces difficultés, de ces souffrances, n'incombent pas au gouvernement de gauche. La France ne maîtrise pas l'envolée du dollar, les taux d'intérêts américains et la guerre économique dirigée par les États-Unis. Quantité de patrons, de technocrates, continuent de gérer la crise selon des méthodes qui ont conduit

notre économie à l'état vulnérable où nous l'avons trouvée. Tant de milliards encore expatriés, qu'il vaudrait mieux investir dans nos entreprises ! Tant de licenciements, de fermetures, de restructurations, sont encore décidés sans tenir compte de l'efficacité économique et sociale !

« Voilà qui déçoit les Français. Mais la gauche n'est pas battue. Loin de là ! Elle est confrontée à l'impérieuse nécessité d'assumer la situation présente avec toutes ses difficultés. Et de s'y attaquer. Avec courage. Avec esprit de suite. Avec la volonté inflexible d'aller de l'avant dans la solution des problèmes ».

Le P.C.F. souligne que « nul pays ne peut vivre au-dessus de ses moyens » et que la France doit produire « plus et mieux chez elle, tout en développant sa coopération avec tous les pays ». Il faut, aussi, continuer « à relever le pouvoir d'achat du SMIC et des bas salaires, en maintenant le pouvoir d'achat de tous les salariés couverts par les statuts et les conventions collectives ».

Le P.C.F. insiste, enfin, sur la nécessité de résoudre de façon « entièrement, exclusivement démocratique » les problèmes qui se posent, en respectant « avec rigueur et minutie toutes les libertés individuelles et collectives », à commencer par le respect de l'alternance démocratique quand elle survient. « Il s'agit de respecter l'alternance démocratique quand elle survient », souligne le texte. « Que toutes les autres forces politiques, indique-t-il, prennent et tiennent le même engagement démocratique, et l'on respirera mieux en France, le grand débat de classe s'y déroulera et tranchera à la l'ayelle ».

Le texte se termine par un appel au renforcement de l'union P.S.-P.C.F. et, plus largement, à celle de « la grande majorité des Françaises et des Français ».

## AU SÉNAT

### Les candidatures pour les élections à la Mutualité sociale agricole

Le rapporteur de la commission des affaires sociales, M. Louis Calvet (Un. cent., Vendée) et le ministre de l'Agriculture, M. Michel Rocard, en convenant : le projet de loi modifiant certaines dispositions relatives aux caisses de Mutualité sociale agricole (M.S.A.), examiné par le Sénat mardi après-midi 18 octobre, maintient l'unité et la spécificité de l'institution. L'idée émise par certains de rattacher au régime général les salariés agricoles ayant été écartée, il restait à assurer aux salariés une place plus importante dans la gestion des organismes garantissant leur protection sociale.

C'est ce que se propose le texte, qui conserve l'existence de trois collèges (exploitants non employeurs, salariés et exploitants-employeurs). Alors que les premiers et troisièmes collèges élisent des délégués communaux qui eux-mêmes désignent des délégués cantonaux, lesquels

choisissent les administrateurs des caisses, pour les salariés, peu nombreux et dispersés le plus souvent, le premier échelon est supprimé. Les salariés éliront directement leurs délégués cantonaux à la proportionnelle, alors que le scrutin majoritaire est toujours en vigueur pour les deux autres collèges.

En adoptant la formule du monopole de présentation des candidats, dans le collège des salariés, pour les organisations syndicales, le gouvernement devait se heurter, une fois de plus, à l'opposition, majoritaire dans la Haute Assemblée. Pour M. Calvet, il s'agit d'« une atteinte à la liberté », car, dit-il, le monopole prive 80 % des électeurs de la possibilité de se présenter. Pour M. Philippe François (R.P.R., Seine-et-Marne), il introduit « des ferments de politisation ». Bien que M. Michel Moreigne (P.S., Creuse) estime que ce monopole n'affectera

en rien la liberté de choix des salariés en raison du pluralisme syndical, et que M. Raymond Dumont (P.C., Pas-de-Calais) y voit une garantie contre le risque pour les salariés d'avoir des « listes téléguées » par les employeurs, la majorité sénatoriale, par 207 voix contre 106 (P.C., P.S. et M.R.G.), a adopté un amendement de la commission supprimant la présentation obligatoire des listes par les organisations syndicales.

Sur proposition de plusieurs sénateurs centristes, la composition du conseil d'administration de la M.S.A. Elle suit également la commission des affaires sociales, qui souhaite que les administrateurs salariés bénéficient d'une indemnité forfaitaire compensant le temps passé à l'exercice de leur mandat en dehors de leurs heures de travail.

M.S.A., que le texte gouvernemental fixait à vingt-cinq membres (au lieu de seize), est modifiée : la majorité sénatoriale prévoit que ne siègeront pas deux mais trois « représentants des familles », soit un choisi parmi les électeurs des trois collèges. La même modification est

« Avant que le projet ainsi modifié — « défiguré », estime M. Rocard — ne soit adopté (P.C. et P.S. votant contre), le ministre de l'Agriculture souhaite que le texte soit définitivement voté avant la fin de l'année pour permettre l'organisation des élections à l'automne 1984.

A. Ch.

**UN REGARD FÉROCE SUR LE RÊVE AMÉRICAIN.**  
 « Jailli d'une écriture rapide et terriblement jubilante ».  
 Michel Grisolia, L'Express  
**LA MORT ET QUELQUES AVANTAGES**  
 Anne Louvel  
 Éditions Jean-Claude LATTES

**NEW YORK U.S.A. 2 890 F AR.**  
**AIRCOM SETI**  
 25, rue la Boétie, 75008 Paris  
 tél. : 268.15.70 + LIC A962

**L'ÉTOILE DES NEIGES**  
 Établissement agréé et conventionné S.S.  
 Recoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année  
 Scolarité dans l'établissement  
 • Maladies des voies respiratoires  
 • Asthme  
 Cadre familial - 20 lits - Alt. 950 m.  
 05400 La Roche-des-Arnauds  
 Téléphone : (92) 57-82-57

**En remerciement de votre fidélité**  
 Jean de Bonnot offre  
**Un livre d'Art au prix coûtant**

Cette annonce est réservée aux clients de Jean de Bonnot. Elle remplace tout courrier ou autre message adressé personnellement.

Revivez le monde merveilleux de la Provence, respirez tous ses parfums, réchauffez-vous sous son soleil incomparable en lisant les immortelles

**“Lettres de mon Moulin”**  
 d'Alphonse Daudet  
 illustrées sur les lieux mêmes par des artistes de l'époque.

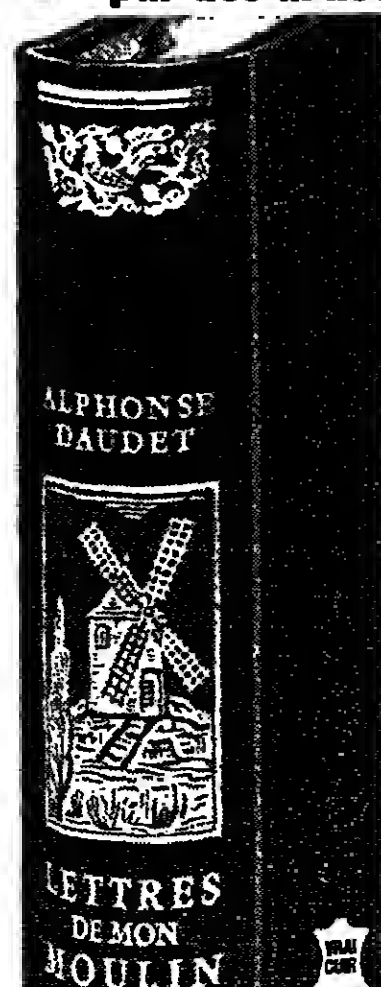
Une reliure plein cuir de mouton de pays de la meilleure qualité, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard, travaillée à la main exactement comme autrefois, sert d'écrin à ce chef-d'œuvre. Le dos et la tranche supérieure sont rehaussés à la feuille d'or véritable et dix autres détails de fabrication soulignent le caractère « fait main » de ce précieux volume in-octavo (14x21 cm).

Ce superbe livre vous est offert au prix coûtant tant est grand le souci de Jean de Bonnot de satisfaire ses fidèles lecteurs.

Le papier est un vergé chiffon inaltérable, fabriqué uniquement pour mes livres et sur mes indications.

**GARANTIE A VIE**  
 Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi Jean de Bonnot s'engage à racheter ses ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé un minimum de 51 cm<sup>2</sup> de feuille d'or pur titrant 22 carats ?



De la Crau à l'Estérel, du Luberon à la Camargue, 24 contes merveilleux, sensibles ou malicieux.

Tous sont justement célèbres. Qui ne connaît l'Arlésienne dont s'inspira Bizet et dont le sujet fut donné à Daudet par Frédéric Mistral ? Qui ne lut charmé ou ému par la Chèvre de Monsieur Seguin, par l'Agonie de la Sémillante ou par la Mort du Dauphin ? Qui ne prit un malin plaisir à la lecture des Trois Messes Basses, de l'Élixir du Révérend Père Gaucher, du Curé de Cucugnan, de la Mule du Pape qui garda sept ans, en réserve, son fatal coup de sabot !

Ces sujets pittoresques et mouvementés appelaient l'illustration. Alors je m'en suis donné à cœur joie et c'est chaque page que j'ai voulu décorer d'images sensibles que le texte vient habiller à l'ancienne et avec à-propos. Pour cela, j'ai retrouvé les épreuves de deux maîtres graveurs de l'époque dont le trait réaliste, incisif et vivant est un enchantement. Le plaisir des yeux vient s'ajouter à celui de l'esprit pendant près de 400 pages.



**BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT**  
 à envoyer à JEAN DE BONNOT  
 7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant « les Lettres de mon Moulin » en un volume grand in-octavo (14x21 cm) relié plein cuir à l'or 22 carats.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous régèlerai le montant de 92,00 F (14 10 70 F de frais de port).

Nom..... Prénoms.....  
 Adresse complète.....  
 Code postal..... Ville.....  
 Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

**AGIR EN CONNAISSANCE DE CAUSE.**

Lamy s.a.  
 LE DROIT DE L'ENTREPRISE

**PARIS MONTREAL 3090 F**

aller-retour

**nouvelles frontières nous luttons pour le droit au voyage**

5, av. de l'Opéra 75001 Paris 260 36 37  
 2, rue Auguste-Brizeux 44000 Nantes 20 24 61/20 31 35



# POLITIQUE

## POINT DE VUE

### Le scrutin majoritaire, c'est l'intérêt national

Alors que chacun s'accorde pour considérer que la prochaine échéance électorale, celle des élections législatives, aura lieu à la date normale, c'est-à-dire en 1986, le débat s'est engagé sur une éventuelle réforme du mode de scrutin. Nous publions, chaque jour de cette semaine, le point de vue des principales formations politiques (voir celui de l'U.D.F. dans le Monde du 18 octobre et celui du P.S. dans le Monde du 19 octobre.)

**P**ÉRIODIQUEMENT les rumeurs les plus diverses parcourent le monde politique sur les modalités d'une prochaine réforme de la loi régissant l'élection des députés à l'Assemblée nationale.

La position du Rassemblement pour la République est particulièrement claire. Elle n'a d'ailleurs jamais varié depuis l'avènement de la V<sup>e</sup> République en 1958.

Le R.P.R. pense en effet que le seul système électoral correspondant à l'intérêt national est le scrutin majoritaire à deux tours tel qu'il est actuellement pratiqué dans notre pays.

Depuis 1958, il donne à tous les gouvernements la majorité leur permettant d'appliquer une politique, sur laquelle, toujours grâce à ce mode de scrutin, les électeurs ont la possibilité d'exprimer leur opinion sans ambiguïté aucune.

C'est aussi le seul moyen d'établir un lien direct entre les électeurs et les élus, entre le peuple et ses représentants.

Le système majoritaire est donc le seul système électoral qui permette la stabilité des pouvoirs publics sans laquelle ils sont incapables de jouer normalement le rôle qui est le leur.

Il suffit pour s'en convaincre de rappeler quelques exemples.

Le plus fréquemment cité est celui de la République allemande dite de Weimar dont la plupart des observateurs s'accordent à dire que son incapacité à dégager une majorité, donc à gouverner, a causé la représentation proportionnelle, a préparé l'avènement de Hitler.

Il y a également les Assemblées nationales successives de la IV<sup>e</sup> République, ébranlées par la représentation proportionnelle avec des majorités se faisant et se défontant selon les humeurs de quelques « caciques ». Ce n'est pas le recours, à la fin de cette IV<sup>e</sup> République, à la curieuse pratique des apparentements qui a apporté la stabilité, même si, par ce biais, l'électeur était susceptible, disaient-ils, d'apporter une correction majoritaire au système proportionnel.

Il y a enfin, maintenant, les exemples des assemblées régionales de Corse et des départements d'outre-mer. Sans majorité stable, puisque susceptible de changer au gré des positions de un ou deux élus margi-

par JACQUES CHARTRON (\*)

naux, elles sont incapables de faire face à leurs vraies responsabilités.

Le scrutin majoritaire est aussi le seul système électoral qui met l'élu en prise directe avec le peuple, à la différence de la représentation proportionnelle qui place les élus sous le saule dépendance des partis politiques.

Ce lien personnel entre l'élu et les électeurs constitue également le seul contrepoids à la technocratie. Avec la représentation proportionnelle, l'élu n'est plus que l'apparatchik d'un parti plus sensible à l'influence des technocrates et des bureaucrates qu'à celle, plus marquée par les facteurs humains, de l'électeur.

Avec le scrutin majoritaire, clair et direct, les alliances électorales sont conclues avant l'élection tandis qu'avec la représentation proportionnelle elles se font après le jour de l'élection dernière le dos des électeurs.

Le scrutin majoritaire, c'est le régime des électeurs, le régime de la représentation proportionnelle, c'est le régime des partis.

Il est donc compréhensible que ceux des partis qui se réclament davantage de la défense d'intérêts catégoriels plutôt que de celle de l'ensemble des citoyens, se déclarent partisans de la représentation proportionnelle.

Il est donc compréhensible également que les petites formations politiques, dont les candidats sont incapables de se faire élire directement sur leur propre nom par les électeurs, se déclarent favorables à la représentation proportionnelle.

(\*) Secrétaire national aux élections du R.P.R.

tation proportionnelle. Celle-ci leur permettrait en effet d'avoir tout de même quelques élus qui, de plus, joueraient un rôle sans commune mesure avec leur représentativité réelle en raison de l'éclatement de l'Assemblée élue avec ce système.

Le Rassemblement pour la République, parce qu'il est par-dessus tout soucieux de l'intérêt national, est attaché au scrutin majoritaire et rejette la représentation proportionnelle. Attaché au strict respect de la Constitution de la V<sup>e</sup> République qui, depuis 1958, permet à la France d'être gouvernée, le R.P.R. ne peut admettre que le loi électorale qui, bien que non constitutionnelle au sens strict, est néanmoins un élément déterminant des institutions, soit modifiée au gré des circonstances.

Une loi électorale n'est pas faite pour permettre toujours, au moment de sa perpétuation ou à tout le moins pour atténuer les conséquences du jugement défavorable des électeurs.

On ne change pas de règle du jeu en cours de partie.

Quand, avant 1981, dans l'ancienne majorité, certaines voix s'élevaient pour réclamer la représentation proportionnelle, bien que ce système électoral, à l'époque, semblait devoir la favoriser, le R.P.R., fidèle à ses principes, a affirmé son attachement au scrutin majoritaire.

En juin 1981, victime du scrutin majoritaire, le R.P.R. ne l'a pas contesté.

C'est donc dans la ligne de conduite qui a toujours été la sienne, quelles que soient les circonstances, que le R.P.R. affirme son attachement au scrutin majoritaire.

## DANS L'OPPOSITION, LA GUERRE DES CHEFS SE RALLUME

### Au R.P.R. : M. Barre, fauteur de troubles

Après la réunion du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, mardi 18 octobre, M. Claude Labbé, interrogé par les journalistes à propos des jugements portés par M. Bernard Pons sur M. Raymond Barre (1), a répondu : « Je dirai à peu près la même chose que lui. »

M. Labbé a estimé que rien dans les propos du secrétaire général du R.P.R. n'était de nature à « raviver la querelle des chefs » au sein de l'opposition et il a ajouté : « M. Barre, qui prend parfois des positions assez vives, n'explique cependant pas comment il voit l'avenir. » Et le président du groupe parlementaire R.P.R. s'est demandé : « Est-ce qu'il souscrit à ce qui semble être la politique de l'U.D.F. ou a-t-il une politique parallèle ? », avant d'affirmer : « Je constate en tous cas qu'il fait écartèlement de politique. » Le compliment adressé à l'ancien premier ministre qui affirme qu'il est « en dehors » du « microcosme » est évidemment ironique.

Au R.P.R. on juge aussi que les réponses de M. Barre aux remarques de M. Bernard Pons — et qui sont autant de vigoureuses critiques contre M. Chirac — sont d'une désobligeante désinvolture. On ne cache pas non plus que M. Barre manie quelque peu le paradoxe en reprochant aux leaders politiques de pratiquer « la chasse aux votes » alors que lui-même ne refuse désormais aucune invitation à prendre la parole et semble même « prendre un grand plaisir à être applaudi par des publics nombreux ». Le R.P.R., affirme même que ses propres militants remplissent les salles où M. Barre s'exprime et aucune interdiction n'a été faite aux élus locaux ou nationaux du mouvement chiracien de recevoir l'ancien premier ministre, d'organiser des débats avec lui, bref « de jouer le jeu de l'union de l'opposition ».

C'est pourquoi plusieurs responsables du R.P.R. et de parlementaires de ce mouvement se demandent si la « suffisance » de M. Barre et « sa volonté de se distinguer des autres au point d'être méprisant pour eux » ne sont pas de nature à mettre en relief les divergences au sein de l'opposition, voire de « relancer la guerre des chefs ». Des élus U.D.F.

d'insistance à vouloir faire oublier qu'il a été premier ministre de M. Giscard d'Estaing pendant presque cinq ans. D'autres assurent que le « phénomène Barre » peut favoriser une solidarité nouvelle entre les deux forces organisées de l'opposition face à ce « triblion » solitaire. Pour d'autres, enfin, cette intrusion dans le jeu bien huilé des partis rappelle d'autres aventures « éphémères » comme celle de Pierre Mendès France et plus près de nous en 1974, de M. Michel Jobert. Le



(Dessin de Gianni.)

eux-mêmes se sont inquiétés, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, de cette situation en opposant le comportement de M. Barre à l'attitude « ostensiblement unitaire » adoptée officiellement par M. Chirac et par M. Giscard d'Estaing.

Certains parlementaires soulignent que M. Barre met un peu trop

mot d'ordre, en R.P.R., est donc clair : il s'agit de dénoncer en M. Barre le responsable d'une éventuelle rupture de l'armistice fragile que les chefs de l'opposition avaient conclu et dont leurs électeurs semblent se féliciter.

ANDRÉ PASSERON

(1) M. Pons avait déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 17 octobre : « M. Barre se situe pour le moment en critiquant la gestion du gouvernement socialo-communiste mais je vois mal la politique nouvelle qu'il propose. » (Le Monde du 18 octobre.)

**M. BARRE : ceux qui tiennent des propos martiaux n'arrivent pas à la cheville de M<sup>r</sup> Thatcher**

M. Barre a notamment déclaré devant le « Forum de l'Expansion », en réponse à une question sur les déclarations de M. Pons : « Je n'ai pas pour habitude de commenter les réactions des uns ou des autres. Il y a des cas où il vaut mieux ne pas perdre son temps. »

Il a déclaré par ailleurs : « Je ne suis pas capable de faire un programme tous les six mois en fonction de l'évolution des sondages ou des votes à conquérir. (...) Un bon nombre de ceux qui tiennent des propos martiaux en matière de dénationalisation n'arrivent pas à la cheville de M<sup>r</sup> Thatcher. »

(...) Le langage en France est un idéologique ou biaisé. On bien on vous considère comme un tigre, ou bien on considère que vous manquez d'un grand dessein. Or le grand dessein, c'est l'illusion lyrique qui s'effondre au contact des réalités. »

Interrogé le même jour sur son attitude à l'égard de l'action extérieure, M. Barre a répondu :

« Ma position est très claire, je l'ai dit à diverses reprises, à la télévision ou par écrit. Je pense que la décision de l'OTAN doit être respectée par les pays membres de l'OTAN, parce que, s'ils ne la respectent pas, ils reconnaissent à l'Union soviétique un droit de veto sur les armes que les pays occidentaux voudraient installer, ce que ces pays voudraient disposer en Europe occidentale. »

« Ma position est très claire là-dessus. J'ajoute tout de suite que, puisque nous ne sommes pas membres de l'OTAN, j'espère, je pense que nous devons avoir une certaine retenue dans nos propos, notamment dans les pays où ces problèmes se posent : je crois qu'en diplomatie, en politique étrangère, il convient de ne pas se mêler des affaires intérieures des autres pays. »

« Si ces propos tendent, comme certains le disent, à me faire accuser de softisme, je laisse à mes critiques la responsabilité de penser ce qu'ils veulent : mais ma position est très claire, je respecte et j'approuve la décision de l'OTAN, je dis qu'en ce qui concerne la France, puisque nous ne sommes pas concernés directement, tout en approuvant cette décision, nous devons éviter des attitudes verbales qui ne sont peut-être pas les plus opportunes. »

« M. Michel d'Ornano (U.D.F.) réitérera son conseil régional de Basse-Normandie. — M. Michel d'Ornano (U.D.F.), député et conseiller général du Calvados, a été réélu, le 18 octobre, président du conseil régional de Basse-Normandie. »

## Par Francfort, c'est plus court.

Courir d'un terminal à l'autre, chercher partout votre porte d'embarquement, cela ne vous arrivera pas en transit à Francfort. Parce que tout se passe au même endroit, vous ne risquez pas de perdre votre temps. L'horaire de nos quatre vols quotidiens vers Francfort est soigneusement calculé pour vous permettre des correspondances immédiates. A peine arrivé, vous repartez. Quelle que soit votre destination.



**Lufthansa**

Pour tous renseignements complémentaires veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa 21-23, Rue Royale, 75008 Paris. Tél. 2653736. Lyon, Tour Crédit Lyonnais 128, Rue Servient, Tél. (7) 8636666. Aéroport Nice Côte d'Azur Cedex 06056, Tél. (93) 830280. Strasbourg, 48, Rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Tél. (88) 222020. Toulouse, 76, Allées Jean-Jaures, Tél. (61) 628066.

## PROFILS ECONOMIQUES

DOSSIERS d'HISTOIRE et de GÉOGRAPHIE

### L'ECONOMIE FRANÇAISE

13 numéros déjà parus  
140 dossiers  
1700 pages sur...

LA SIDERURGIE - LA PLANIFICATION LA POLITIQUE D'URBANISME - LA VOIE D'EAU INTERIEURE - FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE - L'ECOLE ET LA FORMATION - LE CIBAGE DES 1973 - CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - AGRICULTURE - RENOVATION RURALE EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL EVOLUTION DU PEUPLEMENT - COOPERATION - TRAVAILLEURS ETRANGERS REGION - TOURISME - ENVIRONNEMENT CADRE ET CONDITIONS DE VIE - STRUCTURES REGIONALES ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - LA PLANIFICATION REGIONALE - LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET INTERNATIONAL - PORTS DE COMMERCE ET TRANSPORTS MARITIMES - PECHE MARITIME ET PORTS ELECTRICITE - TRANSPORTS FERROVIAIRES - ELEVAISON - AVICULTURE ET ELEVAISON PORCIN - EVOLUTION ET REPARTITION DE LA POPULATION - COMPOSITION PAR AGE ET PAR SEXE documentation sur demande

en vente dans 32, rue Barreau des librairies 75015 PARIS universitaires tél. 567 74 19

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 3, r. des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37-437. ISSN : 0395 - 2037.

الطريق الى...



## POLITIQUE

ADOPTION DU PROJET SUR LA LOCATION-ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ

### Les leçons de la loi Quillot

M. Roger Quillot, qui, ministre, avait encouragé les foudres de l'opposition pour la loi qui porte son nom, n'aura pas attendu (puisque il siège, maintenant, au Sénat) la même opposition se joindre à la majorité de l'Assemblée nationale pour lui dresser des leçons, le mardi 18 octobre, à l'occasion de la discussion en première lecture du projet de loi sur la location-accession à la propriété immobilière. Ce privilège est revenu à M. Paul Quilès, qui défendait le projet préparé par son prédécesseur.

M. Robert Wagner (R.P.R., Yvelines) approuve le principe du projet. M. Pascal Clément (U.D.F., Loire) décerne « un bon point » au gouvernement. Le texte, il est vrai, trouve son inspiration dans un constat difficilement évitable : « L'insolabilité de catégories de plus en plus larges », que relève M. Jean-Marie Bockel (P.S., Haut-Rhin), rapporteur de la commission des lois, rend illusoire la liberté de choix entre le locatif et l'accession à la propriété. Le nouveau statut, doté d'une existence juridique propre, devrait, selon M. Quilès, débarrasser la situation.

Malgré son accord sur le principe, M. Clément ironise sur le « droit au logement », qu'il invoque la majorité : « Ne parlez plus de droit aux Français (...). Ils savent, depuis deux ans, qu'ils les ont tous (...). Proposez les moyens économiques nécessaires pour que ces droits (...) et le nouveau droit à l'habitat

puissent s'exercer. » N'était la pointe de mécanisme, la remarque de M. Clément reflète une interrogation partagée, à propos du dispositif financier envisagé.

Le ministre promet que les « dispositions prévues (...) seront communiquées avant l'adoption définitive de la loi ». Il annonce que le gouvernement envisage de majorer la quotité de Prêts d'accession à la propriété (PAP), de revoir le barème des Aides personnalisées au logement (A.P.L.) et de « rechercher une fiscalité similaire à celle qui régit l'accession directe à la propriété ».

Autre préoccupation, sensible sur tous les bancs : les garanties à offrir aux uns - les propriétaires vendeurs - et aux autres, les accédants. Le ministre et la commission « soigneront » tout particulièrement les propriétaires, provoquant un certain dépit chez les communistes. M. Quilès, qui affirme, au passage, que la loi Quillot n'est pas responsable du blocage du marché locatif, insiste sur la volonté du gouvernement d'éviter, pour la location-accession, le désastreux « effet d'annonce » qui avait accompagné la présentation de cette loi.

Le texte a été adopté, à mains levées, à l'unanimité des présents, le R.P.R. n'étant pas représenté dans l'hémicycle au moment du vote.

● Définition. - La location-accession est un « contrat, par lequel un vendeur s'engage envers un accédant à lui transférer, par la manifestation ultérieure de sa volonté et après une période de jouissance à titre onéreux, la propriété de tout ou partie d'un immeuble, moyennant le paiement fractionné ou différé du prix de vente et le versement d'une redevance jusqu'à la date de levée de l'option ». L'Assemblée précise que seuls sont concernés les immeubles achevés à la date de signature du contrat. Les immeubles anciens peuvent être le cadre de contrats de location-accession.

● Contenu du contrat et clauses de garantie. - Le texte adopté par l'Assemblée précise les éléments qui doivent être mentionnés par le contrat, notamment les modalités de révision du prix en fonction de l'indice du coût de la construction, les modalités de paiement, « la faculté pour l'accédant de payer par anticipation tout ou partie du prix », le montant de la redevance et

les modalités de sa révision, les catégories de charges incombant à l'accédant.

Si le transfert de propriété, prévu par le contrat de location-accession, n'a, finalement, pas lieu, le texte précise que « le vendeur doit restituer à l'accédant les sommes versées par ce dernier, correspondant au prix de l'immeuble objet du contrat. Dans le cas où le prix de vente est révisable, ces sommes sont révisées dans les mêmes conditions ».

En cas de résolution du contrat pour « inexécution par l'accédant de ses obligations », l'Assemblée renforce, sur proposition de la commission, les garanties offertes au vendeur : « Celui-ci peut obtenir (...) le paiement des redevances échues et non réglées, ainsi qu'une indemnité qui ne peut dépasser 2 % du prix de l'immeuble ». Dans les autres cas de résolution du contrat, le texte, amendé par la commission, précise que le vendeur peut obtenir une indemnité, « qui ne peut dépasser 1 % du prix de l'immeuble ».

● Répartition des charges. - D'après la « philosophie » de la

location-accession, l'accédant est un « propriétaire en devenir ». Le texte du gouvernement stipulait donc que « dès la date d'entrée en jouissance », les charges incombant aux propriétaires étaient transférées à l'accédant. Tout en acceptant ce principe, la commission, suivie par l'Assemblée et avec l'accord du gouvernement, a prévu un transfert seulement partiel des charges. Le projet précise aussi la répartition des pouvoirs entre les contractants dans le cadre de la copropriété.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

APRÈS LA BOMBE. UN BLANC TRAVAILLEUR IMMIGRÉ EN AFRIQUE. IL SE BAT POUR REVIRE. SA SEULE ARME : L'ESPOIR.

Un roman haletant et vivifiant.

LE CHERCHEUR D'OPALE

Jérôme Bellay

Éditions Jean-Claude LATTES

## AGIR EN CONNAISSANCE DE CAUSE.

● NÉGOCIATION ANNUELLE DANS L'ENTREPRISE - TRAVAIL PRÉCAIRE - AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL...

● PRESSION FISCALE ACCRUE - TRANSMISSION DE L'ENTREPRISE MOYENS DE FINANCEMENT - TAXE PROFESSIONNELLE...

● RÉGLEMENTATION DES PRODUITS - PROTECTION DES CONSOMMATEURS...

● FACE A UNE LÉGISLATION COMPLEXE...

Lamy s.a. LE DROIT DE L'ENTREPRISE

### Le vrai visage de l'homme le plus redouté du royaume

aux temps héroïques des mousquetaires

Un ouvrage boursé de faits et de pièces rares.

Ce texte précieux, riche de confidences d'un intérêt historique considérable, a été écrit pour Louis XIII. C'est le testament politique du ministre le plus habile qui fut jamais au service d'un roi. C'est aussi une des sources principales où viennent puiser les historiens du 17<sup>e</sup> siècle.

Pour nous, aussi férus d'anecdotes que de science, ce texte écrit à la diable dans le langage savoureux, dru et imagé de l'époque, nous entraîne dans les coulisses d'un gouvernement qui sut imposer sa loi en ces temps singulièrement mouvementés.

Alexandre Dumas a menti.

Dans « Les Trois Mousquetaires », Alexandre Dumas met en scène un Richelieu diabolique, à la fois retors, sanguinaire et sans scrupules, une sorte de génie pervers rongé par l'ambition. En fait, Dumas accuse la noirceur du Cardinal pour mettre en valeur la fougue généreuse de d'Artagnan et de ses compères. C'est un truc de romancier.

La vérité historique est différente. Armand, Jean du Plessis, duc de Richelieu (1585-1642), ne fut implacable que pour les ennemis du royaume et les bas calculs qu'on lui prête ne sont que les manœuvres subtiles d'un homme d'État entièrement dévoué à son pays. Nul peut-être n'eût une vision plus haute du destin de la France et de la mission de son Roi.

On lui doit la réduction des antagonismes religieux responsables

## LES MÉMOIRES du Cardinal-Duc de RICHELIEU

(texte intégral)



Les secrets d'une politique ambitieuse révélés dans ce document devenu introuvable.

de la guerre civile, la mise au pas d'une noblesse turbulente et la conquête des frontières naturelles du royaume. Tout le mécanisme secret de cette politique intelligente et efficace est révélé dans les Mémoires.

Bref, nous avons là une œuvre éblouissante et passionnante qui nous restitue le vrai visage de l'homme de génie calomnié qui, pendant 18 ans, gouverna magistralement la France à l'époque des mousquetaires et des guerres en dentelles. C'est une des pages les plus colorées de notre Histoire.

Cette réhabilitation aux yeux de l'Histoire méritait d'être saluée par la bibliophilie. Conquis par Richelieu et par ses Mémoires sans tarder, Jean de Bonnot propose donc aujourd'hui à ses lecteurs la première édition contemporaine d'apparat de cette œuvre devenue rarissime.

On connaît les succès des autres mémoires de grands personnages déjà publiés par Jean de Bonnot et devenus à leur tour introuvables. Les Mémoires de Richelieu, attachants au double point de vue de l'histoire et de la littérature, sont promus au même avenir, car, cette fois encore, l'éditeur n'a pas ménagé ses efforts.

Une édition d'art dans l'esprit du grand Siècle.

Nos deux tomes (14 x 21 cm), de plus de 530 pages chacun, contiennent la totalité d'un texte

édition d'art en 2 volumes grand in-octavo

Sur les plats vient en relief un décor original frappé à froid qui met en évidence la douceur chaleureuse du cuir sombre qu'il anime d'éclats profonds. Les armoiries de Richelieu, rappelant le décor du dos, sont poussées à l'or fin au centre de ces plats.

À la somptuosité de la reliure correspond la beauté d'un papier chiffon soignant filigrané « aux deux canons » et l'élégance raffinée de quelques 80 illustrations en enluminures gravées pour la plupart par le maître Montcornet.

Bref, deux volumes denses, agréables à caresser et à feuilleter, fleurant le cuir naturel, l'encre de bon aloi et le papier sain, matériaux nobles qui, avec le fil robuste cousant les cahiers et la colle traditionnelle fixant les renforts du dos et les gardes, composent ces livres d'exception que les techniques modernes n'ont jamais su égaler.

Garantie à vie.

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclaircie des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails. Elles prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent en se patinant avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'imposer quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable œuvre d'art. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre gratuitement

à envoyer à JEAN de BONNOT 7, Feubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Veuillez m'envoyer pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Mémoires de Richelieu, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 157,50 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix le mois suivant.

Nom..... Prénoms.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Je déclare sur l'honneur que mon adresse et ma signature sont conformes à la vérité.

### Un terrain d'entente limité

La location-accession est une incontestable mesure d'assouplissement de mécanismes jusqu'ici trop rigides. Pourtant, si ce texte se révèle un terrain d'entente entre majorité et opposition, c'est sans doute que le champ d'application en sera fort limité.

On n'imagine guère un propriétaire privé - à moins qu'il ne soit profondément philanthrope - s'engageant dans un processus de ce genre. Mais croire que les propriétaires institutionnels, qu'ils soient sociaux ou non, se bousculeront pour appliquer ce texte sans doute une erreur. La lourdeur de la gestion d'un tel système pour l'organisme vendeur devrait constituer à elle seule un frein à son extension. Même dans le cas le plus favorable d'un organisme d'I.L.M. qui décide la vente d'un immeuble à ses locataires, la faculté pour le locataire-accédant de renoncer à son projet s'ilon-

gera la période où un immeuble se trouvera en situation de copropriété disparate. On trouvera en effet parmi les copropriétaires l'organisme lui-même et ses locataires non désireux d'acheter mais bénéficiant du maintien dans les lieux ainsi que des propriétaires personnes physiques ayant classiquement accédé à la propriété et des locataires accédants. Et l'ensemble devra vivre sous le régime de la loi de 1965 sur la copropriété, à ce point imparfaite qu'on ne sait pas très bien comment l'améliorer. Il y a plus de dix ans qu'on nous en mijote la réforme.

Quant aux propriétaires institutionnels non sociaux (les compagnies d'assurances privées, par exemple) on ne voit guère pour quel motif ils se lanceraient dans une aventure aussi aléatoire.

J. D.

### L'augmentation de la quote-part de la France au F.M.I.

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mardi 18 octobre, le projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international (F.M.I.) et à l'augmentation de sa participation aux accords généraux d'emprunt (A.G.E.). Le R.P.R. s'est abstenu, l'U.D.F. se joignant à la majorité pour assurer un vote favorable.

Cette augmentation, qui s'inscrit dans le cadre du huitième réexamen général des quotes-parts des pays membres décidé à Washington les 10 et 11 février dernier, et qui maintient la France au quatrième rang, avec 4,96 % de la quote-part contre 4,71 % jusqu'ici, sera réglée pour un quart en droits de tirage spéciaux (D.T.S.) et pour trois quarts en francs. Elle n'entraîne pas de modification du montant des réserves de change.

La participation de la France aux A.G.E. passera de 348 millions de D.T.S. soit 2,71 milliards de francs, à 1,7 milliard de D.T.S. Cette opération sera également neutre, sur le plan comptable, pour le Trésor public.

● Taxe sur les produits pétroliers. - L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, mardi 18 octobre, le projet de loi modifiant, à compter du mois d'août 1984, le taux de la taxe spécifique sur les produits pétroliers perçue au profit du Fonds spécial de grands travaux. Le R.P.R. et l'U.D.F. ont voté contre. La taxe est portée de 2,7 centimes à 4,7 centimes par litre, ce qui devrait permettre au Fonds d'engager une deuxième tranche de grands travaux, d'un même montant que la première, soit 4 milliards de francs.

**L'Arche**  
Le mensuel du judaïsme Français  
N° 318 - 319  
numéro spécial  
Dernière interview de  
**RAYMOND ARON**  
En vente dans les drugstores et au journal, 14, rue George-Sorger, 75017 Paris.  
Ce numéro : 30 F.  
Abonnement : 140 F/an.



## Une lettre du ministre

Pour présenter ses propositions, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a adressé la lettre suivante à une quarantaine d'organisations intéressées par l'avenir des relations entre l'enseignement public et l'enseignement privé :

« J'ai l'honneur de vous transmettre, ainsi que je l'avais annoncé au début de l'été, les propositions que je fais au nom du gouvernement sur les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

« J'avais alors précisé que je souhaitais que les parties les plus directement concernées disposent d'un délai de réflexion d'un mois pour me faire part de l'ensemble de leurs réactions en face de ces propositions.

« Je confirme ce souhait. Sur un sujet aussi délicat, et que l'histoire de notre pays a rendu aussi passionnel, je crois préférable que chacun se donne le temps d'étudier ce texte de façon complète et aussi sereine que possible.

« Il comporte deux parties : d'une part, les orientations et les objectifs généraux du gouvernement ; d'autre part, la méthode de résolution proposée et les problèmes auxquels elle s'applique.

« La complexité et l'ampleur du sujet sont telles que je n'osais pas d'acquiescement total. D'ailleurs, il ne vous est pas demandé de faire vôtres les orientations et les objectifs généraux du gouvernement. L'exprime simple-

ment le vœu que les partenaires, quelles que soient leurs réticences vis-à-vis de telle ou telle partie de ce texte, en acceptent la méthode globale comme l'occasion de s'attaquer enfin au règlement d'un problème d'une permanence importante. Le calendrier proposé à la fin de ce document comporte l'idée qu'il faudra du temps pour dégager des solutions à des questions d'une difficulté inégale, mais toutes difficiles.

« Mon espoir est que, après des décennies de querelles et de conflits, notre pays trouve enfin la voie d'une paix scolaire sans arrière-pensées rancœur. L'avenir de notre jeunesse dépend largement de la réponse donnée à cette question capitale. »

## « Rénover l'ensemble du système éducatif français » « Un processus gradué et négocié »

Voici le texte complet des propositions de M. Savary rendues publiques mercredi 19 octobre :

L'objet de ce texte est d'abord de préciser les orientations et les objectifs généraux du gouvernement concernant les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé, après les propositions faites le 20 décembre 1982. Il est ensuite d'indiquer les principaux problèmes posés, ainsi que le degré de difficulté qu'ils revêtent, puis de présenter la méthode de résolution qui peut être retenue, ses conditions et son calendrier.

### Les objectifs du gouvernement

Le système éducatif français repose sur trois principes essentiels : l'égalité de tous devant l'éducation, le respect des consciences, la liberté de l'enseignement.

L'égalité de tous devant l'éducation, c'est d'abord l'égalité des chances dans l'acquisition des connaissances et le développement des talents. Elle a commencé de naître, il y a plus d'un siècle, avec la scolarité obligatoire et sa gratuité, établies par les grandes lois de 1881 et 1882. Inscrite dans la Constitution, elle est à la base du service public d'éducation, édifice remarquable qui s'élève avec chaque génération, mais qu'il faut périodiquement rénover. Son rôle historique dans l'accomplissement de nos institutions républicaines, sa contribution décisive à la démocratisation de notre société, son apport essentiel au progrès du savoir et des connaissances, justifient la confiance placée en lui.

Le respect des consciences est au cœur de l'acte éducatif. Il donne à la personnalité de l'enfant, puis de l'adolescent, les moyens de son indépendance ; il est un élément vital de notre équilibre social, puisqu'il est le fondement de la tolérance. Dans une société qui évolue, il est d'une particulière exigence pour l'éducateur, qui doit à chaque instant lui être fidèle : cette exigence s'appelle laïcité. Loin d'être une restriction dans la formation et l'expression des consciences, elle les permet dans toutes leurs dimensions et dans le respect des droits de l'homme. Le service public répond par nature à cette exigence, mais celle-ci s'impose aussi aux établissements qui lui sont associés.

La liberté de l'enseignement est un principe acquis de notre démocratie, qui a valeur constitutionnelle. Il garantit qu'un établissement d'enseignement peut naître d'une initiative privée, dès lors qu'il respecte les lois de la République. Il interdit le monopole de l'Etat et contribue à la liberté de choix des familles à l'égard de l'éducation.

Dans ce contexte, notre système éducatif n'a pu à partir de 1959, et à côté du service public, se développer un secteur privé d'enseignement sous contrat.

Les liens créés par contrat entre une partie du secteur privé d'enseignement et l'Etat sont à la source de problèmes constants, dus pour l'essentiel aux statuts très différents faits à deux écoles qui ont pourtant le devoir d'accueillir les mêmes enfants pour préparer les mêmes diplômes.

Quelles que soient les origines et les raisons historiques de ces différences, elles ont établi entre deux institutions scolaires des mécanismes divergents, transformant la nécessité d'expression du pluralisme éducatif en querelle de systèmes.

Notre devoir, aujourd'hui, est de rénover le système éducatif français dans la fidélité à ses principes. Cette rénovation doit donc permettre de réduire progressivement les différences qui font obstacle à l'application de ces principes, au bénéfice des générations qui vont, demain,

prendre la responsabilité de notre avenir commun.

C'est ainsi que l'éducation doit être nationale sans être uniforme, dans le respect de l'égal accès de tous aux établissements qui concourent au service public. La diversité des besoins pédagogiques des élèves, des choix d'éducation des parents, des fonctions de l'acte éducatif, exige des établissements scolaires plus autonomes et plus responsables, porteurs de projets adaptés à leur population scolaire ; mais conformément aux principes énoncés précédemment, cette diversité des établissements doit être placée au service d'une mission éducative globale, attachée à transmettre les connaissances et les valeurs que la communauté nationale reconnaît essentielles pour l'éducation, celles qui offrent à ceux qui le souhaitent celles qui relèvent de choix personnels.

La décentralisation est à la fois le cadre et le moyen de cette rénovation, puisqu'elle transforme progressivement les rapports entre l'Etat, les collectivités territoriales et les citoyens, autour et au sein de l'espace éducatif.

L'enseignement privé sous contrat doit s'inscrire dans cette évolution : celle-ci requiert une nouvelle définition de son statut, afin que s'établissent des liens équilibrés entre l'Etat, les collectivités publiques et les associations responsables d'établissements. Ce statut, dont le législateur fixera les principes, procédera d'un cadre contractuel et décentralisé ; c'est le but de la proposition de création d'une entité juridique spécifique, l'établissement d'intérêt public qui rassemble les partenaires à un niveau qui n'est pas celui de l'établissement scolaire proprement dit mais immédiatement au-dessus de lui, là où les responsabilités de la collectivité doivent s'exprimer désormais.

Tels sont les orientations et les objectifs généraux du gouvernement ; ils visent à construire la rénovation de l'ensemble du système éducatif français.

### Trois degrés de difficulté

L'évolution des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé est source de problèmes de nature différente, que l'on peut situer dans une échelle de difficulté à trois degrés. La méthode qui doit permettre de les résoudre ne saurait ignorer cette gradation, mais, au contraire, en tenir le plus grand compte. La distinction des problèmes en trois catégories ne signifie pas qu'ils sont indépendants ; elle met en relief leur liaison, montrant que la solution de l'un peut réduire les difficultés d'un autre si le mouvement d'ensemble est porté par une volonté d'aboutir.

Plutôt qu'un catalogue de propositions normatives, l'offre faite aux partenaires est donc maintenant l'entrée dans un processus de résolution graduée et négociée, qui adapte des méthodes différentes à la difficulté des problèmes.

Quels sont ces problèmes et comment sont-ils classés ?

Un premier groupe correspond à des actes ou à des décisions de gestion importants, à effets immédiats, mais dont l'examen ne porte pas le débat au plan des principes généraux.

Il s'agit notamment :

— De l'harmonisation des ouvertures et fermetures de classes ou de sections, c'est-à-dire d'une partie du mécanisme de la carte scolaire, dans la perspective d'une meilleure organisation des opérations de rentrée et du déroulement des scolarités ;

— De la gestion prévisionnelle des crédits budgétaires consacrés à l'enseignement privé, crédits limitatifs et, en conséquence, traités en parité avec ceux de l'enseignement public, ainsi que de l'interprétation de la notion de besoin scolaire reconnu ;

— Des conditions de l'intervention financière des collectivités terri-

torales à l'égard de l'enseignement privé, du champ et des modalités de cette intervention, de la répartition entre les collectivités des charges qu'elle représente ;

— De l'entrée des établissements privés dans le programme d'expérimentation et de rénovation pédagogique en cours de développement pour les collèges, puis pour les lycées et les écoles ;

— De la place de l'instruction religieuse dans l'organisation de la semaine scolaire et dans le cadre des options exprimées par les familles ;

— De la titularisation dans les corps correspondants de l'enseignement public et sur place, par volontariat, des personnels enseignants du privé, dans ses effets individuels (garanties sociales, promotion) et dans leurs conséquences particulières au niveau de la gestion collective ;

— Du recensement et de l'analyse des conditions d'emploi des personnels non-enseignants.

Un second groupe réunit des problèmes qui présentent des difficultés de fond mais pour lesquels il ressort qu'une solution de principe est possible et pourrait être rapidement établie bien qu'elle touche à certains des principes constitutifs de l'enseignement privé d'aujourd'hui.

Il s'agit notamment :

— De la gestion collective des personnels de l'enseignement privé ayant opté pour la titularisation, notamment quant aux mutations et aux affectations dans les emplois vacants des établissements associés au service public, qui doivent tenir compte de la continuité éducative et donc du projet d'établissement et des souhaits de l'équipe éducative, ainsi que des droits des agents dans l'égalité d'accès aux emplois ;

— De la formation initiale et continue des maîtres de l'enseignement privé ;

— De la nomination par l'autorité publique des chefs d'établissement, au terme d'une procédure qui notament combinerait l'appréciation des aptitudes des candidats et les propositions faites par l'autorité responsable de l'établissement ;

— De la déontologie professionnelle de l'enseignant, qui doit préciser comment la liberté de conscience de l'élève est totalement respectée dans l'enseignement, comment les choix éducatifs faits par les parents sont respectés, comment sont définis les droits et les devoirs de l'enseignant dans la mise en œuvre d'un programme d'enseignement ;

— Des éléments du projet d'établissement prescrits par l'Etat, c'est-à-dire ceux qui traduisent les principes constitutionnels auxquels est soumise l'éducation nationale, qui lui donne son unité au plan des missions et sa cohésion au plan des contenus et des niveaux d'enseignement ;

— De l'exercice du libre choix des familles dans le cadre d'une carte scolaire étendue et assouplie, c'est-à-dire la possibilité effective donnée à tout parent d'élève de voir satisfaire son choix éducatif par la préférence accordée à un projet d'établissement, la possibilité donnée à tout établissement d'affirmer son identité et sa responsabilité dans un projet d'établissement en cohérence avec les prescriptions nationales, enfin la modification des procédures de régulation des crédits affectés à la carte scolaire permettant l'exercice de cette double possibilité sans compromettre la rigueur de gestion des deniers publics, ni l'égalité de tous devant l'école, ni la qualité de tous les établissements.

Un troisième groupe enfin concerne les problèmes les plus délicats, c'est-à-dire ceux dont la solution ne peut résulter de discussions limitées avec les partenaires, mais

d'un processus de résolution global et progressif.

Il s'agit notamment :

— Du mode de rapport organique qui doit s'établir entre l'Etat, les collectivités et l'établissement, dans le cadre de la décentralisation et de la rénovation du système éducatif ; l'établissement d'intérêt public est un cadre adapté, mais dont la construction concrète reste à faire ;

— Du statut des enseignants payés sur fonds publics et qui n'ont pas pour la titularisation, et de celui des agents qui ne sont pas payés directement sur fonds publics ;

— Du champ et des modalités du contrôle public dans la mise en œuvre des projets d'établissement.

La liste et le classement des problèmes par degré de difficulté ne sont pas exhaustifs. Ils ont pour objet de faire apparaître aux yeux de chacun la portée essentielle de ce qui peut être un processus de résolution gradué et négocié.

### Méthodes et calendrier

En regard de la difficulté relative des problèmes, trois méthodes peuvent être simultanément utilisées :

— Concertation nationale et mise en place après consultation au plan académique, pour les problèmes du premier groupe et une partie de ceux du second ;

— Expérimentation sur zones et durées précises, avant mise au point de mesures réglementaires et/ou législatives, pour des problèmes du second et du troisième groupes ;

— Commissions nationales de conception et de proposition, pour l'essentiel des problèmes du troisième groupe ;

Il va de soi que l'adaptation d'une méthode à un problème fait éternellement l'objet d'une définition concrète.

Pour que cette combinaison de méthodes puisse être opératoire, deux conditions minimales doivent être réalisées :

— Tout d'abord l'accord d'un nombre suffisant de partenaires de l'enseignement public et de l'enseignement privé sur la démarche globale de résolution ;

— Ensuite l'acceptation par ces partenaires du principe de modification des textes réglementaires et/ou législatifs, lorsque elle est nécessaire, après concertation ou expérimentation selon le cas.

Il serait souhaitable que le calendrier de résolution puisse dans ces conditions être le suivant :

● 1983-1984 et 1984-1985 pour les problèmes du premier groupe et une partie de ceux du second ;

● 1983-1984, 1984-1985 et 1985-1986 pour la résolution des problèmes nécessitant une expérimentation (lancement, bilan, extension ou généralisation) ;

● De 1984 à 1986, les mesures législatives ou réglementaires et la mise en œuvre des conclusions des commissions nationales de conception et de proposition interviennent selon un programme lié au rythme de la résolution des problèmes concernés ;

● Des mesures législatives partielles sont nécessaires dès 1983-1984, compte tenu de la décentralisation et de l'effort de rigueur dans la gestion du budget de l'Etat ; elles concernent les conditions de l'intervention financière des collectivités territoriales à l'égard de l'enseignement privé, le champ et les modalités de cette intervention, la répartition entre les collectivités des charges qu'elle représente, l'interprétation de la notion de besoin scolaire reconnu, et la nature limitative des crédits destinés à l'enseignement privé sous contrat inscrits au budget de l'Etat.

(Suite de la première page.)

A titre d'exemple et dans un ordre croissant de difficulté : l'harmonisation des ouvertures et fermetures de classes ou de sections entre public et privé, la répartition des charges des collectivités territoriales, la place de l'instruction religieuse, le statut des personnels, le libre choix des familles qui devrait être étendu aux parents d'élèves du secteur public, la définition des projets d'établissements publics et privés — pour affirmer leur identité, le texte reprend enfin la forme juridique d'établissement d'intérêt public (E.I.P.). Cette notion avait beaucoup contribué au rejet pour l'enseignement catholique des premières propositions gouvernementales. Ses responsables y décelaient le risque d'une mainmise de l'Etat. Cette fois, il est bien précisé que « la construction concrète » de l'E.I.P. « reste à faire ».

Le calendrier prévoit des modifications des textes législatifs ou réglementaires. Mais à deux conditions qui, à la vérité, n'en font qu'une : « Qu'un nombre suffisant de partenaires » acceptent la démarche globale et le principe de changements après concertation ou expérimentation.

« Un nombre suffisant de partenaires » : en usant de ces prudentes circonlocutions, le ministre de l'éducation nationale montre bien qu'il mesure l'ampleur des difficultés qui l'attendent. Il s'agit autrement dans sa lettre de présentation : « Je n'osais pas d'acquiescement total ».

Et pour cause ! Qui peut accepter ce texte ? Les défenseurs de l'école privée vont s'alarmer à la fois du flou concernant la titularisation, le recrutement et la gestion des enseignants, et d'une précision dont ils se seraient passés : la titularisation volontaire se ferait dans les corps existants de l'enseignement public et non dans un corps spécial. Le fait que le « besoin scolaire reconnu », notion qui préside à la création des classes ou des sections par le privé, devrait être défini par voie législative et non par voie réglementaire, ne peut rallier la gauche scolaire et réveiller les mêmes démons est, pour lui, une exigence politique impérieuse. Éviter la déception chez ceux qui le soutiennent et souvent mobilisent localement les électeurs en sa faveur en est une autre.

CATHERINE ARDITTI  
et CHARLES VIAL

### Faits et démons

(Suite de la première page.)

Il rapproche les deux écoles sans les fusionner. Il renonce au vœu idéal de l'école unique. D'une certaine manière, il « privatise » l'enseignement public puisqu'il instaure sur la décentralisation, l'autonomie, les réalités locales, principes qui suffiraient à justifier, — en dehors de toute considération idéologique — l'existence d'établissements privés.

Pour mesurer le chemin parcouru, il faut se souvenir des proclamations que la gauche socialiste faisait sur l'enseignement privé quand elle était dans l'opposition. Il n'était bruit que de nationalisation, d'intégration. Les idées « liquides » s'exprimaient sans conséquences pratiques dans un rituel défensif. Il était inimaginable qu'on en arrive à des propositions qui tendent la main plutôt que le poing.

C'est que le pouvoir — en l'occurrence M. Mitterrand et Savary — a pris en compte l'évolution de l'opinion. Quand 71 % des Français se déclarent favorables à l'aide de l'Etat à l'enseignement privé, un parti socialiste peut-il faire la sourde oreille et ne pas voir que les schémas d'antan ont vécu ? Quand, dans l'enseignement privé, des responsables au sens politique très aiguisé par des septennats d'expériences sentent le moment venu de renoncer à certains privilèges pour préserver l'essentiel, ne faut-il pas en profiter ? Quand des dirigeants du privé éprouvent — et expriment parfois — le sentiment que seule la gauche peut régler durablement cette affaire, n'y a-t-il pas une chance historique à saisir ?

L'E.I.P. n'est pas délimitée et le mot d'insertion n'est jamais prononcé ! Difficile dans ces conditions de braver la menace de disparition et d'étouffement des établissements privés.

### Les raisons d'un refus

C'est précisément ce que les défenseurs de la laïcité regretteront. Pas d'insertion, *a fortiori* pas d'intégration, voilà qui leur sera difficile à admettre. D'autant plus que le texte maintient explicitement l'existence d'un enseignement privé « dans un cadre contractuel et décentralisé ». D'autres motifs ajoutent à leur désapprobation : projet d'établissement, intervention de l'autorité privée dans la désignation du chef d'établissement, libre choix des familles pour inscrire leurs enfants... Ces motifs-là résonneront désagréablement à leurs oreilles. De même la rénovation de l'école publique, qu'ils auraient préféré voir reportée à plus tard, après la réduction du « dualisme » scolaire.

C'est dire que, de part et d'autre, les raisons d'un refus ne manquent pas. Faut-il en être autrement ? Les arrets du texte résident dans ses ambiguïtés. S'il ne peut contenir personne, il contient des bases pour une ouverture des discussions, à partir de points précis sur lesquels un accord pourrait être trouvé. Concrètement, la carte scolaire pourrait être rapidement renouvelée, du moins à titre expérimental, dans quelques zones géographiques. De même, la gestion prévisionnelle des crédits pour l'enseignement privé semble acquise afin de placer les deux secteurs à égalité. De même encore, les lois de décentralisation créent de tels casse-tête aux communes qu'on devrait trouver de toutes parts des solutions.

Le règlement patient de ces problèmes, mineurs en apparence, pourrait déboucher sur une évolution des esprits. Les partenaires comprendraient mieux l'obligation d'aller au-delà. Dans tous les cas de figure, le gouvernement devra prendre ses responsabilités. Ne pas rallier la gauche scolaire et réveiller les mêmes démons est, pour lui, une exigence politique impérieuse. Éviter la déception chez ceux qui le soutiennent et souvent mobilisent localement les électeurs en sa faveur en est une autre.

CATHERINE ARDITTI  
et CHARLES VIAL

N'en doutons pas : des cris se feront entendre. Des militants de gauche se sentiront floués, trahis, déçus du socialisme. Ailleurs, des conservateurs se radouciront contre un nouveau rapprochement avec l'école sans Dieu. Mais la partie se jouera dans l'entre-deux, avec les réalistes qui savent que la France est lasse de ce vain combat, qui ont compris que les parents sont pour le libre choix, que l'Etat a besoin du privé et le privé de l'Etat et que les faits sont plus ténus que les nostalgies.

BRUNO FRAPPAT.

### VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)  
VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution)  
Liv. gratuite dans toute la France  
26 MARQUES REPRÉSENTÉES  
Garantie jusqu'à dix ans  
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h.



75 bis, AV. DE WAGRAM, 17  
227-88-54 / 783-34-17

(Publicité)

UNIVERSITÉ PARIS-SUD-XI  
Centre scientifique d'Orsay — Formation permanente  
Bâtiment 336, 91403 ORSAY - Tél. 941-66-12  
**Stage de GÉOTHERMIE**  
4 semaines - 2 thèmes : EXPLOITATION - EXPLORATION  
7 NOVEMBRE AU 3 DÉCEMBRE 1983  
Organisé conjointement par les Universités PARIS-XI, VI, VII, BORDEAUX-III, L'ÉCOLE DES MINES, E.R.G.M., I.F.P., etc.

الجمهورية الجزائرية



DE M. SAVARY  
Sondrier de discussion

## SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ DES CHIFFRES...

2015 746 élèves étaient inscrits dans les établissements d'enseignement privé pour l'année scolaire 1982-1983, soit un sixième de la population scolaire totale. L'enseignement catholique dominait numériquement avec 92,3 % des effectifs de l'enseignement privé et 15,5 % de l'ensemble des élèves français.

En 1982-1983, les écoles privées en France métropolitaine comptaient 955 200 élèves dans le premier degré (- 2,5 % par rapport à l'année précédente) et 1 060 000 dans le second degré (+ 2,9 %) répartis ainsi :

Premier degré :  
Pré-élémentaire : 302 800 élèves  
Elémentaire : 650 000 élèves  
Adaptation : 2 400 élèves  
dont :  
Sous contrat simple : 602 000, soit 63 % ;

Sous contrat d'association : 343 000, soit 36 % ;  
Hors contrat : 10 100, soit 1 %.

Second degré :  
Premier cycle : 624 400 élèves  
Second cycle court technique : 177 500 élèves  
Second cycle long : 256 800 élèves  
Classes préparatoires : 1 900 élèves  
dont :

Sous contrat simple : 0 (depuis 1980, les établissements du second degré ne peuvent plus conclure de contrat simple) ;  
Sous contrat d'association : 978 800, soit 92,3 % ;  
Hors contrat : 80 000, soit 7,6 %.

(\*) Sources : Service de l'Informatique de gestion et des statistiques (SIGES) du ministère de l'Éducation nationale. Documents du Comité national de l'enseignement catholique.

## ... ET DES LOIS

Depuis plus de trente ans, une série de lois ont réglé les rapports entre l'enseignement public et le privé :

• Les lois Marie et Barangé (1951) autorisent les établissements privés à accueillir des boursiers nationaux et créent une allocation par enfant et par trimestre. Cette allocation est versée aux associations de parents pour les élèves des établissements privés, et au conseil général pour les élèves de l'école publique.

• La loi Debré du 31 décembre 1959, tout en reconnaissant le « caractère propre » des établissements d'enseignement privé (sans toutefois préciser cette notion), institue entre l'État et eux la possibilité de rapports contractuels. Le texte offre trois possibilités aux établissements privés : soit le maintien de leur situation d'ailleurs (contrôle pédagogique, allocation Barangé) ; soit l'intégration pure et simple dans l'enseignement public ; soit la signature d'un contrat avec l'État, qui peut être « simple » ou d'« association ».

- Dans la formule du « contrat simple », les enseignants sont agréés par l'État qui assure leur rémunération et paie les charges sociales. Ces enseignants restent soumis à un statut de droit privé : leur employeur est le chef d'établissement. Les frais de fonctionnement sont à la charge des écoles (donc des parents d'élèves), mais les communes peuvent y participer. Le contrat peut porter sur la totalité ou une partie des classes et entraîne les contrôles pédagogiques et financiers de l'État.

- Le « contrat d'association », réservé aux établissements qui répondent à un « besoin scolaire reconnu » prévoit que l'État prend

en charge la totalité du financement des salaires des enseignants.

Ceux-ci sont des salariés de l'État auquel ils sont liés par un contrat. L'enseignement suit les « règles et programmes de l'enseignement public ». Les dépenses de fonctionnement sont prises en charge « dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public » ; l'État pour le secondaire et le technique ; les communes pour les écoles élémentaires.

• La loi du 1<sup>er</sup> juin 1971 pérennise la formule des contrats simples dans les établissements privés du premier degré, formule instituée, à l'origine pour neuf ans, par la loi Debré (1959) et prorogée deux fois (1968 et 1969). En revanche, elle prévoit l'extinction des contrats simples dans les établissements privés du second degré à la fin de l'année scolaire 1979-1980.

• La loi Guernier du 25 novembre 1977 et ses décrets d'application accroissent l'aide de l'État à l'enseignement privé sous contrat en attribuant à ses enseignants les mêmes avantages de carrière qu'à leurs collègues du secteur public. Ils précisent le mode de calcul du forfait de fonctionnement versé aux établissements sous contrat d'association par l'État (secondaire et technique) et par les communes (primaire). Ils restent ambigus sur cette participation communale. La loi Guernier opère aussi un renforcement du pouvoir des chefs d'établissements privés en matière de recrutement des maîtres désormais tenus de respecter le « caractère propre » de l'établissement. Elle institue une aide financière pour la formation des enseignants et pour la construction d'ateliers dans les collèges privés.

## Le piège des mots

• **Besoin scolaire reconnu.** — La formule apparaît dans la loi Debré. Pour bénéficier d'un contrat d'association, un établissement scolaire privé doit répondre « à un besoin scolaire reconnu ». Mais la notion est vague, et la loi du 1<sup>er</sup> juin 1971 ne l'a guère éclaircie. M. Christian Bouteiller, ministre de l'Éducation, apportait le 9 juin 1980 cette précision : « Le besoin scolaire doit s'apprécier compte tenu du choix que dicte aux familles la capacité d'accueil de l'établissement public ». Ce serait donc la spécificité de l'établissement privé qui serait à prendre en compte, et non l'absence d'établissement public dans un secteur considéré. L'administration a cependant donné des significations diverses à ce terme. C'est pourquoi l'interprétation de la notion de besoin scolaire reconnu est inscrite dans le « projet Savary » au nombre des problèmes à résoudre.

• **Caractère propre.** — L'article premier de la loi Debré stipule que l'établissement privé lié à l'État par contrat doit donner son enseignement dans le respect

total de la liberté de conscience « tout en conservant son caractère propre ». La formule a suscité de longues exégèses. Pour dépassionner le débat, dans la mesure où le terme était devenu synonyme de caractère confessionnel, le secrétaire général de l'enseignement catholique préfère parler désormais de la « spécificité d'un établissement » définie par son projet éducatif.

• **Certa écoleire.** — L'expression recouvre l'implantation géographique des établissements scolaires. D'une part, elle fixe les conditions d'ouverture et de fermeture de classes ou de sections en fonction de la population à scolariser dans les différentes régions. D'autre part, elle oblige les parents à inscrire leur enfant dans un établissement scolaire en fonction de leur lieu de résidence. Seul l'enseignement public est soumis à la carte scolaire.

• **Crédite limitative.** — Avant la rentrée scolaire 1983, les crédits d'État destinés à rémunérer les maîtres de l'enseignement privé sous contrat étaient inscrits au budget de l'éducation nationale en termes « évaluatifs ».

C'est-à-dire que l'enseignement privé pouvait créer davantage d'emplois qu'il n'en était prévu, l'État étant tenu de payer. Depuis la loi de finances de 1983, les crédits sont « limitatifs », et l'enseignement privé n'a plus la possibilité de dépasser les prévisions. Il est donc soumis aux mêmes règles budgétaires que l'enseignement public.

• **Duelisme.** — C'est un terme poétique. Il résume l'idée de concurrence entre les deux réseaux d'enseignement public et privé. Les laïques l'utilisent pour signifier ce qu'ils ne supportent pas : le maintien d'un système d'éducation parallèle financé par l'État.

• **Intégration.** — C'est une revendication des laïques, vivement combattue par les défenseurs de l'enseignement privé. Elle a pour objectif de réunir dans un service public unique, soumis à la même législation, tous les établissements scolaires financés par l'État, privés et publics. Cette revendication a été, au fil des années, traduite en termes plus ou moins forts, de la « nationalisation » (dont il n'est plus jamais question) à l'« insertion » en passant par l'« unification ».

## L'ABBÉ GUBERTEAU :

« Nous sommes prêts à discuter »  
M. Paul Guberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, nous a confié ses premières réflexions sur les propositions de M. Savary :

« Nous avons retrouvé un vocabulaire et des positions qui sont les nôtres au niveau des vrais principes de la liberté de l'enseignement et du choix des familles, de l'égalité devant l'éducation et du respect des consciences. Nous notons aussi la volonté de créer des établissements plus autonomes et responsables dans un cadre décentralisé. Mais il s'agit d'un texte complexe et ambigu. Quelle autonomie juridique et administrative conserveront nos établissements ? Le rôle de l'autorité privée apparaît insuffisant dans la nomination des chefs d'établissement, le choix et la formation des maîtres. Enfin, nous récusons les projets de fonctionnarisation qui conduisent à une intégration progressive. Sur trois points nous sommes prêts à discuter :

- 1) le lien avec les collectivités locales ;
- 2) la réforme de l'éducation ;
- 3) les problèmes actuels de crédit et le statut des personnels dans leur ensemble. Mais la décision appartient au Comité national de l'enseignement catholique.

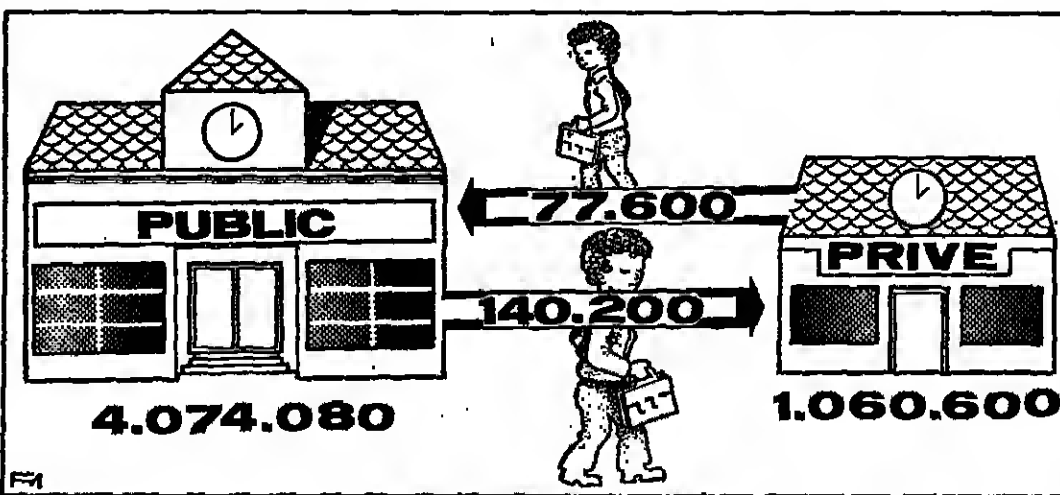
## M. BOUCHAREISSAS :

« Une ambiguïté »

Le Comité national d'action laïque (CNAL) a transmis aux organisations qui le composent le texte des propositions du ministre, à charge pour elles de réunir leurs instances pour étudier le texte. À titre personnel, M. Michel Bouchareissas, secrétaire général du CNAL, nous a déclaré que le vrai problème n'est pas celui des rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé mais celui de « l'État et de l'enseignement privé ». C'est la première ambiguïté, selon lui, qui existe, dès le début de la lecture de M. Savary.

M. Bouchareissas réaffirme que « la paix scolaire ne peut s'établir que par la fin d'un dualisme entretenu entre les deux systèmes ». Le secrétaire général du CNAL rappelle qu'il est ouvert à tout dialogue, mais, pour lui, le processus des discussions qui doivent s'engager doit avoir un objectif précis qui demeure la réalisation du grand service public, laïc et unifié. M. Bouchareissas reconnaît que ce terme ne figure pas dans le texte du ministre et admet qu'il s'agit là d'un possible point de désaccord.

## LE MOUVEMENT S'EST RALENTI



1982, le solde des flux d'élèves du public vers le privé et du privé vers le public, dans le secondaire, a été de 62 600 en faveur du privé. C'est-à-dire nettement plus que l'année précédente (41 300), mais moins qu'à la rentrée de 1980 (73 400) et de 1979 (70 600). Autrement dit, les

passages du privé se sont ralentis immédiatement après l'arrivée de la gauche au pouvoir, pour repartir de plus belle l'année suivante. Les plus fortes entrées dans le privé ont provenance du public se situent surtout en sixième et en seconde.

## Accord amiable à Mons-en-Barœul

De notre correspondant

Lille. — La gauche au pouvoir n'est pas forcément synonyme de tensions sociales. C'est ce qu'a tenté de prouver M. Marc Wolf, maire socialiste de Mons-en-Barœul, commune de trente mille habitants de la banlieue lilloise, en proposant aux autorités diocésaines une opération foncière qui concerne deux écoles catholiques.

Cet accord, que le maire fait approuver par son conseil municipal en juin dernier, vient de recevoir l'approbation des responsables diocésains. Mais avant de le signer, M. Marc Wolf veut encore consulter les parents d'élèves, qui seront invités à se prononcer par un vote.

L'accord intéresse tout le monde. Les familles, puisqu'il revient le principe d'une scolarité gratuite. La ville, qui a besoin de terrain pour construire une salle de sports et un restaurant sco-

laire. Enfin, le comité diocésain de l'enseignement catholique, qui manque de moyens pour rénover ses bâtiments scolaires. La ville doit donc racheter l'ensemble (terrain et bâtiment) actuellement propriété de l'enseignement privé, démolir les immeubles et construire de nouveaux locaux ainsi qu'une salle des sports. Elle louera ensuite ces locaux aux deux écoles privées et disposera d'un restaurant scolaire et de la salle des sports ouverte à tous les élèves du public comme du privé.

Les deux écoles, devenues locataires, verseront un loyer annuel égal à 3 % de l'investissement, la valeur de rachat des terrains venant en déduction des premiers versements. En outre, la direction diocésaine gardera la possibilité de racheter les bâtiments qu'elle utilisera.

## STAGES DE LANGUE

- ANGLAIS GENERAL : tous niveaux, cours semi-intensifs 60 heures (6 semaines) du 14/11/83 au 3/2/84 ; coût du stage : 1.700 francs.
- ANGLAIS COMMERCIAL ET ECONOMIQUE : cours semi-intensifs 60 heures (6 semaines) du 28/11/83 au 15/2/84 ; coût du stage : 2.700 francs.
- ESPAGNOL INITIATION ET RECYCLAGE : cours semi-intensifs 60 heures (6 semaines) du 28/11/83 au 15/2/84 ; coût du stage : 1.700 francs.
- ITALIEN INITIATION ET RECYCLAGE : cours semi-intensifs 60 heures (6 semaines) du 29/11/83 au 17/2/84 ; coût du stage : 1.700 francs.

Le test est gratuit et sans engagement. L'Université organise également des stages en entreprise sur demande.

Renseignements et inscriptions :

université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02  
Tél. 829.23.00

## L'ANGLAIS DE LA

BBC

LES LANGUES DU MONDE  
OMNIVOX

Manuels - Cassettes - Vidéo  
Cours avec explications  
en français

Documentation gratuite sur demande à :

EDITIONS-DISQUES  
OMNIVOX & BBC-M (France)  
8, rue de Berni - 75008 Paris

## LE PARI : COUCHER AVEC CHAQUE FEMME DE CHAQUE APPARTEMENT DE CHAQUE ÉTAGE D'UN BUILDING.

Un roman attachant sur la solitude du  
drapeur de fond.

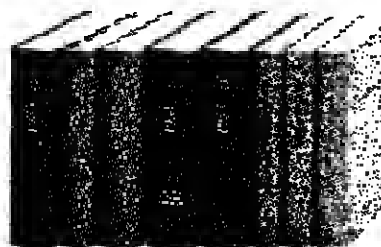
LES PETITS CŒURS

Philippe Colin Olivier

Éditions Jean-Claude LATTES

# AGIR EN CONNAISSANCE DE CAUSE.

- Négociation annuelle dans l'entreprise - travail précaire - aménagement du temps de travail...
- Pression fiscale accrue - transmission de l'entreprise - moyens de financement - taxe professionnelle...
- Réglementation des produits - protection des consommateurs...



Un droit en pleine mutation, des contraintes nouvelles souvent difficiles à maîtriser...

Les ouvrages Lamy :  
Pour étayer et garantir vos choix,  
vos décisions.

LAMY 155, rue Legendre 75850 Paris Cedex 17

Sous engagement de ma part, je désire recevoir une documentation

sur :

LAMY SOCIAL ☐ LAMY COMMERCIAL ☐ LAMY FISCAL ☐

LAMY SOCIÉTÉS ☐ LAMY TRANSPORTS ☐

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

**Lamy s.a.**  
LE DROIT DE L'ENTREPRISE



## SOCIÉTÉ

CONDAMNANT LES « ATTENTATS AVEUGLES »  
Le Mouvement national arménien critique « la France socialiste »

Beaucoup de violence et d'arnement dans les propos tenus, mardi soir 18 octobre, à la Mutualité à Paris, par les responsables du Mouvement national arménien (M.N.A.), qui avaient organisé un meeting-débat pour « faire le point » sur leur lutte, à deux mois du procès des « quatre combattants de l'opération VAN (1) ». Devant un demi-millier de leurs compatriotes, les quatre orateurs qui avaient pris place à la tribune ont dénoncé, en termes vifs, la « répression » dont sont victimes, selon eux, les militants arméniens en France : interpellations, inculpations, arrestations, assignations à résidence.

Dans la France socialiste, a notamment déclaré M. Ara Toranian, porte-parole du M.N.A., il y a actuellement trente-trois prisonniers politiques arméniens, ce qui est plus que dans n'importe quel autre pays. « Or seulement deux d'entre eux, a ajouté M. Toranian (2), sont poursuivis pour une affaire criminelle », après l'attentat d'Orly, qui, le 15 juillet dernier, a fait huit morts et cinquante-quatre blessés.

Le gouvernement de gauche, ont

encore assuré les responsables du M.N.A., n'a pas clairement reconnu, par raison d'Etat vis-à-vis de la Turquie, le génocide de 1915, qui a décimé un million et demi d'entre nous, et, depuis le 10 mai, M. Mitterrand n'a jamais prononcé le mot « arménien », ce qui prouve un beau mépris à notre égard. S'élevant contre la relation trop souvent faite, selon lui, entre « arménien » et « terroriste », appelant la communauté arménienne à la solidarité « morale, mais aussi matérielle » pour les familles des prisonniers, M. Toranian a condamné les attentats « aveugles », commis par la tendance la plus dure (Hagopian-Mihraian) de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA). « Ce n'est pas en tuant des ressortissants turcs, pour la seule raison qu'ils sont turcs, que l'on fera aboutir notre cause ».

Pour le M.N.A., la solution du problème arménien se trouve dans les « territoires occupés » : eux-mêmes, et « pas ailleurs » : pour lui, il convient de « s'attaquer à l'appareil d'Etat turc », d'exploiter les contradictions du régime fasciste d'Ankara, en liaison avec ceux qui luttent dans ce pays, comme les syndicalistes de gauche et les minorités grecque, chypriote et kurde ».

(1) En septembre 1981, quatre Libanais d'origine arménienne, se réclamant de l'ASALA, avaient pris en otage cinquante et une personnes dans le consulat de Turquie à Paris. Le commando s'était rendu après quinze heures de négociations.

(2) M. Toranian a été lui-même inculpé, le 13 octobre, de recel de mal-faiteur. Il a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

## DÉFENSE

Pour ses besoins de détection aéroportée

LA FRANCE ÉCARTE LA SOLUTION DE L'AVION AMÉRICAIN HAWKEYE

Dans sa recherche d'un avion de détection avancée et de reconnaissance lointaine, l'armée de l'air française a écarté la solution, présentée par la société américaine Grumman, de l'avion-radar Hawkeye.

C'est ce qu'a récemment indiqué le ministre de la défense, M. Charles Hernu, en réponse à une question de M. Jacques Huyghe des Etages, député socialiste de la Nièvre, qui s'inquiétait, en commission de la défense à l'Assemblée, des capacités de la France, à l'heure actuelle, de détecter une agression aérienne grâce à un système aéroporté.

Les radars au sol ont, en effet, des performances limitées de détection lointaine à basse altitude à cause des perturbations dues au relief et à la courbure de la Terre. C'est pourquoi la plupart des pays ont choisi d'installer des radars à longue portée sur des avions.

A l'origine, la France s'est intéressée à plusieurs formules que l'on peut classer en deux types : une solution américaine, avec l'achat d'avions-radars aux Etats-Unis comme le Hawkeye de Grumman ou l'AWACS de Boeing, et une solution européenne, avec l'acquisition d'avions Nimrod en Grande-Bretagne ou l'installation de radars britanniques Marconi sur une cellule d'avion français (Transall ou Atlantique G-2).

En commission de la défense, M. Hernu a indiqué que le système Hawkeye est écarté et que le choix entre les différentes autres formules n'était pas encore fait par l'état-major de l'armée de l'air. « Il faut poursuivre les études des solutions européennes et si l'on devait choisir un système américain, il faudrait obtenir les compensations industrielles nécessaires », a ajouté le ministre de la défense.

Il semble que les performances du Boeing aient été jugées « plus compétitives », admet-on au ministère de la défense, où l'on observe, d'autre part, que les solutions européennes exigent des délais de livraison peu compatibles avec les besoins de l'armée de l'air française.

Si le Hawkeye de Grumman est écarté, il se pourrait, néanmoins, que l'état-major de la marine nationale étudie de près cet avion pour ses besoins propres en détection aérienne lointaine à basse altitude, notamment à partir d'une flotte escortant un porte-avions. La France a lancé le programme d'un porte-avions à propulsion nucléaire de l'ordre de 35 000 tonnes, et le conflit des Malouines a montré l'intérêt d'un avion-radar pour une escadre en opérations loin de ses atterrages.

Des savants néo-zélandais et australiens à Mururoa. — Sur l'invitation du ministre français de la défense, une mission scientifique, composée de Néo-Zélandais et d'Australiens, se rendra, du 25 au 29 octobre, sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie, où ont lieu des essais nucléaires souterrains. Cette mission aura toute facilité pour prélever des échantillons dans les parties sous-marines de l'atoll. Déjà, en mars 1973, des experts de ces deux pays avaient visité les sites de Mururoa, où, à l'époque, avaient lieu des expériences atmosphériques.

## UN COLLOQUE SUR LE FÉMINISME ET LE SOCIALISME

## La lutte contre la domination patriarcale n'a pas encore droit de cité...

L'UNESCO et le mouvement féministe choisissent de réunir pendant deux jours et demi, les représentants et représentants d'une vingtaine de pays sur le thème « Féminisme et socialisme ». Un certain nombre de

personnalités françaises avaient accepté de prendre part au débat : notamment le ministre des droits de la femme, M<sup>me</sup> Yvette Roudy, le premier secrétaire du parti socialiste, M. Lionel Jospin, M<sup>me</sup> Gisèle Moreau,

secrétaire du comité central du P.C.F. et M<sup>me</sup> Monique Pelletier, ancien ministre de la condition féminine.

Hormis les discours stéréotypés des représentants chinois et soviétiques, les interventions très critiques des délégués ont montré que la lutte des classes ne suffit pas à libérer les femmes, et que, pour parvenir à plus d'égalité tant au travail que dans leurs foyers, celles-ci doivent se battre contre l'immobilisme de ceux qui sont, par ailleurs, leurs compagnons de lutte.

Toutes, de la Suédoise à l'Anglaise, en passant par la Danoise et la Sénégalaise, ont illustré ce difficile mariage de raison entre féminisme et socialisme. Comme l'a expliqué M<sup>me</sup> Anita Gradin, ministre suédoise chargée de l'immigration et de l'égalité entre hommes et femmes, même en Suède, pays souvent cité en exemple, les femmes luttent quotidiennement pour parvenir à une société plus égalitaire entre les sexes.

## Tendance au repli

La France ne fait pas exception. Les féministes y marquent le pas : ainsi M<sup>me</sup> Yvette Roudy, de la Coordination groupes femmes, a-t-elle expliqué que « si, dans les années 70, on a assisté à une renaissance du féminisme, aujourd'hui, nous constatons une situation nouvelle où le mouvement féministe connaît une crise. Il y a une tendance au repli individuel sur le couple, sur la

famille. Cette famille qui est le lieu spécifique de l'oppression, de la surexploitation des femmes et des contradictions entre les sexes ».

L'arrivée de la gauche au pouvoir et, plus encore, la nomination d'une féministe militante à la tête du ministère des droits de la femme étaient un rendez-vous à ne pas manquer. Il est malheureusement survenu à un moment où le mouvement féministe, profondément divisé, avait du mal à retrouver un second souffle. Certaines, comme les militantes de la Ligue du droit des femmes — se qualifiant pourtant de radicales — ont choisi de travailler avec le ministère des droits de la femme. Car, a expliqué sa représentante, Anne Leiniski, si « la collaboration avec les institutions politiques qui sont l'expression la plus pure du système de domination, est problématique, le ministère offre des moyens de réflexion et joue un rôle d'accélérateur de la mutation ».

C'est finalement d'une féministe distinguée par le suffrage universel et apparentée au parti socialiste, M<sup>me</sup> Gisèle Halimi, qu'est venue la critique la plus argumentée de la politique gouvernementale. « En France, le parti socialiste a conservé une tradition ouvrière et une culture marxiste ; la lutte des classes reste, en gros, le fondement du projet. La lutte contre la domination patriarcale n'a pas encore droit de cité... »

Comme dans les pays marxistes, la France du « socialisme à l'envi » n'invente guère en ce qui concerne les femmes (...). Un champ entier de domination (sexuelle, culturelle, psychologique) n'est pas pris en compte.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a illustré, sans le vouloir, le décalage qui existe entre le discours et la pratique des institutions : elles pourtant par des idées de gauche. Certes, il a estimé que « la lutte féministe passe par la lutte des classes, mais ne s'y réduit pas » ; en revanche, son parti se comporte à rebours de cette position de principe : deux textes féministes préparés pour le prochain congrès du parti socialiste de Bourg-en-Bresse y seront même pas discutés, le comité directeur les ayant rejetés. D'autre part, le P.S. n'a toujours refusé de créer en son sein un mouvement spécifique aux femmes.

A l'heure où l'enthousiasme des années 70 a faibli, on retiendra de l'appel lancé par M<sup>me</sup> Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, que les intéressées doivent devenir « les actrices du changement », d'une certaine façon, en dépit du socialisme. Car, qui rendra les femmes égales et épanouies dans la société contemporaine sinon les femmes elles-mêmes ?

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## SCIENCES

## Le succès d'Ariane

(Suite de la première page.)

Pas de triomphalisme des responsables, donc, après un lancement qui n'a connu aucun problème majeur avant et après la mise à feu, même si celle-ci fut retardée de cinquante et une minutes à cause d'une minime erreur (une valeur trop faible affichée dans le programme qui contrôle, trois minutes avant le tir, la pression du réservoir du troisième étage), ce qui a conduit l'ordinateur à juger excessive une indication qui était pourtant parfaitement normale. Le diagnostic fut immédiat et la « réparation » rapide : une fenêtre horaire permettant de placer le satellite sur la bonne orbite ne durait que quelques minutes, et il fallut attendre près d'une heure le retour de conditions favorables.

Tout se passa alors sans le moindre incident. A 1 h 45 mn 33 s (heure française) les moteurs étaient mis à feu. Ensuite, ce fut le dialogue, si bien réglé qu'on aurait pu le croire pré-enregistré.

Quinze minutes après le tir, le satellite se séparait du lanceur et s'engageait sur la longue ellipse qui le conduira vers l'orbite géostationnaire d'où il relayera des communications téléphoniques intercontinentales. La tension baissait, le champagne coulait.

Le secrétaire d'Etat aux P.T.T., M. Louis Mexandeau, affichait un large sourire en rappelant qu'il était aujourd'hui un « client » — les

P.T.T. sont l'actionnaire français de l'organisation internationale Intelsat — et qu'il le serait encore davantage quand Ariane emportera, en mai prochain, le satellite français Telecom-1.

Le directeur de l'Agence spatiale européenne, M. Erik Quidgaard, voyait s'ouvrir, sous d'heureux auspices, la session du conseil de l'Agence qui, ce mercredi 19 octobre à Paris, doit adopter le budget pour 1984 et discuter des programmes futurs. Si M. Curien espérait qu'il fallait rester modéré dans le succès comme dans l'échec, sa satisfaction restait cependant évidente.

Si aucun échec n'est irrémédiable, certains succès ont sans doute plus de poids que d'autres, et c'est le cas de ce septième lancement. Il ouvre une série de cinq tirs commandés par l'organisation Intelsat : les deux prochains tirs d'Ariane, le huitième qui interviendra, sans doute juste avant Noël, et le neuvième, programmé pour février 1984, doivent aussi mettre en orbite des satellites Intelsat-5 : deux autres lancements interviendront en 1986. La bataille avait été chaude, en décembre 1978, pour que soit prise cette décision.

Certes, en cas d'échec, les télécommunications intercontinentales par satellite n'auraient pas cessé pour autant. Intelsat a des capacités en réserve. L'organisation table sur

un bon fonctionnement de trois satellites sur quatre : après la réussite du tir d'Ariane, et sous réserve qu'aucun accident ultérieur n'affecte le satellite, on en est à sept sur sept pour la série des Intelsat-5. De plus, un contrat signé est un contrat signé, et Intelsat n'aurait pas retiré sa confiance à Ariane du seul fait d'un échec. D'ailleurs, la navette spatiale américaine est actuellement capable de mettre les satellites Intelsat-5 en orbite.

Les lancements ont donc été répartis entre Ariane et la fusée américaine Atlas-Centaur, beaucoup plus chère (46 millions de dollars contre 27 pour un tir d'Ariane).

Tout le marché ultérieur d'Ariane était donc commandé par cette première mise en orbite d'un satellite Intelsat. Politiquement, le succès devait avoir des conséquences importantes. Il est clair que la société Arianespace, qui espère toujours

prendre 30 % du marché mondial des services de lancements, devrait enregistrer quelques nouvelles commandes et la transformation en contrats formes de réservations, créneaux de tir. Dans ces conditions,

Arianespace peut espérer réaliser en 1985 un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs, et de 3 milliards l'année suivante.

Ce succès vient aussi à point au moment où l'Europe s'apprête à engager de nouveaux programmes, en particulier le développement d'Ariane-5, capable en 1994 de mettre une quinzaine de tonnes en orbite basse, au lieu de 1,9 tonne actuellement. Bien que ce projet ne soit pas encore figé, il semble que les Français, qui financent à plus de 50 % le développement actuel du lanceur européen, souhaitent un réajustement des charges financières qu'imposent les futurs grands programmes européens. Dans ces conditions, si la République fédérale d'Allemagne acceptait de s'engager pour 25 % à 30 % sur Ariane-5 — contre 20 % sur le programme Ariane en cours — la France pourrait consentir un effort analogue en faveur des programmes sur les infrastructures orbitales dont la R.F.A. aimerait bien avoir le leadership.

MAURICE ARVONNY, JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

## Dix ans après

● JUILLET 1973. — Lors de la conférence spatiale européenne de Bruxelles, la France propose aux pays européens de participer au développement d'un nouveau lanceur (L-III-S) qu'elle envisage de financer pour 60 %. Les Européens disent « oui » du bout des lèvres pour prendre en charge les 40 % restants.

● DÉCEMBRE 1973. — Le ministre des affaires étrangères fait approuver en conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification par la France d'un accord entre l'Organisation européenne de recherche spatiale et certains gouvernements européens pour l'exécution du programme L-III-S, rebaptisé Ariane.

● FÉVRIER 1974. — Les principaux industriels du programme sont désignés.

● DÉCEMBRE 1976. — L'Europe spatiale traverse une grave crise financière, alors que le premier essai au sol de l'ensemble moteur d'Ariane est un succès.

● AVRIL 1978. — L'Agence spatiale européenne (ESA) décide la construction d'une pré-série de cinq lanceurs Ariane, en plus des quatre prévus pour les tirs de qualification. Un an plus tard, un système exemplaire s'ajoutera à ce lot.

● DÉCEMBRE 1978. — Premier succès à l'exportation. L'organisation internationale Intelsat passe un contrat avec l'ESA pour le lancement d'un de ses satellites.

● DÉCEMBRE 1979. — Premier tir d'Ariane au Guyane. Succès.

● JANVIER 1980. — La France propose à ses partenaires la création d'une société — qui prendra plus tard le nom d'Arianespace — chargée de la promotion et de la commercialisation de lanceurs Ariane.

● MAI 1980. — Deuxième tir d'Ariane. Le premier étage de l'engin explose en vol.

● JUIN 1981. — Ariane remporte avec le succès pour son troisième lancement.

● OCTOBRE 1981. — Les pays européens donnent un accord de principe pour la construction d'un modèle plus puissant du lanceur Ariane, Ariane-4.

● NOVEMBRE 1981. — Ariane prend pied aux Etats-Unis. Une société américaine s'adresse, pour la première fois, à Arianespace pour le lancement d'un de ses satellites.

● DÉCEMBRE 1981. — Le quatrième tir d'Ariane est un succès. La fusée européenne met en orbite le satellite de télécommunications américaines Marconi-A.

● SEPTEMBRE 1982. — Ariane essuie un grave revers à la suite d'une défaillance de son troisième étage.

● JUIN 1983. — Nouveau succès pour Ariane avec la mise en orbite du satellite européen de télécommunications E.C.S.-1.

● OCTOBRE 1983. — Arianespace présente au carnet de commandes fermes d'une valeur de 5,7 milliards de francs portant sur le lancement de trente-trois satellites.

A Paris

## UN COLLOQUE DE PRIX NOBEL SUR « SCIENCE ET PAIX »

Tous ne seront pas là, mais tous ont été invités. Vingt à vingt-cinq prix Nobel de tous pays, de toutes disciplines, participèrent, du 26 au 28 octobre, à Paris, au colloque que la FNAC et l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne organisent sur le thème « Science et paix : la réponse des Nobel (1) ». A la veille des négociations sur les euro-missiles, jamais sujet ne fut aussi d'actualité.

De tout temps, les hommes de science ont échangé leurs points de vue, au-delà du strict sujet de leurs travaux, sur tout ce qui touche à leur environnement. Il a paru intéressant à la FNAC et à l'université de Paris-I de réunir ces « hommes qui symbolisent l'intelligence » pour répondre à une série de trois questions : la première, « Technologie : illusion ou progrès ? », sera posée le 26 octobre ; la deuxième, « La science face à la morale », le sera le lendemain, et la troisième, « La paix par les armes », fera l'objet d'une discussion le 28 octobre.

De ce large débat sur le rôle — qui n'est pas neutre — du chercheur, la France, bien que pauvre en prix Nobel, ne sera pas absente. Mais sur les six « Nobel » français, seul M. Louis Néel, prix Nobel de physique en 1920, sera présent, les autres s'étant fait excuser soit pour des raisons de calendrier, soit comme M. Alfred Kastler, pour des raisons de santé. Aux prix Nobel seront opposés, pour animer le débat, des historiens, des philosophes, des chercheurs et des politiciens.

Reste une question : les « Nobel », au-delà de la compétence qui est la leur dans les domaines d'activité pour lesquels ils ont été couronnés, sont-ils les plus fondés à parler de ces sujets ? Peut-être. Encore que, dans le passé, tous n'aient pas fait preuve d'une grande réussite dans ce domaine. Toujours est-il qu'il sera intéressant de savoir si ces scientifiques et ces organisations de renom (2) viennent en hommes de science, en hommes de lettres ou en hommes de concertation, bref en hommes de tous les jours, ou si, au contraire, ils se proposent de jouer les oracles en usant de leur notoriété. C'est tout le débat.

J.-F. A.

(1) Grand amphithéâtre de la Sorbonne. Ouvert au public sur carte d'invitation à retirer dans les locaux des trois FNAC.

(2) Plusieurs organisations, comme Amnesty International, ont reçu le prix Nobel de la paix.

الجمهورية العربية السورية



**ET LE SOCIALISME**  
**tion patriarcale**  
**de cité...**

Il faut bien voir en effet que l'objectif du plan câble n'est aucunement de multiplier à l'infini la réception de chaînes de télévision. Notre volonté principale est que les effets de la libéralisation totale de l'offre de services de communication audiovisuelle interactifs, prévue par la loi relative à la liberté de la presse du 30 septembre 1986, puisse jouer un rôle maximal de dynamisme économique et culturel en prenant appui sur les vecteurs technologiques les plus performants. Il s'agit en quelque sorte de reproduire — grâce notamment à la filière télématique-vidéocommunication — le rôle joué par le cinéma à l'égard du livre engagé par la loi de 1841, libéralisant la presse, qui, jointe aux mesures sur la scolarité obligatoire

Bien entendu, le processus de création des réseaux de vidéo-munications est progressif, et nous devons nous'appuyer, aux collectivités territoriales d'un prendre l'initiative et de déterminer elles-mêmes le niveau de services auxquels elles veulent souscrire, de même qu'il appartient aux P.T.T. de prendre à leur charge le surcoût d'investissement qui autorisera en tout état de cause par la suite le développement de l'interactivité. C'est bien là, avec les considérations de politique industrielle qui s'y attachent, la justification du rôle d'opérateur technique exclusif qui est confié à notre administration.

Les attentes en matière de programmes sont plus classiques, 48 % des personnes interrogées accepteraient de payer 50 francs par mois pour recevoir des films, contre 39 % pour des chaînes francophones, 25 % pour des informations locales et régionales, 21 % pour des infor-

- Sur la centaine de collectivités locales avec lesquelles nous travaillons - et si j'excepte celles qui, comme Nice ou Metz, avaient antérieurement bénéficié de contrats de concession - une seule, en Seine-et-Marne, donnait l'impression de ne

— Il ne faut pas confondre les hypothèses de travail de la D.G.T. et les décisions politiques que je serai amené à prendre. Il est normal que mon administration fasse des propositions. Il est normal que les collectivités locales aient leur mot à dire. Encore une fois, dans le cadre des

— Vous savez que la charte de gestion des Télécommunications fixe le niveau des investissements pour les trois années à venir. Vous connaissez le priorité affirmée dans le IX<sup>e</sup> Plan en ce qui concerne le développement des industries de la communication. J'ajouterais que l'intérêt manifeste des collectivités locales et la mobilisation de la Caisse des dépôts sur ces programmes pèsent d'un poids nouveau et important. Non, comme je l'ai déclaré dès le mois de juillet, le plan de câblage ne sera pas affecté par la rigueur.

(1) *Le Monde* du 19 octobre.

# l'aluminium

la matière de la lumière.

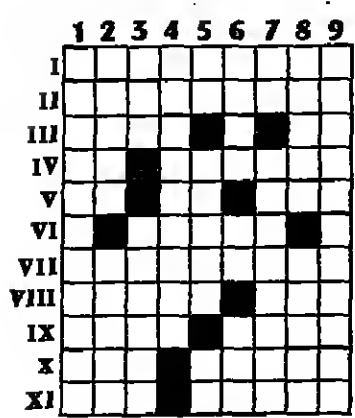
**ALUMINIUM CONSEIL**  
**TÉL: 720.31.33**



## INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3562



## HORIZONTALEMENT

1. Une manière inoffensive de rentrer dans les décors. — II. Cultive son champ. — III. Illustrer Florentin. — IV. Symbole chimique. Demi-teinte ou pâle reflet. — V. Fleuve. En satin. A toujours un effet saisissant. — VI. Mange entre les repas. — VII. Légèrement piquante. — VIII. Répond à la demande. Héros de roman noir. — IX. Pour briser les uns ou goûter les autres. Chargé de familles. — X. Condamnée à l'acquiescement. Une tête à faire fourir. — XI. Mis sous couvert. Européen qui importe peu en matière de commerce.

## VERTICALEMENT

1. Ne sont pas sujets au vertige. — 2. Cause de renvoi. N'hésite pas à passer aux actes. — 3. Plus elle est grosse et plus elle remue. Repas bien arrosé. — 4. Art d'animer une conversation. — 5. Possessif. Prise d'un bon pas pour se tirer d'un mauvais pas. En marge. — 6. Simple question de psychologie. De l'eau très oxygénée. Émission qui ne manque pas d'impact. — 7. Personnel. On n'y voit que du feu. — 8. On ne peut pas le sentir mais lui le peut. Force piquante. — 9. Déchire une enveloppe ou abîme le timbre.

## Solution du problème n° 3561

## Horizontalement

I. Panoramas. — II. Avocat. Nu. — III. Rimailler. — IV. As. Réa. — V. Lissier. — VI. Lion. BE. — VII. Urbaniser. — VIII. Ire. Onc. — IX. E. E. Cédent. — X. Eta. Enée. — XI. Il. Boxe.

## Verticalement

1. Parapluie. — 2. Avis. Irréel. — 3. Nom. Lobe. — 4. Ocarina. Cab. — 5. Raies. Noé. — 6. Atlas. Index. — 7. Obscène. — 8. Anténée. Ne. — 9. Surir. Roter.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 19 octobre :  
DES DÉCRETS

● Relatif aux conseils d'administration des caisses de crédit municipal.

● Portant remise à la disposition du ministre, conférant les rangs et privilèges de général de division et de général de brigade et portant promotions, nominations, affectations et admissions dans les cadres d'officiers généraux (active et réserve).

## UNE LISTE

● Des candidats admis à subir les épreuves orales du premier concours d'accès à l'école nationale de la magistrature.

## THÉÂTRE

## Chez Molière... sans attendre

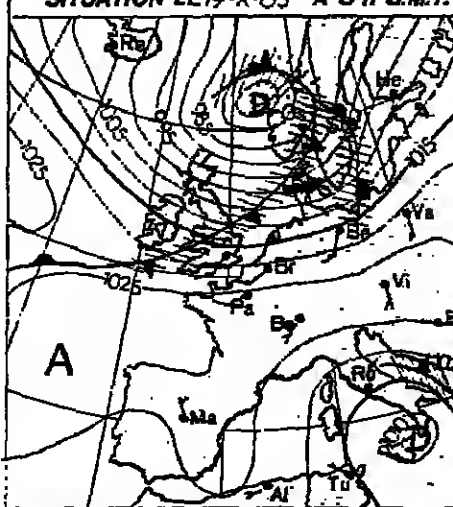
Pour faciliter l'accès à la salle Richelieu, la Comédie-Française met en place les « soirées ouvertes ». Quatre fois par mois, des salles sont entièrement réservées à la location, sans contingent d'abonnés : plus de huit cents places donc, dans cinq catégories de prix de 16 F à 83 F, pour que tout le monde ait une chance de voir ou de revoir les spectacles les plus demandés ; même ceux qui se décident au dernier moment.

La Comédie-Française met à la disposition des spectateurs deux nouveaux documents : un calendrier mensuel des « soirées ouvertes » et un calendrier mensuel de l'alternance salle Richelieu. Prochaines « soirées ouvertes » : *L'Avare*, de Molière, 22 octobre ; *Victor ou les enfants au pouvoir*, de Rager Vitrac, 23 octobre ; *Félicité*, de Jean Audureau, 19 et 26 novembre ; *La Seconde Surprise de l'amour* et *la Colonne*, de Marivaux, 20 novembre ; *Intermezzo*, de Giraudoux, le 24 novembre. La location est ouverte dès parution du calendrier.

\* Pour recevoir les calendriers des représentations, écrire au service de location de la Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 296-10-20, de 11 h à 18 h.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-X-83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 19 octobre à 0 heure et le jeudi 20 octobre à minuit.

Le champ de pression anticyclonique restera élevé sur le pays. De ce fait, la masse d'air sera stable et le front froid qui traversera une partie du pays sera « frontal ».

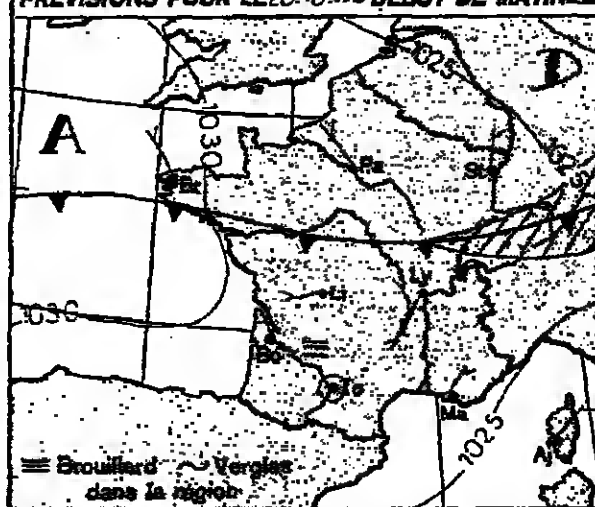
Jeddi, les brumes et les brouillards seront fréquents sur le Sud-Ouest et le littoral. Une bande de temps très nuageux, avec brumes locales, s'étendra le matin de la Vendée au Jura, le soir des Landes au nord des Alpes. Plus au nord, le matin, le temps sera assez nuageux avec de vent faible, l'après-midi se développera des éclaircies, de rares averses se produisant sur les Vosges et le Jura. Des Pyrénées au sud des Alpes, le ciel sera peu nuageux le matin ; l'après-midi, le temps y sera ensoleillé, malgré l'arrivée de nuages élevés.

Les températures minimales seront de 2 à 4 degrés dans les Alpes, de 4 à 7 degrés dans le Sud-Ouest, de 10 à 12 degrés en régions méditerranéennes et dans la vallée du Rhône, de 12 à 13 degrés dans la Vendée à la Franche-Comté, et de 8 à 10 degrés plus au nord. Les maximales atteindront 11 à 13 degrés dans le Nord-Est, 13 à 16 degrés dans le Nord-Ouest, 18 à 21 degrés dans le Sud-Ouest et en région méditerranéenne, et 15 à 17 degrés ailleurs.

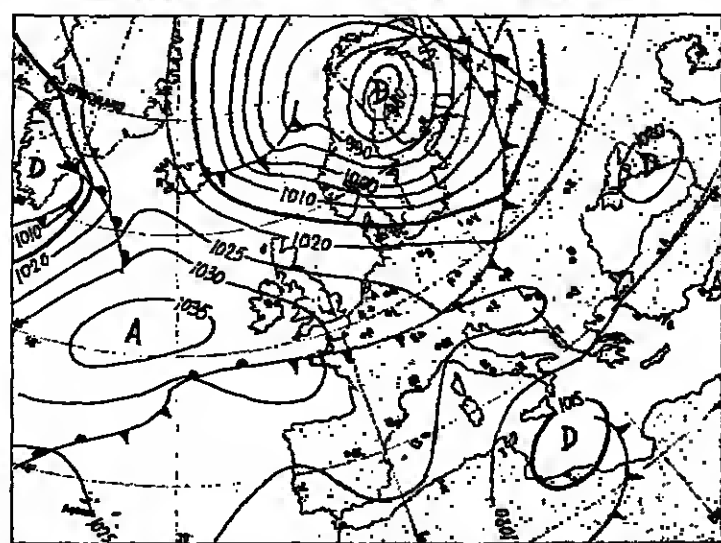
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 19 octobre 1983, était, à 7 heures, de 1 025,1 millibars, soit 768,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 octobre ; le second, le minimum de la nuit du 18 octobre au 19 octobre) : Ajaccio, 22 et 6 degrés ;

PRÉVISIONS POUR LE 20.10.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Biarritz, 18 et 8 ; Bordeaux, 17 et 6 ; Brest, 14 et 2 ; Caen, 16 et 14 ; Cherbourg, 15 et 13 ; Clermont-Ferrand, 13 et 9 ; Dijon, 11 et 11 ; Grenoble, 15 et 5 ; Lille, 16 et 14 ; Lyon, 13 et 10 ; Marseille-Mariniane, 17 et 6 ; Nancy, 11 et 11 ; Nantes, 17 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 13 ; Paris-Le Bourget, 15 et 13 ; Pau, 20 et 5 ; Perpignan, 21 et 15 ; Rennes, 16 et 13 ; Strasbourg, 12 et 11 ; Tours, 15 et 12 ; Toulouse, 17 et 4 ; Poitiers-Poitiers, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 17 degrés ; Amsterdam, 15

et 12 ; Athènes, 23 et 18 ; Berlin, 13 et 10 ; Bonn, 13 et 13 ; Bruxelles, 15 et 12 ; Le Caire, 27 et 17 ; Las Palmas, 26 et 20 ; Copenhague, 12 et 10 ; Dakar, 31 et 27 ; Djibouti, 23 et 13 ; Genève, 13 et 3 ; Jérusalem, 22 et 13 ; Lisbonne, 25 et 13 ; Londres, 16 et 12 ; Luxembourg, 10 et 10 ; Madrid, 25 et 11 ; Moscou, 15 et 8 ; Nairobi, 28 et 14 ; New-York, 18 et 14 ; Palma-de-Majorque, 23 et 9 ; Rome, 20 et 15 ; Stockholm, 12 et 8 ; Téhéran, 25 et 15 ; Tunis, 22 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## SPORTS

## APRÈS LA DÉFAITE DE SON PILOTE DANS LE CHAMPIONNAT DU MONDE

## La régie Renault pourrait se séparer d'Alain Prost

La régie Renault va-t-elle se séparer de son pilote de Formule 1, Alain Prost ? Le porte-parole de l'entreprise nationale, s'est interrogé, mardi 18 octobre, qu'il existait bien un problème entre Renault Sport et le pilote, mais qu'à ce jour aucune décision n'avait été prise. « Le départ d'Alain Prost de l'écurie française n'est pas à exclure », a, cependant, ajouté le porte-parole.

Moins de trois jours après le dernier Grand Prix de la saison en Afrique du Sud où le titre de champion du monde a échappé à Alain Prost alors qu'il avait, cette année, tous les atouts en main pour l'emporter, la régie Renault subit les effets de sa défaite. La déception est grande à Boulogne-Billancourt et à Vitry-Châtillon, où sont installés les ateliers de Renault Sport.

M. Bernard Hanon, P.-D. G. du groupe, a reçu, lundi 17 octobre, le pilote. Aucun communiqué n'a été publié après cette entrevue. Mais Renault ne nie plus, aujourd'hui, que des problèmes sérieux existent au sein de son écurie de course. Problèmes posés par l'attitude du champion.

Alain Prost, en effet, a accumulé les malheurs depuis quelques semaines. La dernière a eu pour cadre, samedi 15 octobre, le circuit de Kyalami. Après le Grand Prix, Nelson Piquet, le pilote brésilien, ironisa : « Ce n'est pas toi, Alain, qui as perdu, c'est Renault » ; et le pilote français, qui ne sait guère nuancer ses propos, déclara que sa voiture ne pouvait rivaliser avec la Brabham. Il y a plusieurs mois que nous sommes dépassés techniquement, dit-il en substance. M. Bernard Hanon n'a, semble-t-il, pas apprécié ce commentaire.

C'est, en tout cas, la goutte d'eau qui est en train de faire déborder le vase. Le contentieux entre l'écurie française et Alain Prost ne date pas, en effet, du Grand Prix d'Afrique du Sud : les dirigeants de la Régie n'ont guère pardonné au pilote

d'avoir gâché ses chances dans l'accrochage de sa monoplace avec celle de Nelson Piquet au Grand Prix des Pays-Bas ; ils lui reprochent, en outre, ses déclarations désobligeantes sur son ancien coéquipier René Arnoux (le Monde du 27 septembre).

Dans une interview à l'Equipe magazine, Gérard Larousse, directeur général de Renault Sport, faisait récemment remarquer qu'Alain Prost, consacrant plus de temps à ses affaires qu'à son travail de

pilote, « n'avait pas préparé très sérieusement la fin de sa saison ».

Si aucune décision n'a été encore prise par les responsables de la Régie, il semble bien que les relations entre les membres de l'écurie française se sont suffisamment dégradées pour que l'on s'achemine vers une rupture. La défaite sert en réalité de révélateur. Il reste que, selon la Régie nationale, l'information annonçant le départ d'Alain Prost est à ce jour prématurée.

GILLES MARTINEAU.

## AUTOMOBILE

## MERCEDES 190 D

## La belle ouvrage

Un an après le lancement des 190 et 190 E, Mercedes-Benz présente la version diesel de sa gamme « compacte ». Son expérience des moteurs à gaz-oil lui vaut parfois de perfides remarques sur sa fabrication de « taxis » (1), mais la firme de Stuttgart a acquis dans ce domaine une réputation indiscutable. Ce nouveau modèle apporte, une fois de plus, la preuve de la belle ouvrage. D'une cylindrée de 2 litres, le groupe développe une puissance de 72 ch et permet d'atteindre une vitesse maximale de 160 kilomètres-heure, les consommations s'échelonnant de 5 litres à 7,5 litres aux 100 kilomètres-heure.

Ce moteur pourra, à l'avenir, être équipé d'un turbo-compresseur d'autant plus appréciable que le comportement routier de la 190 D, comparable aux véhicules à essence (2), est tout à fait satisfaisant. (Le modèle destiné au marché américain dispose déjà d'une cylindrée légèrement supérieure : 2,2 litres.)

L'insonorisation du véhicule a été réalisée de façon originale : une enveloppe, en matière synthétique renforcée de fibre de verre et doublée de mousse insonorisante, ferme complètement le plancher de la voiture au niveau du radiateur, du moteur et de la boîte de vitesses. Il en résulte une baisse importante des bruits extérieurs, cependant peu sensible à

l'intérieur. L'encombrement du compartiment moteur est lui aussi réduit et l'existence d'un volet d'évacuation permet d'éviter un surchauffe dans le cas d'une utilisation intensive (remorque, franchissement de cols...).

La 190 D offre trois types de boîte de vitesses : deux boîtes mécaniques à quatre ou cinq rapports et une boîte automatique qui, compte tenu des caractéristiques de la voiture, souffre d'une grande « mollesse ». Les options disponibles sont comparables à celles des véhicules à essence (système ABS, vitres électriques...).

Reste le prix, non encore fixé, mais dont on peut imaginer qu'il se situera au-dessus du modèle 190 E (111 200 F) et, pour Mercedes-Benz, une concurrence qui a déjà prouvé avec les Citroën CX TRD, les Peugeot 505 GTD et même BMW, que les diesels n'étaient plus les véhicules poussés et bruyants d'autrefois à tel point que la petite Peugeot 205 D affiche une vitesse de pointe comparable. Il ne s'agit pas, il est vrai, d'une Mercedes-Benz !

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

(1) Déclaration du président de Jaguar, le Monde du 7 décembre 1982.  
(2) Le Monde du 10 décembre 1982.

## CARNET

## Décès

— Hélène Antoniadis, son épouse, Horalambos Antoniadis, son père, Catherine et Jean Antoniadis, Vassiliki et Théodore Litinas, ses frères et sœurs, Ses nièces et ses neveux, ont la douleur d'annoncer la mort de

Antoine ANTONIADIS, correspondant permanent à Paris de *Journal Rizospastis* (parti communiste de Grèce),

survenu à Athènes, dans sa cinquante-septième année, le 18 octobre 1983.

— Le conseil d'administration de la Fondation-Fredrik-Bell s'associe à l'émotion causée par la disparition de

Raymond ARON, président de la Fondation de 1978 à 1982.

— Rodex, M. Roland Boscardy-Monsservin, parlementaire honoraire, ancien ministre, Ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Roland BOSCARDY-MONSSERVIN, née Christiane Arnet,

survenue pieusement le 11 octobre 1983, 43, avenue Victor-Hugo, 12000 Rodex.

— M<sup>me</sup> Serge Dufour-Dorneuil, ses enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Bernard Clerc, leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> André GARNIER, née Hélène Goffroy,

survenue en son domicile le 17 octobre 1983, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 octobre 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Charles de Moncaup, 22, rue de Lapeyrolle, Paris-17<sup>e</sup>, au parloir, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

— M<sup>me</sup> Jacques Labarraque, M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Bravard, M. et M<sup>me</sup> Jérôme Labarraque, M<sup>me</sup> Laurence Labarraque, M. et M<sup>me</sup> François-Xavier Gayet, M. et M<sup>me</sup> Patrice André, M. et M<sup>me</sup> Marc André, M. Guillaume Labarraque, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LABARRAQUE, conseiller maître à la Cour des comptes, officier de l'Ordre du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité le 18 octobre 1983 en l'église réformée de Poissy.

— M<sup>me</sup> J. Labarraque, 6 bis, esplanade de l'Abbaye, 78300 Poissy, Déjà le 27 février 1980 à Paris, député de l'Union des forces politiques et du Centre des hommes d'affaires administratifs, M. Labarraque a été élu membre à la Cour des comptes (1980), puis conseiller référendaire (1982) et conseiller maître (1982). Rapporteur adjoint au Conseil constitutionnel (1980), il a été chargé, en 1970, de mener l'enquête administrative sur l'affaire des véhicules de Citroën. Il était, depuis 1971, administrateur de la Régie nationale des usines Renault.



## SOLDES

MERCREDI 19 OCTOBRE  
10 h à 12 h / 14 h à 18 h  
JEUDI 20 OCTOBRE  
VENDREDI 21 OCTOBRE  
9 h 30 à 12 h / 14 h à 18 h

Corrès • Cravates • Gants  
Prêt-à-porter homme et femme  
Maroquinerie • Chaussures



AIRCOM SETT  
26, rue de la Poëtie  
75008 PARIS  
Tél. : 268-16-70

26, rue de la Poëtie  
75008 PARIS  
Tél. : 268-16-70

TELEX PARTAGE  
ETRAVESERVICE TELEX • 347.21.32

— Le docteur et M<sup>me</sup> Aldo Naouri et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère

M<sup>me</sup> veuve Joseph NAOURI, née Beuba Hassan, survenue le 13 octobre 1983. L'inhumation a eu lieu, le lundi 17 octobre, dans l'inséparable 124, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès à Montréal (Canada), le 9 septembre 1983, de

Jean STIEN, restaurateur,

né le 6 novembre 1901 à Tourcoing. De la part de son fils Roland.

170, avenue Jean-Jaurs, 75019 Paris.

## Anniversaires

— Il y a cinq ans Robert FRANC nous quittait.

## Messes anniversaires

— A la mémoire du docteur Henri PRADAL,

décédé le 22 octobre 1982.

une messe sera célébrée en l'honneur de Saint-Germain-des-Prés, le jeudi 27 octobre 1983, à 18 heures.

## Communications diverses

— L'Académie internationale de Louvain, sous le haut patronage du ministre de la culture et du préfet de Paris, organise un colloque scientifique sur le thème : le cancer, le samedi 22 octobre, à 9 heures, au Collège de France, place Marcelin-Berthelot. Entrée gratuite.

— Pour débiter sur le même ordre du jour de l'Assemblée générale du 6 octobre 1983, en l'hôtel de ville de Joinville-le-Pont, qui n'a pas obtenu, principalement en raison des graves problèmes, le quorum requis par les statuts, tous les membres actifs du Syndicat national des navigateurs de plaisance sont à nouveau invités à se réunir en assemblée générale, le mercredi 26 octobre 1983, à 19 h 30 précises, au siège de l'association.

## Soutenances de thèses

## DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-X (Nanterre), mardi 25 octobre, à 15 h 30, salle des Actes (SdA), M<sup>me</sup> Françoise Favre : « La preuve en droit du travail ».

— Université Paris-II, mardi 25 octobre, à 17 heures, salle des Fêtes, M. François Hugue : « De l'agressivité animale à la société politique ou l'affaire Lorenz ».

— Université Paris-II, mardi 25 octobre, à 17 heures, salle des Commissions, M. Abdelkhalil Serguini : « Le rôle de l'impôt dans le développement du Maroc ».

— Université Paris-V (Rend-Descares), jeudi 27 octobre, à 14 h 30, salle 357, M. Khodr Al Doun : « Étude de l'adaptation sociale des cycles de cycle moyen dans une région libanaise (Bana) ».

Vente directe  
**MOQUETTE**  
100% pure laine  
**-50%**  
de sa valeur  
Grand choix de coloris  
Zébré et grande largeur  
Devant gratuit  
posé par spécialistes  
284, rue de Valenciennes  
Paris 119  
**942.48.68**  
**380.41.55**

VENTE A CHARTRES  
GALERIE DE CHARTRES  
Dimanche 23 novembre à 14 h  
DESSINS, OBJETS D'ART  
XVIII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> siècle  
Expo. Vend., Sam., Dim.  
M<sup>me</sup> J. et J.-P. Lallière  
Belle-Pommery, Com. pris. am.  
1 bis, Pl. du Général-de-Gaulle  
28 CHARTRES - Tél. (37) 36-04-33

VENTE A CHARTRES  
GALERIE DE CHARTRES  
Samedi 29, Dimanche 30 octobre  
JOUETS DE COLLECTION  
Dites Toys • CITROËN BATEAU  
NOMBREUX CHEMINS DE FER  
Catal. Expo. Vend., Sam., Dim.  
M<sup>me</sup> J. et J.-P. Lallière  
Belle-Pommery, Com. pris. am.  
1 bis, Pl. du Général-de-Gaulle  
28 CHARTRES - Tél. (37) 36-04-33

0150 1001



INET

JP 11.50

# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

Par les sommes investies et les revenus correspondants, le cinéma a été jusqu'à la dernière guerre la première industrie américaine et le porte-drapeau de l'« american way of life ». Ensuite est arrivée l'ère magnétique, les nouveaux médias. Dans la seconde partie de son enquête « Hollywood : le choc du futur » (le Monde du 13 octobre), Lisa Bloch-Morhange révèle l'enjeu multiple autour duquel se battent les professionnels.

Le film récupère le langage vidéo, sur le plan de la technique et des trucs. George Lucas, avec Steven Spielberg, truste les meilleures recettes — idées et argent — émouvante avec le Retour du Jedi, troisième épisode de la Guerre des étoiles qui sort ce mercredi en France.

Est-ce suffisant pour résoudre la crise ? Mais tout art ne vit qu'en état de crise. Ben et Norma Barzman rappellent que Hollywood a survécu à plus grave, au mal absolu : les listes noires du maccarthysme.

### L'AMÉRIQUE DES BARZMAN

#### Vivre et créer à Hollywood

UN double événement ramène à Paris pour quelques jours un couple américain familier à tous ceux qu'intéressent la grande et la petite histoire d'Hollywood : Ben Barzman, scénariste, et sa femme Norma, journaliste. Les Presses de la Cité publient, sous la titre Convictions, leur premier roman *Rich Dreams*, paru l'an dernier aux États-Unis. A l'occasion du passage en France de Ben Barzman, le merveilleux petit théâtre d'Étampes a programmé en avant-première, le *Garçon aux cheveux verts*, qui marque le début d'une collaboration suivie entre Joseph Losey et Ben Barzman, et dont on annonce la reprise en circuit commercial.

Natif de Toronto au Canada, Ben Barzman arrive très jeune aux États-Unis par Portland, sur la côte Pacifique, pour s'installer un peu plus tard à Hollywood. Il écrit une comédie musicale, *Labour Pain*, dont le titre symbolique évoque à la fois les douleurs de l'enfantement et la classe ouvrière. Son frère Sol en a signé les chansons. Les critiques sont enthousiastes. Le syndicat des employés de l'habillement veut l'inviter à monter *Labour Pain* à l'Unity Theatre de New-York, mais lui demande de remplacer les acteurs amateurs communistes, qui avaient été intégrés au spectacle, par des professionnels. Ben Barzman refuse : « Nous les avions fait répéter pendant six mois, ils étaient excellents. »

Une seconde comédie musicale lui vaut la renommée. M.G.M. achète pour 20 000 dollars *Meet the People*, mettant fin à une période difficile où il a littéralement crevé de faim. Paramount porte à l'écran un de ses scénarios, *True to Life*, satire du monde de la radio. En 1942, à la cantine du studio de Samuel Goldwyn (il ne pas confondre avec la Metro-Goldwyn-Mayer), un inconnu, frappé par son enthousiasme, l'interpelle. L'inconnu n'est autre que le cinéaste Ernst Lubitsch, qui achève le montage de *To be or not to be*. Il lui explique comment donner à un film le rythme qui lui convient. « C'était un homme complètement inattendu », commente aujourd'hui Ben Barzman.

Pour R.K.O., l'un des cinq « major studios » de l'avant-guerre, Ben Barzman écrit en 1945 un film de guerre, *Back to Bataan*, puis en 1948 le *Garçon aux cheveux verts*, qui s'inscrit dans un cycle de films ambitieux et à petit budget (*Les Amants de la nuit*, la même année, donne sa chance à Nicholas Ray). Le *Garçon aux cheveux verts*, outre ses qualités propres, se veut une démonstration de l'utilité de la couleur au cinéma : le jeune héros du film, interprété avec une conviction passionnée par Dean Stockwell, se réveille un matin, après un shampoining, avec des cheveux verts. Propagande, donc, pour Technicolor, mais aussi, symboliquement, pour les écologistes avant la lettre. Bien accueilli par la critique française, le film est reçu assez fraîchement par une partie de la presse anglo-saxonne qui le juge prétentieux. Vu aujourd'hui, on lui trouve un charme étrange, un ton inhabituel pour Hollywood. Joseph Losey, qui arrive tout auréolé de son expérience au théâtre, met en valeur un étrange climat d'irréalité, comme un appel d'ailleurs, vers d'autres horizons de liberté, de paix.

La sortie du film coïncide avec la flambée de l'idéologie maccarthyste à travers les États-Unis. Le cinéma se verra mis en première ligne parmi les objectifs des chasseurs de sorcières. Ben Barzman, placé sur la liste noire, et sa femme Norma — ils se sont connus en 1942, mariés début 1943 — décident de s'exiler.

Après une courte halte à Londres, ils s'installent en 1949 en France, à Mougins d'abord, près de Cannes, puis à Paris. Leur mal durera une trentaine d'années. Le réalisateur Edward Dmytryk, lui aussi victime de la liste noire, tourne à Londres, en 1949, *Give us this Day*, écrit par Barzman et refusé par les grands studios hollywoodiens. Ben Barzman écrira quatre autres films pour Joseph Losey, autre exilé notoire fuyé à Londres. Le plus remarqué des quatre, *Temps sans pitié*, relancera en 1957 la carrière de Losey. En 1956, au Festival de Cannes, on avait présenté en compétition un film français adapté par Ben Barzman d'un roman de Kazantzakis, *Celui qui doit mourir*, de Jules Dassin, également sur la liste noire.

Les Barzman reviennent à Los Angeles en 1978 pour être plus près de leurs enfants. Convictions, leur roman, est un peu le résultat de l'observation attentive du milieu hollywoodien par Ben Barzman, humoriste de tempérament, dont sa femme Norma aime à répéter : « Il n'a pas cessé de me faire rire depuis quarante ans que nous sommes ensemble. » Le livre de Ben Barzman se veut, par-delà la peinture d'Hollywood, une satire des *sex novels*, ces romans pimentés qui tirent à des millions d'exemplaires. « Ils ont surgi, expliquent les deux auteurs, dans le vide créé par l'application très stricte du code Hays, l'ancien code de censure cinématographique. Nous avons voulu montrer quelle sorte de valeurs sous-tend ce genre de littérature. »

LOUIS MARCÔRELLES.



### Le Retour du Jedi

### La guerre est finie

noirs coléoptères aux ordres de l'infâme Darth Vader, lui-même âme damnée de l'empereur (ex-Jedi qui s'est emparé de la Force pour en faire un instrument de destruction), des méchants, donc, menaçant la plate-forme spatiale fléchissant livide et silencieuse, chef-d'œuvre d'esthétique informatique où vivent les bons, qui, au second épisode, *L'empire contre-attaque* (d'Irvin Kershner), se trouvaient en mauvaise posture, et Luke, Luke Skywalker, le jeune homme au cœur pur, ne devait son salut qu'à la fuite. Le film date de 1980, les héros américains étaient fatigués.

Cette fois, Luke affronte les épreuves qui confirment son pouvoir, attaché à la Force (morale et spirituelle cette fois) transmise par Yoda, le sage petit être aux deux yeux globuleux et aux grandes oreilles, qui ressemble un peu à Simplicius et tellement à E.T., et qui, ayant achevé l'initiation de son disciple, meurt paisiblement, enveloppé inabité.

Désormais Luke est seul. Il délivre Han Solo, mercenaire franc-tireur précédemment congelé dans la neige carbonique. Il découvre que la princesse Leia (elle a défait sa coiffure en macarons et du coup paraît moins gourde) est sa sœur. Et que Vader est son père. Père et fils s'opposent en un duel mortel au sabre à laser, rayons vert contre rayons rouge. Malgré la force de l'empereur, dont on devine les traits malins sous la capuche de moine satanique, Luke ne se laisse pas dominer par le mal. Ce qui ne l'empêche pas de tuer son père, mais, ce faisant, il le délivre. Tendrement, il ôte le casque qui dissimule le visage humain. Remords, pardon, rédemption. L'empereur n'a d'autre choix que de se jeter avec un grand cri dans le gouffre en entonnoir qui le mène en enfer. Le mal serait-il anéanti ? Voire. Combien de fois Dracula n'a-t-il pas été percé de pieux, réduit en cendres pour cependant renaître au film suivant ? Or George Lucas prévoit deux autres cycles de trois épisodes ébauchés, dont le dernier devrait sortir en l'an 2000.

Que se passera-t-il ? Linguement, les hommes peu à peu disparaîtront. Ici, déjà, ils sont en minorité et leur rôle est passif. Chewbacca, le singe humanoïde, fait de la figuration, de même que le petit robot à bip-bip et l'androïde d'or si débrouillard (une sorte de

Schweick électronique). La plate-forme spatiale et l'autre mousolinien laissent la place à la forêt enchantée où des vespas supersoniques atterrissent à vitesse grisante entre les arbres, où se trouvent les villages des Awaks, animaux merveilleux, proches du panda miniature, bons sauvages, gais, généreux... Et il y a aussi le château de Jabba, immonde créature, mi-pieuvre, mi-crapaud, obèse et quelque peu rabelaisienne, accompagnée d'un petit parasite plein de dents, secoué de rires méchants.

Le bâtiment est médiéval : lourde porte, pont-levis, dunes, grande salle commune où Jabba s'empiffre et s'endort malgré les évolutions d'une grosse danseuse, couloirs, instruments de torture, cave humide où sont enfermés des prisonniers — comme des chrétiens de péplum en attente d'arène — sous la menace d'un monstre encore plus repoussant que Jabba. Il offre à Luke l'occasion d'exercer, victorieusement, le pouvoir de la Force. Tournée vers le bien ou vers le mal, elle tue. Le monstre n'y résiste pas. Il n'est que rugissements, lueurs glauques dans l'ombre. On le voit à peine, c'est pourquoi il est effrayant.

Bizarrement, on n'a pas cherché la « crédibilité ». Les non-humains sont des figures de carnaval aux attributs visibles, des Muppets de cauchemar, des nouanours de Noël... Richard Marquand délaisse l'enfermement des ordinateurs, l'enfermement spatial, les météorites en déroute, l'angoisse du vide pour le royaume de dame Tartine, pour un Halloween fastueux, jeu de piste rocambolesque et blagueur.

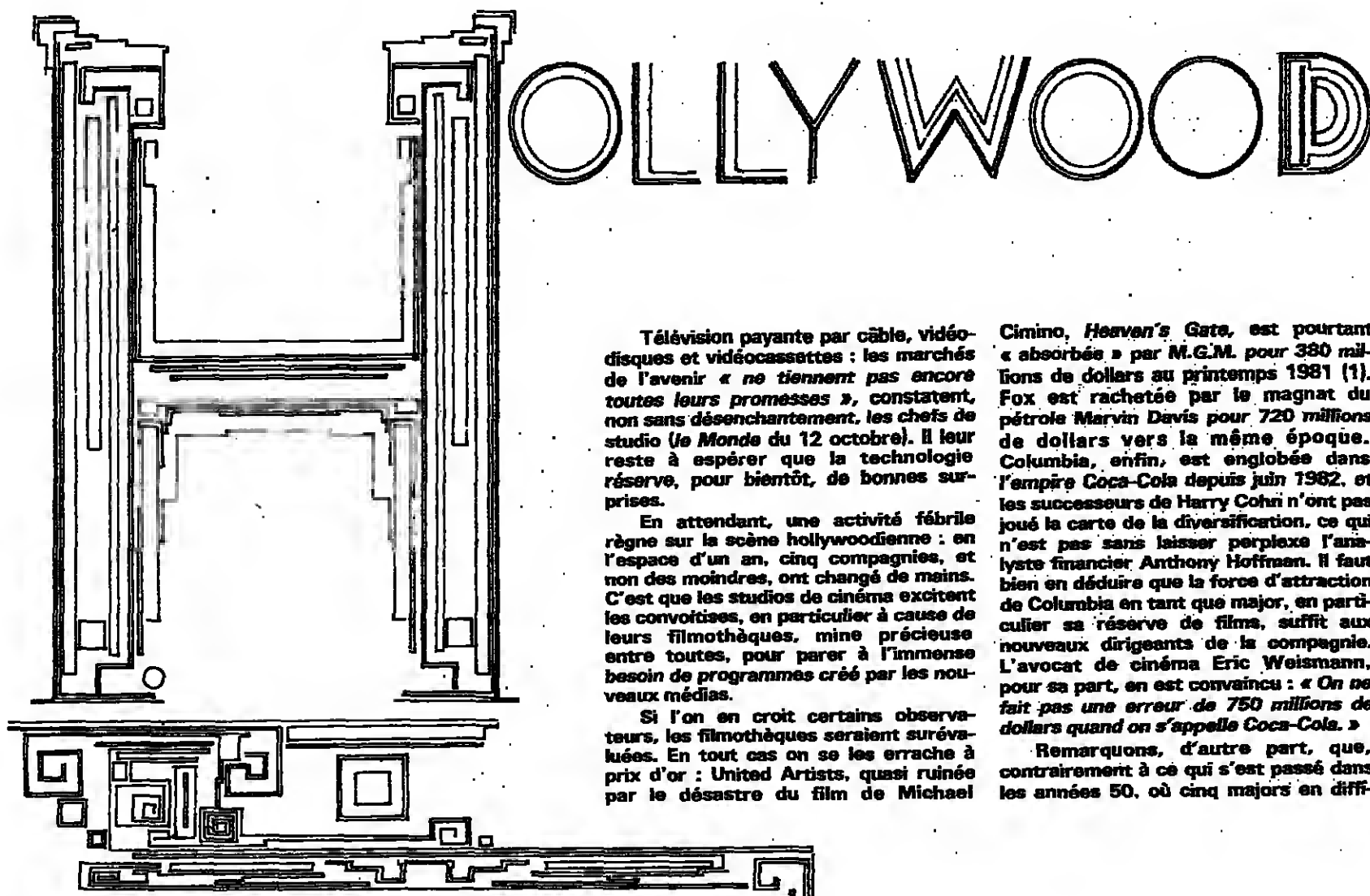
Il est vrai que trois épisodes pour la même histoire, c'est beaucoup. Quand les ficelles sont tirées à craquer, il faut bien se raccrocher à l'ironie, exemple James Bond. Mais les Awaks sont riches de ressources inexploitées, Han Solo et Leia s'étant avoués leur amour vont peut-être avoir des enfants. Quant à Luke, il est devenu Jedi, c'est-à-dire dépourvu de défaut et que peut-on faire d'un homme parfait ? S'il se retire en méditation, on ne le regrettera pas.

COLETTE GODARD.

\* Voir films nouveaux.

(1) Le Jedi est une sorte de chevalier médiéval de moins zen qui, après une longue initiation, a acquis la Force psychique grâce à laquelle son pouvoir est pratiquement illimité.





« Quelles que soient les difficultés que connaisse l'industrie du cinéma, aucune ne résiste à un bon film. »

Nicholas Schenk, (ancien contrôleur financier de M.G.M.)

## Nouveaux nababs, nouveaux miracles

**P**RODUIRE de moins en moins de films de plus en plus chers, telle est la réponse des « moguls » (les grands patrons) aux provocations du futur. Une réaction sans aucun doute dangereuse pour l'avenir du cinéma et qui témoigne de leur désespoir, pour ne pas dire de leur panique. Car en dépit de leur détermination, maintes fois affirmée, de réduire les coûts, les patrons des majors ne parviennent pas à maîtriser la situation : en 1977, 3 films seulement dépassaient la barre des 15 millions de dollars ; en 1980, on en compte 15, puis 17 en 1981, puis 25 (un record) en 1982. Cette année, il y en a une vingtaine, et pour 1984 on en prévoit 40, sur l'ensemble des 70 films qui seront distribués par les studios. Parmi les méga-films récents, citons *Ragtime*, de Milos Forman (32 millions de dollars), *Blade Runner*, de Ridley Scott (27 millions), *Tootsie*, de Sydney Pollack (25), *Gandhi*, de Richard Attenborough (22), et *Le Retour du Jedi* (32,5 millions de dollars).

Quant aux films en tournage ou en préparation, signalons *Legend of Darkness*, le nouveau Ridley Scott (30 millions de dollars), cofinancé par Fox et Universal ; *Dune*, de David Lynch (30 millions), produit par Dino de Laurentiis pour Universal ; l'épopée de Sergio Leone *Il était une fois l'Amérique* (plus de 30 millions), produit par Arnon Milchan, distribué par Warner ; la prochaine mise en scène de Francis Ford Coppola, *Cotton Club* (évalué à 22 millions de dollars), produit

par Bob Evans pour Orion. Enfin, un film très attendu cet automne, inspiré du livre de Tom Wolfe *The Right Stuff*, adapté à l'écran par Philip Kaufman, une production Ladd Company, distribuée par Warner Brothers (25 millions de dollars).

Naturellement, pour beaucoup de ces films, les majors partagent les risques financiers avec divers partenaires - autre studio, grand producteur indépendant comme Dino de Laurentiis, Home Box Office, société en commandite, tax-shelter allemand, Banque européenne, etc. Néanmoins, la question se pose : pourquoi cet emballement des coûts, encore plus sensible depuis trois ans ? Pourquoi cette véritable folie des grands chefs ?

Quand on les interroge, les « moguls » ont une réponse toute prête. Le responsable, c'est le star system, et les coupables, les stars. Derrière ce cliché trop commode se cachent certaines réalités que tout le monde, à Hollywood, feint d'ignorer. Car qu'il s'agisse du star system, encore faut-il mettre en cause également le studio system. A cet égard, 1963 constitue une date historique, puisque c'est l'année de sortie de *Cléopâtre*, de Joseph Mankiewicz, modeste projet que Raoul Walsh devait tourner dans les studios de la Fox et qui, devenu, en définitive, le film le plus cher de l'histoire du cinéma (40 millions de dollars de l'époque). La raison de ce délire qui allait porter le coup de grâce à la Fox chancelante ? Mais la star, bien sûr.

### Les coûts et les paradoxes

A partir du moment où le producteur Walter Wanger décide de remplacer Joan Collins par Elizabeth Taylor, le studio perd en effet tout sens de la mesure. Au diable le scénario, le planning de tournage, le budget. Si bien que, en dépit des apparences, le vrai responsable est non pas la vedette mais le studio, Fox en perte de vitesse. « Fox en proie au chaos », selon la thèse du critique américain David Ehrenstein. Ainsi *Cléopâtre* symbolise-t-il l'effondrement du studio system, la fin de cet âge d'or où les nababs tout-puissants tenaient fermement en main les rênes de leurs empires.

L'histoire se répétant, Hollywood vient de connaître, et pour des raisons tout à fait analogues, un désastre comparable à celui de *Cléopâtre* avec *Heaven's Gate*, de Michael Cimino (1980). Même inflation du budget (initialement 7,5 millions de dollars, en définitive 40). Même laxisme de la part du studio United

Artists, le tout couronné par un cuisant échec commercial qui contraste avec l'accueil particulièrement favorable de la presse européenne. Le blâme, cette fois, ne peut être adressé aux vedettes, et si l'on peut critiquer après coup l'ampleur des moyens mis à la disposition du cinéaste, la responsabilité du producteur reste entière.

N'est-il pas de notoriété publique que pas un chef de studio n'a l'expérience concrète de la production d'un film, puisque ce sont, pour la plupart, d'anciens « agents » ou imprésarios ? D'où l'analyse du scénariste William Goldman (auteur notamment de *Butch Cassidy et le Kid*, le film de George Roy Hill) dans son dernier livre consacré à Hollywood : « *Étant donné que les patrons des majors n'ont pas grande confiance dans leur instinct créateur (instinct qu'ils n'ont d'ailleurs jamais eu), ils s'en remettent, pour leur salut, à celles et à ceux qui ont*

*fait leur carrière, c'est-à-dire aux stars (1).* »

Effectivement, dans un monde en proie au changement permanent, on s'accroche aux vedettes comme à des bouées de sauvetage. Le nouveau record, paraît-il, serait détenu par Dustin Hoffman, qui a obtenu 5 millions de dollars pour sa performance dans *Tootsie*, plus un pourcentage sur recettes - les vedettes de moindre envergure devant se contenter du pourcentage sur les profits, infiniment plus aléatoire. On parle aussi beaucoup du contrat que vient de signer le comédien noir Richard Pryor, l'acteur comique le plus populaire du moment : Columbia investira 40 millions de dollars dans sa société de production au cours des cinq prochaines années, sans que le comédien ait l'obligation d'apparaître dans tous les films (le nombre de films réservés pour le studio n'étant pas divulgué). En revanche, au cours de cette même période, il s'engage à figurer dans trois films Columbia, chacun lui rapportant 5 millions de dollars, plus le pourcentage bien entendu.

### Qui attaquera le premier ?

Il suffit qu'un film « casse tout » pour que l'optimisme règne à nouveau. Les craintes concernant l'avenir sont aussitôt oubliées, le choc du futur balayé d'un : « Vous voyez bien que le cinéma n'est pas mort ! » Et, en effet, le miracle se reproduit régulièrement, renforçant Hollywood dans l'illusion de sa pérennité : la *Guerre des étoiles* (1977) est suivie de *L'empire contre-attaque* (1980) ; puis, l'année suivante, Spielberg prend la relève de son ami Lucas avec les *Aventuriers de l'arche perdue* et triomphe à nouveau en 1982 avec *E.T.* Et cette année, Lucas revient en force avec le troisième volet de sa trilogie, *Le Retour du Jedi* (qui sort à Paris ce 19 octobre), déjà en cinquième position au palmarès des superchampions (2).

Nous ne comptons pas les à-côtés, si l'on peut dire, s'agissant du 1,5 billion de dollars issus de la vente des divers gadgets nés de la *Guerre des étoiles* (merchandising). D'où la réflexion de George Lucas, au demeurant plus déabusé que jamais, après le démarrage foudroyant de *Jedi* : « Des tas de gens vont dire que le film ne sert que de prétexte au merchandising (3). »

George Lucas et Steven Spielberg sont des cas uniques, puisqu'ils ont, comme on dit, « battu Hollywood à son propre jeu ». Il reste aux studios à essayer de trouver le secret de la recette. D'ailleurs, les raisons profondes de leur succès échappent sans doute aux deux cinéastes, si habiles soient-ils à capturer la sensibilité des jeunes Américains. En dehors de tels phénomènes, il est devenu de plus en plus difficile d'attirer les foules dans les salles obscures, de les arracher à leur petit écran ou aux jeux vidéo, comme en témoignent les sommets atteints par les budgets de lancement des films. Il arrive même assez fréquemment qu'ils dépassent le coût de production. Ainsi *War Games*, le film qui a clos le Festival de Cannes cette année, dont le budget de production est de 12,5 millions de dollars, et le budget de promotion - États-Unis - 14,5 millions !

Mais Hollywood vit en plein paradoxe. Ce qui constitue aujourd'hui la force principale des majors (marketing ultra-sophisticqué, lourd sys-

teme de distribution requérant un réseau national et international) peut se trouver, du jour au lendemain, dépassé par les nouvelles technologies. En particulier dans le domaine de la distribution, avec la facturation « au coup par coup », les expériences ont été menées dans ce domaine, avec des résultats variables : proposée sur le plan national aux abonnés de la télévision à péage, le samedi 25 septembre 1982, pour environ 8 dollars, la *Guerre des étoiles* obtient un taux de pénétration record, soit 30 %. En revanche, Universal doit se contenter de 12 % lorsqu'elle projette, en février dernier, son nouveau film, *Pirates of Penzance*, adapté d'un célèbre spectacle de music-hall de Broadway.

La seconde expérience paraît, à première vue, décourageante. Mais il faut se garder de tout jugement définitif et considérer ces deux événements comme des tests dans la mesure où le nombre de foyers accessibles aux films « à la carte » plafonne, pour des raisons techniques, à un million et demi. Le phénomène pourrait, par contre, prendre rapidement une dimension nouvelle si, comme on l'espère, 10 à 12 millions d'Américains auront accès au pay-per-view d'ici quelques années, peut-être même d'ici deux à trois ans.

Tout cela donne lieu à d'innombrables discussions. Les uns affirment que jamais une première télévision ne suffira à assurer la carrière d'un film, qu'on veut le mot du cinéma. Les autres font observer que, avec la venue prochaine des satellites de diffusion directe et les futurs écrans muraux, le public pourra décider en connaissance de cause. Pour ce qui est des majors, il est clair que leur stratégie sera fondée, comme toujours, sur des considérations d'ordre financier. Le président de la Fox, Alan Hirschfeld, très « branché » sur les nouvelles techniques, rappelle que les studios ne sont pas des organismes de charité : « Si la facturation à la carte et la télévision à péage nous permettent de diminuer considérablement les coûts de marketing et d'impression des copies (un film important sort dans 1 500 salles environ), tout en constituant un marché assez large,

nous l'adopterons. » Comment une telle, quelque 10 millions de dollars (hypothèse vraisemblable à l'horizon 83-86) tout en réduisant le budget de lancement à presque rien, n'est-à-dire par exemple à 1 million au lieu des 10 millions courants ?

Mais pour que ce rêve devienne réalité, la question-clé, pour les studios, demeure l'accès direct à la télévision payante, sans lequel leur part de revenus n'est pas assez substantielle (le *Monde* du 13 octobre). Le problème est d'ailleurs le même pour ce qui est des satellites de diffusion directe, ou DBS (Direct Broadcast Satellite). Deux sociétés ont annoncé leur intention de démarrer cet automne, et aucune major n'est partie prenante. La première, en piste devrait être USCI (United Satellite Communications Inc.), financée, pour l'essentiel, par le géant de l'assurance Prudential Insurance ; l'autre, IASCI (Inter-American Satellite Corporation), appartient au magnat de la presse australien Rupert Murdoch.

Ces compagnies assumeront elles-mêmes la vente des antennes paraboliques, 500 dollars pour commencer, 200 dollars ensuite si le marché se développe. USCI envisage également de les louer, le cas échéant, pour un forfait global mensuel de l'ordre de 30 à 40 dollars (antenne parabolique plus abon-

Cimino, *Heaven's Gate*, est pourtant « absorbée » par M.G.M. pour 380 millions de dollars au printemps 1981 (1). Fox est rachetée par le magnat du pétrole Marvin Davis pour 720 millions de dollars vers la même époque. Columbia, enfin, est englobée dans l'empire Coca-Cola depuis juin 1982, et les successeurs de Harry Cohn n'ont pas joué la carte de la diversification, ce qui n'est pas sans laisser perplexes l'analyste financier Anthony Hoffman. Il faut bien en déduire que la force d'attraction de Columbia en tant que major, en particulier sa réserve de films, suffit aux nouveaux dirigeants de la compagnie. L'avocat de cinéma Eric Weismann, pour sa part, en est convaincu : « On ne fait pas une erreur de 750 millions de dollars quand on s'appelle Coca-Cola. »

Remarquons, d'autre part, que, contrairement à ce qui s'est passé dans les années 50, où cinq majors en diff-

nement aux programmes). L'abonnement se doit d'être versé, à une vingtaine de dollars, donnant accès à cinq chaînes, dont deux chaînes cinéma, une chaîne sport, une chaîne news. En effet, selon Nathaniel Kvit, président de l'USCI, transfigé d'United Artists, les études montrent que les gens se satisfont de quatre à six chaînes.

Quoi qu'il en soit, la course est engagée pour savoir qui atteindra le premier ce marché vierge, soit 33 millions de foyers, essentiellement ruraux, non desservis par le câble. Rien n'empêche, bien entendu, ces nouvelles sociétés d'essayer, en plus, de grignoter sur le câble. Et rien n'empêchera sans doute les Américains de cumuler les techniques et de passer encore plus de temps devant le petit écran plutôt que dans les salles obscures.

- (1) *Adventures in the Screen Trade*, Warner Books.
- (2) Palmarès établi par *Variety*, par recettes distribuées aux États-Unis et au Canada en millions de dollars : 1. *E.T.*, 209 323 000 ; 2. *La Guerre des étoiles*, 193 500 000 ; 3. *L'empire contre-attaque*, 140 000 000 ; 4. *Les Dents de la mer*, 133 435 000 ; 5. *Le Retour du Jedi*, 127 000 000 ; 6. *Les Aventuriers de l'arche perdue*, 113 035 000 (*Variety* du 20 juillet 1983). George Lucas et S. Spielberg semblent indolocalisables.
- (3) *Magazine Rolling Stone*, août 1983.

## Gandhi le sage victoire du marketing

**P**OUR ce qui est de l'art et la manière de promouvoir un film, la campagne orchestrée pour le lancement de *Gandhi* par Marvin Antonovsky, président du marketing chez Columbia, est considérée comme un modèle du genre.

Les recherches initiales indiquent que fort peu de gens au-dessous de trente-cinq ans avaient quelque idée du personnage, et qu'aucun des moins de vingt ans - le public-clé - n'avait le plus petit désir de voir un film consacré au père spirituel de l'Inde moderne. 18 millions de dollars seront dépensés en vue d'une mobilisation tous azimuts, étalée sur un an et demi et couronnée par huit Oscars en avril dernier, une incontestable réussite dans une ville où les films « politiques » n'ont jamais eu la cote.

Dans l'interview, Columbia a distribué cent cinquante mille badges proclamant « Il est possi-

ble de vivre en paix », publié trois livres sur Gandhi, diffusé deux documentaires consacrés au tournage du film, mobilisé l'UNICEF, réuni des séminaires à travers tout le pays sur l'œuvre et la philosophie du grand homme, inondé les lycées de matériel ad hoc et organisé, bien entendu, des centaines de projections destinées aux journalistes et autres faiseurs d'opinion. Jouant la carte du snobisme intellectuel, le studio n'hésite pas à choisir le slogan suivant : « Le film de votre vie sur l'homme du siècle. »

Comme l'explique Marvin Antonovsky : « Notre objectif était de convaincre les gens que, s'ils ne devaient voir qu'un film cette année, ce serait celui-là. » Un pari tannu, puisqu'au 15 juillet dernier les recettes se montaient à 54 322 000 dollars (recettes salles États-Unis et Canada).

SPLENDID ST MARTIN 208.21.93 BOUDET LEBRUN SELLER ROLAND DUBILLARD

20 H 30 UN PNEU C'EST UN PNEU

théâtre de la tempête cartoucherie 328.36.36

les Fédérés - Scarface Ensemble  
**VATER LAND**  
Le pays de nos pères  
Wenzel - Bloch

des spectacles



# LE CHOC DU FUTUR

Une enquête  
de LISE BLOCH-MORHANGE

culté sont tombées aux mains des conglomérats, Fox et Columbia n'ont pas été rachetées pour cette raison, bien au contraire. Car toutes deux se portent bien. Fox vit d'une rente de situation grâce à George Lucas (la trilogie de la Guerre des étoiles), tandis que Columbia connaît un succès après l'autre (*Stripes*, *Tootsie*, *Gandhi*, etc.). En revanche, les indépendantes Avco Embassy (fondée en 1936 par Joseph Levine) et Filmways (créée en 1962 par Martin Ransohoff) doivent, comme U.A., la perte de leur indépendance aux difficultés qu'elles traversaient. On sait que les patrons de Orion Pictures ont pris le contrôle de cette dernière, avec l'aide de Home Box Office, en février dernier (le Monde du 13 octobre). Un mois plus tôt, les riches producteurs de comédies télévisées Norman Lear et Jerry Perenchio avaient fait main basse, pour 25 millions de dollars, sur Avco Embassy (rebaptisée Embassy Pictures).

Après avoir vainement tenté de s'emparer successivement de Fox, Columbia, U.A. et Filmways, les trois derniers rachats (Embassy, Filmways, U.A.) sont inspirés par une même idée : acquérir un réseau de distribution (2). Une nécessité rendue vitale par ces temps d'inflation où un film hollywoodien coûte, en moyenne, 10 millions de dollars pour sa réalisation, et 10 autres millions pour son lancement.

Imaginons un film financé par un studio, dont le budget total (production, frais financiers, distribution) atteindrait 20 millions de dollars. Admettons que les recettes (part revenant au distributeur) se montent à 30 millions de dollars, sur lesquels le studio prélève, en priorité, ses honoraires distributeurs, de l'ordre de 30 % sur le territoire américain, soit 10 millions de dollars. Il reste tout juste de quoi émettre le coût du

film. Donc même si les recettes ne dépassent pas le seuil de rentabilité, le studio, en tant que distributeur, est assuré d'une marge de profit. C'est pourquoi aujourd'hui, sur la quinzaine de films distribués par les majors, environ la moitié sont des « pick-ups » - films non financés, mais seulement distribués par le studio - par opposition aux productions maisons, « in house movies ».

Bien sûr, la distribution a toujours été, depuis leur création, une des raisons d'être des majors. Mais elle semble devenue, ces dernières années, leur fonction primordiale, comme le souligne Frank Price, président de Columbia, qui n'hésite pas à définir une major « par son aptitude à garantir la sortie d'un film à New-York, au moment de Noël ».

(1) M.G.M. et United Artists ensemble : quelque cinq mille titres.  
(2) M.G.M. avait liquidé son réseau de distribution en 1973.

## Lucas-Spielberg : l'âge Disney

Le Cinéma fait ses débuts à Broadway, entraînant les spectateurs, au bord du vertige, dans des montagnes russes effrénées. Deux mois plus tard, des lions hurlant, toutes griffes dehors, envahissent les salles obscures : le cinéma en relief (3 D, trois dimensions) est en train de naître. Nous sommes en 1952.

1977. La Guerre des étoiles entraîne la monde entière dans un ballet galactique orchestré par les ordinateurs et inaugure la course aux effets spéciaux, qui se solde par la suprématie du duo Lucas-Spielberg. Aux dernières nouvelles, les studios refont une nouvelle jeunesse au relief, le plus remarquable de la série étant les Dents de la mer 3D (budget : 15 millions de dollars) dans lequel, si l'on en croit le slogan, « le troisième dimension, c'est la peur ».

A trente ans de distance, les réflexes sont les mêmes. Pourtant, les prouesses techniques des années 50 n'ont pas empêché la lente et irréversible dégradation du cinéma, écritelle, alors que dans les années 70 on semble reconnaître la validité du cinéma et personnel, George Lucas, homme discret et profondément réfléchi, tourne la Guerre des étoiles, film bizzarriment mécanique. Son succès est tel qu'il fait rétrograder toute l'industrie du cinéma au point qu'elle en fait maintenant à l'aller avec les fabricants de jeux vidéo.

qu'on fasse écrire les scripts par les ordinateurs, du moins pas tout de suite, on est parfois en droit de se demander si ce n'est pas déjà le cas.

A propos de ces « films bandes dessinées » (comic strip movies), le scénariste William Goldman écrit qu'il y a dix ans Hollywood produisait encore toute une variété de films, et alors que l'argent généré par E.T. ne servira, dans la meilleure hypothèse, qu'à réaliser quelque chose comme Menendez le magicien. Qu'est-ce que E.T., sinon « le meilleur Disney qui ait jamais été réalisé par Disney », selon l'expression du critique américain Todd McCarthy ? De même, son confrère du New York Times, Vincent Canby, s'interroge sur George Lucas, se demande « si la mise en scène l'intéresse vraiment, ou s'il lui suffit d'être le Disney des années 80 et 90 ». Quant à Pauline Kael, leur virulente consœur du New York, elle est encore plus sévère. « Par une de ces tristes ironies de l'histoire du cinéma, écrit-elle, alors que dans les années 70 on semble reconnaître la validité du cinéma et personnel, George Lucas, homme discret et profondément réfléchi, tourne la Guerre des étoiles, film bizzarriment mécanique. Son succès est tel qu'il fait rétrograder toute l'industrie du cinéma au point qu'elle en fait maintenant à l'aller avec les fabricants de jeux vidéo. »

## Pour ou contre l'écriture vidéo

Le développement des nouvelles technologies vidéo divise la communauté artistique. Certains, comme Francis Ford Coppola, prédisent qu'elles vont révolutionner le septième art en donnant naissance à ce qu'il appelle « le cinéma électronique ». Il parle de « trouver un langage qui allie le théâtre, l'emploi de la musique, de la poésie, de la chanson et de la danse, comme dans l'opéra », et il ajoute : « Mais ce langage n'existe pas encore » (1). On songe à André Malraux déclarant : « L'audiovisuel est la prochaine métamorphose ».

Si l'on en est pas encore là, il est un fait que le recours à la vidéo tend à se généraliser dans le cinéma, lentement mais sûrement. Le premier pas se fait par l'utilisation, sur un plateau de tournage, de la vidéo incorporée ou vidéo simulacée. La technique, en soi, n'est pas nouvelle, puisque des cinéastes comme Luis Buñuel ou Jerry Lewis l'ont beaucoup utilisée. Mais elle consistait autrefois en un système lourd et encombrant, la caméra vidéo étant attachée à la caméra cinéma. Depuis peu, la caméra vidéo, miniaturisée, est incorporée à la caméra (Golden Panaflex et Ariflex). Nestor Almendros, l'un des rares directeurs de la photo travaillant des deux côtés de l'Atlantique, en est devenu un ardent partisan : « D'abord, on peut vérifier ins-

tamment le cadrage d'une scène sur l'écran vidéo témoin, explique-t-il. D'autre part, l'image vidéo, parce qu'elle est noir et blanc, le procédé n'existe pas encore en couleurs - et qu'elle a une texture bien à elle, vous met en présence d'une autre réalité, un peu comme les peintres qui regardent leur tableau à l'envers ou le projetent sur un miroir pour mieux juger de la composition. Elle est aussi très précieuse en matière d'éclairage, car dans la mesure où sa définition est moindre que celle de la pellicule cinéma, si l'on recherche un effet de pénombre, et qu'il apparaît sur l'écran témoin, on sait qu'il n'est pas nécessaire d'éclairer d'avance. Et aussi, même sur une production américaine où les équipes sont plus volumineuses, le film demeure, en définitive, l'œuvre de trois ou quatre personnes, les autres restant plus ou moins dans l'ignorance de ce qui se passe, alors qu'un coup d'œil sur l'écran vidéo leur permet, dans une large mesure, de pallier

cet inconvénient. Enfin, ce peut être également un précieux outil pour les acteurs, ils n'ont pas besoin d'attendre le développement des « rushes », mais peuvent contrôler leur performance instantanément. »

La plupart des cinéastes américains s'en tiennent là. Bien peu, jusqu'ici, ont franchi la deuxième étape, beaucoup plus fondamentale, qui consiste à effectuer le montage du film sur bande magnétique, comme on le fait couramment pour la télévision (2). Etant donné que la vidéo, par le truchement des ordinateurs, est infiniment plus maniable qu'une pellicule film, le procédé permet en principe une économie de temps appréciable - on estime qu'il peut réduire la durée du montage d'environ un tiers. Quelques réalisateurs s'en servent également comme d'un outil créateur. Le cinéaste Hal Ashby est l'un d'eux et, contrairement à un Francis Ford Coppola qui aime donner à ses recherches un large retentissement, il poursuit les siennes en toute discrétion.

domaine cinématographique, depuis les années 40 et, comme vous le savez, je me suis préoccupé de la question en mettant au point le « Showscan ».

Le « Showscan » est un procédé cinématographique de projection à haute vitesse (environ soixante images par seconde au lieu de vingt-quatre), 70 mm, sur écran géant, qui lui a demandé sept ans de travail. « L'observateur du moment vis-à-vis de la télévision par câble, des vidéocassettes, des satellites de diffusion directe et des futurs écrans muraux, poursuit-il, devrait créer des conditions favorables à mon entreprise. Car j'espère que les gens vont, par contraste, avoir envie de voir des films sur grand écran, dans une salle obscure. Ils vont redécouvrir que le cinéma a ce pouvoir de vous envahir totalement, à condition que les images soient d'une extraordinaire luminosité et le son d'une qualité spatiale, et qu'il peut aussi vous faire communier dans le rire ou les larmes avec les autres spectateurs. Il faut, pour cela, que les conditions de projection soient parfaites, et c'est pourquoi j'ai entrepris la construction de cinémas spécialement conçus à l'usage de mon système - l'architecture, la taille, l'acoustique, l'écran, les sièges, en seront différents. Quatre devraient s'ouvrir cet automne, dont un à Los Angeles, et si tout va bien, il devrait y en avoir quatre cents à sept cents dans l'ensemble des Etats-Unis d'ici à deux ans, et un certain nombre dans le reste du monde. »

Les studios hollywoodiens sont-ils partie prenante dans cette aventure ? Douglas Trumbull raconte qu'il a personnellement fait la démonstration de son système auprès de chacun d'entre eux, et que pas un seul ne l'a suivi. « Aucun n'a la vision nécessaire. Ce qui les intéresse, c'est gagner le maximum d'argent le plus vite possible. Donc, ils vont dans le sens de la télévision et de la vidéo. Alors que moi je veux réaliser des films dont l'impact physique sur le spectateur soit tel qu'il soit impossible de les projeter à la télévision. »

Hal Ashby, lui, préfère imaginer qu'il sera bientôt possible de tourner en vidéo à haute résolution. Il pense que « ce sera l'idéal, car on pourra alors, à partir d'un foyer central, envoyer directement les films dans cent ou deux cents cinémas (4) équipés à cet effet, avec grand écran, sans que la pellicule soit rayée, tordue, au défilage, comme c'est presque toujours le cas aujourd'hui. En attendant, si les gens veulent voir mes films sur le petit écran que sur le grand écran, je ne suis pas contre, car le but d'un cinéaste est d'avoir un public ».

### Les frères ennemis

Il s'est intéressé à la question dès 1977, sans doute parce qu'il se trouvait ainsi ramené à son premier métier - il a fait ses premières armes comme monteur de William Wyler dans les années 50. « Je me souviens très bien de l'anecdote suivante, raconte-t-il. Un de mes monteurs travaillait depuis six semaines sur une séquence, lorsque je décidai d'effectuer mon propre montage. En le voyant, le type s'exclama : « Mais où as-tu bien pu trouver ce passage ? » Il n'avait même pas défilé la pellicule jusqu'au bout ! C'est ça, le secret du montage : on ne regarde jamais assez le film. C'est pourquoi j'adore la maniabilité de la vidéo, dont je me sers pour réaliser un premier montage que j'affine ensuite sur pellicule. »

Lorsque Jack Nicholson est revenu d'Angleterre après avoir tourné *The Shining*, avec Stanley Kubrick, il m'a expliqué que celui-ci avait mis au point un système comportant quatre écrans vidéo couplés avec quatre magnétoscopes, lui permettant de trouver n'importe quelle phrase du dialogue ou n'importe quelle scène du film en quinze secondes. Donc, après en avoir discuté au téléphone avec Stanley, j'ai conçu ma propre installation avec l'aide d'un programmeur. C'est formidable, parce que ça fonctionne dix fois plus vite que les KEM, ces tables de montage qui ont remplacé les bonnes vieilles Moviola. Bien que j'aie monté des films pendant vingt ans, je ne peux pas dire que je regrette vraiment le contact physique avec la pellicule, contrairement à certains metteurs en scène qui éprouvent à cet égard une sorte d'attachement sentimental. Car non seulement elle vous écorche les doigts, mais en plus il est faux de prétendre qu'il s'agit d'un art tactile, analogue à la sculpture, par exemple.

Donc mon souhait est que le montage s'informatise au point où l'ordinateur me posera les bonnes questions : « Voulez-vous faire ceci ou cela ? » Qu'il fonctionne comme

un bon caméraman qui connaît votre façon de travailler. En d'autres termes, j'espère que le montage cinéma s'effectuera un jour de façon analogue à l'enregistrement digital des disques. Regardez donc le sourire qui illumine le visage de ces ingénieurs du son ! Ils appuient sur une touche et voient s'ouvrir devant eux des possibilités quasi illimitées ! »

Dans le camp adverse, on s'étonne de trouver Douglas Trumbull, le magicien des effets spéciaux de *Rencontres du troisième type*, *Star Trek* et *Blade Runner*. Ne se réclame-t-il pas volontiers de son maître, Stanley Kubrick, qui l'a initié au cinéma avec 2001, *Odyssée de l'espace* ? Première surprise : il est fatigué de cette étiquette que lui a donnée Hollywood, et se considère comme cinéaste (3) et non comme un expert en effets spéciaux. Deuxième surprise : l'évolution de la technologie moderne ne le passionne pas : « A mon avis, dit-il, nous n'avons réalisé aucun progrès significatif dans le domaine des effets spéciaux. Je suis plutôt contre l'usage de l'électronique et de l'image informatisée, car j'estime que cela donne trop d'importance à la technologie, et certainement beaucoup trop aux techniciens, ingénieurs et mathématiciens. Je suis beaucoup plus du côté de l'art et des artistes qui étudient les grands maîtres et dessinent à la main. Je pense, notamment, que c'est une grave erreur de recourir à la vidéo pour le montage des films, car j'adore manier la pellicule. »

Non seulement la bande magnétique n'a pas de réalité tactile, mais vous vous retrouvez soudain à la merci d'ingénieurs en électronique qui vous expliquent comment utiliser le temps digital, et vous voilà noyé sous des colonnes de chiffres. Dans le domaine acoustique, par contre, l'électronique fait merveille, et nous l'utilisons abondamment. En dehors de cela, elle permet simplement de gagner un peu de temps, mais ne représente pas une véritable innovation. J'estime qu'il n'y a pas eu de progrès significatif, dans le

**SAISON CULTURELLE 83-84**

23 octobre à 21h  
IVRY GITIS  
24 octobre à 21h  
MERCEDES SODA  
25 novembre à 21h  
FACTORY  
10 décembre à 21h  
ANGELIQUE IONATOS  
21 janvier à 21h  
CLAUDE NOUGARO  
3 février à 21h  
ALEX REVEREND  
10 février à 21h  
JEAN GUDON  
2 mars à 21h  
XALAM  
3 mars à 21h  
BRENDA WOOTTON  
10 mars à 21h  
CONCERT  
DES PROFESSEURS  
DU CONSERVATOIRE  
21 mars à 21h  
M. FAVREAU - SOL  
26 mars à 21h  
MICHEL A. ESTRELLA  
TOMAS GUERSCH  
OSVALDO CALO  
19 mars à 21h  
COMPAGNIE  
ALEX WITZMAN  
22 et 23 mars à 21h  
COMPAGNIE  
M.C. GHEORGHIU  
26 mars à 21h  
GROUPE DE  
RECHERCHE CHORE-  
GRAPHIQUE DE  
L'OPERA DE PARIS

**NOISY-LE-GRAND  
EST A 20' DE PARIS  
R.E.R. LIGNE A  
STATION : NOISY MONT D'EST  
AUTOROUTE A4**

**FÊTE D'UNE SAISON !  
Tél. : 304-15-07**

CHOREUR C. DUBOIS, METTEUR EN SCÈNE P. HUBERT

MAIRIE DE NOISY-LE-GRAND

**THEATRE DE L'ESCALIER D'OR  
LOUISE EMMA  
RENCONTRE FICTION**

« Travail très habile, terriblement contemporain, fort bien joué par E. Istria et F. Chatoir, un certain climat de la gauche d'aujourd'hui. » (France Culture). « Le spectacle connaît un franc succès. E. Istria est bouleversante dans le rôle de Louise Michel ! » (Libération).

Au Théâtre de la Cité internationale universitaire 21, bd Jourdan, Paris-14. Location 589-38-69. Le théâtre du Boccage de Bressuire (Deux-Sèvres) présente jusqu'au samedi 5 novembre « La Parodie » d'Arthur Adamov dans une mise en scène de Gérard Vernay. Relâche dimanche, lundi et mardi.



## SÉLECTION

## CINÉMA

L'Homme de fer,  
d'Andrzej Wajda

A l'occasion de l'attribution du prix Nobel à Lech Wałęsa, une nouvelle chance de voir ou de revoir le film qui s'inspire de son histoire et nous fit découvrir l'enjeu du combat idéologique et politique toujours en cours sur les rives de la Vistule.

Cinquième Festival  
du tiers-monde

Une étiquette un peu dévaluée, par excès d'éclectisme. Mais pour les amateurs d'exotisme, une vingtaine de films de Chine, de Corée, d'Égypte, d'Amérique latine, et surtout le très personnel *Poupées de roseau* (Maroc), disparu après sa présentation à la Quinzaine des réalisateurs en 1980.

ET AUSSI : *En haut des marches*, de Paul Vecchiali (revoyez Danielle Darrieux); *Le Géant*, de Michael Klier (l'ère du soupçon); *Vive la sociale* de Gérard Mordillat (une mini-production M.G.M.); *Trois Couronnes du matelot*, de Raoul Ruiz (le goût du risque); *Poussière d'empire*, de Lân Lê (pèlerinage aux sources); *Rue Cases-nègres*, d'Euzhan Palcy (la vie à conquérir); *la Ballade de Nanyama*, de Shōhei Imamura (Palme d'or, Cannes 1983); *Gertrud*, de Carl Dreyer (la modernité).

## THÉÂTRE

Cyrano de Bergerac  
à Mogador

Jacques Weber est Cyrano, le poète vaillant et bravahe de la tradition, et aussi un homme sensible au cœur blessé. Il est superbe dans ce spectacle pour lequel Jérôme Savary a concocté des cascades, des duels, des acrobaties, des grands morceaux de bravoure, et qu'il enveloppe de charme tendre.

## MUSIQUE

## Eclectisme

Tandis que le Festival de Lille a « le ciel dans la tête » (Chants liturgiques embrosés, le 21; Gospel Songs, le 22; Chœurs de la grande synagogue de Paris, les 23 et 24; *Symphonie Résurrection*, de Mahler, dirigée par J.-Cl. Casadesu, les 25 et 26), les Parisiens se livreront ces jours-ci aux délices de l'éclectisme. Ils découvriront la musique contemporaine australienne au Festival d'automne (Centre Pompidou du 19 au 23) ou iront entendre l'Orchestre de Paris (Beethoven, Schumann), D. Barenboim remplaçant Michelangeli, sous la direction de... Barenboim (Pleyel, les 19, 20, 21); les fervents de la guitare assisteront aux finales du vingt-cinquième Concours international et à l'hommage à Segovia (Radio-France, les 20 et 21) et ceux du piano aux récitals Claude Helffer (Gaveau, le 20), Rudolph Serkin (Pleyel, le 25) et Friedrich Gulda (Pleyel, le 26).

Côté opéras et voix, signalons le *Secret* (d'après Kierkegaard), d'Adrienne Clostre (Musée d'art moderne, 16, avenue de New-York, les 20 et 22); *Vive Offenbach* à l'Opéra-Comique (21, 24, 26, 29); Nella Anfuso (Athénée, le 24), la *Servante maîtresse*, de Pergolèse, qui déclencha la guerre des bouffons (mairie du septième arrondis-

sement, 78, rue Bonaparte, le 24) et le *Cadeau de l'empereur*, « opérateur » de Giovanna Marini (Bouffes du Nord, le 25).

## VARIÉTÉS

Peppe e Barra  
au Théâtre de Paris

Concetta et Peppe, la mère et le fils, les délices de la furia napolitaine au Festival d'automne.

## JAZZ

## Nancy Jazz Pulsations

Le Festival de Nancy fête ses dix ans d'existence et de rayonnement avec du blues et du gospel en fin de semaine, la nouvelle vague le 19 (Marsalis, Lelann), un hommage à Django le 20 et la nuit des stars le 21 (David Murray, McGregor et Sun Ra). Bouquet le 23 : les meilleurs musiciens de Count Basie. Nancy (16-8) 335-22-41.

ET AUSSI : *Little Big Horn* à la Reserre aux Diables (du 18 au 22); *Pinski Zoo* à Dunois (20 et 21); *Chris McGregor* (19) et *Dave Holland* (21 et 22) au New Morning.

## DANSE

De l'autre côté de la lune  
à la Bastille

Deux danseuses, Caroline Marcadé et Lila Greene, rêvent sur un scénario de Catherine Berge, qui leur a transmis sa passion pour Lillian Gish, l'irréductible pionnière du cinéma, entrée vivante dans le mythe.

ET AUSSI : Le Ballet-Jazz de Montréal au XXI<sup>e</sup> Festival de la danse. *David Woodberry* au Centre américain, contact-improvisations (20 au 22 octobre). Musique et danses de Corée au Théâtre du Rond-Point, la tradition pure (du 22 au 27). *Rotario*, John Cage et Merce Cunningham à nouveau réunis, au Festival de Lille, les 26, 27, 28 octobre.

## EXPOSITIONS

Turner  
au Grand Palais

La première grande exposition en France d'un des peintres anglais les plus célèbres, et peut-être la dernière avant la création du musée Turner à Londres. Plus de soixante-dix toiles et deux cents aquarelles, prêtées notamment par la Tate Gallery, le British Museum et les musées américains.

Chicago,  
cent cinquante ans  
d'architecture

Une ville mise à plat dans huit lieux d'exposition parisiens : les vues générales de Chicago aux Beaux-Arts, son histoire au Paris Art Center, son présent et son futur à l'Institut français d'architecture, Frank Lloyd Wright au musée-galerie de la SEITA et quatre architectes contemporains dans quatre galeries. Inutile de chercher à tout voir d'affilée.

ET AUSSI : la sculpture des Cyclades au Grand Palais; *Anne et Patrick Poirier* à la chapelle de la Salpêtrière; *l'Australie* à l'ambassade d'Australie, au Musée des arts africains et océaniques et à l'ARC du Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

## CHANEL ET APRÈS

## Affaire de style

CHANEL solitaire, film de George Kaczender avec Marie-France Pisier, est sorti à Paris le 12 octobre. Ce même jour, commençait le semaine du « prêt-à-porter printemps-été 1984 », sous les chapiteaux plantés dans le décor le plus universellement symbolique et prestigieux du patrimoine culturel français : le Louvre. La cour Carrée, soudain envahie par une foule compacte qui court, sans un regard au palais-musée, qui s'agglutine, joue des coudes pour une chaise, une place sur la pointe des pieds, un petit espace libre entre deux têtes. Ambiance concert rock, à l'opposé du luxe feutré qui ouvre le film : présentation chez Mademoiselle Chanel. Salon à moulures et miroirs, sièges dorés où sont assis des gens riches, escalier en volute que les mannequins descendent en silence, tenant à la main un numéro. Mademoiselle, en robe noire, surveille, assiste sur une marche, rectifie une frange. Tout se passe bien, elle a le temps de penser, face à tant de raffinement, à son enfance misérable.

Gros plan sur Marie-France Pisier, flashback. Ce n'est pas vraiment original et le reste du film est pire : du roman-photo éblouissant où l'on assiste à l'irrésistible ascension d'une adolescente ambitieuse, mêlée aux fantasmes d'un Tout-Paris futile, devenant une femme indépendante, libre et néanmoins amoureuse, et malheureuse car son amour se tue dans un accident de voiture au moment où il lui revenait. Retour au visage de Marie-France Pisier. Une larme coule sur son visage impeccablement maquillé, un peu plus pâle cependant que tout à l'heure. Générique de fin.

Coco Chanel ne méritait pas ça. Il est possible de broder sur sa vie puisqu'on en connaît mal la vérité. Il est possible d'en gommer les équivoques sentimentales et politiques ou au contraire d'en tirer un suspense romanesque. Mais c'est la nier que de la réduire à cette image

fadeuse — à laquelle Marie-France Pisier tente de donner du caractère — et qui laisse la mode en coulisse.

Alors pourquoi se servir du nom de Chanel ? Elle a régné sur la haute couture, et ses robes n'ont jamais été à la portée des salaires moyens. Mais elle a bouleversé la manière de s'habiller, c'est-à-dire de se voir, donc de se vivre. Là est son importance, et ce n'est pas rien. Sans elle, la mode telle qu'elle se pratique aujourd'hui n'existerait pas. Sans doute, elle n'a jamais accepté les lois et les mœurs du prêt-à-porter — même quand elle a repris ses activités. Ni l'exhibitionnisme agressif des shows ni surtout l'obligation d'affirmer une apparence, de la dépasser, de se dépasser, d'aller encore plus fort, plus neuf, plus « créatif ». Chanel a imposé sa ligne et sa ligne s'impose. Affaire de style, affaire de look, la différence est superficielle. À la base, il y a toujours l'art de la beauté qui — tradition et nécessité — s'exerce à Paris, même si les artistes — et les capitaux — viennent d'ailleurs.

Les créateurs, aujourd'hui plus qu'hier, sont sensibles à l'actualité. Ils n'échappent pas à l'information omniprésente, au matriage des images. L'histoire va vite, et ils vont à son rythme, retiennent dans les soies, les voiles, les laines, les cuirs, l'exotisme des continents dont on parle. Amérique Latine, Afrique, Orient... Blanc, lumineux des pays où le soleil tue les couleurs. Blanc, noir, gris sont les filles de « Comme des garçons », filles du désert qui arpentent le podium à grands pas guerriers.

La géographie, pendant une semaine, confond les frontières, l'histoire dérive sur ses légendes vers des rivages de croisade, avec les chéchias, les pantalons spahis de Thierry Mugler, et ses filles-fleurs romantiques aux épaules nues dans un tourbillonnement de tulle, et son

boucanier viril à faire tomber les lectrices de la collection « Harlequin », et ses Carmen Miranda baroques... Une semaine de victoires en terre promise, promise au cin d'œil, aux grâces des vagues des souples silhouettes « fluo » de Jean-Paul Gaultier, qui balancent sur l'air de l'Oran-Lite. Ambiance miamiam. Et chez Jean-Paul Gaultier les chéchias servent de cache-seins, mais les fesses nues sont à peine cachées par des voiles bleus. C'est moins le vêtement qui compte que la manière de le porter, de le laisser tomber, de le déglaiser avec des corsages à la Russ Meyer, des perruques monumentales. Carnaval félin. Et le nava va... Jusqu'à Londres, où se danse chez Malcolm McLaren, ça se déhanche en soignée criarde sur des sandales invraisemblables — quelques lacets et des semelles élastiques, genre trampolino. Naturellement, ça ne tient pas, mais la question n'est pas là. L'important, c'est le gag, le vent-vent entre le gag et le majestueux, entre le « cheap » et le luxe, entre la mode chiffonnée et la « soie tout simplement » d'Anne-Marie Beretta, et l'agneau blanc sacrifié pour draper les hanches des filles gauchos, baroques de lanières, cuissées baroques d'étoiles à revolver, fibres autant que les raines couronnées d'agrettes, tout cuir et paillettes de Claude Montana.

Le luxe, certainement. Mais si les créateurs ne créaient que le luxe et l'extravagance, si Chanel n'était responsable que des robes qu'elle a inventées, dessinées, fabriquées, la mode aurait disparu, enfermée dans les salons riches. Seulement il y a les idées, le truc qui déclenche l'imaginaire. Une affaire de désir. Les films sur Chanel, sur son monde, ce monde crispé et généreux, restent à faire.

C.G.

\* Voir films en exclusivité.

CHATEAU (Yvelines)  
(Centre artistique Jacques CATTINAT)  
3, place Maurice-Bertrand  
XXIV<sup>e</sup> SALON des BEAUX-ARTS  
15-20 octobre  
es sessions 15 h à 19 h - Sam./Dim.  
10 h à 12 h et de 15 h à 19 h.

GALERIE SAGOT-LE GARREC  
24, rue du Four, Paris 6<sup>e</sup> - 326-43-38  
ASSADOUR  
gravures, aquarelles  
Jusqu'au 10 novembre

Galerie Crespit  
7, rue de Verneuil - 75007 PARIS  
Tél. 260.26.36  
Rafael PENAGOS  
dessins - sculptures  
du 13 octobre au 10 novembre  
Fold-paper - Affiches - Cartes postales

MAISON DU DANEMARK 142, Champs-Élysées. Métro Étoile  
CARL TH. DREYER  
cinéaste danois  
Exposition de documents inédits avec projection vidéo d'extraits de films  
Tous les jours de 12 à 19 heures - Dim. et fêtes de 15 à 19 heures  
JUSQU'AU 7 DÉCEMBRE - Entrée libre

GALERIE MATIGNON  
18, av. Matignon, PARIS-8<sup>e</sup> - 266.60-32  
YVES BRAYER  
œuvres récentes  
18 octobre - 15 décembre



Souples et décontractés, les sacs « Coach bag » sont taillés dans un remarquable cuir américain — c'est un cuir « pleine fleur » qui, à l'usage, se patine et vieillit en beauté.  
Ce sont les sacs les plus connus depuis dix ans aux U.S.A. et déjà reconnus aujourd'hui à Paris.

## Galerie Coach Bag

23 Rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>  
326.29.17

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
36, rue de Richelieu (2<sup>e</sup>) - 261.82.83  
« du marché aux Puces à la Bibliothèque nationale »  
Georges Sirot  
1898-1977  
une collection de photographies anciennes  
tous les jours de 12 h à 19 h  
15 SEPTEMBRE - 10 NOVEMBRE

GALERIE JEAN PEYROLE  
l'Œil Sévigné  
14, rue de Sévigné (4<sup>e</sup>) - 277-74-59  
WOLF  
Peintures  
Jusqu'au 19 novembre  
Tél. 14/19 h - Sam. 10 h 30/12 h 30 et  
14 h/19 h - Fermé dim. et lundi

SALON D'AUTOMNE  
DE CEZANNE A MATISSE  
14 octobre - 7 novembre  
GRAND PALAIS - PARIS

GALERIE ANDRÉ PACITTI  
174, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8<sup>e</sup>) - 263-24-15  
M U H L  
Jusqu'au 19 novembre

POUR LA PREMIÈRE FOIS À PARIS  
PEPPE ET CONCETTA  
BARRA  
NAPOLITAIN  
MISE EN SCÈNE LAMBERTO LAMBERTINI  
THÉÂTRE DE PARIS  
DU 18 OCT. AU 23 OCT.  
Coopération Théâtre de Paris  
CHANSONS, JURONS, PLAISANTERIES DIALECTALES, OBSCÉNITÉS ET TRAVESTISSEMENTS. SEUL OU AVEC SA MÈRE, PEPPE BARRA PEUT TENIR EN HAÏNE SON PUBLIC DEUX HEURES DURANT. IL MESSAGGERO  
ÉVÈNEMENT EXCEPTIONNEL, ÉMULE AUTHENTIQUE DE LA CULTURE NAPOLITAINE. LA REPUBBLICA  
UNE FÊTE DE THÉÂTRE AVEC CES NOUVEAUX D'EDUARDO DE FILIPPO. CORRIERE DELLA SERA  
LOCATION THÉÂTRE 280.09.30 ET FNAC 549.05.28

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THÉÂTRE DU ROND-POINT  
CRÉATION  
LES AFFAIRES  
SONT LES AFFAIRES  
DE OCTAVE MIRBEAU MISE EN SCÈNE PIERRE DUX DÉCOR GEORGES WAKHEVITCH  
COSTUMES YVONNE SASSINOT DE NESLE AVEC LISE DELAMARE ET PIERRE DUX  
EN ALTERNANCE LES 21-22-23-27-28 OCTOBRE  
SAVANNAH BAY  
DE MARGUERITE DURAS MISE EN SCÈNE MARGUERITE DURAS DÉCOR ROBERTO  
PLATE COSTUMES YVES SAINT LAURENT AVEC MADELEINE RENAUD ET BULLE OGIER  
PETIT ROND-POINT  
LES EXILÉS  
DE JAMES JOYCE ADAPTATION FRANÇAISE JEAN-DOMINIQUE DE LA ROCHEFOUCAULD  
MISE EN SCÈNE ANDREAS YOUTSINAS DÉCOR PACE AVEC MICHELE ANIEL PIERRE  
ARDITI SABINE HAUDEPIN MARTHE KELLER PIERRE VANCK  
AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 75008 PARIS LOCATION 256.70.80

256.70.80



ON D'AUTOM  
ANNE A MATISS  
PALAIS - PARIS

U H

BARRA

LES AFFAIRES  
SONT LES AFFAIRES

SAVANNAH BA

LES EXILES

ET DES SPECTACLES

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (rouleau d'essai) ; lundi et mardi, 17 h, galerie contemporaine.

DESSINS TCHOUKES DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE. - Jusqu'au 12 décembre.

LUCAS SAMARAS. Scazz contemporains et animation. Jusqu'au 27 novembre.

JAN SAUDEK. - Salon photos. Jusqu'au 23 octobre.

MECANISMES A BOULES, de Pierre Armand. Atelier des enfants. Sauf dim. et mardi, de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

LES PETITES SEURS D'ALICE. - Bibliothèque des enfants. Place. Jusqu'au 5 décembre.

VIDÉO DANSE. Time live, for Merce Cunningham. Charles Atlas. Jusqu'au 6 novembre.

C.C.I. CRÉER UN PRODUIT. - Jusqu'au 21 novembre.

ACTUALITÉ DOCUMENTAIRE : Né (le) pour mourir. - Jusqu'au 8 novembre.

R.P.I. VISAGES D'ALICE. - Jusqu'au 28 novembre.

VOUS AVEZ DIT RURAL ? - Jusqu'au 9 janvier 1984.

Musées

MURILLO DANS LES MUSÉES FRANÇAIS. Musée de Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche et le mercredi). Jusqu'au 24 octobre.

GUSTAVE DORÉ. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 heures à 17 h 40. (Visite-conférence, le samedi à 14 h 30) Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. (Visite-conférence, le mercredi à 14 h 30). Jusqu'au 6 novembre.

L'ART DES CYCLES, dans la collection Goudard. Grand Palais, entrée Place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 11 F ; le samedi : 8 F (gratuite le 2 décembre). Jusqu'au 9 janvier.

J.W. TURNER, 1775-1851. - Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (voir ci-dessus). Entrée : 15 F ; le samedi : 12 F (gratuite le 15 décembre). Jusqu'au 16 janvier.

SAISON D'AUTOMNE : Naissance du Salon, de Chénier à Matisse. Grand Palais, porte H (329-46-07). Tous les jours de 10 h 30 à 20 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 novembre.

DONATION J.-H. LARTIGUE. Femmes de mon enfance et de mon enfance. - Grand Palais, avenue Winston Churchill (261-54-10). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 janvier 1984.

AUSTRALIE. Re-constructed - vision. - Peintures sur soie. Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-34). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F ; dim. : 4,50 F. Jusqu'au 7 novembre.

LA CIVILISATION ROMAINE de la Mésopotamie à la Saône. Musée du Louvre, 19, rue de Valenciennes (234-22-55). Sauf lundi, de 10 h à 18 h ; mardi jusqu'à 22 h. Entrée : 11 F ; samedi : 8 F. Jusqu'au 30 octobre.

D'UN AUTRE CONTINENT : L'Australie, le rêve et le réel. ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 5 décembre.

LES MYTHES DE NOS NÉPHEUS. Le monde, les enfants, les adolescents 1983-2003. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 31 décembre.

L'EXPO DES EXPOS. Expositions temporaires. Louvre 1983-Paris 1989. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 9 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

LUCIEN-ACHILLE MAUZAN (1883-1975). Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 octobre.

MAURICE BLANCHARD (1903-1969). Peinture de la lutte. Collection du musée d'histoire. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (260-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 janvier.

PHOTOGRAPHES ANCIENNES DE 1839-1977. - Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (261-82-53). De 12 h à 18 h. Jusqu'au 10 novembre.

HOMMAGE À JEAN EFFEL. Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim. et fêtes, de 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 janvier.

POUPÉE JOUET, POUPÉE RE-FLÉT. Musée du Peuple, palais de Chaillot (323-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 janvier.

LYNE ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

CHICAGO. 188 ans d'architecture 1837-1983. Frank Lloyd et Fieles des gratiers. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). Jusqu'au 15 janvier.

Salvatore. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 14, rue Bonaparte (260-34-57). Jusqu'au 15 décembre. - Tenebres. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournay (633-90-36). - Un geste composé. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). Jusqu'au 15 janvier. - L'architecte R. Goldberg. Galerie G. Pall, 57, quai des Grands-Augustins (633-52-45). - L'architecte H. Weiss. Galerie D. Gervin, 14, rue de Grenelle (544-41-90). - L'architecte R. Nord. Galerie D. Roca, 196, boulevard Saint-Germain (222-77-57). - L'architecte M. Skidelsky. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (549-34-28). Jusqu'au 15 novembre.

ANNE ET PATRICK POIRIER : Architecture et mythologie. Chapelle de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. Sauf lundi, de 12 h à 20 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 5 décembre.

LE QUARTIER MONTMARTRE ET LA TOUR. 36 ans de la tour Montmartre. De 10 h à 22 h. Entrée : 19 F. Jusqu'au 15 janvier.

LE PAYSAGE DES OUVRAGES D'ART. - Orangerie de l'Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-52). De 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 octobre.

MUSÉE DES CHEFS-D'ŒUVRE. Centre culturel Walimie-Bruxelles, 127-128, rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 8 janvier 1984.

PAPUNYA, peintures aborigènes de l'ouest de l'Australie. - Ambassade d'Australie, 4, rue Jean-Ray (575-62-00). Jusqu'au 30 octobre.

HOMMAGE À LA MAIN : créations contemporaines de Saida. TORENT RIDEAU, peintures. - Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-42-20). De 12 h à 18 h ; Samedi, dimanche, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre.

PAUL IRIBE, précurseur de l'art déco. Bibliothèque Forney, 1, rue du Fignier (278-14-00). Sauf dim. et jeudi, de 13 h 30 à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre.

TUMULT. Une œuvre, trois photographes. Centre culturel allemand, 31, rue de Combe. Sauf sam. et dim. (sa 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre). Jusqu'au 10 novembre.

ROSEMARIE CASTORO. Sculptures et dessins. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf dim., de 12 h à 19 h ; sam. de 12 h à 17 h. Jusqu'au 19 novembre.

LA CHERIE D'AMÉRIQUE ET LA LIBERTÉ DES MERS. Salon d'automne de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (278-66-72).

COZZOLINO, peintures. BARATA, peintures. VILLANO, sculpture. Galerie Doria, 28, rue La Boétie. Sauf sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 18 novembre.

CYRILLYN NORWID. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon. Sauf sam. et dim., de 9 h à 17 h ; ven. de 9 h à 16 h 30. Jusqu'au 3 novembre.

CARL TH. DREYER. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. De 12 h à 19 h ; dim. de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 7 décembre.

BRANDY, CASANOVA, MARQUEZ. Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic (553-29-58). Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 14 h. Jusqu'au 3 novembre.

HOLLYWOOD AU MARAIS. L'art des photographes postérieurs des stars de Hollywood (1923-1950). Centre culturel du Marais, 20-28, rue des Francs-Bourgeois (272-73-52). De 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 janvier.

CHRISTIAN DIOR ET LE CINÉMA. Cinéma-thèque française, musée du cinéma, Palais de Chaillot (723-55-98). Jusqu'au 4 décembre.

A PIERRE ET MARIE. Une exposition en travaux. - 36, rue d'Ulm. Vendredi, samedi, dimanche, de 11 h à 19 h.

Galerie

YANN DUGAIN, CATHERINE VIOLETTE. - Galerie ABCD, 30, rue de Valenciennes (563-25-42). Jusqu'au 10 novembre.

PEINTURES ET ÉCRITS 1912-1983. - Galerie J. Spies, 4, rue de Ménilmontant (256-64-11). Jusqu'au 15 novembre.

NIGEL HALL. Sculptures. ALAN GREEN, peintures ; PIERRE ALECHINSKY, JIRI KOLAR. - Galerie Victoria, 13, rue de Valenciennes (563-13-18). Jusqu'au 18 novembre.

ARTISTES AU GRAND JOUR RUE DU JOUR. Jusqu'au 5 novembre.

CHRISTIAN PARSONS. Mise en scène de la peinture. Jusqu'au 25 octobre. Galerie N.R.A., 2, rue du Jour (508-19-58).

GUERRIER. Peintures en sous-sol. - ANNE LEBLANC. La sculpture en bronze. Galerie C. Carré, 14, rue Godefroy (354-57-67). Jusqu'au 29 octobre.

GRAPHIC PRODUCTION. Dessins, gravures, sérigraphies. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Bastille (357-42-14). Jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

UNE CHAMBRE À SOI. Photographies, tableaux, sculptures, etc. Le Centre, 171, rue Saint-Jacques. Jusqu'au 30 novembre.

SHANON. Collages récents - TINE. Peintures, terre et palette. Nanc Stern, 25, avenue de Courville (705-06-46). Jusqu'au 5 novembre.

"CRÉATION" ET SES PEINTRES. Galerie B. Schädler, 44, rue des Tournelles (277-96-74). Jusqu'au 10 novembre.

S.O.S. SCULPTURE. Galerie G. Lahin, 2, rue Brémontelle (837-45-81). Jusqu'au 5 décembre.

LYNE ARICK. Galerie J. Brizier, 23-25, rue Guérand (326-85-51). Jusqu'au 26 novembre.

ARMAN. Wall, pièces 1981-1983. - Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (271-20-50). Jusqu'au 10 novembre.

ASSADOUR. Gravures et aquarelles récentes. Galerie Sagot-Le Garrec, 24, rue du Four (326-43-38). Jusqu'au 10 novembre.

NIKLOS BOROK. Peintures à l'eau. - Galerie Clivage, 46, rue de l'Université (266-69-57). Jusqu'au 12 novembre.

MATHIAS BAUDINIÈRE. Dessins. - Atelier M. Aleron, 28, rue des Blancs-Manteaux (272-64-73). Jusqu'au 31 octobre.

MARGUERITE BODET. - Galerie R. A., 7, rue de Valenciennes (236-45-74). Jusqu'au 26 novembre.

BRACQUE. Bijoux. - Cercle Républicain, 5, avenue de l'Opéra (260-60-95). Jusqu'au 13 novembre.

YVES BRAYER. Œuvres récentes. - Galerie Matignon, 18, avenue Matignon (266-60-32). Jusqu'au 15 décembre.

ANTHONY CARO. - Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-39-00). Jusqu'au 29 octobre.

CATHÉLIN. Théâtre "Dieu Hérakl", 8, avenue Yvelin, 8, avenue Yvelin (359-74-66). Jusqu'au 19 novembre.

SANDRO CHIA. - Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumont (272-14-10). Jusqu'au 27 octobre. - Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (274-39-00). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN COCTEAU. - Galerie Proscenium, 35, rue de la Seine (354-92-01). Jusqu'au 3 décembre.

DAVID CONNOR. Travaux sur papier, livres. - Galerie Maximilien Gobel, 2, rue de Poissy (271-60-06). Jusqu'au 10 novembre.

DANIEL CUYEA. Galerie Quinquampois, 13, rue Quinquampois (278-68-48). Jusqu'au 14 novembre.

DADO. Travaux récents. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 13 novembre.

MICHEL DESJARDINS. Voyage en Italie. Librairie de photographie et d'art graphique, 14, rue Saint-Sulpice (634-04-31). Jusqu'au 5 novembre.

FRED DEUX. Photographie extérieure, onze dessins grand format 1982-83. - Galerie Jeanne Sucher, 51, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 29 octobre.

EDOUARD GOREG. Hélios, poèmes, dessins, gravures (1923 à 1965). - Galerie "Illes d'Art", 66, rue Saint-Louis-en-l'Île (326-42-01). Jusqu'au 29 octobre.

LINDA HEILIGER. Light, Space and Color. - Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 5 novembre.

MICHEL HUMAIR. Peintures récentes. - Galerie Bellini, 28 bis, boulevard Sébastopol (278-01-91). Jusqu'au 29 octobre.

JOHN KACERE. - Galerie Jean-Pierre Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 12 novembre.

ELIANE LARUS. Peintures-reliefs. L'Œil de Bani, 51, rue Quinquampois (278-36-66). Jusqu'au 29 octobre.

CHARLES-LOUIS LA SALLE. Gravures. - Galerie James Mayor, 34, rue Mazurine (326-60-34). Jusqu'au 29 octobre.

LE MARÉCHAL. Œuvre grande 1966-1983, aquarelles, peintures, dessins. - Galerie M. Broutin, 31, rue des Berges (577-93-79). Jusqu'au 28 novembre.

PIERRE MARILLY. Love song. - Galerie Georges Laroche, 40, rue Masselin (326-84-35). Jusqu'au 29 octobre.

PASCAL MAHOU. Peinture. Galerie 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 12 novembre.

ANNE MOREAU. Peintures récentes. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 5 novembre.

GARCIA MULET. Galerie Jaquetant, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 12 novembre.

TANIA MOUJRAUD. AS ! Paris. Galerie S. Sautou, 2, impasse des Barbares (236-44-56). Jusqu'au 5 novembre.

DANIEL NADAUD. - Galerie Lucien Dorand, 19, rue Mazurine. Jusqu'au 29 octobre.

PASCHE. - Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques Callot (334-78-41). Jusqu'au 29 octobre.

LE DÉSIN. 27, rue Guérand (633-04-66). Jusqu'au 12 novembre.

FRED PETERIT, 1923-1981. - Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (555-58-27). Jusqu'au 28 octobre.

DANIEL PONTORREAU. - Site art, 10, rue Coquillière (508-59-96). Jusqu'au 28 octobre.

ROBELIN. Galerie P. Lescat, 153, rue Saint-Martin (887-81-71). Jusqu'au 19 novembre.

ROHNER. Tableaux récents. - Galerie François, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 30 janvier.

BOUGEMONT. Découper pour voir. - Galerie du 7, rue Princesse (326-26-97). Jusqu'au 18 novembre.

JOSE LUIS SANCHEZ. Sculptures récentes. - Artcurial, 9, avenue Matignon (256-32-90). Jusqu'au 10 novembre.

ANDRIA SANTARELLI. - Galerie L. François, 15, rue de Seine (326-94-32). Jusqu'au 8 novembre.

SEGARD. Les histoires d'Alphonsine. - Galerie K. Finkler, 25, rue de Tournay (256-18-73). Jusqu'au 19 novembre.

THEROUD. Peintures. - Pastel, - Galerie suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (633-76-58). Jusqu'au 17 décembre.

TAL-COAT. Peintures. - Galerie P. Trippa, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 29 octobre.

M. VANDEN ECKHOUDT. Zoologie. - Galerie M. Vanden Eckhoudt, Delphic, 13, rue de l'Abbaye (326-51-00). Jusqu'au 26 novembre.

GUDRUN VON LEITNER. Collages 1962-1983. - Galerie Sany Kluge, 54, rue de Valenciennes (261-19-07). Jusqu'au 12 novembre.

WOLF VOSTELL. - Galerie Bana, 40, rue Quinquampois (277-38-87). Jusqu'au 29 octobre.

WOLF. Peintures. - L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 19 novembre.

En région parisienne

CERGY-POINTEUSE. Préhistoire de l'agriculture. Du Proche-Orient... à l'Égypte. - Musée de la Préhistoire, 13, rue de l'Abbaye (326-51-00). Jusqu'au 5 novembre.

GENNEVILLIERS. Erra. - Galerie municipale E. Maunet, place Gradiol (794-18-66). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 19 novembre.

MELON. Hommage à Jack Chastria. - Musée La Vicomte, 5, rue du Franc-Murier (194-19-91). De 22 octobre au 13 novembre.

MONTGERON. A. Rezaïski. Musée de l'art russe contemporain, club des Moulins de Seins. Sauf dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 décembre.

LES MUREAUX. Jean Cocteau en Yvelines. Centre de formation E.D.F.-G.D.F. 17, rue Albert Thomas.

PONTOISE. Le retable de Neocourt et l'icône de Saint-Quentin. - Musée Taver-Delaunoy, 4, rue Lescarpier (031-93-00). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 novembre.

Épaves-Antiques. Doreux. 1868-1983. - Musée de la Préhistoire, 13, rue de l'Abbaye (326-51-00). Sauf dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

VILLEPARIS. 18 poèmes, 10 peintures. - Centre culturel Jean-François, place de Fleury (427-94-99). Mercredi, dim., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 novembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. - Karen Hasson : traces d'ombre. - Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 15 novembre.

BOULOGNE. Cartes artistiques de l'Amérique latine. - Musée du 30 octobre - Boite à l'Épave. - Claude Courtenay. - Jusqu'au 13 novembre. Musée de la culture, place L. Goulet (91-83-36).

ANGERS. Dix ans de l'Inde du Sud dans l'imagerie populaire. - Musée des Beaux-Arts, 10, rue du Musée (84-44-55). - Musée Picot, 32 bis, rue Lescarpier. Jusqu'au 4 décembre. - Georges Oudet. Rétrospective. Palais des Congrès. Jusqu'au 27 novembre.

ANRAS. La bataille d'Anrès. Centre culturel Norvik, 9, rue des Capucins (21-30-12). Jusqu'au 11 décembre.

BOURG-EN-BRESSE. L'Auton religieux et les œuvres du XIX<sup>e</sup> siècle. - Fieud de Brou (22-32-31). Jusqu'au 6 novembre.

CAEN. Douala, 1923-1983. - Chapelle Saint-Georges. Jusqu'au 19 octobre.

CERET. Manolo. Dessins, peintures, sculptures. Musée d'art moderne, rue Joseph Parayre (87-27-161). Octobre.

CHAGNY. Olivier Mousset. Au fond de la cour à droite, 6, rue de Boune (87-27-82). Jusqu'au 5 novembre.

CHALON-SUR-SAÔNE. Balloquet. Tensions chorégraphiques. - Musée Douai (48-01-70). Jusqu'au 15 décembre.

CHATELAIN-PATRICK PLOM. Jusqu'au 30 octobre. - Jochen Gortz. Jusqu'au 27 novembre. Maison de la culture (48-48-92).

DICY (Yonne). Art hors-normes. La Fibulière (63-64-21). Jusqu'au 12 novembre.

GRAVELINES. Félix Vallotton : tout l'œuvre gravé et quelques dessins préparatoires. Centre artistiques, quatre techniques, quatre sessions. Musée du dessin et de l'estampe (23-08-13). Jusqu'au 28 novembre.

LYON. Michel Simon dans le cinéma français. Institut Lumière, rue du Premier-Film (800-86-88). Jusqu'au 6 novembre.

Pierre Vaux, 1961-1983. - Ateliers du 23, place des Terreaux (839-23-67). Jusqu'au 5 novembre. - L'Art nous presse. - ELAC. Centre d'échanges de Perreux, avenue 4 (845-27-39). Jusqu'au 28 novembre.

LE MANS. Art populaire de Kirghizie. Collège Saint-Pierre-la-Cour. Jusqu'au 25 novembre.

MONTPELLIER. Image/objet. - Foyer de l'Opéra. Jusqu'au 3 novembre.

NICE. Chaperon. Photographies 1924-1972. - CARL Villa Arson, 20, avenue S. Liéger (31-30-00). Jusqu'au 20 novembre.

POTTERS. Galleries Nue. - Musée Salviat, rue Saint-Simplice (41-07-53). Jusqu'au 19 décembre.

RENNES. R. Buet-A. Catherine. Collections de photographies. - Musée de Beaulieu, 26, rue d'Emile-Zola (30-83-67). Jusqu'au 31 janvier.

ROANNE. Serge Charbonneau. - Musée J. Déchelette, rue A. France (71-47-41). Jusqu'au 20 novembre.

ROUEN. Les rues de l'histoire : œuvres de la donation Bader. - Musée des Beaux-Arts, 26 bis, rue Thiers (71-28-40). Jusqu'au 30 octobre. - Hans Béchthofen. Centre d'art contemporain. Jusqu'au 10 novembre.

SAINT-AMAND-LES-EAUX. Joëlle. Chronologie-sculptures 1959-1983. Musée, Grand-Place (48-67-09). Jusqu'au 27 novembre.

SAINT-ÉTIENNE. Nicky Riet. Dictionnaire de la culture. Jusqu'au 15 décembre.

SAINT-PAUL-DE-VEENCE. Max Ernst. - Fondation Margit (32-61-63). Jusqu'au 30 octobre.

STRASBOURG. Willi Baumeister, 1889-



**TOMBEAUX DE POUPES**  
De Jean-Bernard Moraly. Spectacle-exposition  
réalisé par Karen Abdelkader et Pierre Altrouf  
**Grand Foyer** Création  
Du 26 octobre au 19 novembre à 20 h 30.  
Relâche dimanche et lundi. 727 81 15

\*\*\*\*\*  
THEATRE DE LA COMMUNE  
AUBERVILLIERS  
\*\*\*\*\*  
EMMANUELE RIVA, NELLY BORGEAUD  
dans "EMILIE ne sera plus jamais cueillie"  
par l'arémone de MICHEL GARRAN  
mise en scène GABRIEL GARRAN  
du 5 octobre au 20 novembre  
833.16.18  
\*\*\*\*\*

UGC CHAMPS-ELYSEES - UGC BOULEVARD - UGC ODEON - UGC MONTMARTRE  
UGC CONVENTION - CINE BEAUBOURG LES HALLES - Clichy Pathe  
UGC GARE DE LYON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE  
ARTEL Nogent - ARTEL Clichy - ARTEL Rosny - BUXY Val d'Yverres - C21 Versailles  
C21 St-Germain - FRANCAIS Enghien - CLUB Colombes - 9 DEFENSE-4 TEMPS

Une réussite à tous les niveaux V.S.D.

NICOLE GARCIA - MARIE-CHRISTINE BARRAULT  
**Les mots pour le dire**  
MARIE CARDINAL  
JOSE PINHEIRO  
SUSO CECCHI DAMICO - MARIE-CHRISTINE BARRAULT - MARIE CARDINAL - JOSE PINHEIRO  
DANIEL MESGUICH - JEAN-LUC BOUTTE - CLAUDE RICH  
ACTUELLEMENT  
"Y'EN A MARR...EZ VOUS ?"  
Mise en scène : JACQUES ARDOUIN  
avec A. CLAIR, V. REBIBO, G. CLAIR  
"Il s'agit de 16 personnages, de l'humour, de la satire, du chant.  
Une revue de glorieux drôles et brillants - déesse d'aujourd'hui."  
THEATRE A. BOURVIL, 13, rue des Boulets - 75010 PARIS  
Tél. 373-47-94

theâtre 13  
24, rue David, Paris 13<sup>e</sup> - 558-16-30  
Cie JEAN BOIS  
en alternance :  
LA FEMME INDOLENTE  
L'EMOI D'AMOUR

après Grenoble, Avignon... Paris  
le spectacle qui a le plus divisé  
le public et...  
la critique

j'ai rarement lu texte plus profondément, plus naturellement hanté  
que celui-ci, plus essentiellement théâtral, plus naturel et plus beau.

LE FIGARO Michel Nourissary

monument de littérature prétentieuse, jargonante, nulle et creuse.

LE QUOTIDIEN DE PARIS Dominique Jamet

eh bien c'est gagné... un auteur a été trouvé. Avignon, maintenant peut  
danser.

LE MATIN DE PARIS Gilles Costaz

le pari stupide de Lavaudant... Bailly ne connaît pas l'écriture dramatique.

LE PARISIEN LIBRE José Barthomeuf

a lui seul ce spectacle justifiait le festival.

LE MONDE Colette Godard

la lumière de cet ouvrage nous parviendra peut-être dans des millions  
d'années...

FRANCE-SOIR François Chalais

une cérémonie somptueuse... des images éblouissantes, toniques,  
comme un chant profond.

LA CROIX Jeanine Baron

les comédiens, fragiles et violents, se battent comme lions. Courez  
les voir, leur bataille est admirable.

TELERAMA Fabienne Pascaud

**LES CEPHEIDES**  
de Jean-Christophe Bailly  
mise en scène Georges Lavaudant  
5 dernières représentations au Théâtre de la Ville  
jusqu'au 22 octobre

# THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

## LES SPECTACLES NOUVEAUX

SARAH OU LE CRI DE LA LAN-  
COUSTE - Centre (874-42-52), les  
19, 20, 21 à 20 h 30, sam., dim.,  
14 h 30.  
LES EXILES - Petit-Rond-Point  
(256-70-80), 21 h (19).  
LA NUIT DU 16 JANVIER - Tris-  
tana Bernard (522-08-40), 21 h (19).  
sam., dim. 15 h.  
LA CONFESSION IMPUDIQUE -  
Congo-Pontoon, Théâtre des Arts  
(030-33-33), le 19 à 18 h 30, les 20,  
21, 22 à 21 h.  
MOI NAMUSE PAS MOI - Sar-  
trouville, Théâtre (914-23-77), les  
21, 22 à 21 h.  
GOLIATH - Ergasy sur Oise, Thé-  
âtre de l'Union (032-79-00), les 21, 22  
à 21 h.  
LES SECONDES SURPRISES DE  
L'AMOUR - Palisade (320-  
00-00), 20 h 30 (25).

## HORS PARIS

BETHUNE - Broche-Kabaret, par le  
Centre dramatique du Nord-  
Pas-de-Calais (21) 01-52-39,  
jusqu'au 29.  
BRUXELLES - Groupes, Phase II,  
par l'Ensemble Théâtre (19)  
322-513-73-40 à partir du 19.  
DIEPPE - Blaise, par la Pie Rouge  
(35) 98-49-35 au CAC Jean-Renoir  
du 21 au 26.

## Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50) (D, L), les 19, 22,  
23 à 19 h 30; les 20, 21 à 19 h 30;  
Madame Butterfly.  
SAINT-FAVART (296-06-11) : le 20, à  
20 h; Concerto pour piano; les 21, 24 à  
19 h 30; Vive Offenbach.  
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20).  
Les 19, à 14 h 30 et 22 à 20 h 30;  
l'Avare; les 20, 21, 24 à 20 h 30 et  
23 à 14 h 30; Victor ou les enfants au  
pouvoir; les 23, 25 à 20 h 30; les Es-  
tivants.  
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer,  
les 19 à 14 h 30, 22 à 15 h; Les voyages  
de Gulliver (Marionettes); - Grand  
Théâtre (L, M, J), les 19, 20, 21, 22 à  
18 h 30, 23 à 16 h; Hamlet (dernière).  
TEP (797-96-06) (L), Cinéma, à 20 h le  
19; Union Maïde/Austerlitz; le 20 :  
Prix de beauté/la Nuit de Varennes; le

## Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) (D, soir, L),  
20 h 30, dim. 17 h; L'Amour en visite;  
(D, soir), 18 h 30; Comédiens cherchent  
public pour mourir d'amour et plus si di-  
ficile.  
ANTOINE (208-77-71) (L), 20 h 30,  
dim. 15 h 30; Coup de soleil.  
ARC (723-61-27), les 20, 22 à 20 h 30; Le  
Moulin.  
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), le 19 à  
21 h, le 22 à 18 h 45, le 23 à 15 h; le  
Chandeller; le Plaisir de rompre; le 24 à  
21 h, le 25 à 15 h et 21 h; le Misan-  
thrope; le 26 à 21 h; la Vie unanime; le  
21 à 18 h 30; la Vie ordinaire; le 22 à  
20 h 30; Mot.  
ASTELLE-THÉATRE (238-35-53), mer.,  
mar., 20 h 30; Les Bonnes; jeu, ven.,  
sam., 20 h 30, dim., 16 h; le Malentendu.  
ATELIER (646-49-74) (D, soir, L), 21 h,  
dim. 15 h; Cocotte-Marie.  
ATHÉNÉE (742-67-27), mer., mar., 19 h,  
jeu., ven., 21 h, sam., 16 h; le Pélée;  
mer., jeu., mar., 18 h 30, ven., sam.,  
20 h 30; Cadeau.  
BASTILLE (357-42-14) (D, soir, L),  
21 h, dim. 15 h; le Gardien de tombes  
(dern. le 22); (D, soir, L), 19 h 30, dim.  
17 h; l'Autre côté de la Lune; Ali Lilián  
Gib.  
BOUFFES - PARISIENS (296-60-24)  
(D, L), 21 h; les Trois Femmes.  
CALVISO (227-25-95) (D, soir, L),  
20 h 30, dim. 14 h; Les Deux filles de  
Pedro Nef-de-Boul.  
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-  
48-65), mer., jeu., ven., 20 h 30; Zed Zed  
Zod; laquie.  
CARTOUCHERIE, Epée de Bois (808-  
39-74) (D, soir, L), 20 h 30, dim. 16 h;  
la Mésine de Bernard Albi; Tassepée  
(238-36-56) (D, soir, L), 20 h 30, dim.  
15 h 30; Victor Land, Th. de Soleil (374-  
24-08) le 22 à 18 h 30; la Nuit des rois.  
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69)  
Grand Théâtre (D, L, M, J), 20 h 30;  
la Parodie; le Revenant (D, L), 20 h 30;  
Domage qu'elle n'est pas punie; Gele-  
rie (D, L, M, J), 20 h 30;  
COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41)  
(mer., D, soir, L), 21 h; 15 h 30; Ri-  
viers dormir à l'Épée.  
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(723-37-21) (D, soir, L), 20 h 45, sam.  
18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30; Chacun  
à sa mort.  
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22)  
(D, L), 20 h 30; la Manie de la villégi-  
ture.  
CONSTANCE (238-97-62), mer., jeu.,  
mar., 20 h 30; Apprendre Arthur, ou  
les Mystères de la Table ronde (dern. le  
21); ven., sam., 20 h 45, dim. 17 h; l'His-  
toire merveilleuse d'un gagnant du Loto  
dont la fincise se voit accidentellement le  
rendement du tirage.  
DAUNOU (261-68-14) (mer., D, soir, L),  
21 h; dim. 15 h 30; la Chénit.  
DECHARGEURS (236-00-02) (D, L),  
20 h 30; l'Écho du silence; 22 h; Va ma  
Tonne quelle belle nuit.  
ELDORADO (208-23-50) (D, soir, L),  
20 h 45, dim. 16 h; le Don Juan de la  
Creme.  
EDOUARD-VII (742-57-49) (D, soir, L),  
21 h, dim. 15 h 30; Mademoiselle Julie.  
ESCALIER D'OR (523-15-10) (D, soir, L),  
21 h, dim. 17 h; Louise-Mur.  
ESPACE-GAITE (327-13-54) (D, soir, L),  
20 h 15; dim., 15 h 30; la  
Bonne Femme aux camélias; (D, soir, L),  
21 h 30; dim., 17 h; Toutes à l'hor.  
ESPACE-MARAS (594-09-31) (D, L),  
20 h 30; Transpress Hôtel.  
ESSAION (278-46-42) (D, L), 19 h; Pas  
moi; 21 h; Agatha (dern. le 22).  
FONDATION DEUTSCH DE LA  
MERITHE (340-36-35) (D, L, M, J),  
21 h; Réalité d'une passion amoureuse.  
FONTAINE (874-74-40) (D, soir, L),  
20 h 15, sam. 18 h, dim. 17 h; Vies les  
femmes.  
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18)  
(D, soir, L), 20 h 15, dim. 16 h; Com-  
ment devenir une mère juive en dix le-  
çons.  
GALERIE-45 (326-43-51) (D, L), 21 h;  
Public Eyes - Private Ears.  
HUCHETTE (326-38-99) (D) 19 h 30;  
la Cantatrice chauve; 20 h 30; la Leçon  
Abracadabracale; 22 h 45; Cabaret  
Dada.

## LA BRUYÈRE (874-76-99) (D, soir, L), 21 h, dim. 15 h; Mort accidentelle d'un amateur.

LIÈRE - THÉÂTRE (586-55-83)  
(D, soir, L, M, J), 20 h 30, dim. 17 h; la  
Colonne pénitentielle.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D, L),  
18 h 30; Calamita ou le supplice de Pi-  
sare; 20 h 30; l'Estomac; 22 h 30;  
Bobby Lapointe; IL 18 h 30; Fabrics de  
la Fontaine; 20 h 15; Six heures au plus  
tard; 22 h 30; Visages de Cocotte; Po-  
tes saïes, 18 h 30; la Putain littéraire;  
19 h 45; Monarcement vère; 22 h 15;  
Baudelaire du mal.

LYCEE BUFFON (307-85-80) (D, L),  
20 h 30; Shakespeare au lycée.

LYCEE TECHNIQUE, 233, bd Raspail  
(307-85-80) (D, L), 20 h 30; les Atten-  
tions particulières.

LVS MONTMARTRE (327-88-61),  
20 h 30; Vaudrill, jour de liberté (dern.  
le 20).

MARAS (278-03-53) (D, L), 20 h 30; Le  
roi se meurt.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74)  
(D, L), 21 h, sam. 19 h et 22 h; les Salles  
Muses.

MICHEL (265-35-02) (D, soir, L),  
21 h 15, sam. 21 h 30, dim. 15 h 30;  
On dînait au lit.

MICHOÏÈRE (742-95-22) (D, soir, L),  
20 h 30, sam. 15 h et 18 h 30; le Vain  
voyageur.

MOGADOR (285-45-30) (D, soir, L),  
20 h 30, sam. 16 h 30 et 21 h, dim.  
16 h 30; Cyrano de Bergerac.

MONTMARTRE (320-89-00) (D, soir, L),  
19 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h;  
Marguerite et les autres; Petite Saïe  
(D, soir, L), 21 h 15; dim. 16 h; l'As-  
tronome.

NOUVEAUTES (770-52-76) (D, L, M, J),  
20 h 30; sam. 18 h 45 et 21 h 45, dim.  
15 h 30; l'Enfance.

ŒUVRE (874-42-52) lun. mar. 20 h 30,  
sam. 19 h 30; dim. 17 h; l'Extravagant  
Monsieur Willy.

PALAIS-ROYAL (297-59-41) (D, soir, L),  
20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h, dim.  
15 h 30; la Fille sur la banquette arrière;  
Rue des Femmes, le 24 à 20 h 30, le 25 à  
14 h 30; Prosper Mérimée.

PALAIS DES SPORTS (828-40-90)  
(mer., soir, D, soir, L), 20 h 30; mer.,  
sam. 15 h, dim. 14 h 30 et 18 h 15; Un  
jeune nommé Jésus.

POCÉE-MONTMARTRE (548-  
92-97) (D, L), 20 h 15; la Dernière  
Bande; 21 h 15; Restaurant de nuit.

PORT-SAINT-MARTIN (607-37-53)  
(D, soir, L), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h;  
K2.

POTINÈRE (261-44-16) (D, soir, L),  
20 h 45, dim. 15 h 30; le Signe Fagotto.

RENAISSANCE (208-18-50) (L, D, L),  
21 h, dim. 15 h; Théâtre de Bo-  
reau.

SAINT-GEORGES (747-47-37) (D, L),  
20 h 45, dim. 15 h; Ma vedette amé-  
ricaine.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
(723-35-10) (D, soir, L), 20 h 45, sam.  
19 h 30 et 22 h, dim. 15 h 30; Cami.

STUDIO FORTUNE, le 20 à 21 h; Dans  
un siècle ou deux.

TAI TH, DESSAI (727-10-79) L'Écu-  
ver, sam. 20 h 30, dim. 15 h; l'Arrière;  
lun. mar. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h;  
l'Ennemi des jours; IL, jeu., ven., sam.,  
20 h 30, dim. 15 h; Fado et Lys; mer.,  
lun. mar. 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h;  
Jus élos.

THÉÂTRE DE L'ALLIANCE (544-  
50-40), le 24 à 20 h 30; Récitals poé-  
tiques.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02) (D, L),  
20 h 15; les Babes caïres; 22 h + sam.  
21 h 15; Nous, on fait où nous tire de  
l'air.

TEMPLEURS (278-91-15) (D, soir, L, M, J),  
20 h 30, dim. 18 h 30; Cinquante-  
neuf minutes d'attente.

THÉÂTRE A-BOURVIL (373-47-84)  
(D, L), 21 h; les Dames de fer; 22 h; Y'en  
a mort... et vous ?

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-  
07-48) (D, L), mer., ven., lun. 18 h 30;  
le Grand Écart; jeu., sam., mar. à la re-  
contre de M. Proust; 20 h 30; l'Orche-  
stre; 21 h 30; Arrière de rien, ça va sa-  
uter; 22 h 30; le Propriétaire.

THÉÂTRE DE MÉNEMONTREUIL  
(636-97-67), jeu., ven., 20 h 30, sam.,  
dim. 15 h; Zacharie.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93) (D, L, M, J),  
20 h 30; le Revenant (D, L), 20 h 30;  
Domage qu'elle n'est pas punie; Gele-  
rie (D, L, M, J), 20 h 30;  
THÉÂTRE DE LA PLAINE (842-32-25),  
(dim. soir, L, M, J), 20 h 30, dim. 17 h;  
le Dîner bourgeois.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-  
70-80), les 19, 20, 23 à 20 h 30; les Af-  
faires sont les affaires; les 21, 22 à  
20 h 30, le 23 à 15 h; Savannah Bay.

THÉÂTRE 13 (588-16-30) (D, L, M, J),  
21 h, dim. 15 h; l'Émoi d'amour.

THÉÂTRE 14 (545-49-77) (D, L),  
20 h 30; Goodbye paradis ennuie.

THÉÂTRE 18 (226-47-47) (D, L, M, J),  
22 h, dim. 18 h; Bruit de peau.

TOURTOUR (887-82-48) (D, L, M, J),  
20 h 30, dim. 15 h; Le soleil n'est plus  
aussi chaud qu'avant; (D, L, M, J),  
22 h, dim. 18 h; le Bol Indiférent,  
l'Amour toujours.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40) (D, L),  
18 h 30; les Mous.

UNION (246-20-83) (D, L), 20 h 30, jours  
pairs; le Chant glorieux; jours impairs;  
l'An 2000 n'aura pas lieu.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D, L, M, J),  
20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 15, dim.  
15 h 30; l'Étriquette.

## Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (266-29-45) (D, L), 20 h 30;  
Tobu-Bahut; 22 h; le Président.

BLANCS-MANTEAUX (587-15-84) (D, L),  
1 : 20 h 15; Avenit = MC2;  
21 h 30; les Démones Lektor; 22 h 30;  
les Sacrés Moutons; IL 20 h 15; les  
Cafés; (D, L), 22 h 30; Foulies.

BEAUBOURG (272-08-51) (D, L),  
19 h 30; la Spécialité.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D, L),  
20 h 15; Chant d'épandage;  
22 h 15; l'Avant du pavillon 4.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (L, L),  
20 h 15+sam., 23 h 30; Tiers, voilà deux  
houdins; 21 h 30; Mangoues  
d'hommes; 22 h 30; l'Amour c'est  
comme un bateau blanc; IL 20 h 15;  
Dien m'importe; 21 h 30; le Chronoscope  
châtouilleux; 22 h 30; Fais voir ton Ce-  
pide.

L'ÉCUME (542-71-16) (D, L, M, J),  
20 h 30; l'Écume ou not l'écume; (D, L, M, J),  
22 h; W. Wuir, B. Starks,  
S. Martini.

## LES LUCIOLES (526-51-64) (L, L), 20 h; Romain-photo pour boudoir en adf.

LE PETIT CASINO (278-36-50) (D, L),  
21 h; le Vieux d'ère plaignant;  
22 h 15; Attention belles-mères zo-  
chames.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D, L),  
20 h 15; Tranches de vie; 21 h 30; le  
Ticton.

RESTOSHOW (508-00-81) (D, L),  
20 h 30; Hubert Fouché; 21 h; G. Dahan.

SENTER DES HALLES (236-37-27)  
(D, L), 20 h 15; On est pas des pi-  
geons; 22 h; Vous descendez à la pro-  
chine ?

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-  
21-93) (D, L), 20 h 30; Un pica, c'est  
un pica; 22 h; les Boudoirs.

LE TINTAMARRE (887-33-82) (D, L),  
20 h 15, sam. 24 h; Phidre; 21 h 30;  
Apocalypse Na.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D, L),  
20 h 30; P. Mierze; 20 h 30; Chez Paul-  
que.

## Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-  
44-55), 21 h, dim. 15 h 30; On perd les  
pécules.

DEUX ANES (606-10-26) (mer.), 21 h,  
dim. 15 h 30; l'Empi et les os.

## En région parisienne

ASNIÈRES, C.C.A. (733-49-36), le 25 à  
20 h 45; S. Joly.

AUBERVILLIERS, Théâtre de la Com-  
mune, (D, L, M, J), 20 h 30; le 23 à 16 h;  
le 17 h; Enlité ne sera plus jamais  
cueillie par l'arémone.

BOULOGNE-BELLANCOURT, T.B.B.  
(603-60-44) (D, L, M, J), 20 h 30, dim.  
15 h; l'Arrière.

CACHAN, C.C.C. (665-66-12), le 20 à  
20 h 45; l'Arrière d'ère Comtant.

CHELLES, C.A.C. (421-20-36), le 20 à  
20 h 45; le 22 à 18 h 30, le 23 à 16 h;  
le Pés Mardis.

CLAMART, C.C. J. App. (645-11-87), le  
19 à 20 h 30; Chén. Voir aussi Festival  
de l'Ille-de-France.

CHOISY, Théâtre P. Ethend (890-89-79),  
le 22 à 21 h; M. Hermant.

LA COURNEVILLE, C.C. J. Houdement  
(838-92-60), le 22 à 20 h 30; Orchestre  
de chambre des virtuoses français.

CRETEIL, Maisons des Arts A. Malraux  
(895-94-50), le 20 à 14 h 15, le 21, 22 à  
20 h 30; Mémora N et maman F; le 23 à  
16 h; Kaven.

ELANCOURT, A.P.A.S.C. (050-13-75),  
le 22 à 21 h; A. Souchon.

ENGHIEN, salle Camille, le 22 à 21 h; le  
Ciel est par-dessus le toit; le 23 à 16 h;  
l'Arrière.

FRANCOVILLE, Ch. H. Langlois  
(412-54-96), le 25 à 21 h; Grenouille de  
Brabant.

GARCHES, C.C. (741-39-32), le 20 à  
20 h 30; M. Wignacourt; le 21 à  
20 h 30; G. Allmég; le 22 à 20 h 30;  
Ph. Delattre, H. Tetter, F. Couturier,  
Ch. Lété; le 23 à 15 h; H. Des.

GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30),  
le 22 à 21 h; l'Arrière.

JENNES (799-55-47), le 21 à 21 h; P. Wo-  
guin.



### Les concerts

*Jazz, pop, rock, folk*

### *Le music-hall*

**ET YSEE-MONTM**

MASTROLANNI / PICCOLI

*La nouvelle bande des quatre !*

Marcello / Michel / Anouk / Gérard  
MASTROIANNI / PICCOLI / AIMEE / KLEIN

# LE GENERAL DE L'ARMÉE MORTE

un film de Luciano Tovoli



En version originale 70 mm ☒ (COLUMBETHEATRE) MARIGNAN PATHE - GEORGE V  
En version française 70 mm ☒ (COLUMBETHEATRE) MARIGNAN PATHE - GEORGE V  
En version française 70 mm son stéréophonique ☒ GRAND DEUX PATHE - WEPLER PATHE  
En version originale ☒ (COLUMBETHEATRE) UGC DITON - 3 MURAT  
En version française ☒ (COLUMBETHEATRE) GAUMONT RELIUT - MIRAMAR Eaux glacées - GAUMONT CONVENTION  
PARAMOUNT MAILLOT - FAUVETTE En version originale GAUMONT HALLES - QUINTEITE PATHE  
En version française UGC ROTONDE - PARAMOUNT BASTILLE  
PARAMOUNT GALAXIE - GAUMONT GAMBETTA - UGC OPERA - GAUMONT SUD

# LA GUERRE DES ÉTOILES LE RETOUR DU JEDI

[illegible]

VERSAILLES Cyrano • ENGHEN François ☒ (OLYMP STAFF) • ASNIÈRES Tricycle • DÉFENSE 4 Temps  
BOULOGNE Gaumont Ouest ☒ (OLYMP STAFF) • ROSNY Arlet • CHAMPIGNY Multinac Pathé ☒ (OLYMP STAFF)  
VILLENEUVE Arlet • MONTREUIL Maltes • PANTIN Carrefour ☒ (OLYMP STAFF) • THIAIS Belle Epine ☒ (OLYMP STAFF)  
EVRY Gaumont • VELIZY 2 • AULNAY Parinar • LE BOURGET Aviatric • SARCELLES Flanck  
3 VINCENNES - LA VARENNE Paramount • COLOMBES Club • RUEIL Arlet • ST-GERMAIN Clixo ☒ (OLYMP STAFF)  
POISSY Rex • CORBEIL Arlet • CERGY Pontoise ARGENTEUIL Gaumont 20 ans plus ardechois.com

V.O. : GAUMONT AMBASSADE - BONAPARTE - FORUM HALLES  
V.F. : FAUVETTE - IMAGES - LUMIERE - PARAMOUNT MONTPARNASSE - NATION

Un petit bijou de justesse et de charme.  
Tout est inattendu et frais dans ce film. **L'EXPRESS**

Le film atteint une vérité particulière, qui rend universelle  
les valeurs humaines... **JEUNE CINÉMA**

ROBERT DUVALL TESS HARPER

# Tender Mercies

un film de  
**BRUCE  
BERESFORD**

OLIVIER  
CARNE  
1983

EUROGRAPH

V.O. : GAUMONT COLISÉE - ÉLYSÉE LINCOLN - LES PARNASSIENS - GAUMONT HALLES  
ST-GERMAIN STUDIO • V.F. : ST-LAZARE PASQUIER - IMPÉRIAL PATHÉ - GAUMONT CONVENTION  
TRICYCLE Asnières - JACQUES PRÉVERT Épinay-sur-Seine

**Hanna Schygulla** un film de **Angela Winkler**  
**Margarethe Von Trotta**

## L'amitié au féminin trouble les hommes







الشرق الأوسط

ET DES SPECTACLES

CINEMA

Lyon, 12 (343-01-59) : U.G.C. Gobelin, 13 (336-22-44) : Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) : Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) : Paramount Ordre, 14 (540-45-81) : U.G.C. Convention, 15 (828-20-44) : Muret, 16 (651-99-75) : Paramount Maillo, 17 (758-24-24) : Paramount Montmartre, 18 (606-14-22) : Secrétan, 19 (241-77-99) : Pathé Clichy, 19 (522-46-01).

SUPERMAN III (A. v.f.) : Richelieu, 2 (233-56-70) (H. sp.) : Gaumont Convention, 19 (828-42-27) (H. sp.).

TONNERRE DE FEU (A. v.f.) : Apollon, 2 (233-54-33) : Gaîté Rochecouart, 9 (878-81-77).

TOOTSIE (A. v.f.) : Opéra Night, 2 (261-30-32).

LA TRAVIATA (L. v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-32).

LES TROIS COURENNES DU MATELOT (Fr.) : 14-Juillet Racine, 6 (326-10-68) : 14-Juillet Racine, 6 (326-10-68) : 14-Juillet Racine, 11 (327-90-81) : Olympia Europe, 14 (343-35-38).

LA ULTIMA CENA (Cub. v.o.) : Dufort (H. sp.), 14 (321-41-01).

UNDERGROUND USA (A. v.o.) : Action Christian, 9 (325-47-44).

UNE PIERRE DANS LA BOUCHE (Fr.) : Berlitz, 2 (740-60-33).

VICTOR, VICTORIA (A. v.o.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : 7 Art Beauchamp, 4 (278-34-15) : Sainte-Félicité, 6 (633-79-38) : Marignan, 9 (359-92-82) : Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) : Ciné 15, 18 (254-15-12).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Forum Oriental Express, 14 (234-23-30) : U.G.C. Odéon, 6 (323-71-08) : Bistrot, 6 (723-69-23) : Marignan, 9 (359-92-82) : U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) : U.G.C. Carré de Lyon, 12 (343-01-59) : Favette, 13 (331-60-74) : Muret, 16 (559-32-43) : Montparnasse, 14 (327-52-37) : Pathé Clichy, 19 (522-46-01).

ZELIG (A.) : Forum, 14 (297-53-74) : Morine Hall, 14 (268-43-09) : Paramount Marignan, 9 (359-92-82) : Studio Alpha, 9 (354-39-47) : Studio de la

LES FILMS NOUVEAUX

L'AMIE, film allemand de Margarete von Trotta, v.o. : Gaumont-Hall, 14 (297-49-70) : St-Germain Studio, 9 (633-63-20) : Elysée-Lincoln, 8 (359-36-14) : Colisée, 8 (359-29-46) : Paradiisus, 14 (325-83-11) : v.f. : Impérial, 2 (742-72-52) : St-Lazare-Pathé, 9 (387-35-13) : Gaumont-Convention, 19 (828-42-27).

ASSIA, film inédit de Issaï Halitz, v.o. : Cosmos, 6 (544-28-80).

L'ERMITTE, film soviétique de Roman Balajan, v.o. : Cosmos, 6 (544-28-80).

LE GÉNÉRAL DE L'ARMÉE MORTÉ, film franco-italien de Luciano Tovoli : Rex, 2 (236-83-93) : Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36) : U.G.C.-Debut, 6 (329-42-62) : Biarritz, 8 (723-69-23) : U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) : 14-Juillet-Racine, 11 (327-90-81) : Muret, 16 (559-32-43) : Paradiisus, 14 (325-83-11) : 14-Juillet-Beaubourg, 15 (575-79-79) : Images, 18 (522-47-94).

RACKET (v.o.) : film américain de John Mackenzie, v.o. : Forum Oriental-Express, 14 (233-63-65) : Quintette, 5 (633-79-38) : Elysée-Lincoln, 8 (359-36-14) : Paramount-Odeon, 6 (325-92-82) : Paradiisus, 9 (329-83-11) : Convention St-Charles, 19 (579-30-00) : v.f. : Impérial, 2 (742-72-52).

LE RETOUR DU JEDI, film américain de John M. Barry, v.o. : Gaumont-Hall, 14 (297-49-70) : Quintette, 5 (633-79-38) : U.G.C. Danon, 6 (329-42-62) : George-V, 8 (562-41-46) : Marignan, 9 (359-92-82) : Paramount-Mercure, 9 (562-45-76) : Muret, 16 (651-99-75) : v.f. : Grand Rex, 2 (236-83-93) : Berlitz, 2 (742-72-52) : L.G.C.-Opéra, 2 (361-30-32) : L.G.C.-Rotonde, 6 (633-08-22) : Français, 9 (770-33-88) : Paramount-Basile, 12 (343-79-17) : Favette, 13 (331-60-74) : Paramount-Galaxie, 13 (580-18-03) : Miramar, 14 (320-89-52) : Gaumont-Sad, 14 (327-90-81) : Gaumont-Convention, 19 (828-42-27) : Paramount-Maillo, 17 (758-24-24) : Wopler, 18 (522-46-01) : Gaumont-Gambetta, 20 (626-10-06).

TENDER MERCIES, film américain de Bruce Beresford, v.o. : Forum Oriental-Express, 14 (233-63-65) : Bonaparte, 6 (326-12-12) : Ambassade, 9 (559-10-08) : v.f. : Lumière, 9 (246-49-07) : Nation, 12 (343-04-67) : Favette, 13 (331-60-74) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) : Images, 18 (522-47-94).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

201-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

V.O. : ÉLYSÉE LINCOLN - 7 PARNASSIENS - IMPÉRIAL PATHÉ

QUINTETTE PATHÉ - FORUM HALLES - PARAMOUNT ODEON

CONVENTION ST-CHARLES



DU SANG SUR LA TAMISE

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

La bande FM parisienne

Le président du Sénat persuade Radio-Solidarité d'accepter un compromis

Alors que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle annonçait, mardi 17 octobre, la mise au point d'un compromis entre les radios parisiennes actuellement en infraction sur la bande FM, divers témoignages et rumeurs recueillis dans la soirée de mardi tendaient à prouver le contraire.

Radio-Solidarité, la station dite « de l'opposition », venait en fait, après plusieurs semaines de négociations, d'accepter l'ultime proposition des neuf « sages », visant à l'installer sur le canal 99,3 MHz, en association avec la Voix du Lézard et Radio 3, la station des roses-rouges. Un accord difficile que le président du Sénat lui-même, M. Alain Poher, est en dernière instance venu négocier. Un accord important pour la Haute Autorité, qui lui subordonnait de nombreux arrangements : Radio-Liberté, enfin autorisée, épouserait Radio-Montmartre sur le 103,9 MHz par Solidarité rejeté, tandis que Fréquence arts et spectacles, désormais libérée, rejoindrait Classique et Latécoère sur le 101,8 MHz.

Mais ce compromis, à peine accepté par Solidarité, suscite hico des vagues, et plusieurs radios s'affirment stupéfaites des privilèges dont cette station a pu bénéficier. Prévenant mardi soir par la presse des termes de l'accord, la Voix du Lézard refuse en effet de quitter la fréquence sur laquelle le Journal officiel l'avait, il y a peu, installée. « Nous avons appliqué scrupuleusement la loi et la respectons tant que celle-ci nous respecte », déclare son directeur, M. Pierre Bellanger. Mais il n'est pas question de nous associer avec Solidarité qui, malgré ses provocations répétées, a bénéficié de passe-droits exorbitants. Sans doute était-il plus facile de nous scier que de s'aliéner une opposition déchaînée. L'injustice n'en demeure pas moins flagrante, et nous espérons que le droit, au moins, nous protégera. »

Le conseil d'administration de Bayard Presse (La Croix, Le Petit Parisien), réuni le 13 octobre sous la présidence de M. Jeao Gélamur, P.-D.G. du groupe, a nommé MM. Bernard Porte et Lucien Vialle directeurs généraux de la société. M. Bernard Porte, quarantenaire, est, depuis septembre 1977, directeur délégué de Bayard Presse et, depuis septembre 1979, directeur délégué de La Croix. M. Lucien Vialle, quarante-sept ans, ingénieur des arts et manufactures, est directeur industriel de Bayard Mouton Impression depuis 1979.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 20 OCTOBRE

M. Robert Fabre, médiateur, participe à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C., à 8 h 15.

M. Pierre Brégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, est l'invité de l'émission d'Ivan Léval sur Europe 1, à 8 h 15, et du journal de TF 1, à 13 h.

Le Monde

Service des Abonnements  
175427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 980 F  
TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
454 F 599 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : vos adresses sont envoyées à l'adresse demandée une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

COMMUNICATION

Mercredi 19 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

CE SOIR, SCIENCE FICTION  
**SUPERARGO**  
CONTRE DIABOLUS  
Un catcheur masqué  
Superargo - le son meilleur est...  
Disponible dans tous les Vp Vidéo Clubs

- 20 h 35 Pierre Mandès Franco, un an d'absence. Un an après sa disparition, des témoignages de compagnons de route, amis ou collaborateurs : M.M. François Mitterrand, Edmond Maire, Jacques Chaban-Delmas, Gaston Monerville, Jean Daniel...
- 22 h 10 Dense : American Ballet Theatre. La grande chorégraphie américaine.
- 23 h Football, résumé des matches de Coupe d'Europe.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**VITE, VITE chez SINGER**  
Aspirateur TM luxe  
700 watts  
895 F  
- 135 F  
760 F  
Offre valable du 17 octobre au 26 novembre 1983.

- 20 h 30 Football : Paris-Saint-Germain - Juventus de Turin.
- En direct du Parc des Princes.
- 22 h 10 Magazine : Molière.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 15 Soirée spéciale élections à la Sécurité sociale.

Jeudi 20 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 11 h 30 Vision plus.
- 12 h Rendez-vous de l'Année.
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 45 Objectif santé.
- Les groupes d'anciens buveurs.
- 17 h Reprise : Salut les Mickys. (Diffusé le 11 octobre.)
- 18 h Série : Ton amour et ma jeunesse.
- 18 h 20 Le village dans les nuages.
- 18 h 40 Variété-scène.
- 18 h 55 7 h moins 6.
- 19 h Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 45 Heureux, avec F. Raynaud.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Téléfilm : Monsieur Abel, de J. Doolan. (Après A. Demouzon. Avec Zout et P. Dux. (Une coprod. avec la télé suisse romande.)
- Des cadavres qui s'accumulent. Un vieux monsieur (Pierre Dux) et sa gouvernante (Zout). Une folle histoire d'amour filmée en gros plans sans la lumière froide d'un automate désagréable. Un film aussi innocent que pervers, construit en spirale, à la stratégie complexe, une plongée forcée dans les obscurs objets du désir, d'une douceur inquiétante et qui s'achève sur une apothéose - tranquille. Zout et Pierre Dux se surpassent.
- 22 h 10 Documentaire. Au-delà de l'histoire : Les Gaulois, nos ancêtres, de R. Clarke, réal. J. Audin. Les origines, la généalogie des Gaulois : la vie quotidienne, les structures de cette société deux siècles avant Jésus-Christ, à partir d'une reconstitution archéologique.
- 23 h Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 12 h 30 ANTOPE.
- 12 h 30 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 30 Jeu : L'académie des neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- Les stages emploi-formation.
- 14 h 55 Film : La Maison des Bories.
- Film français de J. Doniol-Valcroze (1970), avec M. Dubois, M. Garrel, M. Carrière, H. Vallier, C. Tite. (Radifusion.)
- Une jeune femme, mariée et mère de famille, vivant dans un mas de Provence auprès d'un époux tyrannique et trouble par le passage d'un étudiant allemand. Chronique psychologique délicatement traitée, style de roman évoquant les Dernières Vacances, de Roger Leenhardt. Subtile interprétation de Marie Dubois.
- 16 h 25 Ballets coréens.
- 18 h 35 Un temps pour tout.
- Edith Piaf.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 35 Expression directe : le Sénat.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Maszda.
- Réal. B. Sagal. Avec P. O'Toole, P. Strauss, B. Carrera... Dernier épisode de cette épopée de l'histoire juive dans la tradition de Ben-Hur.
- 22 h 5 L'histoire en question : Mers-el-Kébir ou la bataille d'Alger.
- Le 3 juillet 1940 devant Mers-el-Kébir, la flotte britannique ouvre le feu sur la flotte française. Un épisode tragique de la seconde guerre mondiale raconté par Alain Decaux.
- 23 h 20 Journal et spécial foot.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévisions régionales  
Programmes autonomes des douze régions.

Avec MM. Maire (C.F.D.T.), P. Marchelli (C.G.C.), J. Bonard (C.F.T.C.), J. Van der Meulen (C.N.P.F.), et des représentants de F.O. et de la C.G.T.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Ce soir CADENCE 3  
**SHEENA EASTON**  
Nouveau 45 tours  
Telephone  
REVUE MARCONI

- 20 h 35 Variété : Cadence 3. Émission de Guy Lux et Léila Milice. Autour de Michelle Torr, Gérard Blanchard, Nana Mouskouri, Pierre Bachelet...
- 21 h 45 Journal.
- 22 h 05 Téléfilm : 500 kilomètres à pied, ça use. Réal. Claude Couderc. Les souffrances physiques et morales d'un homme de quarante ans engagé pour la cinquième fois dans la célèbre course à pied Strasbourg-Paris.
- 23 h Prélude à la nuit.
- « Quatorze » en la majeure, de Paisiello, par le Quatuor de l'Orchestre de chambre Franco Michele Napolitano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 8 Document : Les Touaregs du crépuscule.
- 18 h 10 Court-métrage : Bunker boulevard.
- 18 h 30 Via régionale.
- 18 h 55 Informations.
- 19 h 10 Série : Saturnin et Cie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30 Perspectives scientifiques : les différents aspects de l'évolution : les origines de l'homme.
- 20 h Musique à l'œuvre : la IXe Symphonie de Beethoven à Vienne.
- 22 h 30 Nuits magiques : grandeur nature.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Les chants de la terre.
- 20 h 40 Concert : « Doktor Faustus » de Busoni par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de l'O.R.F., dir. G. Albrecht, chef des chœurs G. Preifalk, orgue, M. Haselboeck, sol. G. Reich, W. Cochran, K. Rydl...
- 23 h Fréquence de nuit : œuvres de Haydn, Britten, Brahms, Bach.

PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h 8 Documentaire : Himalaya, terre de sérénité. (1<sup>re</sup> partie : le lac des Yogis).
- 18 h Magazine du rock : Rocking chair.
- 18 h 30 Présence du cinéma.
- 18 h 55 Informations.
- 19 h 10 Saturnin et Cie.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : les Mohicans de Paris.

FRANCE-CULTURE

- 9 h 7, Matinée de la littérature.
- 10 h 45, Esthétiques, avec Petru Dumitriu.
- 11 h 2, Musique : 37<sup>e</sup> festival international de folklore et fêtes de la vigne en Bourgogne 1983 (et à 13 h 30, 17 h 32).
- 12 h 5, Nous tous chacun.
- 12 h 45, Panorama.
- 14 h, Sons.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Balta », de Paul Constant.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : illudaires à Saint-Fargeau : à 15 h 30, à la Foire du livre de Francofort ; à 16 h, l'homme en jeu.
- 18 h 30, Feuilleton : l'Hôtel Saint-Pol.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine.
- 20 h, Nouveau répertoire dramatique : « Un homme chaque nuit voyage en grand secret », de D. Tarride ; à 20 h 55, « S.T. », de F. Garcia Lorca.
- 21 h 40, Profession : spectateur, Guy Dumur.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 9 h 2, L'oreille en collimaçon.
- 9 h 20, Le matin des musiciens, les musiciens franco-flamands : œuvres de de Lassus, Mouton, Isaac, Tallis, Byrd, Wagner, Beethoven.
- 12 h, Le royaume de la musique.
- 12 h 35, Jazz : l'accordéon-jazz.
- 13 h, Concours international de guitare : œuvres de Ponce, Hirayoshi.
- 13 h 30, Poissons d'or.
- 14 h 4, Musique légère.
- 14 h 30, D'une oreille l'autre : œuvres de Beethoven, Stravinski, Fauré, Couperin.
- 17 h 5, Répères contemporains : A. Reimann, F. Ahrold.
- 18 h, L'impreveduto.
- 19 h 5, Studio-concert : Jazz.
- 20 h, Jazz.
- 20 h 30, Concert : Deux valses pour piano de Tailleferre, deux pièces pour deux pianos de Poulenc, « Les jeux de l'amour et du hasard », de Sauguet, trois danses andalouses de Infante. « Suite dans le goût ancien », de Delerue, « Interaction », de Furzi, « Accordance », de Brenci.
- 22 h, Fréquence de nuit : œuvres de Glazounov, Tartini, Ligeti.



	la ligne	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

# ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
EFFECTIF : 4.000 PERSONNES  
C.A. HORS TAXES 1.200 millions de francs  
Filiale d'un Groupe International  
Leader dans sa profession

### UN FISCALISTE

Agé environ de 30 ans et justifiant d'une formation adéquate et de plusieurs années d'expérience.

Le candidat retenu sera chargé de l'ensemble des affaires fiscales de l'entreprise et dépendra directement du Directeur Administratif.

Le poste est à pourvoir dans un site agréable de l'Est de la France.

La rémunération sera de l'ordre de 180.000 F.

Prière d'envoyer C.V. et photo sous le n° 042.684 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>).

Le groupement industriel des armements terrestres rech. pour le service Etude et Développement électroniques de son établissement de Toulouse

**UN (OU UNE) JEUNE INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE**  
de formation ENSEIHT, INSA ou similaire intéressé par les applications opto-électroniques en infrarouge Moyen Lointain. Thèse souhaitable relative à ce domaine et connaissance de la langue anglaise appréciée. Envoyer curriculum vitae et photo à l'Atelier de Fabrication de Toulouse

Service : Personnel 185, avenue de Gascogne, 31052 TOULOUSE

**LA VILLE DE BREST**  
envoie le recrutement d'un **JOURNALISTE**  
chargé au sein d'un service de presse rattaché au cabinet du Maire de la rédaction d'un Bulletin Municipal et de divers articles. Env. cur. vitae et présentations à M. le Maire Cabinet, Hôtel de Ville, 29278 BREST Cedex.

### MESURE AUTOMATISMES INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Organisme semi-public recrute **5 INGÉNIEURS** pour ces établissements de **FORMATION**

Deux ou trois ans d'expérience, pour développer des cours et des projets en :

- \* Micro-électronique et informatique temps réel ... Réf. 1
- \* Automatismes et commande de procédés ... Réf. 2
- \* Gestion de production ... Réf. 3

Trois à cinq ans d'expérience, pour mettre en place des cycles de formation en :

- \* Instrumentation et informatique industrielle (profil souhaité : chimiste, ou généraliste) ... Réf. 4
- \* Automatismes (profil souhaité : mécanicien ou généraliste) ... Réf. 5

Tous ces postes demandent le goût et si possible une expérience de la formation (même courte). Les candidats retenus seront intégrés dans une équipe dynamique, reconnue au niveau international pour la qualité de ses prestations de formation.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae et motivations, en indiquant le Réf. du poste et la date de disponibilité à :

**INSTITUT DE RÉGULATION ET AUTOMATION**  
Chemin des Moines  
13644 ARLES

### IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL DE L'ÉTAT RÉGION OUEST recherche

**Un ingénieur informaticien**

déjà obligé militairement, pour assurer responsabilité tous projets de gestion de production et conception-fabrication assistées par ordinateur.

Expérience appréciée.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous le n° 8.969

le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### VILLE DE LYON recrute sur titres (diplôme aménagement urbain minimum)

**UN(e) CHARGÉ(e) d'ÉTUDES**  
Pour le Service de l'Aménagement Urbain

Salaires annuels : 99.904 F

Adresser curriculum vitae à M. le MAIRE

Division du Personnel

R.P. 1065 - 69205 LYON Cedex 01.

### ÉTABLISSEMENT PUBLIC RECHERCHE pour ORLÈANS

**INGÉNIEUR**  
avec quelques années exp., ayant I.A.E. ou équivalent pour l'innovation

Env. s/n° 8.999, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ville de MARTIGUES (Bouches-du-Rhône), 43.000 habitants, recrute pour son bureau du Plan et de l'urbanisme, un adjoint technique qui aura pour mission principale, dans le cadre d'une équipe, l'élaboration des autorisations de construire, de lotir, etc.

Candidatures et C.V. à faire parvenir à : M. le Maire, S.P. 101, 13894, MARTIGUES CEDEX.

### Société Industrielle SUD MASSIF CENTRAL recrute

**CHEF COMPTABLE**  
D.E.C.S. ou équivalent + exp.

Adresser curriculum vitae manuscrit détaillé et photo sous le n° 042.684 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

### Recherche

**CYTOTECHNIEN (NE)**  
Confirmé (a)  
Bordeaux urgent (très bonnes conditions de travail).  
Ecrire sous le n° 7.042.627 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

**L'infrastructure d'une ville de 50.000 habitants à Ryad.**  
**Ingénieur B.E.**  
spécialiste en béton armé

Pour démarrer ce chantier, nous complétons nos équipes et recherchons un ingénieur diplômé Centrale, ESTP (Chaban) apprécié et possédant une expérience de 9 à 13 ans en B.E./béton armé sur un important chantier, si possible à l'étranger.

Au sein d'un B.E. d'une vingtaine de personnes vous serez chargé de l'ingénieur responsable V.D. et serez chargé des études sur la partie béton armé.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Pour ce poste basé à Ryad, le séjour en famille peut être envisagé et dans ce cas la scolarité des enfants sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec C.V., photo et présentations sous réf. LM 4034 à Dumez, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau, 92029 Nanterre Cedex.

**METTEZ VOTRE AVENIR EN CHANTIER.**

**dumez**

## Géologue de haut niveau

SCHLUMBERGER AFRIQUE, dans le but de développer son département de Géologie, principalement la partie Analyse Intégrée des Formations, recherche un géologue d'expérience confirmée.

Ses principales responsabilités porteront sur l'interprétation des données en provenance du terrain, les présentations aux différents utilisateurs et la formation continue des ingénieurs de la Société.

Outre un diplôme de niveau supérieur, le candidat doit se prévaloir d'une expérience d'au moins 5 ans.

Une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Bien que basé en Afrique du Nord, il devra se déplacer fréquemment.

Envoyer votre demande accompagnée d'un C.V. à : I.D. Manager, Schlumberger, 50 rue de Monceau 75008 Paris.

Une importante organisation française d'ingénieurs-conseils intervenant à l'échelle mondiale, recherche pour participer à la mise en place et au développement de laboratoires de recherche à l'étranger :

### UN CHEF DE PROJET INGENIEUR-DOCTEUR (ou 3<sup>ème</sup> CYCLE)

possédant bonne expérience de laboratoire.

Les connaissances requises sont à situer parmi les spécialités suivantes : analyses, opérations unitaires du génie chimique, physico-chimie des fluides, catalyse, si possible dans un domaine proche de l'industrie pétrolière ou pétrochimique.

Les C.V. des candidats doivent être adressés sous référence 8499 à **PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

## ALSTHOM ATLANTIQUE

proche banlieue Nord  
accès par Métro  
recherche

## INGENIEURS DIPLOMES

FORMATION ELECTRONIQUE - AUTOMATISME.

Niveau d'informatique et micro-informatique.

5 ans d'expérience technico-commerciale.

Cette personne sera chargée d'assurer la coordination d'ensembles techniques, commerciaux et financiers.

Anglais courant indispensable.

Ecrire avec C.V. et présentations s/réf. 11283 à **PIERRE LICHOU S.A.**

BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### GROUPE DE SOCIÉTÉS PROPRIÉTAIRES D'IMMOBILIERES à caractère industriel et commercial recherche

### COMMERCIALISATEUR

pour son patrimoine locatif

Le candidat retenu aura une formation supérieure et 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un grand cabinet spécialisé dans l'immobilier d'entreprise ou chez un investisseur.

Adresser lettre manuscrite, Curric-Vitae, photo et présentations à : Madame ROBIN,

37, rue de Surène, 75008 Paris.

### Organisme international de voyages recherche

pour contrat de 6 mois à partir du 1<sup>er</sup> 11/83.

### COMPTABLE 1<sup>er</sup> ECHELON

Adresser C.V. + présentations à TRANSALPINO S.P. 68-703 75425 Paris cedex 02.

### Le Centre d'Informations Financières organise un stage pour recruter des CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. F.)

● Bonne présentation, goût des contacts à haut niveau : sens des responsabilités.

● Formation assurée, rémunération motivante, possibilités de promotion.

Tél. : 600-24-03, porte 40.

### Société de commercialisation recherche

pour compléter son équipe de vente immobilier, Lozère, Mer, Montagne, Copropriété, Placement Financier, Multipropriétés

### collaborateurs (trices) commerciaux

de haut niveau

Appui publicitaire important.

Avance sur commission de 10 à 20.000 F mensuelle selon expérience professionnelle.

Plan de carrière assuré.

Voyage indispensable.

Déplacements fréquents.

Régions Nord, Est, Rhône, Provence, Aquitaine, Paris.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo.

Env. s/n° 8.549 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fabricant de chaussures de renommée internationale recherche

### UN CHEF DE VENTES

Pour diriger son organisation commerciale en FRANCE. Exp. chaussettes souhaitée mais non indispensable.

Langue allemande nécessaire.

Ad. C.V. et photo s/n° 888 M à Agence MERY,

24, place du Général-Catroux, 75017 PARIS.

## Cabinet de Conseil en Organisation

Formation : **INGÉNIEUR** indispensable (Grandes écoles, débutants ou confirmés).

Nous sommes ambitieux, optimistes, peut-être que vous aussi ?

Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'**INGÉNIEUR EN ORGANISATION**.

Vous pouvez accéder aux résultats financiers de l'entreprise. Missions essentiellement en région parisienne.

Envoyer C.V. + photo à **OBJECTIFS CONSEIL**, 160, rue de Bagnollet, 75020 PARIS.

## SOCIÉTÉ INFORMATIQUE en pleine expansion, recherche

**ingénieur commercial**  
possédant un véritable tempérament de VENDEUR.  
Rémunération minimum : 10.000 F + intéressement + frais. Déplacements en ILE-DE-FRANCE.  
Envoyer C.V. avec photo à **ICEBERG** - 51, rue d'Alsace - 92110 CLICHY

## banque

**BANQUE NATIONALE, PARIS 8<sup>e</sup>**  
recherche

### CAMBISTE CHANGE AU COMPTANT

ayant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.

Anglais lu, parlé, écrit.

Allemand souhaité.

Perspectives d'évolution au sein d'une équipe.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, C.V., photo, sous réf. 188-M à I.C.A., 5 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising NEW YORK PARIS

P.M.E., 40 personnes

EPINAY-S/SEINE, rech.

### CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

5 à 10 ans d'expérience

100.000/an

env. C.V. + photo à E.M.T., 78, rue de Paris, 93800

EPINAY-S/SEINE.

Centre de langues vivantes (anglais, arabe) cherche

### CONSEILLER EN FORMATION TEMPS

Plen ou partiel.

T : 239-48-48, de 14 à 19 h.

Organisme de form. ch. professeurs Allemand, Anglais pour 78-83. Tél. : 226-52-30.

### École sous contrat recherche URGENT mi-temps

### INSTITUTRICE

Expérimentée pour C.P. de préférence avec cascadé ou DEUG d'éducation. Convientrait à pré-retraités.

Téléphone au 855-15-27 ou 302-41-28 (sauf samedi).

Ch. J.F. très sérieuse de nat. française pour s'occuper pendant l'année scolaire d'un enfant 9 ans 17 h à 19 h 30 au vendredi, le mercredi et le jeudi.

Ch. arch. M. Pascher-Chailly, Tél. sur après 18 h. 30 370-53-07 H. Bur.

758-11-30 p. 1184

دعوتی ۱۳۵۵



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

PM LABINAL  
7800 personnes - 20 usines - CA : 1,8 milliard de francs

DIVISION  
CABLAGE  
AUTOMOBILE

Ingénieur d'Etudes

possédant plusieurs années d'expérience en bureau d'Etudes ou Méthodes, de préférence, dans une activité de fabrication en grande série.

Basé à notre siège social de Bois d'Arcy, il participera à la recherche et à la réalisation de nouveaux produits pour l'industrie automobile en particulier dans le domaine des raccordements électriques.

Bon technicien, mais également homme de contact, il interviendra en tant qu'Assistance technique auprès des commerciaux et assurera des liaisons constantes avec les Responsables Fabrication des Usines et avec les différents clients pour l'établissement des cahiers des charges.

Le candidat devra posséder de bonnes connaissances en électronique ou électromécanique ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Pour un premier entretien, veuillez adresser votre CV en précisant le salaire souhaité à P.M. LABINAL Direction des Affaires Sociales, 5 avenue Newton BP 64 - 78390 BOIS D'ARCY.

précision mécanique  
labinal

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE  
INFORMATIONNELLE  
Impression PARIS-EST  
recherche, son

DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER

Le candidat maîtrisera les procédures françaises et courantes anglaises et anglaises.

Anglais indispensable.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et références à :

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTER-DEPARTEMENTALE VAL D'OISE - YVELINES

recherche

UN INGÉNIEUR

Responsable de l'Agence régionale pour l'information scientifique et technique

de la France

(Pôle de Pontivy, 95)

Formation grande école (Supélec, A.M., ENSI ou équivalent) gestion (A.E., D.S., D.S., etc.)

Expérience confirmée (préférence P.M.I.)

MISSIONS : Synthèse d'informations au plan technique, économique, juridique, etc.

Recherche d'informations, mise à jour, diffusion, etc.

Connaissance et suivi réglementaire des propriétés industrielles et normalisation.

Ex. avec C.V., photo et réf. au Service de Pontivy, 21, av. de la République, 73011 VERMOREL.

La Ville des Mureaux (Yvelines)  
36 000 habitants 40 km de Paris - CES - CET - LYCEE

1 animateur titulaire du D.E.F.A. - CAP.A.S.E. pour animer une maison de quartier.

Adresser candidature avec curriculum vitae et photo à :

Direction Générale des Yvelines

Service de l'Enseignement, 175

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.

78135 LES MUREAUX Cedex.



# l'agenda du Monde

## Achat de livres

**HENRI LAFFITTE**  
Achat comptant de LIVRES  
13, rue de la Bûche, 75008  
Ouvrez un catalogue.

## Animaux

S.O.S. chats adultes castrés et adoptions chatons orphelins  
Cherchent foyers douillettes  
et beaucoup de caresses.  
Téléphone au 50 1-61-08 le  
soir après 19 h.

Élevage amateur - cède beaux  
chats BOULEDOGUE français,  
insérés LDF, tatoués, vaccinés  
(11) 838-34-14 - (11) 725-88-53.

## Artisans

Remplacement chaudières ma-  
zout par gaz à condensation  
économie 30 % dans certains  
cas subvention - don de  
863,50 et crédit à 12 % de  
gratuit. Tél. : 770-54-59 et 86-32.

## Bijoux

### ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or  
PAUL TERRIER - 225-47-77  
35, rue du Collège, 75008  
Métro Saint-Philippe-du-Roule.  
Si vous vendez : bijoux, or, dé-  
bris, pièces, etc., ne faites  
rien sans lui. 668-74-58.

### ACHAT OR PIÈCES OR ET ARGENT OR DENTAIRE, DÉBRIS, BIJOUX MÉTIERS ARTISANES DE 60 A 120 F LE G. L'ÉMERAUDE

2 bis, rue Malak, Paris-7e, face  
au 188, rue de l'Université.  
M<sup>re</sup> INVALIDES.

Tél. : 705-99-95 +  
2, bd Beaudouin, Paris-17e.  
M<sup>re</sup> PORTE-DE-ST-OUEN  
Tél. : 627-56-39 +

Prevoir pièce d'identité et justi-  
fication de domicile.  
Ouvert du mardi au samedi.

### ACHATS BRILLANTS

Tout les pierres précieuses  
bijoux, or, argent, etc.  
PÉRON JAILLERS ORFÈVRES  
à l'Opéra, 4, Chaussée d'Antin,  
à l'Étoile, 37, av. Victor-Hugo.

BIJOUX ANCIENS  
BAGUES ROMANTIQUES  
se choisissent chez GILLET  
19, r. d'Arcole, 4<sup>e</sup>, 354-00-83.  
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.  
Métro : Ode ou Hôtel-de-Ville.

## Carrelages

### DIRECT USINES

64 CHOUX - TOUTES MARQUES  
BOGAREL - 357-05-46 + +  
113, av. Parmentier, Paris 11<sup>e</sup>

## Canapés

### COURT CIRCUIT SUR CANAPÉS

CAP, spécialiste réputé de ca-  
napés haut de gamme, vous  
fait profiter du circuit court et  
bénéficier de son prix sur sa  
vente collection.

● EN TISSU : 100 qualités et  
couleurs différents.  
et 44 coloris différents.  
Toutes les possibilités exis-  
tantes : 3 places, 2 places, fau-  
teuil, déhoussables, reversi-  
bles, convertibles (canapés à  
télé).  
Par exemple :  
Un ravissant canapé 2 places  
cousu à partir de 3 250 F. Un  
cousu 3 places en cuir véro-  
table à 5 990 F, en valeur pleine  
teur à 7 900 F.

Alors, mettez le cap sur CAP :  
vous verrez, c'est direct.  
CAP, 75012, T. 307-24-01.

37, rue de Croux,  
Tél. H. repas (89) 81-88-71.

## Collections

Echange ou vente  
pour collection Citroën GS bi-motor  
Tél. H. repas (89) 81-88-71.

## Cours

### Assoc. France Arabie Secours

#### COURS D'ARABE

Cours sur les niveaux - horaires  
flexibles - formation continue  
Rensu. le matin : 563-24-78.

MATHÉMATIQUE PHYSIQUE  
Toutes classes secondaires  
MATH SUP. SPÉCIALE  
Prof. expérimenté - 558-11-71.

Recherche professeur MATH  
(niveau 1<sup>er</sup> année)  
pour donner leçons à  
(Monsieur) - Palais Royal  
Écrire André CLEMENT  
158, rue St Honoré - Paris 1<sup>er</sup>  
ou téléph. : 250-23-37.

## Cuisine

### PROMOTION KITCHENETTE

(évier + cuisson + meuble  
+ frigo + robinetterie)  
en 1 mètre - 2 500 F PARIS.  
SAINT-GERMAIN, 21, rue de l'Abbe-  
Grégoire, Paris-6<sup>e</sup> - ouvert le  
mardi - Tél. : 222-44-44.

## Décoration

TISSUS MUREAUX  
DÉGRIFÉS  
● Toile lin, 2. coton, largeur  
2,50 m et 2,80 m :  
29,90 F, 39 F, 49 F/m.  
● Papiers japonais 14 F. à 18  
F/m<sup>2</sup>, lin, coton, largeur  
1,40 m : 29,90 F/m.  
● Imprimé, chiné, toile, dou-  
blé, piqué de coton, mo-  
quettes coordonnées.  
IPRIS SURBOISANTS - CHAULT (1)  
BINEAU MURAL'S  
Tél. : 757-16-00.

### Décoratives

#### IMBERT

DÉCLARE PP PARIS 067  
ENQUÊTES  
(Affaires privées, industrielles  
et commerciales)  
PLATINES  
(Auto-Moto)  
Protection des biens et per-  
sonnes.  
TOUTES MISSIONS FRANCE  
ET ÉTRANGER.  
Discrétion - rapidité - efficacité.  
Tél. : 822-95-52.

## Equipement

Vente jeu de 4 pneus Contact  
Hiver M + S Unipol 185 HR 14  
6 000 km, état neuf. Prix neuf :  
2 800 F, nous vendons : 1 400 F  
Téléphone : 626-16-88.

### Enseignement

#### ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de la mer (100 km de Londres), notre hôtel de 100 chambres de  
renommée mondiale et, située dans le même bâtiment, notre école d'Anglais.  
(Méthode fondée en 1967 et reconnue par le British Council).  
2 1800 par jour : leçons, repas et logement compris (hôtel ou famille).  
PAYABLE EN FRANCE

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH  
Ravenshoe, Kent, Angleterre. Tél. : 843-5112. Telex 95454  
ou Mme Boulton, 4, rue de la Providence, Eauboune 95.  
Tél. : (33) 869-25-33 (Suisse)  
Pas de limite d'âge - pas de séjour minimum  
ouvert toute l'année - cours spéciaux vacances scolaires

### Instruments

#### de musique

A VENDRE PIANOS  
GRANDES MARQUES  
refaits et remis à  
partir de 5 000 F  
DEVIS GRATUIT  
POUR RESTAURATION  
PIANOS TORRENTE  
Téléphone : 840-59-52.

### Hygiène

#### ATAO

DISTRIBUTEUR DE SAVONS  
● Liquide  
● Poudre  
● Crème  
De 0,5 à 5 l.  
- Pour matériel sanitaire sa-  
voirs.  
- Papier hygiénique.  
- Essuie-mains papier.  
- Déodorant.  
- Pour bureaux, usines, admi-  
nistrations.  
53, rue Auguste-Buisson,  
92250 LA GARENNE-COLOMBES.  
782-61-90

### Moquettes

MOQUETTES DÉGRIFÉES  
Spécialité : PURE LAINE -  
60 000 m<sup>2</sup> EN STOCK  
POSE ASSURÉE  
Tél. : 757-15-19

### MOQUETTE PURE LAINE - 50 % DE SA VALEUR 842-42-62

## Matériel

### de bureau

#### ale

### SPÉCIALISTE DE L'ÉQUIPEMENT DE BUREAU

● meubles métalliques ;  
● mobilier de direction ;  
● sièges de bureau ;  
● sièges de direction ;  
● accueil ;  
● collectifs ;  
● cloisons et mobilier en bois.

Catalogue gratuit  
sur demande  
rue de Berreou,  
84500 Champigny.  
Tél. : 882-08-45.

## Maroquinerie

VENTE AU PRIX DE GROS  
SACS - BLAGUES - CAGNOLS  
VISCONTI, 5, rue M. La Comte  
273-18-88 M<sup>re</sup> Rambuteau

### Mode

#### Bitume

FABRICANT SPORTWEAR  
HOMMES - FEMMES - ENFANTS  
PARIS  
42, Rue de la Foie Méricourt 75011 Paris Tél. : 338.20.30

## Stages

### Stages sur le comportement stratégique et les Arts martial - Cycle de cours de karaté (films en vidéo) et d'entraînements destinés à analyser et optimiser le comportement social et psychologique en situation de conflit. Téléphone : 54-11-44.

## Télévision

### SPEC MOIS OCTOBRE

N.B. à partir... 100 F  
Couleurs à partir... 500 F  
Tél. 681.48.92  
2 magasins  
dans PARIS

### ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES 296-15-01

## Séjours culturels

### Perdu

#### Radio-Hi-Fi

Rech. YECHEL, noir, femme,  
collier doré, bijou avec do-  
chette, 14 ans, perdue le  
10 octobre Rue Ségur, 8<sup>e</sup>,  
vers 18 h. Urgent. 720-31-46  
ou 285-55-17. For. récomp.

### Sanitaires

CABINE DE DOUCHE  
prête à raccorder, tout équipé  
pour 1.500 F seulement.  
SAINT-GERMAIN, 21, rue de l'Abbe-  
Grégoire, Paris-6<sup>e</sup>. Ouvert le sa-  
med. Téléphone : 222-44-44.

## Jeune fille

au pair  
Au pair en hôte présente cher-  
chant famille française. Tél.  
258-73-40 A.M. de 14 h à 18 h.

### Yoga

#### YOGA A DOMICILE

Cours particuliers et petits  
groupes - Tél. : 528-77-08.

## Troisième âge

### RÉSIDENTS LES CÉCILES

10<sup>e</sup> rue de la République, Paris 10<sup>e</sup>  
rapport, rez-de-chaussée, tout  
équipé, valises, semi-valises,  
hardis, valises, semi-valises,  
petits animaux domestiques  
33, av. de Vigny  
10000 VILLEJUIF  
(1) 728-89-03 - (1) 638-34-14.

## Vacances

### Loisirs

#### SKI

6 - 17 ans  
Mois - séjour  
encadrés par profs. 522-85-14

### ALLON-LE-JEUNE

Une vraie station village  
1000/1000 m, 28 km Chambéry  
- ski alpin et nordique  
- Tiro à l'arc  
- Tennis  
- Hameçon varié  
Rens. Syndicat d'initiative  
73340 ALLON-LE-JEUNE  
Tél. : (73) 83-87-72

### Office d'Azur 06500 Menton

Hotel Cécile Rose \*\* N°1  
57, av. de St-Jean  
Tél. (93) 28-25-38  
Chères et cit. calme et enso-  
lail. Jardin, Ass. Jardin  
Pension complète autonome  
83-84 - 152 à 172 F TTC

# FENÊTRES ALUMINIUM: DEMANDEZ LE PROGRAMME!

Pechiney Bâtiment c'est  
l'expérience Pechiney au  
service du bâtiment. C'est d'ores  
et déjà un catalogue de  
236 pages bourrées d'idées.  
Des idées pour tous ceux,  
architectes, maîtres d'œuvre,  
maîtres d'ouvrage, entrepreneurs  
qui se battent pour bâtir dans la  
qualité.

Pour avoir gratuitement le catalogue Pechiney Bâtiment,  
renvoyer le coupon ci-dessous au 68, avenue Marceau -  
75361 Paris cedex 8, ou rendez-vous au stand Pechiney  
Bâtiment à Batimat (allée centrale).

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

PECHINEY

68, avenue Marceau - 75361 Paris cedex 8

ou rendez-vous au stand Pechiney Bâtiment à Batimat (allée centrale).

Des idées ossatures.

Des idées bardages et couvertures.

Des idées façades.

Des idées fenêtres.

Des idées portes.

Des idées aménagement extérieur.

Des idées agencement intérieur.

Des idées réhabilitation.

PECHINEY bâtiment

L'EXPERIENCE ET LES IDEES.

Membre de l'Aluminium Conseil.

FO  
L'attrait  
des mar  
financier

B

de 5 à 7 C.V.

de 8 à 11 C.V.

Jeep Renault  
Laredo année 1983.  
28.000 km. Pts : 60.000 F.  
Téléphone : 012-43-57.

deux-roues  
Moto 125 cm3  
1,2 : 5.500 km, état neuf  
(novembre 1982).  
Équipée top-casque, 2 sacoches  
manches, pare-brise  
2 rétroviseurs, anti-vol  
3.800 F sans débiter.  
Jean-Luc MAGUELIER  
104 19 h. : 246-75-25.  
19 h 30 h. : 252-41-62.

REUSS

For

Journal des

2010 1550



150 millions

## FORUM DE L'INVESTISSEMENT

### L'attrait des marchés financiers

Hissée cette année sur la plus haute marche du podium, les marchés financiers ont réalisé des performances exceptionnelles sous la conjonction d'éléments qui ont essentiellement pour nom baisse des taux d'intérêt, recul de l'inflation et perspectives -

confirmées dans une certaine mesure - de la reprise économique aux Etats-Unis, seule susceptible de redonner de l'air à une industrie mondiale au bord de l'asphyxie. Amplifiant ce mouvement général avec une hausse globale des actions françaises de 50 % environ en neuf mois, la Bourse de Paris a continué à bénéficier de l'effet d'entraînement consécutif à la diminution en nombre des sociétés susceptibles d'intéresser l'investisseur après la radiation de la cote des entreprises nationalisées alors que d'abondantes liquidités en mal de placement ne voyaient d'autre recours que les valeurs mobilières.

Grâce au taux réel de 2 % environ (rémunération supérieure au rythme d'inflation) qu'il assure actuellement à l'épargnant, le marché obligataire (actuellement au bas mot 1 000 milliards de francs de capitalisation boursière) a exercé un attrait considérable sur l'épargne financière des ménages. Au total, les valeurs mobilières à revenu variable (alimentées par les souscriptions en compte d'épargne en actions), les obligations et leurs « sous-produits » (parts de Sicav, de fonds communs de placement...) ont littéralement aspiré un flux d'épargne que ne parvenaient plus à contenir l'or, en chute sensible, et, surtout, l'immobilier, un

facteur déterminant si l'on songe que la part des immeubles représente encore jusqu'à 65 % environ des patrimoines dont la valeur est comprise entre 3 et 5 millions de francs.

Au-delà du rendement, c'est surtout la fiscalité qui est restée l'idée fixe de tous ces épargnants - à commencer par les cadres - imposés à plus de 30 % de leurs revenus, d'où l'intérêt que constituent les placements liquides exonérés d'impôts même en étant limités à 10 000 F par contribuable comme c'est le cas du Compte pour le développement industriel (Codedi) qui a vu le jour le 1<sup>er</sup> octobre dernier.

Ce rapide tour d'horizon de la situation faite à l'investisseur ne saurait s'achever sans mentionner les nouveaux pouvoirs dévolus à la Commission des opérations de Bourse par la loi du 3 janvier 1983 sur les biens divers, ces fameux « placements miracles » qui ont suscité quantité de critiques. Autant de sujets qui seront abondamment commentés lors du Forum de l'investissement et du placement qui va se dérouler du 22 au 24 octobre à l'hôtel Hilton Suffren sous le patronage du Journal des finances.

SERGE MARTI

## BUDGET 1984 : ce qu'il faut savoir sur la fiscalité

La loi de finances 1984 n'a pas encore été votée dans sa forme définitive par le Parlement, mais les amendements déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat ne devraient pas comporter de profondes modifications par rapport aux grandes orientations du budget de l'Etat annoncées à la mi-septembre. Présentée comme reposant sur « une fiscalité progressive, aménagée dans le sens de l'équité sociale et de l'efficacité économique », cette loi de finances comporte diverses mesures intéressant l'épargnant, et dont voici l'essentiel :

● **Impôt sur le revenu** : comme pour les deux années précédentes, le barème de l'impôt applicable en 1984 sera corrigé des effets de l'inflation (majoration de 9,1 %), et, dans le même temps, la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu, instituée en 1981 et maintenue l'année suivante, est reconduite une année de plus sous la forme d'une « surtaxe progressive ». Fixée à 1 % à partir de 20 000 F d'impôt sur le revenu, elle augmentera ensuite de 1 % par palier de 1 000 F jusqu'à 25 000 F. Au-delà, cette surtaxe sera de 5 % jusqu'à 30 000 F et de 8 % au-dessus de cette somme.

● **Déductions et abattements applicables aux très hauts revenus** : pour la deuxième année consécutive, ils sont maintenus à leur niveau actuel sans majoration pour hausse des prix (le plafond de la déduction de 10 % reste fixé à 50 000 F), ce qui équivaut à une imposition plus forte pour cette catégorie de contribuables.

● **Impôts sur les grandes fortunes** : les tranches de l'I.G.F. sont relevées uniformément de 6 %, le seuil d'imposition passant de 3,2 millions à 3,4 millions de francs, mais l'outil de travail est exonéré de toute imposition.

● **Droits de succession** : l'abattement à la base pour les successions et les donations en ligne directe et entre époux est relevée de 250 000 à 275 000 F, voire 300 000 F pour tout bénéficiaire frappé d'infirmité ou incapable de travailler, et de 750 000 à 1 000 000 de francs pour les frères et sœurs âgés vivant ensemble. Au-delà de ces abattements, les droits seraient portés de 20 % à 30 % pour la fraction comprise entre 2,4 millions de francs (seuil de l'I.G.F.) et 5,6 millions de francs, à 35 % pour celle comprise entre 5,6 millions et 11,2 millions de francs, et à 40 % au-dessus de cette dernière somme.

● **Economies d'énergie** : la réduction d'impôt qui remplace l'ancienne déduction du revenu est désormais limitée à 25 % des dépenses engagées dans la limite, inchangée, de 8 000 F (majorée de 1 000 F par enfant à charge).

● **Intérêts d'emprunt pour l'habitation principale** : la réduction d'impôt appliquée à l'impôt sur le revenu est de 20 % des intérêts pour les contrats d'emprunt conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1984 et de 25 % pour les contrats conclus après cette date. Le nombre d'annuités étant ramené de 10 à 5. Dans le même temps, le plafond des intérêts pris en compte est relevé de 7 000 F à 9 000 F (plus 1 500 F par personne à charge, au lieu de 1 000 F actuellement).

● **Primes d'assurance-vie** : le relèvement de 3 250 F à 4 000 F (plus 1 000 F par enfant à charge contre 600 F auparavant) de la limite de déduction des primes. Pour l'imposition du revenu en 1983 sera appliquée une réduction d'impôt de 20 % dans la limite mentionnée ci-dessus (et de 25 % pour les primes payées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984).

● **Fonds progress des entreprises** : afin de les renforcer, les personnes physiques associées de sociétés qui apportent des sommes en compte courant seront imposées

au taux réduit de 25 % sur les intérêts servis, à la condition que ces sommes bloquées soient incorporées au capital dans un délai de cinq ans.

● **Transmission d'entreprises** : l'abattement applicable aux donations de titres aux salariés de l'entreprise est porté de 10 000 F à 30 000 F par part. En outre, le paiement des droits normaux relatifs aux transmissions d'entreprises qui constituent le bien professionnel de l'entrepreneur sera étalé, avec un différé de paiement de cinq ans et un étalement de règlement sur dix ans avec un taux d'intérêt réduit.

● **Taxe foncière sur les propriétés bâties** : l'exonération de la taxe foncière de 25 ou 15 ans, dont bénéficient les constructions à usage d'habitation achevées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1973, sera supprimée (sauf pour les H.L.M.), et l'exonération de la taxe foncière de 15 ans réservée à certains logements destinés à l'accès à la propriété sera ramenée à 10 ans. En revanche, l'exonération de cette taxe accordée aux propriétaires de logements construits à l'issue d'un prêt aidé par l'Etat (actuellement limitée aux constructions neuves comportant une demande de prêt déposée avant le 31 décembre 1983) sera recon-

duite à titre permanent (en étant ramenée de 15 à 10 ans).

● **Activités touristiques** : afin de développer le parc des chambres d'hôte en France, les personnes qui louent à ce titre une ou plusieurs pièces de leur habitation principale seront exonérées de l'impôt sur le revenu pour cette activité (dans la mesure où les recettes de la location ne dépassent pas 5 000 francs par an).

● **Paiement par chèques** : dorénavant, le règlement de tout bien ou service d'un montant supérieur à 5 000 francs devra être effectué par chèque ou par carte de crédit.

● **Revenus fonciers** : l'administration pourra demander des justifications sur tous les éléments servant de base à la détermination des revenus fonciers. De plus, ceux-ci pourraient faire l'objet d'une évaluation d'office en l'absence de réponse du contribuable. Enfin, l'administration pourra se faire communiquer, si besoin est, les documents comptables détenus par des tiers pour le recouvrement de l'impôt des professions agricoles.

● **Dons aux œuvres** : la limite de déduction des dons faits aux associations ou fondations reconnues d'utilité publique est portée de 3 % à 5 %

du revenu imposable avec pièces justificatives à l'appui.

● **Participation** : la provision pour investissement constituée au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise est fixée à 12,5 % pour les exercices clos à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1983.

● **Valeurs mobilières** : la déclaration à l'administration des revenus de capitaux mobiliers par les personnes qui en effectuent le paiement sera généralisée à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, et un modèle unique de déclaration sera utilisé.

● **Groupements forestiers** : reconduction pour deux ans des taxes de 6 % ou 8 % qui libèrent de l'I.R.P.P. ou de l'impôt sur les sociétés pour les plus-values dégagées lors des apports à un groupement forestier de bois ou de terrains à reboliser ou de transformations en groupements forestiers d'une société propriétaire de ce type de biens : limitation à 0,6 % du droit proportionnel d'apport en cas d'apport à un groupement forestier de bois ou de terrains à reboliser et, enfin, possibilité de substituer un droit fixe de 300 francs au droit proportionnel, en cas de transformation d'une société propriétaire de bois ou de terrains à reboliser en groupements forestiers.

(Lire la suite page 29.)

**SUDAMERIS UN MONDE DE SERVICES**

- \* tous les services d'une grande banque privée : l'appui d'un groupe bancaire international ; une longue expérience des opérations avec l'étranger.
- \* SUDAMERIS CONSEIL une autre façon de concevoir et de réaliser la gestion de patrimoine.

présent au Forum de l'Investissement et du Placement 22-23-24 octobre, stand 24  
siège 12, rue Halévy 75009 Paris  
(1) 523.72.22

### « Placements miracles » : les nouveaux pouvoirs de la COB

Grâce à de nouvelles dispositions légales et réglementaires, la Commission des opérations de Bourse dispose à présent de pouvoirs étendus - qu'elle a commencé à exercer - sur ces « placements miracles » (appelés aussi biens divers et placements diversifiés) que l'on a trop souvent fait miroiter à grand renfort de publicité aussi abondante que tapageuse aux yeux d'investisseurs trop crédules. Voici quelques éléments de réponse sur les questions que l'on peut se poser à propos de cette catégorie d'investissements.

● **Quels sont les produits concernés ?** La gamme est vaste qui va des placements mobiliers (diamants, anneaux de port, contenants, wagons, bateaux de plaisance, sans oublier les troupeaux de vaches à lait et d'autres formes d'investissement aussi sophistiquées...) aux biens immobiliers (bâtiments, forêts, carrières...).

● **Quels sont les textes de référence ?** La loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne du 3 janvier 1983 (articles 22 à 26) et les décrets d'application du 2 mai dernier.

● **Qui est visé ?** Toute personne qui, directement ou indirectement,

par voie d'appel public ou de démarchage, propose à titre habituel à des tiers de souscrire des notes viagères ou d'acquiescer des droits sur des biens mobiliers et immobiliers dont ils n'assurent pas eux-mêmes la gestion, prête la loi, qui vise également « toute personne qui recueille des fonds à cette fin - ainsi que - toute personne chargée de la gestion desdits biens ». En clair, ne sont concernés que les placements dont un tiers - généralement une société spécialisée - assure la gestion pour le compte d'un investisseur qu'il a démarché.

● **Qui est exclu ?** D'abord, les opérations d'assurance et de capitalisation régies par le code des assurances, ensuite les opérations de crédit différé et, enfin, les opérations donnant normalement droit à l'attribution en propriété ou en jouissance de parts déterminées d'un ou plusieurs immeubles bâtis, c'est-à-dire toutes les opérations immobilières de loisirs du type investissement dans un studio, les pieds au bord des pistes de ski, pour la première quinzaine du mois de février.

(Lire la suite page 28.)

## REUSSIR VOS PLACEMENTS ?

22-24 Octobre 1983

### Forum de l'Investissement et du Placement

**70 EXPOSANTS**

Banques, Agents de Change, Assurances, Containers, Or, Diamant, Immobilier, SCPI, Multipropriétés, Conseillers Financiers, Forêts, Matières Premières, Tableaux, Franchises, Journaux Financiers, Caisses d'Epargne, Rentes Viagères, etc.

Sous le patronage du  
**Journal des Finances**

Hilton 18 avenue de Suffren  
75015 Paris de 10 h à 19 h 30

Entrée 25 F - Exposition « un débat »  
Organisation WIN - 12, rue Poncelet, 75017 Paris, (1) 267.55.68  
Prévoir : Bettina VENTURINI - Président - Roland COHEN

### 9 DÉBATS

**22 Octobre 1983, 10 h 00 à 12 h 00**  
**LA POLITIQUE DE L'ÉPARGNE ET LA BOURSE EN 1984**  
Animateur : Pierre DUMAS-VORDET (Directeur Général, Journal des Finances)  
Participants : Pierre BALLEZ (Directeur Financier, S.I.F.I.), Jacques DELMAS-MARSALET (Généraliste Adjoint, Caisse des Dépôts et Consignations), Yves FLORET (Secrétaire des Agents de Change), Daniel PÉRIFFER (Généraliste Adjoint, S.I.F.I.), Jacques VERT (Généraliste Adjoint, Caisse d'Epargne de Paris)

**23 Octobre 1983, 14 h 45 à 16 h 30**  
**LA DIVERSIFICATION INTERNATIONALE DES PATRIMOINES**  
(WALL STREET, TOKYO, LONDRES, etc.)  
Animateur : Claudine FOPPEL (Directrice en Chef Adjoint, Journal des Finances)  
Participants : Jean ALLEGRE (Généraliste, Société Mafel), Vincent du ARNAUD (Président Directeur Général, Maîtrise Lynde-Prévent), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement)

**24 Octobre 1983, 17 h 30 à 19 h 00**  
**LE DÉVELOPPEMENT DE LA GESTION COLLECTIVE**  
(SCAV, Fonds Communs de Placement, Fonds de Trésorerie, Clubs d'Investissement, etc.)  
Animateur : Jean-Claude GEORGE (Secrétaire Général de la Bourse, Journal des Finances)  
Participants : Jean-Pierre BOIVON (Professeur à l'Université d'Orléans, Directeur Général Adjoint de la Caisse d'Epargne de Paris), Claude BOELLER (Directeur Général, Caisse d'Epargne de Paris), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement)

**22 Octobre 1983, 11 h 00 à 12 h 30**  
**24 DÉBATS DE VIBES**  
Animateur : Jean REDEL (Journal des Finances, Préparateur)  
Participants : Jean-Pierre CAMARD (Expert pour le Club d'Appui Paris), Jean CHATELAIN (Professeur à l'Université de Paris 1 et à l'Ecole de Louvain), Pierre COMTE (Secrétaire de l'ADY-CIV (Chambre des Investisseurs)), Pierre DAVAU (Président du Syndicat National de Commerce de l'Antiquaire et de l'Objet), Paul PICHON (Président de la Chambre Nationale des Courtiers Prévus), Maurice SEGOURA (Expert Antiquaire)

**23 Octobre 1983, 14 h 45 à 16 h 30**  
**L'OR**  
Animateur : Michel LEBLANC (Expert pour le Club d'Appui Paris)  
Participants : Jean ALLEGRE (Généraliste, Société Mafel), Vincent du ARNAUD (Président Directeur Général, Maîtrise Lynde-Prévent), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement), Michel BOUTET (Directeur Général, Fédération Nationale des Chefs d'Investissement)

**24 Octobre 1983, 17 h 30 à 19 h 00**  
**LES PLACEMENTS DIVERSIFIÉS**  
(Conteneurs, diamants, forêts, franchises, multipropriétés, recherches pétrolières, etc.)  
Animateur : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)  
Participants : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)

**22 Octobre 1983, 10 h 00 à 12 h 00**  
**L'AMORCAGE VIE ET LA PRÉPARATION DE LA RETRAITE**  
Animateur : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)  
Participants : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)

**23 Octobre 1983, 14 h 45 à 16 h 30**  
**L'AVENIR DE L'IMMOBILIER**  
Animateur : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)  
Participants : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)

**24 Octobre 1983, 17 h 30 à 19 h 00**  
**FISCALITÉ ET TRANSMISSION DES PATRIMOINES**  
Animateur : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)  
Participants : Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances), Bernard GRASSEAU (Chef du Service Placements Diversifiés, Journal des Finances)



# « Placements miracles » : les nouveaux pouvoirs de la COB

(Suite de la page 27.)

Sont également exclus tous les achats directs auxquels peuvent procéder des particuliers soit par plaisir ou à des fins d'investissement à terme (diamants, médailles, œuvres d'art, objets de collection...) ainsi que les placements offerts par des départements gestion des banques.

• Quelles sont les obligations nouvelles auxquelles doivent se plier les sociétés procédant à la gestion des biens divers ? Elles sont de deux ordres :

1) L'établissement d'un document d'information : avant tout appel au public ou tout démarchage, la société en question doit établir un document d'information très détaillé qu'elle doit adresser à la COB, laquelle dispose d'un délai de trente jours (qui peut être porté à soixante) pour se prononcer sur la régularité — et non pas sur la qualité — de l'investissement proposé avec, si besoin est, la possibilité de faire ajouter les précisions qu'elle juge utiles pour la bonne compréhension de l'épargnant. Tant qu'elle n'a pas reçu le « feu vert » sous la forme d'un « numéro d'enregistrement » bien distinct du « visa » que la Commission des opérations de Bourse délivre dans le cadre de sa

mission de contrôle des valeurs mobilières (et pour éviter toute confusion éventuelle avec un quelconque « label de qualité »), la société doit s'abstenir de toute activité commerciale sur le type de placement proposé.

Pour ne pas avoir respecté cette condition, deux sociétés (la C.E.C.M. et la Centrale de forêts françaises) se sont déjà fait taper sur les doigts par les responsables de la tour Mirabeau, siège de la COB (le Monde du 11 octobre), conformément aux textes légaux qui prévoient que « le juge peut accorder des dommages-intérêts ou prononcer la résolution du contrat » dans ce cas.

Sans trop entrer dans le détail, ce document d'information doit notamment comporter des renseignements précis sur la personne qui propose l'investissement, sur le gestionnaire, sur les biens proposés en placement et sur les modalités de leur gestion, sur le montant des frais et commission et sur les produits et charges qui en découlent, sur les droits des investisseurs, à commencer par celui d'être informé des comptes de la société de gestion et de l'avis du commissaire aux comptes.

2) L'établissement d'un compte rendu annuel de gestion vérifié par

un commissaire aux comptes : cette particularité, quelquefois un peu occultée dans la présentation des nouveaux pouvoirs d'information dévolus aux épargnants, est très importante. Pour la première fois, en effet, ils vont pouvoir prendre connaissance non seulement du rendement réel de leur investissement mais aussi des résultats — et donc de l'assise financière — de la société chargée de gérer les biens qu'ils ont acquis sur ses conseils.

Ainsi, à la clôture de chaque exercice annuel, le gestionnaire doit établir l'inventaire des biens dont il assure la gestion, ainsi qu'un rapport d'activité, dresser le bilan et le compte de résultats de son entreprise, les faire contrôler par un commissaire aux comptes qui en certifie la sincérité et la régularité et adresser le tout, d'une part au client, d'autre part à la COB dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice.

• Quelles sont les sanctions prévues ? Elles peuvent aller d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 6 000 F à 120 000 F selon les cas (ou à l'une de ces deux peines seulement) en cas d'infraction pour les personnes, les gestionnaires et les commissaires aux comptes qui n'auraient pas respecté ces nouvelles dispositions.

• Depuis quand sont-elles en vigueur ? Deux mois après la publication du décret d'application. Dans les faits, depuis le 4 juillet dernier, aucune officine spécialisée ne peut faire de publicité ni de démarchage si elle n'a pas soumis sa note d'information à la commission et obtenu son aval.

• La COB a-t-elle déjà délivré des numéros d'enregistrement ? Oui. Pour l'instant, quarante-trois dossiers ont été déposés sur son bureau, sur lesquels dix-sept ont reçu le « feu vert » et dont la liste peut être consultée au siège de la commission (1) (le Monde du 11 octobre).

• Le nouveau rôle de la COB est-il limité aux seuls biens divers gérés par des tiers ? D'après les textes, oui. Mais il semble bien que la commission ait à cœur, outre de centraliser toutes les plaintes des épargnants comme elle le faisait déjà par le passé, de se prononcer également sur certains cas placés à la limite du champ d'application de la loi par des organismes soucieux d'y échapper sous couvert de montages financiers hardis qui ne correspondraient pas strictement aux dispositions légales. Dans une récente interview (2), le président de la COB, M. Bernard Tricot, a été très clair sur ce point : « Nous ferons connaître notre opinion en gé-

néral sur les produits de placement. Nous alerterons le public sur les « chausse-trappes » les plus fréquentes. La presse peut nous aider dans cette tâche. » « Nous avons d'ailleurs commencé à faire paraître des avertissements sur des affaires particulières après avoir constaté de trop grands risques pour les épargnants », a-t-il rappelé.

(1) Commission des opérations de Bourse, tour Mirabeau, 39-43, quai André-Citroën, 75739 Paris Cedex 15. Tél. : 578-33-33.

(2) Le Revenu français, octobre 1983.

## Un placement millésimé : les « châteaux » bordelais

Parmi les dix-sept propositions de placements en biens divers qui ont reçu le numéro d'enregistrement de la Commission des opérations de Bourse, il en est un qui a suscité l'attention de nombreux investisseurs : celui de la société Laffitte-Investissement, qui propose de placer dans des « châteaux » bordelais, dont l'initiative revient à Laffitte-Investissement.

Cette filiale de l'Européenne de banque (ex-banque Rothschild) qui dispose d'un important réseau de conseillers financiers (les deux sociétés viennent d'ailleurs de créer une entité commune spécialisée dans les placements diversifiés : Laffitte-Patrimoine) a choisi de proposer à sa clientèle une opération de commercialisation de grands crus de vins de Bordeaux « en primeur », un moyen de faire savoir sur le marché que la banque de la rue Laffitte, fortement secourue après sa nationalisation et le départ de la famille Rothschild, possède encore des capacités d'innovation.

Laffitte-Investissement a donc confié à l'un des principaux négociants bordelais, la maison Prats Frères, la mission de sélectionner quarante-deux grands crus, millésimés 1982, susceptibles de bénéficier de la valorisation que

connaissent les vins de Bordeaux entre l'année de leur récolte et celle de leur commercialisation, outre le fait qu'environ 45 % de la production totale de cette région est exportée.

### Cinquante caisses

A cet effet, la société de gestion, qui a investi une dizaine de millions de francs dans l'opération, s'engage à faire conserver ces vins en chais dans leur château d'origine jusqu'à la fin de l'année 1984, date à laquelle ils seront mis en bouteilles, en se chargeant de tous les frais de vieillissement, d'entreposage. De leur côté, les investisseurs intéressés se voient proposer deux cent cinquante lots composés chacun de cinquante caisses de douze bouteilles (médoc, graves, saint-émilion, pomerol, sauternes) au prix (T.T.C.) de 48 000 francs pour chaque lot en échange d'un titre de propriété qu'ils peuvent céder.

Dès leur mise en bouteilles, ces vins pourront être livrés à l'investisseur, mais celui-ci peut aussi choisir de faire fructifier son capital en le faisant vieillir jusqu'au 30 juin 1988, date à partir de la-

quelle ils seront revendus par la négociant sur le marché des vins de Bordeaux (y compris aux enchères) si l'acquéreur ne veut pas se les faire livrer. C'est alors que sera véritablement évaluée la plus-value de ce placement pour une opération entreprise en 1983 et dénouée cinq ans plus tard. Comme tout dépendra du prix du bordelais à cette époque, il est impossible de déterminer à l'avance la rentabilité de cet investissement. Mais le pari se veut limité à la fois par le choix des crus et du millésime, et par la courbe du prix du bordelais, qui, de l'avis des experts, ne risque guère de s'effondrer beaucoup à moyen terme.

De toute façon, inutile de se précipiter aux guichets de la rue Laffitte pour souscrire à quelques bouteilles. Les deux cent cinquante lots ont été placés « en cinq jours », assure-t-on, sans attendre les retombées de la B.S.C., qui a commandé l'événement, et du Financial Times, qui a consacré une colonne entière dans son édition du 2 septembre à ce vin de Bordeaux, qui, l'histoire aidant, a encore beaucoup d'administrateurs nostalgiques de l'autre côté de la Manche.

S.M.

## CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Un des plus grands emprunteurs de France. Finance les investissements des Télécommunications

# CNT

l'argent qui rapproche les hommes.

3, rue de l'Arrivée, 75749 Paris Cedex 15 - Tél. : (1) 538-52-27

## Les gestionnaires du Crédit du Nord font progresser votre patrimoine.

### Performances\* des Sicav du Crédit du Nord.

	OPTIMA-VALOR	AMERICA-VALOR	SÉLECTION CROISSANCE	OBLIGATIONS CONVERTIBLES	ÉPARGNE REVENU	ÉPARGNE INSTITUTIONS	Rapport
	Valeurs françaises (I.C.E.A.)	Valeurs américaines	Valeurs diversifiées	Obligations convertibles diversifiées	Obligations diverses	Obligations garanties par l'Etat	Prix de détail en France
	%	%	%	%	%	%	%
Performance du 31/12/82 au 31/08/83	+ 26,5	+ 31,6	+ 38,2	+ 25,7	+ 14,6	+ 14,10	+ 7 (estimation)
Performance sur 8 ans du 1/1/75 au 1/1/83	+ 15,9 l'an	+ 19,2 l'an	+ 17,2 l'an	+ 16,9 l'an	+ 14,4 l'an	+ 12,14 l'an	+ 10,4 l'an

\* Capital + revenus.

Venez nous voir dans l'une de nos 600 agences en France.

 **Crédit du Nord**

## pour garantir votre avenir et celui des vôtres : choisissez L'Épargne en points A.G.F.

- Particulièrement attrayante, c'est une formule nouvelle, née en décembre 1980 et exprimée en une unité de compte : le point A.G.F.
- La clause de croissance de ce point garantit chaque année une hausse de sa valeur.
- La valeur du point A.G.F. était de :



soit une augmentation de 46% en 3 ans

- Au terme de la durée de cette épargne, le bénéficiaire peut choisir soit un capital, soit une rente également indexée sur la valeur du point A.G.F.
- En cas de décès le bénéficiaire désigné reçoit un capital égal au nombre de points A.G.F. souscrits multiplié par leur valeur actuelle.
- Vous profitez de tous les avantages liés à l'assurance vie.
- Les A.G.F. vous proposent également la Rente Viagère immédiate en points A.G.F.

pour tout complément d'information parlez-en avec l'Assureur A.G.F.

 ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE  
« A.G.F. avec vous »

ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE VIE : Service client par le Centre des Assurances - S.A. au capital de 200 millions de francs entièrement versé - R.C. Paris 8 552 124 000 - Siège social : 87, rue de Richelieu 75004 Paris Cedex 02



Jeudi 20 octobre 1983

TROIS SCÉNARIOS SUR MESURE

CATÉGORIE	IMMOBILISATION	RENDEMENT	COMMENTAIRES
MOBILITÉ ET PLUS-VALUE			
• Actions	Variable	Rendement plus de 10 %	Sans doute l'un des meilleurs placements cette année grâce à une hausse de 50 % au cours de la Bourse au cours des neuf premiers mois. Le reste des actions « secondaires » et prospectives de C.E.T. en direction de C.E.A. d'effacement des et les actions devraient bénéficier de la fin de la limitation des dividendes et des meilleurs résultats des sociétés.
• Sicav	Disponibilité totale	De 20% à 40% l'an.	Tout en offrant des rendements moyens inférieurs à la véritable explosion des valeurs françaises, les Sicav ont réalisé de très belles performances à commencer par les spécialisées sur New-York ou Tokyo.
• Sicav et fonds communs de placement	Disponibilité	De 12% à 14% l'an.	Même en place après la réforme de la réévaluation des comptes à terme, ces fonds de gestion collective offrent l'avantage de la disponibilité et d'une rentabilité satisfaisante.
SAGESSE ET RENDEMENT			
• Obligations	Long terme mais facilement négociable	Environ 14% l'an.	La capitalisation des obligations françaises atteint actuellement près de 1 000 milliards de francs (contre 500 milliards en 1981). Grâce à des rendements élevés, ce type de placement offre un intérêt réel de 2 % à 3 % sur l'inflation. Plusieurs produits sur le marché : à taux fixe ou variable, obligations renouvelables de Trésor, titres participatifs... Tous bénéficient de l'abattement de 5000 F et de prélèvement libératoire.
• Emprunts d'Etat	Long terme mais facilement négociable	Variable	Il s'agit essentiellement de 4,5 % 1973, de 7 % 1973 et de 5,50 % 1977 (indexé sur l'indice de consommation) qui procurent des rendements de 6 % à 8 %.
• Comptes à terme	Plus de 12 mois pour être intéressants	Taux de marché au-delà d'un an.	En deçà de 500 000 F, la réévaluation la plus intéressante est de 8,5 % pour une durée supérieure à deux ans. Elle est bien supérieure au-delà, mais attention à la liquidité.
• Petits portefeuilles	Moyen terme	Environ 14% l'an.	Seuls un petit nombre d'actions (45 %), ces petits portefeuilles d'actions sont intéressants.
• SCPI	Moyen terme	6% à 8% l'an.	Face à un marché immobilier en recul, les sociétés civiles de placement immobilier permettent de diversifier un placement dans la pierre tout en gardant une certaine flexibilité.
• Bons à intérêt progressif	Moyen terme	7,5% à 13% l'an.	Il s'agit des bons de 1 à 4 ans émis par les banques, les caisses d'épargne, le Trésor... Leurs rendements sont élevés (de 45 % à 50 % nominal) et 50 % (nominal) + 1,5 % par an sur le capital.
• Fonds et groupements forestiers	Long terme	1% à 2% l'an.	Rendement assez faible que celui des titres agricoles mais importants avantages fiscaux sur les droits de mutation.
• Assurance-vie	Long terme	13% environ	Épargne par capitalisation qui bénéficie des nouvelles dispositions incluses dans le projet de loi 1984 (voir page suivante).
PRÉCAUTION ET LIQUIDITÉ			
• Livret A	Disponibilité totale	7,50 % net.	Taux de réévaluation abaissé de 1 % depuis le 1 <sup>er</sup> août 1983. Le plafond du Livret A est actuellement de 50 000 F.
• Livret B	Disponibilité totale	7,50 % net.	Même conditions que pour le Livret A des caisses d'épargne mais interdiction de cumuler ce dernier avec le « B ».
• Livret C	Disponibilité totale	7,50 % net.	Comporte un dépôt minimum de 100 F et est soumis au prélèvement libératoire de 45 % au rachat ou à la déclaration. Pas de plafond.
• Livret D	Disponibilité totale	7,50 % net.	Exonéré d'impôt, le Livret D est limité à 20 000 F par L.E.P. Il comporte une série de « prime initiale » au-delà de 5,5 % de la base des prix.
• Cédex	Disponibilité totale	7,50 % net.	Nouveau produit créé le 1 <sup>er</sup> octobre 1983, le compte pour le développement industriel est limité à 10 000 F par souscripteur (20 000 F pour un couple). Il est abordable dans tous les réseaux bancaires, caisses d'épargne, Crédit agricole mutual... Exonéré d'impôt.
• Compte d'épargne logement	À la fois de 10 à 15 ans.	3,25 % net.	Plafonné à 100 000 F pour un prêt maximum de 150 000 F à 4,75 % sur cinq ou sept ans.
• Plan épargne logement	5 ans, sortie possible après 3 ans.	9 % net porté à 10 % net pour les plans souscrits avant le 15 juin et le 31 décembre 1983.	Plafond de l'ancien plan (150 000 F) pour un prêt de 200 000 F à 7 % sur cinq ou sept ans porté à 300 000 F pour le nouveau plan souscrit avant le 15 juin 1983.
• Cc	Disponibilité totale		En deçà de sa totale disponibilité, l'or doit être envisagé comme un placement à terme en raison de la taxe forfaitaire de 6 % qu'il faut acquitter à la vente. La suppression de l'imposition plus sur un marché déjà déprimé par la baisse des cours de métal fin sur le marché international.

## Aurineige

### pour conjuguer retraite et placement.

AURINEIGE, un investissement dont vous choisissez le montant et la fréquence des versements. Votre placement reste disponible à tout moment, et constituera, le cas échéant, un complément de retraite en vous permettant de planifier vos retraits. AURINEIGE est un placement sûr et performant (taux net de croissance 1983 : 13,36 %) : il repose sur le patrimoine de la Mutuelle Générale Française Vie.

Interrogez donc votre conseiller des Mutuelles du Mans.



Mutuelle Générale Française Vie

20, rue Saint-Bertrand - 72000 LE MANS

Tél. (43) 84.96.40

Renseignements : M. BELLANGER, Poste 4064

Pour les Mutuelles du Mans  
votre vie est une grande cause



## BUDGET 1984 : ce qu'il faut savoir sur la fiscalité

(Suite de la page 27.)

- **Sicoms** : les sociétés d'investissement pour le commerce et l'industrie pourront louer leurs immeubles en location simple à des personnes physiques ou morales exerçant dans ces locaux une activité administrative ou professionnelle n'ayant pas un caractère industriel et commercial (professions libérales, associations, organismes publics...).
- **Fonds communs de placements à risques** : les cessions de parts de ces fonds représentatives de parts sociales ou d'actions ne seront soumises à aucun droit d'enregistrement.
- **Coopératives** : les coopératives artisanales, les coopératives artisanales de transport fluvial et les coopératives maritimes seront exonérées de l'impôt sur les sociétés. De plus, les parts de ces coopératives seront admises dans les comptes d'épargne en action ou C.E.A.
- **Recherche** : les inventeurs qui concèdent leur invention à une entreprise qu'ils créent bénéficient également du régime des plus-values à long terme pour l'imposition des

redevances perçues l'année de la création de l'entreprise et les deux années suivantes.

- **Fonds salariaux** : les sommes versées par les salariés dans ces futurs fonds, afin de développer les investissements productifs ou de promouvoir des opérations de réduction de la durée du travail, donneront droit à une réduction d'impôt sur le revenu (dans la limite de 5 000 francs) égale à 25 % de leur montant. Les intérêts relatifs à ces versements bénéficieront du régime fiscal des obligations (abattement de 5 000 francs et prélèvement libératoire), mais les fonds déposés devront rester indisponibles pendant cinq ans.

- **Fiscalité locale** : comme en 1982 et 1983, le prélèvement de 3,6 % opéré auparavant sur le produit de la taxe d'habitation reste suspendu.

- **Prélèvement de 1 %** : de moins en moins « exceptionnel », il s'appliquera aux revenus du travail et du capital soumis à prélèvement obligatoire (les fameux 25 % qui deviennent ainsi 26 %).

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE  
ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUTS

### AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côté-Rouge, Hussein-Dey, ALGER (Algérie), informe les sociétés concernées par l'Appel d'Offres International, numéro 490/DIV pour la fourniture de :

Outils manuels et outillages de coupe

Que sa date de clôture, initialement prévue au 17-09-1983, est prorogée au 05-11-1983.

# PLACEMENTS ÉCUREUIL.

## Des réserves d'énergie pour chaque étape de la vie.

En fonction de vos projets, de vos idées et de vos rêves, l'Écureuil vous propose une gamme de bons placements adaptés au montant ou au rythme de votre épargne.

**LE LIVRET A** : La meilleure rémunération pour de l'argent disponible.

**L'EPARGNE LOGEMENT** : Un placement avantageux sans impôt, donnant droit à un prêt à taux réduit.

**LES BONS D'ÉPARGNE** : Simples comme des billets de banque qui ont la bonne idée, de rapporter.

**LES SICAV** : Pour investir progressivement en Bourse. En profitant de la gestion dynamique assurée par des spécialistes. Par la composition différenciée de leur portefeuille, chacune des SICAV proposée par l'Écureuil répond à des besoins particuliers : plus-value, rendement, sécurité...

**LE COMPTE ÉPARGNE EN ACTIONS** : Une excellente rentabilité. Une diminution légale de vos impôts (à cumuler avec d'autres avantages fiscaux accordés aux valeurs mobilières). Il existe d'autres placements qui participent au développement

de l'industrie. Renseignez-vous à la Caisse d'Épargne Écureuil.



Répartir votre épargne, choisir vos placements, c'est vous constituer un patrimoine. Pour aller loin, jusqu'au bout de vos projets.

# CAISSE D'ÉPARGNE

AU FORUM INVESTISSEMENT du 22 au 24 octobre 1983  
Stand n° 40 - Hôtel HILTON - 18, avenue de Suffren - 75015 Paris



## CONJONCTURE

M. BARRE AU FORUM DE « L'EXPANSION »

## Artifices et bon chemin

Pour M. Barre, qui était mardi 18 octobre l'un des invités du Forum de l'Expansion, le gouvernement prend actuellement conscience de deux choses fondamentales : la nécessité absolue de rétablir les équilibres extérieurs, l'impossibilité pour un grand pays moderne de sacrifier ses entreprises. « Le changement intervenu dans la bonne direction. Je soutiendrai toute politique qui vise à rétablir les équilibres extérieurs », a déclaré l'ancien premier ministre.

Tout en réaffirmant sa volonté de ne pas procéder à une opposition systématique, M. Barre ne s'est pas privé d'exposer aux quelque quatre cents chefs d'entreprise qui l'écoutaient les critiques qu'il fait à la politique menée par l'équipe au pouvoir et les craintes qu'elle suscite en lui.

La prise de conscience du gouvernement survient « après que beaucoup de dégâts ont été faits » et sans que la nouvelle politique assure le redressement à long terme des entreprises. L'ancien premier ministre a regretté l'absence d'une politique maîtrisée de la demande (publique et privée), mais aussi les lacunes d'une politique de l'offre qui devrait favoriser la productivité des entreprises (le fait d'augmenter les contrôles, notamment les contrôles des prix, et ne pas jouer les Tartarin (1) de l'indice) et inciter les gens au travail, à

l'épargne, à la création de patrimoines et à celle d'entreprises. M. Barre a été plus loin : « Il faut savoir investir au bon moment, mais aussi désinvestir. Je l'ai vu faire aux Etats-Unis, en 1982, époque où les effectifs ont été ajustés, où on a rationalisé et investi. » L'ancien premier ministre a parlé du processus de destruction créatrice de richesse.

Autre motif d'inquiétude concernant les entreprises : des avancées sociales qui relèvent pour beaucoup de la politisation. « Nous ne sortons de la crise, que si nous acceptons un transfert de charges des entreprises vers les ménages. »

Reprochant au gouvernement de faire vivre la France dans une économie artificielle, notamment en matière de prix et d'emploi, M. Barre a rappelé les trois cartes que le France devrait jouer à fond : carte de la liberté (liberté notamment des prix, des salaires, des embauches et des licenciements), carte de l'ouverture sur l'extérieur, carte de la solidarité nationale (« On ne peut pas remettre en cause ce qui est l'acquis fondamental de ces trente dernières années en matière sociale »).

M. Barre a ensuite insisté sur la quasi-impossibilité qu'il y aurait à faire baisser la pression des prélèvements obligatoires en France (impôts et cotisations sociales),

« Il ne faut pas abuser les Français sur ce sujet. On peut viser la stabilisation des charges obligatoires, ce qui signifierait déjà que l'on porte la part des dépenses publiques et sociales. » Au passage, l'ancien premier ministre a vivement critiqué l'idée d'une hausse de la T.V.A. pour résoudre nos problèmes (taxe professionnelle, déficits sociaux), apportant sur ce point un hommage remarqué aux positions de M. Delors. La seule façon de limiter les dépenses est de libérer les prix et de supprimer les subventions aux entreprises. « Les économies réalisées pourraient permettre de réduire la fiscalité et de réduire le déficit. Mais n'engageons pas les Français sur la piste de l'illusion démagogique. »

L'ancien premier ministre a enfin réaffirmé son hostilité aux nouvelles nationalisations pour des raisons de gestion efficace et pour la maîtrise d'un certain pluralisme dans la société (il s'est en revanche déclaré partisan de ne pas toucher à celles qui avaient été décidées en 1945), et son opposition au monopole syndical dans un pays où le taux de syndicalisation ne dépasse pas 20 % à 25 %.

(1) M. Barre retourna ainsi un compliment - que lui avait fait M. Mitterrand lorsqu'il était dans l'opposition.

« Il faut faire baisser le pouvoir d'achat »  
déclare le président du C.N.P.F.

Prenant la parole à l'occasion du Forum de l'Expansion mardi 18 octobre, M. Yvon Gattaz, qui s'adressait à un parterre de chefs d'entreprise, a vivement reproché aux patrons de ne « pas tenir les salaires ».

« Il faut le dire la tête haute, il faut faire baisser le pouvoir d'achat », a poursuivi le président du C.N.P.F. en estimant que la politique de rigueur du gouvernement offre « une chance de faire passer un abaissement considérable de nos salaires (...) pour une fois (que) les syndicats se tiennent à carreau et (que) le gouvernement ne pousse pas à la hausse ».

Avant la fin de novembre, le C.N.P.F. va donner un « maximum de recommandations » dans ce sens avec « des chiffres volontairement très bas », a annoncé M. Gattaz.

Les propos du président du C.N.P.F. ont surpris l'assistance. Des chefs d'entreprise ont notamment fait valoir que l'évolution du SMIC, liée au coût de la vie, et celle des traitements dans la fonction publique se répartissent sur toute la hiérarchie des salaires.

Répondant à ces critiques, M. Gattaz a estimé que le pouvoir « fait preuve d'un certain courage dans la fonction publique ». Selon

lui, le gouvernement reporte « le plus loin possible pour ne pas dire sine die » les négociations sur la clause de sauvegarde « avec la volonté de ne pas accorder un rattrapage du pouvoir d'achat ». Selon le président du C.N.P.F., il s'agit d'ores et déjà d'une décision « officielle ».

Quant au SMIC, le président du C.N.P.F. a estimé qu'il faudra « un jour arrêter ce « salaire maximum d'inflation » et de crise » générateur d'inflation, et ajouté que « beaucoup de jeunes préféreraient un salaire inférieur au SMIC plutôt que pas de job du tout ».

## L'appétit de M. Gattaz

M. Gattaz a donc dit tout haut ce que le patronat pense tout bas : la présence de la gauche au pouvoir et la détermination du gouvernement de décaler l'économie française offrent « une chance de faire baisser considérablement les salaires » et le « pouvoir d'achat ».

La rudesse du ton a surpris l'auditoire et a suscité aussi certaines réserves du C.N.P.F. puisque, dans la soirée, M. Gattaz précisait à l'A.F.P. qu'il voulait dire que la politique actuellement menée offrait « une chance de ralentir la progression des salaires » ; la nuance est de taille et marque bien l'embarras du patron des patrons.

M. Gattaz a, semble-t-il, découvert tardivement qu'en se laissant aller à des déclarations aussi fracassantes il prenait des risques sérieux

au moment même où l'évolution de l'indice des prix laisse supposer que les négociations salariales, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, s'annoncent difficiles. M. Gattaz espérait peut-être aider ainsi M. Delors, il n'est pas certain que le but recherché soit atteint.

Souligner à la veille des élections à la Sécurité sociale que les « syndicats se tiennent à carreau » n'était sans doute pas de la meilleure tactique alors même que les délégués syndicaux ou du moins certains d'entre eux s'efforcent avec plus ou moins de bonheur de contenir le mécontentement de leurs militants. Comment les responsables syndicalistes ne réagiraient-ils pas à un tel propos et en premier lieu sur le terrain ?

M. Gattaz est dans son rôle lorsqu'il recommande à ses pairs « de serrer les boulons » tant il est vrai que l'évolution des salaires est une des composantes - mais pas la seule - de la compétitivité des entreprises. L'est-il encore lorsqu'il évoque une baisse du pouvoir d'achat sans préciser si ce mot sera modulé selon les revenus ? L'est-il enfin lorsqu'il se révèle incapable de formuler la moindre proposition constructive pour faire « passer cette pilule » ?

Car c'est bien là où le bât blesse. Qu'offre aux salariés le C.N.P.F. en contrepartie de l'effort demandé ? Est-il prêt à compenser qualitativement, en mettant par exemple en œuvre de façon dynamique les lois Auroux, une baisse des rémunérations ? Tout prouve qu'il n'en est rien.

M. Gattaz s'est félicité de la stratégie qu'il mène depuis 1981 dans ses rapports avec le gouvernement en soulignant - ce qui est incontestable - qu'il a réussi à faire prendre en compte par le pouvoir les préoccupations des entreprises. L'appétit vient en mangeant dir-on et, manifestement, celui du président du C.N.P.F. va croissant au risque de conforter l'attitude de ceux qui dans la majorité estiment que le gouvernement écoute trop les patrons et pas assez les travailleurs.

PHILIPPE LABARDE.

## Faits et chiffres

● La session du Comecon. - Le premier ministre soviétique, M. Nikolai Tikhonov, a déclaré mardi 18 octobre devant la réunion des chefs du gouvernement du Comecon à Berlin-Est que l'URSS avait entrepris de réduire sa dépendance technologique à l'égard de l'Occident. Il a invité les pays d'Europe de l'Est à suivre cet exemple. L'ordre du jour adopté pour la réunion porte, entre autres, sur les économies d'énergie et de matières premières et l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire des pays membres. - (Reuters.)

● Séquestrations et occupation. - Sept membres de la direction de la Chapellerie française de Montazels (Aude), dernière entreprise spécialisée française, ont été retenus depuis la soirée du mardi 18 octobre par des membres du personnel, à la suite d'un conflit sur les horaires. A Paris, la gérance de la société de gardiennage, Sécurité maintenance (quatre cents salariés), retient une heure par des salariés en grève à l'égard des sections C.G.T. et C.F.D.T., a été libérée sur intervention de la police. Enfin, une centaine de salariés d'Air Industrie à Thann (Haut-Rhin) ont occupé mardi après-midi les locaux de la sous-préfecture pour protester contre un plan de restructuration prévoyant cent quatre-vingt-cinq suppressions d'emplois (sur trois cent cinq salariés).

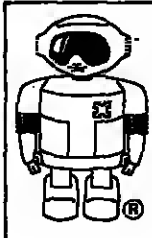
● Grève des officiers à bord d'un pétrolier. - Le pétrolier français Opale de la Compagnie française de navigation (groupe Total), qui devait appareiller pour la Norvège où il devait être désarmé, est immobilisé depuis le 17 octobre dans le port du Havre. Les officiers du navire, à l'appel de leur syndicat C.G.T., ont déclenché une grève de soixante-douze heures pour défendre des revendications propres au transport maritime pétrolier, et notamment la couverture des approvisionnements pétroliers français à 100 % par des bâtiments battant pavillon national.

● Locataires, défendez vos nouveaux droits ! - Tel est le titre d'un numéro spécial de 30 millions de consommateurs, édité par l'Institut national de la consommation, qui fait le point sur les règles du jeu entre locataires et propriétaires mises en place par la loi Quilès : précautions à prendre, état des lieux, honoraires des agents immobiliers, charges à payer, évolution du loyer, travaux d'amélioration, etc. (octobre-novembre 1983, dans les kiosques, 18 F.).

## Définition d'une nouvelle profession.

# ALUMINIER®

**[aluminje]**  
n.m. (1981; de aluminium) ♦ Personne ou entreprise qualifiée qui réalise sur mesure tous les produits en aluminium Technal® pour la maison (vérandas, fenêtres, portes, volets, clôtures, balcons...) SYN: spécialiste de l'aluminium Technal. Qualités: rapidité et qualité d'exécution, disponibilité, conseils et études chiffrées.



## Aluminier® Technal

Le conseil aluminium près de chez vous.

TECHNAL

Aluminier est une marque exclusive déposée par Technal France S.A. Ne peuvent prétendre à la dénomination d'Aluminier Technal que les entreprises habilitées par Technal France.

Les informations mentionnées sur ce coupon seront utilisées conformément à la loi 78/17 du 06.01.1978.

Pour recevoir une information sur les Aluminiers® Technal et les produits qu'ils mettent en œuvre, découpez le bulletin et adressez-le à Technal France, B.P. 1209, 31037 Toulouse Cedex.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Tél. ( ) \_\_\_\_\_



## AFFAIRES

### LA CHAPELLE-DARBLAY

#### Parencio joue Grand-Couronne contre Saint-Etienne-du-Rouvray

L'imbroglie persiste à la Chapelle-Darblay, l'entreprise papetière de la région rouennaise, sous administration judiciaire depuis 1980. Devant l'impossibilité de mettre à exécution le plan concernant l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, toujours occupée par les grévistes de la C.G.T., la direction de la société Parencio a fait une déclaration surprenante.

Dans le plan retenu par le ministère de l'Industrie, Parencio avait décidé de recréer l'activité papetière de La Chapelle-Darblay sur un seul site, celui de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray, l'usine de Grand-Couronne devant être progressivement abandonnée (le Monde du 20 septembre 1983).

M. Gils Van Roenen, directeur général de Parencio, a déclaré mardi

18 octobre à l'A.F.P. : « Devant l'évolution de la situation, les combats rangés, je commence à douter que le personnel de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui a considérablement durci sa position, soit susceptible de fournir l'effort qu'on demanderait aux employés de l'usine moderne prévue par le plan de restructuration. » Aussi M. Van Roenen proposera-t-il à son conseil de direction de revenir à une idée qui avait été envisagée dès l'origine, à savoir maintenir l'usine de Grand-Couronne et non celle de Saint-Etienne.

Du coup, la C.G.T. ne comprend plus ou feint de ne pas comprendre. Cette déclaration du patron de Parencio est pour elle la preuve que, comme elle l'affirme depuis le début

du conflit, « l'avenir de Grand-Couronne peut et doit être assuré ». La C.G.T. relève aussi que Parencio « vise à susciter des rivalités malsaines entre les salariés de Saint-Etienne et ceux de Grand-Couronne ».

Dans les diverses propositions qui furent faites en 1981 et 1982 par desopérateurs industriels, la solution Grand-Couronne avait déjà été proposée. Et l'on notera qu'il y a une différence notable entre le choix d'un site et la fermeture de l'autre, comme le veut Parencio, et le maintien des deux comme l'entend la C.G.T. Au ministère de l'Industrie, on est cependant quelque peu surpris de cette déclaration, qui, espère-t-on, a dépassé la pensée du directeur général.

En fait, alors que la situation pourrait dans la banlieue rouennaise, que les affrontements se multiplient — dans le petit matin du mercredi 19 des militants de la C.G.T. ont tenté de pénétrer dans l'usine de Grand-Couronne tenue par les non-grévistes, protégés par les forces de l'ordre —, il est possible que la direction de Parencio ait voulu mettre les salariés de Saint-Etienne-du-Rouvray au pied du mur. Ni la C.G.T., qui refuse en bloc le plan retenu par le ministère de l'Industrie tout en déclarant vouloir négocier, ni le ministère de l'Industrie, qui veut bien négocier mais ne voit pas très bien sur quoi, ne sont aptes à faire cesser cette partie de bras de fer. La solution sera-t-elle ici encore hollandaise ou est-ce que M. Van Roenen vient de compliquer encore un peu plus le jeu ? — J. G.

#### Dunlop céderait également des actifs non européens

Le groupe britannique Dunlop ne sera-t-il bientôt plus qu'une coquille vide ? Après avoir cédé fin septembre tous ses intérêts européens dans l'industrie du pneu à son allié japonais Sumitomo, puis avoir incité sa filiale française à déposer son bilan (le Monde du 7 octobre), il s'apprêterait maintenant à revendre presque tous les actifs encore en sa possession, bénéficiaires ceux-là, situés hors d'Europe.

Selon le quotidien The Guardian, c'est sous la pression de son principal actionnaire, le groupe malaisien Pegi Malaysian Berhad (26,1 % des actions), que la firme abandonnerait maintenant son patrimoine sud-africain (51 % de Dunlop South Africa) à des investisseurs locaux, pour une somme évaluée à une cinquantaine de millions de livres (environ 600 millions de francs). Dunlop South Africa fabrique des pneus, mais aussi divers produits industriels, des articles de sport et

des biens de consommation courants. L'affaire est prospère.

Le désengagement ne s'arrêterait pas là. Toujours d'après The Guardian, Dunlop se séparerait aussi d'autres filiales africaines, de ses filiales indienne, australienne, ainsi que d'une fabrique de pneus aux Etats-Unis. Ces actifs seraient confiés à une nouvelle société à créer dont 40 % du capital serait mis en vente. Le produit de cette vente servirait à réduire la dette de Dunlop, d'un montant estimé à 400 millions de livres (4,8 milliards de francs).

Ce plan de désengagement, assure le quotidien britannique, serait soumis par Pegi au conseil d'administration de Dunlop, qui doit se réunir le 28 octobre prochain. Le P.D.G. de Dunlop, sir Campbell Fraser, pourrait être amené à offrir sa démission, déjà réclamée par les syndicats britanniques.

#### Brève rencontre à Berkeley

De notre envoyé spécial

San Francisco. — Tout mathématicien qu'il soit, M. Gérard Debreu est aussi un homme du monde. Le nouveau prix Nobel d'économie note soigneusement tous les coups de téléphone qu'il doit rendre : il suit avec grâce l'assaut des journalistes dans son minuscule bureau (le On m'en a souvent proposé un plus grand, mais je préfère garder celui-là pour la vue) et il a même la surprise de recevoir une délégation française en corps constitué : M<sup>me</sup> Huguette Bouchardou, secrétaire d'Etat à l'environnement, et le conseil général de France, M. Gérard Ennery, en visite ce jour-là dans un autre laboratoire de ce même campus de Berkeley.

Reconnaissance tardive de la France ? Sur ce point, le professeur Debreu est sans complexe. S'il est venu aux Etats-Unis en 1950, c'est parce que, jeune normalien, il avait obtenu une bourse Rockefeller et qu'il avait tiré grand profit de son séjour. « J'ai eu deux grandes chances, dit-il : l'éducation que j'ai reçue en France de la maternelle à l'université, et puis cette bourse. » En 1962, l'université de Californie lui propose le poste de professeur d'économie à Berkeley. Pourquoi refuser ? « Pour enseigner en France, il faut l'agrégation de sciences-éco que je n'ai pas », observe-t-il en s'essayant sur le rebord du bureau. On lui a bien proposé la direction de la prévision au ministère des finances, négative, mais, dit-il, j'étais inconsciemment décidé

à rester ici ». Son regard clair d'un bleu très gris contemple les étudiants vœux sur les pelouses du campus chauffées par l'été indien.

Pas plus qu'il n'a souhaité comment la politique économique du président Reagan, il ne veut rien dire sur la France, par scrupule : « Pour prendre les décisions, il faut tellement de données qu'un économiste ne peut pas dire à lui seul ce qu'il faut faire. » Tout en reconnaissant sa dette à l'égard de Milton Friedman (« Mon collègue de Chicago »), il se veut au-dessus de la mêlée : « Je suis très content quand je trouve un principe qui peut s'appliquer à la fois aux économies capitalistes et socialistes. » Mais le spécialiste des « flux de cycles » et des « modèles linéaires » garde un œil sur l'économie réelle : « Bien que je fasse de l'économie pure, avoue-t-il, je ne suis pas complètement détaché de ce qui se passe à Washington. »

A M<sup>me</sup> Bouchardou, qui, en sa qualité de secrétaire d'Etat à l'environnement, dénonce « l'imperialisme de l'économie », il répond qu'il est « entièrement d'accord ». Le professeur d'économie, sur ce point, rejoint l'ancien professeur de philosophie que fut Madame la ministre. Ou peut-être est-ce le distingué savant qui ne veut pas contrarier la militante... Brève et courtoise rencontre dans la chaleur de l'été indien.

ROGER CANIS.

#### Agriculture

● Cuba achète du sucre. — Cuba a acheté entre 100 000 et 150 000 tonnes de sucre pour approvisionner l'Union soviétique, apprend-on dans les milieux du négoce londonien. Les achats ont été effectués par l'intermédiaire de négociants britanniques et japonais. Le pays vendeur serait le Brésil. La production sucrière de Cuba cette saison a été estimée par les courtiers Woodhouse Drake and Carey à 6,99 millions de tonnes contre 8,2 Mt la saison précédente. La récolte soviétique, elle, est chiffrée à 7,15 Mt et la consommation à 13,05 Mt. Mais quelque 14 Mt de betteraves sucrières — l'équivalent

de 1,4 Mt de sucre — auraient été perdues à la suite de difficultés de transport.

**CHEF DE FABRICATION, édition (550 pts), 49 ans, libre suite à licenciement économique. Expérience de l'édition de livre au roman. Formation typographique, mise au point manuscrite, mise en pages, relations avec fournisseurs (pouvant se déplacer), contrôle travaux, devis, prix de revient, recherche poste intéressant. Tél. au 255-43-89 ou écrire à R. KASTNER, 8, r. des Portes-Stanches (18<sup>e</sup>).**

## QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



#### LE REMARQUABLE PETIT SYSTEME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le

Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher \*, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Centre Burroughs de Gestion et de Ressources des Appels Clients. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

**Burroughs**  
LA QUESTION N'EST PAS  
DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND,  
MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

\*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: \_\_\_\_\_  
Fonction: \_\_\_\_\_  
Société: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_

A envoyer à: Direction du Marketing  
Systèmes B20  
S.A. Burroughs  
95015—Cergy Pontoise Cedex

LM 10 203

## MAITRISE de L'ENERGIE

Dans  
«Le Monde»  
daté 23-24  
octobre

**AU SOMMAIRE  
DU NUMERO 5**  
Bilan des économies  
d'énergie en 1982  
Des HLM s'enveloppent  
de bois

Après la Conférence  
mondiale de New Delhi  
Dossier du mois :  
le diagnostic thermique

Lettre mensuelle de  
l'Agence française pour  
la maîtrise de l'énergie



(Publicité)

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS  
DE L'URBANISME ET DU LOGEMENTAPPEL D'OFFRES INTERNATIONAL  
POUR LA SÉLECTION D'UN BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS  
POUR LE CONTRÔLE DE LA ROUTE DJIBOUTI-TADJOURAH

- 1 - Maître d'ouvrage : Direction des travaux publics B.P. 11, Djibouti, République de Djibouti.
- 2 - Travaux financés en partie par le fonds assoupli de développement.
- 3 - Lieu d'exécution : route Djibouti - Tadjourah.
- 4 - Appel d'offres international ouvert, tenant lieu à la fois de présélection et de sélection (2 plis dans chaque enveloppe : une pour la présélection et une pour la sélection).
- 5 - Délai de réception des offres : juillet 84.
- 6 - Consistance des travaux du consultant : Assistance pour dépouillement des offres, rédaction du marché, Contrôle et surveillance des travaux.
- 7 - Durée des travaux : trois (3) ans.
- 8 - Date limite de remise des documents : le 12 janvier 1984, à 8 h, à la Direction des travaux publics.
- 9 - Plis à fournir : Références techniques, Personnel et moyen de l'entreprise, Coût du dossier de préqualification et de qualification : cinquante mille francs Djibouti (50 000 FD).
- 11 - Dossiers à remettre à la Direction des travaux publics le 16 novembre, pour deux jours.

## 40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'édition une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche ».

98, pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde », 5, rue de la Harpe - 75427 Paris - Cedex 05

(Publicité)

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

3<sup>e</sup> Direction - 3<sup>e</sup> Bureau

## AVIS

Le PRÉFET, Commissaire de la République du département de l'Isère, informe le public qu'une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par l'Electricité de France pour la construction d'une ligne 400 kV LE CHAFFARD-CHAMPAGNIER 2.

Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par l'Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pendant deux mois à dater du 27 OCTOBRE 1983, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après et consigner ses observations dans un registre prévu à cet effet :

- PRÉFECTURE DE L'ISÈRE A GRENOBLE,
- SOUS-PRÉFECTURE DE VIENNE,
- SOUS-PRÉFECTURE DE LA TOUR-DU-PIN,

les jours ouvrables, sauf le samedi, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

A la mairie des chefs-lieux de cantons suivants :

LA VERPILLIÈRE, LE GRAND-LEMP, SAINT-JEAN-DE-BOURNAY, LA COTE-SAINT-ANDRÉ, SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEORGES, RIVES, TULLINS, SASSENAGE, VIF et VIZILLE,

aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public au moins quatre heures par jour.

En outre, conformément aux dispositions de la circulaire du 31 juillet 1982 de M. le Premier Ministre, relative à l'amélioration apportée à la publicité des études d'impact, les dossiers seront accessibles au public :

- A la préfecture de l'Isère et à la mairie de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY, LA COTE-SAINT-ANDRÉ, SAINT-ETIENNE-DE-SAINT-GEORGES, TULLINS, SASSENAGE, VIF et VIZILLE,

les samedis 19 NOVEMBRE et 17 DÉCEMBRE 1983 de 9 heures à 12 heures ;

- A la mairie de LA VERPILLIÈRE, RIVES, les samedis 19 NOVEMBRE et 17 DÉCEMBRE 1983 de 14 heures à 16 heures ;

- A la mairie du GRAND-LEMP, les samedis 19 NOVEMBRE et 17 DÉCEMBRE 1983 de 9 heures à 12 heures ;

A la mairie des communes concernées par le tracé :

SAINT-QUENTIN-FALLAVIER, VILLEFONTAINE, BONNEFAMILLE, ROCHE, FOUR, ARTAS, SAINT-AGNIN-SUR-BION, CULIN, TRAMOLE, SAINT-ANNE-SUR-GERVONDE, CHATONNAY, ECLUSE, CHAMPIER, EYDOCHE, MOTTIER, LA LONCHÈRE, SAINT-HILAIRE-DE-LA-COTE, LA FRETTE, BEVENAIS, SILLANS, IZEAUX, BEAUCROISSANT, RENAGE, VOUREY, SAINT-QUENTIN-SUR-ISÈRE, MONTAUD, VEUREY-VORIZE, NOYAREY, ENGINS, SAINT-NIZIER-DU-MOULCHEROTTE, SEYSSINET-PAUSSET, SEYSSINS, CLAD, VERCES-ALLIERES-ET-RISSET et CHAMPAGNIER,

aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public.

- A la Direction régionale de l'Industrie et de la Recherche Rhône-Alpes - Division du Contrôle de l'Électricité - 3, rue de la Liberté à GRENOBLE, tous les jours, sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

L'étude d'impact restera à la disposition du public à la préfecture de l'Isère, aux sous-préfectures de VIENNE et de LA TOUR-DU-PIN, jusqu'à la fin des travaux de réalisation de l'ouvrage.

## AFFAIRES

## LES RETOMBÉES DE L'AFFAIRE BOUSSAC

## Quel avenir pour l'I.D.I. après la démission de son président ?

Principal actionnaire de la Compagnie Boussac-Saint Frères, l'Institut de développement industriel (I.D.I.) doit regretter d'avoir été mêlé, en décembre 1981, à la demande du premier ministre, au redressement de cette entreprise textile. Au-delà de la démission - qui sera acceptée prochainement par le gouvernement - de son président, M. Dominique de la Martinière (le Monde du 10 octobre), en désaccord avec l'Elysée sur ce dossier, l'I.D.I. pourrait voir ses missions mêmes en être affectées. Ce serait l'une des retombées - mais gageons qu'il y en aura d'autres - de cette épineuse affaire.

Rarement accordé aura suscité autant de virulence que celui signé par l'ancien président de la Compagnie Boussac-Saint Frères, M. René Mayer, avec les anciens propriétaires, MM. Willot, pour sortir de la location-gérance qui, excluant de son contrôle les filiales bénéficiaires (Dior, Conforama), empêchait tout espoir de redressement à terme (le Monde du 5 août).

Voilà bien longtemps il est vrai que l'empire Boussac - défrayé la chronique : géré de manière catastrophique, il fut l'objet de la plus grande faillite française d'après guerre. Depuis lors, de la prise de pouvoir par les Willot au dépôt de bilan le 24 juin 1981, en passant par la vente de l'Aurore, son histoire a été tumultueuse.

D'autres diront, quand seront connus les résultats d'un audit financier (à la fin de cette semaine) et d'un audit industriel (vers le 15 novembre), réclamés par le gouvernement, si l'entreprise est actuellement bien ou mal gérée, si le plan industriel mis en œuvre permettra de dégager suffisamment de « cash flow » pour désintéresser les créanciers qui auront signé un concordat (environ 300 millions de francs par an pendant sept ans) et si l'accord signé avec les Willot est juridiquement acceptable (malgré apparemment quelques difficultés de mise en application, puisque celle-ci n'a pas commencé).

Mais était-il admissible de remettre en selle dans l'entreprise des gens que l'on disait menacés de multiples incriminations et auxquels on avait promis de faire rendre gorge ? Non, avait répondu M. Defors, Badier, Mauroy et le président de l'I.D.I., M. de la Martinière. Qui, avaient affirmé M. Fabius et l'Elysée, qui trancha. Le président de l'I.D.I. qu'en outre inquiétaient les aspects financiers de l'opération (notamment sur le point de savoir qui contrôlerait la nouvelle société), en tira les conséquences en offrant sa démission. Parce que la présidence de la République est montée, plus que de raison, en première ligne, on a vite fait de voir dans les réticences à l'accord Mayer-Willot « un des terrains de l'affrontement

politique » : de là à rappeler les liens de M. de la Martinière avec l'opposition (il fut proche de M. Chaban-Delmas), à mettre en cause sa gestion, et à envisager le déclin de l'Institut comme une espèce de punition, il n'y a qu'un pas.

Créé le 1<sup>er</sup> juillet 1970, au moment où M. Jacques Chaban-Delmas et à ses côtés M. Delors créaient d'une « nouvelle société », l'Institut de développement industriel avait - et a toujours - pour mission principale de renforcer, par ses interventions (le plus souvent des prises de participation), la structure financière des entreprises moyennes qui souffrent d'un manque de fonds propres pour poursuivre leur développement.

Treize ans plus tard, l'I.D.I., dont le capital a été porté à 1,029 milliard de francs - dont 49,95 % détenus par l'Etat, le reste étant aux mains d'organismes financiers, - a

accordé plus de 2,6 milliards de francs de concours à près de deux cent trente entreprises. Au 31 décembre 1982, il détenait des participations dans quatre-vingt-trois sociétés. Et, bien que tous ses actionnaires ou presque soient publics, il n'en conserve pas moins un statut et une mentalité de droit privé.

Sans doute certaines des entreprises aidées ont-elles connu des déboires : Braud (moissonneuses-batteuses), le Groupement européen de la cellulose, La Chapelle-Darblay et surtout E.M.S. (Equipements mécaniques spécialisés), société d'équipements pour la production de pneumatiques qui a déjà coûté à l'Institut plus de 500 millions de francs. Mais des participations aussi diverses que les éditions Robert Laffont, Benson, les skis Salomon, le champagne Veuve Clicquot, le carrossier Heuliez ou les produits d'entretien Solitaire dégageant globalement plus de plus-values que de moins-values en 1983. Et près de 600 millions de francs de participation sont cessibles, dans de bonnes conditions, si nécessaire. On est bien loin du dépôt de bilan annoncé par certains comme proche. Quant au budget d'exploitation courante, il sera nettement bénéficiaire, les recettes (dividendes, intérêts et honoraires des opérations de conseil en développement industriel) étant

supérieures aux dépenses (l'I.D.I. dispose d'une structure légère de soixante-dix personnes).

Après avoir hésité à maintenir l'Institut dans ses structures - le P.S. songeait alors à la création d'une Banque nationale de l'investissement - le gouvernement d'après-mai 1981 décida au contraire d'étendre ses missions en lui confiant des interventions lourdes (Boussac puis Liné, devenu Société des machines françaises lourdes), dotées de financements spécifiques et pour lesquelles une filiale - la Sopari - aurait déjà dû être créée depuis plusieurs mois (certaines sociétés sont en effet plus réticentes à approcher l'I.D.I. depuis que celui-ci apparaît comme le sauveur d'entreprises en grave difficulté plus que le financier d'entreprises performantes ayant des problèmes de croissance).

## Deux options

En affirmant en haut lieu que « Suez est prêt à reprendre les participations de l'I.D.I. », on laisse entendre que le dessein des pouvoirs publics pourrait changer. Mais la question n'est pas tranchée. Tant à Matignon que Rue de Rivoli, on affirme que « la disparition de l'Institut n'est pas à l'ordre du jour ». En revanche, on reconnaît que deux options restent ouvertes : ou le rythme passé des interventions (1) est maintenu, et il faut procéder à l'augmentation de capital prévue au budget 1983 (à cette occasion, Suez, seule grande banque à n'être pas actionnaire, entrerait au capital) ; ou l'on décide que l'Institut doit réduire son train de vie, restreindre le nombre de ses participations et accroître le rythme de rotation de celles-ci.

« La vocation de l'I.D.I. se pose en dehors de l'affaire Boussac », dit-on par ailleurs, car il n'est plus le seul à faire ce métier de capitaliste à risque.

Et, de fait, de nombreuses banques ont développé des fonds de placement à risque qui s'apparentent à ce que fait l'I.D.I. En outre, il existe désormais des « assets » à l'aidé aux fonds propres : les prêts participatifs en font fonction, et le nouveau Fonds industriel de modernisation pourrait être tenu de prospecter le même gisement. Au total, plus de

quarante organismes financeraient fonds propres et quasi-fonds propres. Bref, le marché est encombré.

Aussi l'Institut pourrait-il être tenté de se replier sur les activités où il se sent moins concurrencé : ingénierie financière, conseil en stratégie industrielle, règlement de problèmes de succession (pour la première fois, au printemps, le gouvernement a autorisé l'I.D.I. à désintéresser certains actionnaires d'une « belle » entreprise familiale - Superba, - dont le P.D.G. était mort subitement).

Quoi qu'il en soit, le nom et la qualité (industriel ou fonctionnaire) du successeur de M. de la Martinière - qui restera toutefois administrateur de l'I.D.I. - et le choix d'augmenter ou non le capital de l'Institut devraient marquer clairement, dans les prochaines semaines, l'avenir prévu par les pouvoirs publics pour cet instrument privilégié de politique industrielle.

BRUNO DETHOMAS.

(1) De vingt-cinq en 1976 et vingt-huit en 1979, les projets industriels sont tombés à dix-huit en 1982 et ne devraient pas dépasser quinze en 1983.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

## AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

L'Entreprise nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug, Côte-Rouge, Hussein-Dey, ALGER (Algérie), informe les sociétés concernées par l'Appel d'Offres International, numéro 9026/DIV pour la fourniture de :

Équipements pour atelier d'entretien électrofluid et électromécanique

Que sa date de clôture, initialement prévue au 17-09-1983, est prorogée au 05-11-1983.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

NUMÉRO 1601-1 M/DIV.

L'Entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

Lot N° 01 - Tarsus à main et Filère ;

Lot N° 02 - Tarsus à main et Filère (métrique ISO) ;

Lot N° 03 - Forêts et Outill à Mortaiser.


Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le Cahier des Charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des Travaux aux Puits - 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie - Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secréariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL » numéro 1601-1 M/DIV. Confidentiel - à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26.11.1983, 12 h 00, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.



**si vos lignes sont trop souvent occupées  
vos clients risquent de faire appel ailleurs**

Prendre de construction mécanique - 4 lignes - 50 personnes  
par jour ne leur paraissent pas.

Et sans qu'elles le sachent. C'est un exemple parmi tant  
d'autres. Une ligne de lignes inutilisée, un standard mal adapté,  
une mauvaise répartition des postes, et votre installation  
ne peut recevoir le trafic destiné à votre entreprise.  
Il y a des embouteillages : vos affaires comme votre image  
peuvent en souffrir.

Des solutions existent, simples et rapides à mettre en œuvre.  
Appelez votre agence commerciale des Télécommunications en  
composant le 34. Un agent technico-commercial saura vous conseiller.

**Pensez à ceux qui vous appellent  
Adaptez votre installation téléphonique à votre activité**

Le BHV spécialiste  
de l'éclairage halogène  
Boutique Perspectives  
2<sup>e</sup> étage  
Eclairage halogène  
et contemporain



05 11 1983



# SOCIAL MARCHÉ COMMUN

LE RAPPORT GOUVERNEMENTAL SUR LES FONDS SALARIAUX

## M. Bérégovoy joue la souplesse

M. Pierre Bérégovoy a transmis le 18 octobre, à la veille des élections à la Sécurité sociale, le Rapport du groupe de travail de la commission nationale de la négociation collective sur les fonds salariaux aux partenaires sociaux. L'idée de départ était de gérer une partie des augmentations de salaires pour alimenter un fonds consacré à l'investissement. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, dans le projet d'ensemble qui est proposé, à l'issue de trois réunions du groupe présidé par M. Chazal, directeur des relations du travail, n'adopte une démarche prudente, tenant compte de la diversité des positions en présence et encourageant la voie contractuelle.

« Faut-il privilégier le résultat économique à court terme à la dynamique sociale qui crée toute nouvelle contractualisation dans et hors de l'entreprise ? » En vingt-quatre pages le rapport tente de répondre à cette interrogation.

Le rapport récapitule tout d'abord les positions des partenaires sociaux : la C.G.T. et la C.F.D.T. étant « favorables » au principe de création de fonds salariaux, F.O. y étant « hostile », la C.F.T.C. et la C.G.C. n'ayant pas d'a priori et la C.N.P.F. et la C.G.P.M.E. s'opposant fermement à toute « cession de l'investissement dans l'entreprise ».

Le document, dont le rapporteur est M. Bouquet, chargé de mission auprès du directeur des relations du travail, révèle, cependant quelques « évolutions ». Ainsi apprend-on que la proposition initiale de la C.F.D.T., consistant à utiliser les fonds salariaux pour financer directement la réduction de travail, n'est en partie abandonnée au profit d'une procédure nouvelle : « un financement « des investissements

nécessaires aux nouvelles modalités d'organisation du travail résultant de la réduction du temps de travail ».

De même la C.G.C., qui considérait au départ que la gestion et l'utilisation des fonds devait relever de l'entreprise, « a accepté au terme des débats que la gestion des fonds puisse être organisée à l'extérieur de l'entreprise ».

M. Bérégovoy a donné son aval à toute une série de propositions sur les fonds salariaux après avoir rappelé que « le gouvernement n'interviendrait pas par la loi ou le règlement pour imposer leur création ».

« L'acte qui crée le fonds salarial, indique le rapport, est donc un accord collectif de travail entre les partenaires sociaux (...). Ce sont les dispositions de l'accord qui devront préciser les modalités d'adhésion : adhésion collective ou adhésion volontaire. » Pour la C.G.T. l'alimentation des fonds doit reposer sur « une épargne volontaire et individuelle ». La C.F.D.T. propose un « volontariat collectif » résultant d'un accord collectif, F.O. préconise « le volontariat et le régime facultatif », position proche de celle de la C.G.C. et de la C.F.T.C., laquelle replace ce volontariat « dans un cadre contractuel ».

Souple sur ce point, le ministre souligne que « l'adhésion collective peut ne pas être fondée sur un critère général englobant tous les salariés. Des seuils de salaires peuvent être retenus, des populations ciblées. Tout cela relève de la négociation elle-même (...). Il ne paraît pas souhaitable d'exclure des formules souples d'adhésions volontaires ».

La C.F.D.T. était la seule organisation à considérer que la création de fonds salariaux était insupportable

de la négociation salariale dans l'entreprise, les autres syndicats mettant en avant le maintien du pouvoir d'achat. Tout en notant que « les fonds salariaux ne sont certainement pas étrangers à la politique salariale de l'entreprise », le ministre ne tranche pas et indique qu'il revient aux négociateurs de fixer le cadre dans lequel se déroulera la négociation. Après avoir proposé que les accords créant ces fonds se situent aux « niveaux de l'entreprise ou de la branche professionnelle », le ministre se félicite que « l'objectif essentiel souhaité par tous est que les fonds salariaux participent au financement de l'investissement ».

Le rapport préconise ce qu'il appelle « une coparticipation à la gestion » : il est proposé que l'instrument de gestion des fonds salariaux soit géré par une structure où seraient présents les représentants des organisations syndicales et patronales. Cette structure pourrait être un conseil d'administration ou de gestion. Mais, est-il ajouté pour donner satisfaction au patronat, « le projet d'investissement est dans tous les cas défini par le chef d'entreprise. Par contre, c'est partiellement que sera prise la décision de le financer au moyen des fonds ».

Les positions syndicales étant diverses, le groupe de travail n'avait pas tranché la question du lieu de la

gestion des fonds. Pour le ministre, les « niveaux nationaux, branches professionnelles ou régionaux, interprofessionnels, apparaissent comme les mieux adaptés ». Mais la création de fonds au niveau « de grands groupes » est aussi envisagée. Par ailleurs, il est suggéré de « s'inspirer » de la loi de 1979 sur les fonds communs de placement pour créer des fonds prévoyant : une gestion paritaire de ces fonds, une répartition plus incitative entre les emplois affectés à l'investissement direct et ceux affectés aux valeurs mobilières.

Ces « fonds communs salariaux » trouveraient un support et les qualifications requises en s'inscrivant dans le système bancaire. Les sommes versées dans les fonds seraient « indisponibles » pendant « au moins cinq ans ». Pour bénéficier des incitations fiscales définies dans le projet de loi de finances 1984 (1), les accords devront être « agréés par l'administration ». Quant à la répartition des fonds, elle « dépend du produit de leur gestion ». La balle est désormais renvoyée dans le camp des partenaires sociaux. La relanceront-ils ?

MICHEL NOBLECOURT.

(1) La loi de finances 1984 prévoit que « les contribuables peuvent bénéficier d'une réduction de leurs impôts sur le revenu égale à 25 % des sommes qu'ils déposent dans les fonds salariaux pendant l'année au titre de laquelle l'impôt est établi. Le montant des sommes ouvrant droit à la réduction d'impôt est limité à 5 000 F » (Le Monde du 16 septembre 1983).

APRÈS L'ACCORD DES DIX SUR LES FRUITS ET LÉGUMES

## L'Espagne souhaite négocier rapidement le volet agricole de l'élargissement

De notre correspondant

Luxembourg (Communautés européennes). — Une session ministérielle de négociations C.E.E.-Espagne s'est tenue mardi à Luxembourg. Parallèlement, les ministres de l'agriculture ont continué leurs travaux. Ce mercredi 19 octobre, ce sont les ministres de la pêche qui, une fois de plus, vont s'efforcer de répartir entre les Etats membres les quotas de poisson disponibles.

M. Moran, ministre espagnol des affaires étrangères, avait préparé un discours sévère où il mettait en garde la Communauté contre les inconvénients pouvant résulter du pourrissement de la négociation. Surpris par l'accord sur les fruits et légumes intervenu la nuit précédente entre les ministres de l'agriculture des Dix, il a à peine modifié son texte — il est vrai que les raisons de blocage demeurent nombreuses, — mais s'est néanmoins félicité de ce succès qui devrait permettre d'engager dans des délais proches le volet agricole de la négociation. Quand ? Avant le fin de l'année, a estimé M. Varis, le secrétaire d'Etat grec chargé des affaires européennes, qui préside les travaux du conseil. M. Moran nourrit le même espoir. Auparavant, les Dix devront définir une position commune concernant les dispositions à appliquer durant la période de transition. S'agissant de l'agriculture, on envisage que celle-ci soit de dix ans. Est-ce à dire que pendant encore une dizaine d'années les exportations agricoles espagnoles les plus sensibles, en particulier celles des fruits et légumes, vont se heurter, pour pénétrer sur le marché de la Communauté, au même dispositif de protection que les pays tiers ? C'est ainsi que l'entendent les Français. M. Moran

a répété, mardi, que ce ne serait pas conforme à l'esprit de l'adhésion. Avec la réforme du règlement « Fruits et légumes », un des obstacles qui empêchaient l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté a été écarté mardi ; mais M. Rocard a sans doute raison d'indiquer que « les prochaines étapes seront également difficiles ».

Les ministres de l'agriculture des Dix ont écouté la Commission leur expliquer pourquoi elle avait décidé, la semaine dernière, de suspendre pour dix jours certaines avances normalement versées au titre de la réglementation agricole européenne. C'est apparemment sans trop insister que certains d'entre eux, dont M. Rocard, ont regretté le caractère précipité de la décision. S'il n'y a pas eu erreur sur les chiffres avancés — et les Français demandent qu'ils soient vérifiés, — il est exact que des précautions devraient être prises pour éviter que les sommes payées par le Fonds agricole européen ne dépassent les crédits disponibles.

On s'attendait que la Commission décide, mercredi 19 octobre, de proroger jusqu'à la fin de l'année la suspension des avances et adopte quelques mesures techniques d'économies supplémentaires.

PHILIPPE LEMAITRE.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	7,9165 7,9185	+ 170 + 220	+ 350 + 415	+ 1030 + 1170
S. cas.	6,4250 6,4325	+ 140 + 205	+ 305 + 380	+ 875 + 1015
Yen (100)	3,3938 3,4021	+ 155 + 195	+ 330 + 365	+ 890 + 1075
DM	3,6582 3,6597	+ 170 + 190	+ 335 + 370	+ 990 + 1055
£ (100)	2,7272 2,7287	+ 170 + 170	+ 310 + 310	+ 830 + 905
F.R. (100)	14,9792 14,9872	+ 335 + 405	+ 650 + 855	+ 1735 + 2305
F.S.	3,7710 3,7734	+ 260 + 295	+ 530 + 570	+ 1495 + 1580
L. (1 000)	5,8250 5,8276	+ 260 + 285	+ 505 + 535	+ 1510 + 1375
E.	11,8486 11,8572	+ 290 + 365	+ 600 + 705	+ 1735 + 1965

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/4	5/8	1 1/4	5/8	9/16	9/16	1/2	7/8
SE-IL	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 5/8	5 9/16	5 15/16	5 7/8	6
DM	5 1/16	5 7/16	5 1/4	5 5/8	5 9/16	5 15/16	5 7/8	6
£ (100)	5 5/8	6 1/8	5 11/16	6 1/16	5 7/8	6 1/8	6 1/8	6 1/2
F.S.	5 1/2	5 3/4	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L. (1 000)	16 3/8	16 5/8	17 1/4	17 3/4	17 1/2	18 1/4	18 1/4	18 3/4
E.	8 3/4	9 1/4	9	9 3/8	9 1/16	9 7/16	9 1/4	9 3/8
F. franc	12	12 1/8	12 1/4	12 1/2	12 3/8	12 5/8	12 5/8	12 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## Les centres de tri postal en grève sont moins nombreux

La situation dans les centres de tri postal a encore évolué par rapport à la journée du 18 octobre. Le nombre de centres de tri encore perturbés, ce 19 octobre, par des mouvements de grève d'une heure est moins élevé (on en compte quatorze) mais, dans six d'entre-eux, le conflit s'est durci dans la nuit. A Melun et à Evry, les grilles étaient fermées en début de matinée et à Meaux, le courrier n'a

pu être dispersé. Le centre d'Amiens a été occupé dans la nuit et la matinée et, à Nîmes comme à Montpellier, les grilles ont été fermées de 5 à 7 heures du matin. Les autres centres de tri perturbés, selon le ministère, sont Créteil, Grenoble, Creil, Laon et Bordeaux ainsi que les centres des gares de Lyon, d'Austerlitz et de Montparnasse.

Selon la C.G.T., de 25 à 30 centres de tri sont toujours « dans l'action ». Mais la Confédération « regrette qu'il n'y ait rien non plus à signaler du côté des négociations » et se déclare « prête à renouer le dialogue au niveau national ». La C.F.D.T., de son côté, fait observer que, dans les centres de tri où une négociation a abouti, les postiers ont aussi accepté de traiter davantage de courrier pour résorber les retards.

Les usagers de la poste, eux, manifestent de plus en plus leur mécontentement. L'union patronale de la région parisienne organise une manifestation, le 20 octobre, et le Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne estime, dans un communiqué, que ses adhérents « sont les principales victimes de cette paralysie ». Les grèves dans les centres de tri, ajoute le Syndicat, « sont le signe de la profonde désorganisation d'un service public essentiel à la vie du pays et au développement de la presse ».

## PETITE VITESSE

Ordinairement, les chiffres mensuels du chômage sont connus vers le 15 du mois. Un rendez-vous, donc, et qui ne sera pas tenu en octobre, indique-t-on, au ministère de l'Emploi. Il faudra attendre une bonne semaine de plus pour connaître l'état de la situation, en septembre.

La raison ? La grève des centres de tri postal qui aurait empêché l'acheminement, vers l'A.N.P.E., des documents nécessaires à l'établissement des statistiques.

La même explication est fournie par le ministère du commerce extérieur pour justifier le retard de publication des chiffres de la balance commerciale.

Ainsi, cette grève qui minimise le ministère de l'Emploi, serait une réalité embarrassante pour certains de ses collègues... Solidarité gouvernementale oblige. — A. L.

## POUVOIRS 1983 26

### le pouvoir syndical

dans la démocratie syndicale et partis  
repères historiques  
appartenance syndicale et carrière  
dans l'entreprise  
dans la fonction publique  
les moyens du pouvoir vu par un entrepreneur depuis mai 1981  
le syndicat du livre  
dossier : le syndicalisme étudiant

olivier fouquet  
alain bergounioux  
m.-g. dezas  
g. adam  
j.-n. verdier  
f. froment-maurice  
nicole carata  
yves sabouret  
michel noblecourt  
paul guyonnet

Publié avec le concours du C.N.R.S.

pu

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

# PSYCHOLOGIES

## N°4

VOUS LIREZ ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO :

■ Êtes-vous du soir ou du matin ? Comment régler votre horloge planétaire pour vivre pleinement.

■ En psychanalysant un couple en public, Antenne 2 prend-elle des risques ? Serge Leclair, le psychanalyste de l'émission, s'explique.

■ Ostéopathes : leurs mains guérissent-elles aussi l'âme ?

■ Interview exclusive d'Armando Verdiguine, le psychanalyste italien.

PSYCHOLOGIES, 15 FRANCS, CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX.

CULTIVER SA MÉMOIRE  
SOLLERS ET LES FEMMES  
BALTHUS le regard interdit  
LABORIT l'agressivité  
LE MYTHE DE LA CRISE DE FOIE

Michael DRYCHER

## LE JEU DU DOUBLE JE

LA POUPÉE et l'inconscient

NOVEMBRE 1983



## ÉTRANGER

## Pêche

## UNE « GUERRE DE LA MORUE » MENACE ENTRE LE GROENLAND ET LA R.F.A.

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le chef de l'exécutif groenlandais, le pasteur Motzfeldt, qui appartient au parti Siumut (plus à gauche que les sociaux-démocrates danois), se rendra à Bonn, le 24 octobre, pour tenter de régler une série de différends qui alourdissent les relations avec la R.F.A. Cette situation vient encore de s'aggraver : le Landsting, assemblée locale du Groenland, vient d'exiger que les chalutiers ouest-allemands quittent immédiatement les eaux groenlandaises (c'est-à-dire une zone de 200 milles), où ils ont épuisé les quotas de morue auxquels ils avaient droit pour la saison.

Les Groenlandais soupçonnent les pêcheurs allemands de continuer à pêcher frauduleusement la morue, sous prétexte de prendre d'autres espèces de poissons. A plusieurs reprises déjà dans le passé, des chalutiers de Brême et de Hambourg ont été pris en flagrant délit de violation des règlements internationaux par les navires de surveillance danois.

C. A.

## SELON LA BUNDESBANK

## Les entreprises ouest-allemandes ont autofinancé la quasi-totalité de leurs investissements

Frankfurt (Agefi). — La situation financière des entreprises ouest-allemandes s'est considérablement améliorée au premier semestre au cours duquel la quasi-totalité des nouveaux investissements a pu être autofinancée. Cette évolution favorable, typique du début d'un cycle de reprise, promet une croissance durable et une amélioration de la situation sur le front de l'emploi, note la Bundesbank dans une annexe technique de son dernier rapport mensuel.

L'institut d'émission relève que les investissements des entreprises ont joué un rôle primordial dans la reprise constatée au début de cette année, les sociétés allemandes ayant apparemment décidé de ne plus retarder le remplacement de leurs immobilisations, tandis que les efforts de rationalisation et les tentatives de répercuter les hausses de coûts au niveau de la clientèle portaient leurs premiers fruits. Cependant, Frankfurt souligne une fois de plus, à ce sujet, que l'essentiel de la reprise doit être inscrit à l'actif de la demande intérieure, les exportations n'étant pas à même de jouer à nouveau le rôle de « moteur de la conjoncture » compte tenu de la mauvaise tenue générale du commerce mondial.

La Bundesbank précise également que les entreprises allemandes ont été en mesure de financer environ 99,5 % de leurs investissements

sans recours à des capitaux extérieurs, alors que cette proportion se situait à 81,5 % pour janvier-juin 1982 et même à 75 % pour le premier semestre 1981. Les besoins de financements extérieurs n'ont porté que sur 500 millions de marks contre 16,9 milliards durant les six premiers mois de l'an dernier et 22,5 milliards pour janvier-juin 1981.

## Des bénéfices en hausse

Pour l'institut d'émission ouest-allemand, les investissements bruts dans le secteur privé se sont chiffrés à 94,1 milliards de marks au premier semestre, contre 91,7 milliards en juillet-décembre 1982, et à 90,6 milliards pour le premier semestre de l'an dernier. Sur ce total, près de 86,4 milliards (contre 82,7 milliards en janvier-juin 1982) ont été consacrés à des installations et équipements, ce qui représente une augmentation de 4,5 %, pendant que le produit national brut s'accroissait, à prix courants, de 3,5 % seulement.

La Bundesbank relève par ailleurs que les bénéfices d'exploitation des entreprises se sont améliorés après les fortes baisses accusées en 1980 et 1981.

En premier semestre, les bénéfices bruts désaisonnalisés auraient porté, selon les statistiques de Frankfurt, sur 133,4 milliards DM contre 118,1 milliards en juillet-décembre 1982 et 117 milliards pour la période correspondante de l'année dernière.

Il convient cependant de nuancer l'évaluation globale de la situation en tenant compte de l'incidence des faillites sur les besoins de réserves de risques. Aucune statistique précise n'est encore disponible à ce sujet, mais la Bundesbank évalue que les pertes exceptionnelles liées à des faillites de partenaires allemands ou étrangers se seraient chiffrées en 1981 à quelque 4 milliards, montant qui devrait ensuite avoir augmenté en 1982, pour continuer à peser sur les comptes dans des proportions comparables en 1983.

## Le Brésil aura remboursé tous ses arriérés d'intérêts d'ici à la fin de l'année (s'il reçoit de nouveaux crédits)

affirme le gouverneur de la Banque centrale

De notre correspondant

London. — A l'occasion des entretiens qu'il a eus avec de nombreux banquiers de la City, le 18 octobre, M. Alfonso Celso Pastore, gouverneur de la Banque centrale du Brésil, a affirmé que son pays aura remboursé d'ici à la fin de l'année tous les arriérés concernant le service de sa dette extérieure (93 milliards de dollars) et qu'il éliminera d'ici 1988 le déficit de sa balance des paiements courants.

La dette continuerait d'augmenter, quoique à un rythme ralenti, jusqu'en 1988, année à partir de laquelle le Brésil devra commencer à rembourser les nouveaux crédits.

Durant la réunion, M. Pastore s'est efforcé de convaincre les représentants d'environ deux cents banques européennes d'accorder leur soutien au nouveau prêt de 6,5 milliards de dollars sollicité par le Brésil dans le cadre d'un plan de sauvetage de 11 milliards de dollars portant sur l'année 1984, élaboré le mois dernier à la réunion du Fonds monétaire international (F.M.I.).

Les remarques de M. Pastore concernant le service et le remboursement de la dette brésilienne ont été approuvées par M. William Dale, directeur adjoint du F.M.I., qui les juge réalistes. Mais il est peu probable que le Fonds monétaire verse au Brésil les 800 millions environ de crédits bloqués (somme qui ne fait pas partie des 11 milliards dont il vient d'être question), si le Brésil n'entreprend pas d'assainir ses finances, notamment en recourant à l'indexation des salaires. Un vote crucial doit avoir lieu dans les prochains jours à ce sujet, trois mois après les décrets pris en ce sens par le gouvernement.

M. Pastore n'a pas été en mesure de donner des garanties définitives aux banquiers sur cette question, mais il les a assurés que le gouvernement brésilien ferait tout son possible pour faire passer le projet de loi.

La plupart des gouvernements occidentaux ont accepté d'accorder au Brésil de nouveaux crédits à l'exportation pour un total de 2,5 milliards de dollars, mais la Grande-Bretagne s'est contentée jusqu'ici d'accepter un rééchelonnement des anciennes dettes brésiennes. En dépit des recommandations de la Banque d'Angleterre, le cabinet de M. Thatcher n'est pas disposé à participer au financement du plan de sauvetage proposé par M. Pastore sous les auspices du F.M.I. Plutôt que d'emprunter à l'étranger, estime-t-on à Londres, les Brésiliens devraient faire des sacrifices... comme les Britanniques.

Le gouvernement conservateur estime, en outre, que la Grande-Bretagne a déjà suffisamment aidé le Brésil, directement en acceptant le rééchelonnement de sa dette, et, indirectement, en favorisant l'adoption, en septembre dernier, à la réunion du F.M.I., d'un compromis per-

## ÉTATS-UNIS

● **Nouvel indice de croissance.** — L'industrie américaine a travaillé en septembre à 78,1 % de ses capacités, soit 1 point de plus qu'en août (77,1 % en septembre 1982). Ce taux d'utilisation a été le plus élevé enregistré depuis octobre 1981. Dans la seule industrie de transformation, ce taux s'est situé à 78,4 %, en hausse de 1,3 point en un mois et de 7,8 points en un an. — (A.F.P., Agefi.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TRANSPORT - DÉFENSE ET SÉCURITÉ  
INFORMATIQUE ET COMMUNICATION  
ÉNERGIE - AUTOMATISME ET ROBOTIQUE

## Le point commun?

Compagnie de Signaux  
et d'Entreprises  
Electriques

## Augmentation de capital

par émission au prix de F 500 de 163 134 actions à dividende prioritaire sans droit de vote

- A raison de 1 action nouvelle de F 100 nominal pour 3 anciennes (droit préférentiel de souscription, coupon n° 27).
- Possibilité de souscrire à titre réductible
- Dividende prioritaire: 12,5 % du montant nominal des nouvelles actions, soit 150 % de plus que l'intérêt statutaire des actions ordinaires.
- Jouissance: 1<sup>er</sup> janvier 1983.
- Souscription reçue du 17 octobre 1983 au 17 novembre 1983 aux guichets des banques et établissements domiciliés.

Une note d'information qui a reçu le visa CDB n° 83-258 en date du 20 septembre 1983 est tenue à la disposition du public. BALO du 10 octobre 1983.

L'AVENIR  
TECHNOLOGIQUE  
EN ACTION17, place Étienne-Pernet  
75738 Paris, Cedex 15  
Tél. (1) 553.74.44

S.D.R. DE CHAMPAGNE-ARDENNE

Le conseil d'administration, réuni le 13 octobre à Reims, a pris acte de la décision de M. R.J. Philouze de démissionner, pour raisons personnelles, de ses fonctions de président, pour le remplacer, il a nommé M. B. Despas, directeur d'une entreprise des Ardennes.

L'activité des dix premiers mois de l'exercice se révèle très satisfaisante avec un montant de concours de 195 646 000 F (187 976 000 F pour les douze mois de 1982).

Le résultat provisoire au 30-6-1983 est, avant impôts et provisions, de 4 382 052 F (il atteignait exceptionnellement 5 951 435 F au 30-6-1982) faisant ressortir un bénéfice par action de 10,50 F sur six mois.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

## ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX Puits

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

## NUMÉRO 9049/DIV.

L'entreprise nationale des Travaux aux Puits lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- Lot N° 01 — Grue d'atelier « GIRAFA » 10 tonnes (équipement P/atelier mécanique);
- Lot N° 02 — Tondeuse à Gazon;
- Lot N° 03 — Équipement et matériel de menuiserie.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le Cahier des Charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des Travaux aux Puits — 2, rue du Capitaine-Azzoug — Côte-Rouge — Hussein-Dey — Alger — Algérie — Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (05) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL numéro 9049/DIV. Confidentiel — à ne pas ouvrir ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 26.11.1983, 12 h 00, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

## ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE « ENAFOR »

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° IN 83.26

L'entreprise nationale de forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international restreint pour la fourniture de :

Lot de moteurs électriques de 25 à 75 H.P. en 50 et 60 cycles.

Cet Appel d'Offres s'adresse aux seuls constructeurs et distributeurs officiels agréés, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant Monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet Appel d'Offres peuvent retirer le cahier des charges à « ENAFOR » — DÉPARTEMENT ACHATS — 1, place BIR HAKEIM — EL-BIAR (Alger), à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (06) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, en enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine et portant seulement la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL RESTREINT N° IN 83.26 CONFIDENTIEL — A NE PAS OUVRIR — à l'attention de M. LE CHEF DU DÉPARTEMENT ACHATS », devront parvenir au plus tard le 20-11-1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

Groupe des Banques Populaires  
emprunt automne 1983  
de 1 milliard de francs

	Taux fixe F 750 millions	Taux variable F 250 millions
Prix d'émission :	99,78 % soit F 4.989 par obligation	99,20 % soit F 4.960 par obligation
Jouissance-Réglement :	2 novembre 1983	2 novembre 1983
Durée :	6 ans	7 ans et sept mois
Intérêt annuel :	14,40 % soit F 720 par obligation	Egal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés Intérêt minimum : 9 %
Taux de rendement actuariel brut au règlement :	14,45 %	
Amortissement :	In fine le 2 novembre 1989	In fine le 31 mai 1991

La note d'information qui a reçu le visa CDB n° 83-280 en date du 12.10.1983 est tenue, sans frais, à la disposition du public au siège social de la Caisse Centrale des Banques Populaires : 115, rue Montmartre, 75002 Paris.

Souscription auprès des 1750 guichets du Groupe

**Banque Populaire**  
La banque de ma vie

01 55 37 13 50



JP 11/10/83

# MARCHÉS FINANCIERS

TRANSPORT DÉFENSE ET SECOURS  
INFORMATIQUE ET COMMUNICATIONS  
ROBOTIQUE AUTOMATISME ET ROBOTIQUE

Le point commun:  
Compagnie de Signe  
et d'Entreprises  
Electriques

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

Augmentation de capital  
de 100 millions de francs

## PARIS

18 octobre

### Recul

La Bourse de Paris, a eu mardi un accès de faiblesse. A la clôture, l'indice de cotation enregistrait une baisse limitée à - 0,4 % après - 0,63 %.

Rien de bien grave au demeurant, mais autour de la corbeille certains s'interrogeaient quand même sur ce léger revirement de tendance.

Déception causée par le comportement de Wall Street, dans l'attente d'un développement de l'annonce d'une contraction sensible et survenue inattendue de la masse monétaire américaine ? Les professionnels le disaient. Mais un autre facteur a joué, essentiellement technique celui-là. Le mois boursier s'achève dans quarante-huit heures. La liquidation générale, qui aura lieu jeudi 20 octobre, sera, sauf incident de dernière minute, la neuvième gagnante de l'année. Dans ces conditions, nombre d'opérateurs ont jugé bon de prendre leurs profits, ce d'autant que bien des valeurs, comme les indices, ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année comme B.S.N. ou Presses de la Cité. Ajoutons que la Bourse de Paris sera exceptionnellement fermée vendredi afin de permettre aux ouvriers de procéder aux derniers aménagements rendus nécessaires pour la mise en place dès lundi 24 octobre du nouveau marché à règlement mensuel qui se substituera au terme et au comptant du terme. Toute innovation entraîne toujours de la réticence au départ.

La devise-dollars s'est affaiblie pour s'échanger entre 10,70 F et 10,76 F contre 10,71 F-10,78 F.

Peu de changement sur l'or à Londres, coté 396,75 dollars l'once contre 400,50 et 395 dollars la veille respectivement à midi et le soir. A Paris, le lingot a perdu 1 050 F à 101 350 F. Le napoleon, en revanche, a progressé de 1 F à 671 F.

## NEW-YORK

Rechute

Wall Street, qui avait timidement réagi en début de semaine à l'annonce d'une encourageante nouvelle monétaire (contraction des capitaux en circulation), a brutalement replongé mardi. Le mouvement de baisse devait s'amorcer peu après l'ouverture. Il s'est poursuivi durant la séance et, à la clôture, l'indice des industrielles s'est effondré à 1 250,81, soit à 17,88 points en dessous de son niveau précédent.

Le bilan de la séance est tout aussi éloquent. Sur 1 976 valeurs traitées, 1 226 se sont repliées, 392 seulement ont monté et 358 n'ont pas varié.

Mais quelle mouche a bien pu piquer le marché américain ? Selon les professionnels, l'annonce de très mauvais résultats par Digital Equipment (chute de 70 % environ des bénéfices pour le trimestre s'achève le 1<sup>er</sup> octobre), « leader » des fabricants américains d'ordinateurs domestiques, a produit l'effet d'une douche glacée. Ils en voulaient pour preuve la réaction précipitée de toutes les valeurs de haute technologie.

Un « hooker », cependant, domine que la nouvelle est en impact aussi important. Pour lui, le marché a saisi l'occasion pour sanctionner sans pitié les entreprises dont les résultats ne répondaient aux espérances dans le contexte de la reprise économique. L'activité a porté sur 91,08 millions de titres, contre 77,8 millions.

VALEURS	Cours de 17 oct.	Cours de 18 oct.
Alcoa	44 1/4	43 7/8
A.T.T.	38 3/4	38 1/2
Boeing	38 3/4	38 1/2
Chrysler	47 1/2	47 1/4
Eastman Kodak	47 1/2	47 1/4
Exxon	28 3/4	28 1/2
Ford	28 3/4	28 1/2
General Electric	43 3/4	43 1/4
General Motors	43 3/4	43 1/4
IBM	151 1/2	151 1/4
ITT	31 1/2	31 1/4
Johnson & Johnson	56 1/2	56 1/4
Merck	56 1/2	56 1/4
Pfizer	56 1/2	56 1/4
Rockwell	48 1/4	48 1/8
Union Carbide	48 1/4	48 1/8

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**L'AIR LIQUIDE S.A.** - Le bénéfice brut avant amortissements, provisions et impôts pour le premier semestre, s'élève à 460 millions de francs (+ 0,3 %).

**ENKA GLANZSTOFF.** - Le groupe néerlandais, filiale d'Alkro, et premier producteur européen de fibres synthétiques, table sur un retour aux bénéfices pour 1983. Aucun chiffre n'est cependant fourni. Les affaires reprennent, et pour l'exercice le chiffre d'affaires devrait atteindre 5 milliards de florins (13,6 milliards de francs), contre 5,1 milliards.

**COMMERZBANK.** - L'établissement, qui reprendra pour cette année le service de son dividende interrompu depuis trois

ans, versera 6 deutschemarks par action, contre 5,50 deutschemarks pour 1979.

**BANKERS TRUST NEW-YORK CORP.** - Bénéfice net pour les neuf premiers mois : 186,2 millions de dollars, contre 158,3 millions.

**DAUPHIN.** - Dauphin O.T.A., l'une des trois plus importantes sociétés françaises d'affichage routier, va introduire ses actions, le 27 octobre, à la Bourse de Paris. Sur le second marché, Dauphin a réouvert à la disposition du public 10 % de son capital, soit 20 000 actions, au prix minimum de 750 F l'action. Après cette opération, la famille Dauphin détient 68 % du capital, la Compagnie française de crédit et de banque du groupe Suez 10 % et le personnel de l'entreprise près de 10 %.

**PIRELLI.** - Le groupe italien (36 % dans le pneu, 64 % dans les câbles) a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de dollars, soit environ 28,14 milliards de francs, contre 4,08 milliards. Pour l'exercice clos le 30 juin dernier, Société Internationale Pirelli, actionnaire du groupe à 50 % aux côtés de Pirelli Spa pour 50 % également, annonce un bénéfice net de 34,3 millions de francs suisses, contre 30,2 millions.

# BOURSE DE PARIS Comptant 18 OCTOBRE

VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours
3 %	29	0 148	Develux-Vieljeux	556	850	165	160	280	285	440	432	Thomson	94	90	
4 %	28	3 562	Develux-Vieljeux	111 20	112 30	Procter	9 75	9 80	Financière	0 45		Thomson	94	90	
5 %	28	6 848	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	34	35	Genève	344	347	Thyssen C. 1000	577	565	
6 %	28	10 134	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
7 %	28	13 420	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
8 %	28	16 706	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
9 %	28	20 000	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
10 %	28	23 294	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
11 %	28	26 588	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
12 %	28	29 882	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
13 %	28	33 176	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
14 %	28	36 470	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
15 %	28	39 764	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
16 %	28	43 058	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
17 %	28	46 352	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
18 %	28	49 646	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
19 %	28	52 940	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
20 %	28	56 234	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
21 %	28	59 528	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
22 %	28	62 822	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
23 %	28	66 116	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
24 %	28	69 410	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
25 %	28	72 704	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
26 %	28	76 000	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
27 %	28	79 294	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
28 %	28	82 588	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
29 %	28	85 882	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
30 %	28	89 176	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
31 %	28	92 470	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
32 %	28	95 764	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
33 %	28	99 058	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
34 %	28	102 352	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
35 %	28	105 646	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
36 %	28	108 940	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
37 %	28	112 234	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
38 %	28	115 528	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
39 %	28	118 822	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
40 %	28	122 116	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
41 %	28	125 410	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
42 %	28	128 704	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
43 %	28	132 000	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
44 %	28	135 294	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
45 %	28	138 588	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
46 %	28	141 882	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
47 %	28	145 176	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
48 %	28	148 470	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
49 %	28	151 764	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
50 %	28	155 058	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
51 %	28	158 352	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
52 %	28	161 646	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
53 %	28	164 940	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
54 %	28	168 234	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
55 %	28	171 528	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
56 %	28	174 822	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
57 %	28	178 116	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
58 %	28	181 410	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
59 %	28	184 704	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
60 %	28	188 000	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
61 %	28	191 294	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
62 %	28	194 588	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
63 %	28	197 882	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
64 %	28	201 176	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
65 %	28	204 470	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
66 %	28	207 764	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
67 %	28	211 058	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
68 %	28	214 352	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
69 %	28	217 646	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
70 %	28	220 940	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
71 %	28	224 234	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
72 %	28	227 528	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
73 %	28	230 822	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
74 %	28	234 116	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
75 %	28	237 410	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
76 %	28	240 704	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
77 %	28	244 000	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
78 %	28	247 294	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
79 %	28	250 588	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
80 %	28	253 882	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
81 %	28	257 176	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
82 %	28	260 470	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
83 %	28	263 764	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
84 %	28	267 058	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
85 %	28	270 352	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
86 %	28	273 646	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
87 %	28	276 940	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347	350	Ganant	441	443	Thyssen C. 1000	577	565	
88 %	28	280 234	Develux-Vieljeux	230	300	Provost et Leclerc	347								

# Marché à terme

VALEURS				VALEURS				VALEURS			
numéro	précéd.	cours	Premier cours	numéro	précéd.	cours	Premier cours	numéro	précéd.	cours	Premier cours
446	Perthor	452	453	456	465	809	B. Oromana	880	875	820	873
748	Perthor-Hizel	926	927	922	924	810	GAFFI	860	860	870	860
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	811	Sayer	658	655	658	653
37	Pharm. Frel	57	57	57	57	812	Staph. S. S.	530	529	524	525
73	Pharm. Frel	57	57	57	57	813	Charter	57	57	56	57
151	Pharm. Frel	57	57	57	57	814	Chem. H. S.	505	505	505	505
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	815	Ch. P. M. S.	325	325	325	320
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	816	Cie. B. S.	87	86	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	817	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	818	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	819	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	820	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	821	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	822	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	823	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	824	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	825	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	826	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	827	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	828	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	829	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	830	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	831	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	832	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	833	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	834	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	835	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	836	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	837	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	838	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	839	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	840	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	841	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	842	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	843	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	844	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	845	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	846	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	847	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	848	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	849	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	850	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	851	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	852	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	853	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	854	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	855	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	856	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	857	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	858	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	859	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	860	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	861	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	862	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	863	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	864	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	865	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	866	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	867	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	868	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	869	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	870	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	871	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	872	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	873	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	874	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	875	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	876	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	877	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	878	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	879	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	880	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	881	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	882	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	883	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	884	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	885	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	886	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	887	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	888	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	889	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	890	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	891	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	892	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	893	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	894	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	895	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	896	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	897	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	898	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	899	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	900	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	901	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	902	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	903	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	904	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	905	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	906	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	907	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	908	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	909	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	910	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	911	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	912	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	913	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	914	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	915	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	916	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	917	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	918	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	919	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	920	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	921	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	922	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	923	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	924	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	925	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	926	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	927	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	928	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	929	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	930	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	931	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	932	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57	57	933	Cie. B. S.	85	85	85	85
118	Pharm. Frel	57	57	57	57	934	Cie. B. S.	85	85	85	85
320	Pharm. Frel	57	57	57	57	935	Cie. B. S.	85	85	85	85
350	Pharm. Frel	57	57	57							



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

#### 2-3. DIPLOMATIE

La déclaration de M. Chirac sur la défense européenne.

#### 3. AMÉRIQUES

#### PROCHE-ORIENT

#### 4. ASIE

#### 5. AFRIQUE

#### 6. EUROPE

ESPAGNE : le parti communiste traverse une nouvelle crise.  
U.R.S.S. : la répression contre les contestataires.

### POLITIQUE

6-7. La cohésion de la majorité à l'épreuve.

8. Dans l'opposition, la guerre des chefs se rallume.

POINT DE VUE : « Le scrutin majoritaire, c'est l'intérêt national », par Jacques Chirac.

9. Adoption du projet sur la location-accession à la propriété.

### SOCIÉTÉ

10-11. Les propositions de M. Savary.

12. Un colloque sur le féminisme et le socialisme.

### ARTS

#### ET SPECTACLES

15. CINÉMA : Vivre et créer à Hollywood. Le Retour du Jedi.

16-17. ENQUÊTE : Hollywood, le choc du futur (deuxième partie).

18. CRÉATION : Chanel et après... UNE SÉLECTION.

19. Programmes des expositions.

20 à 23. Programmes des spectacles.

### FORUM DE L'INVESTISSEMENT

27 à 29. L'ATTRAIT DES MARCHÉS FINANCIERS.

Budget 1984 : ce qu'il faut savoir sur la fiscalité.

« Placements miracles » : les nouveaux pouvoirs de la CDB.

### ÉCONOMIE

30. CONJONCTURE : « Il faut faire baisser le pouvoir d'achat », déclare le président du C.N.P.F. ; M. Barre au Forum de l'Expansion.

31-32. AFFAIRES : les retombées de l'affaire Bousso.

33. SOCIAL : le rapport gouvernemental sur les fonds salariaux ; M. Bérégovoy joue la souplesse.

MARCHÉ COMMUN.

34. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (23)

INFORMATIONS

« SERVICES » (14) :

« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.

Amorces classées (24 à 26) ; Carnet (14) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde »

daté 19 octobre 1983

a été tiré à 525 670 exemplaires

## L'Assemblée nationale commence la discussion du projet de budget pour 1984

L'Assemblée nationale entreprend ce mercredi 19 octobre son marathon budgétaire annuel. La discussion se poursuivra jusqu'au vendredi 18 novembre avant de commencer au Sénat.

Débatte de la loi de finances annuelle est un acte essentiel pour les parlementaires. Cela permet de mettre en accusation, au cas de défense, selon son camp, l'ensemble de la politique du gouvernement. M. Christian Piquet (P.S., Vosges), rapporteur général du budget, figure, bien entendu, au nombre des avocats ; mais comme la meilleure défense est l'attaque, il explique dans son rapport écrit que « les efforts déployés aujourd'hui sont le prix qu'il faut inéluctablement payer pour éliminer les conséquences de la facilité d'hier ».

M. Jacques Delors et M. Henri Emmanuelli lui succéderont pour défendre leur projet, mais — innovant — ils seront suivis à la tribune par M. Jean Le Garrec, qui viendra montrer que, cette fois, le budget annuel est la traduction comptable des choix économiques faits pour le IX<sup>e</sup> Plan.

L'opposition, au contraire, expliquera que la politique de rigueur n'est que la conséquence des premiers choix du gouvernement de la gauche. C'est ce qu'a fait M. Maurice Blin (Un. cent., Ardennes), rapporteur général du budget au Sénat, en expliquant mardi 18 devant son groupe : « Les erreurs accumulées depuis 1981 sont trop graves pour qu'une simple loi de finances suffisse à les réparer... Les nouveaux impôts serviront tout juste à compenser la simple augmentation de la charge de la dette extérieure ».

Th. B.

A l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac sera le principal orateur du R.P.R., où, d'après M. Claude Labbé, président du groupe, il devra tout autant critiquer les positions gouvernementales que présenter la politique économique que son mouvement propose au pays.

Contrairement à l'an dernier, ce n'est pas M. Raymond Barre qui interviendra au nom de l'U.D.F., mais M. Edmond Alphandéry (U.D.F., Maine-et-Loire), qui expliquera que certaines compressions de dépenses sont « irréalistes » et que le déficit « réel » n'est pas de 125,8 milliards de francs, mais de 160 milliards.

Les députés socialistes ont assez facilement admis la rigueur budgétaire, d'autant que, par l'intermédiaire de leur président de groupe, M. Pierre Joxe, ils ont été assez largement associés à la préparation du budget et qu'ils ont obtenu un certain nombre de modifications fiscales, même s'ils n'ont pu aller aussi loin qu'ils le souhaitaient en ce qui concerne la surtaxe sur les revenus élevés. Tout n'est d'ailleurs pas réglé puisqu'ils souhaitent encore obtenir la reconduction des exonérations pour le 1<sup>er</sup> sur le revenu pour la Sécurité sociale et la maintien des exonérations pour les véhicules agricoles de la taxe sur les contrats d'assurance, mais sans savoir encore où trouver les 450 millions de francs que cette dernière mesure coûterait à l'Etat.

Quant aux communistes, ils sont décidés à revenir à la charge en séance publique, par exemple sur « l'emprunt Giscard » ou sur la suppression partielle de la taxe d'habitation pour certains logements. Malgré cela, ils ont déjà annoncé qu'ils voteront ce budget, que, dans l'ensemble, ils jugent « positif ».

Th. B.

## APRÈS AVIS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

### Le conseil des ministres adopte le projet de seconde loi de Plan

M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, a présenté, ce mercredi 19 octobre, au conseil des ministres, le projet de loi relatif à la deuxième loi de Plan. Ce projet avait fait l'objet d'une communication en conseil des ministres le 14 septembre (le Monde du 15 septembre) avant d'être soumis au Conseil économique et social. Les délibérations de cette assemblée ont amené le gouvernement à modifier quelque peu le texte initial, en y introduisant notamment un chapitre nouveau sur les services. La modernisation de l'industrie, thème central du IX<sup>e</sup> Plan, passe par une meilleure prise en compte du secteur tertiaire, avait fait valoir le Conseil économique.

Les auteurs du Plan ont également accordé une place plus importante à l'artisanat et précisé certains indicateurs associés aux programmes prioritaires d'exécution (P.P.E.). Enfin, il est fait mention explicitement de la création d'une commission tripartite de l'industrie

(administration, organisations patronales et syndicales) chargée d'assurer le suivi annuel de la politique industrielle. Cette commission intégrera les groupes tripartites de stratégie industrielle formés au sein du commissariat général du Plan.

C'est par 126 voix pour et 30 voix contre (essentiellement les représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T.) que le Conseil économique et social a adopté un avis assez peu critique, l'assemblée ne s'étant vraiment « mobilisée » qu'autour d'une petite phrase venant en conclusion du chapitre consacré à l'éducation nationale.

Le projet indiquait en effet que l'ensemble des propositions faites devait « s'accorder avec les perspectives de réduction du dualisme scolaire ». Après un long débat, le Conseil a adopté un amendement (115 voix pour et 29 voix contre) estimant que « l'évolution ne peut se faire que dans le respect du libre choix des familles ».

### A Paris

#### UN MILITANT DE «PRIMA LINEA» TUÉ AU COURS D'UN HOLD-UP

L'identité de la personne tuée, vendredi 14 octobre, à Paris, par des policiers après un hold-up (le Monde daté 16-17 octobre), est maintenant connue : il s'agit de Ciro Rizzuto, un militant de l'organisation terroriste italienne d'extrême gauche Prima Linea. Des malfaiteurs venaient d'attaquer une banque avenue de Villiers (Paris 17<sup>e</sup>) et avaient été repérés par des policiers dans leur retraite. Ciro Rizzuto, blessé par balles, était mort le lendemain.

Dans un appel à l'agence italienne ANSA, une femme a déclaré : « Le combattant communiste Ciro Rizzuto a été assassiné à Paris (...), où il se trouvait pour effectuer une mission d'ordre financier. Nous n'avons pas de frontières et lutons pour la libération du prolétariat mondial. Honneur au camarade ».

Les armes utilisées par les malfaiteurs au cours du hold-up avaient fait envisager aux enquêteurs qu'ils pouvaient avoir affaire à des militants politiques. Si la police se refuse à tout commentaire, il apparaît que Ciro Rizzuto et ses complices — qui n'ont pu être arrêtés — ont peut-être participé à d'autres attaques de banques en France ces dernières semaines.

A B C D F G H

## Les élections à la Sécurité sociale

Le scrutin est ouvert depuis le 19 octobre à 8 heures pour les élections aux conseils d'administration de la Sécurité sociale. Les vingt et un maires du canton de Mirebeau-sur-Bèze (Côte-d'Or) qui avaient décidé de fermer leurs mairies par solidarité avec les cent trente-cinq salariés licenciés de l'usine Drouot-Diamond ont été réquisitionnés par le préfet ; les mairies seront donc ouvertes.

Dernières prises de position : les dirigeants de la Confédération des syndicats libres (C.S.L.) ont appelé leurs propres militants à l'abstention, demandant aux « autres » de voter « contre la C.G.T. et la C.F.D.T. » et, dans une lettre au premier ministre, dénoncé « le maintien du monopole syndical » par le gouvernement en renvoyant leurs cartes d'électeur. En revanche, la Ligue communiste révolutionnaire dirigée par Alain Krivine, a invité à voter « pour la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. » pour « constituer une majorité ouvrière contre les patrons » dans les conseils.

Enfin, la C.G.T. a précisé à propos du coût de sa campagne (le Monde du 19 octobre) que le chiffre de 30 millions de francs avancé par son trésorier dans une interview à la Vie ouvrière « représente ce qu'il aurait été souhaitable de rassembler (...). En réalité, c'est 5 millions de francs que la Confédération a dépensés ».

## Un début tranquille pour un scrutin complexe

Nanterre (Hauts-de-Seine). 9 heures. Dans l'école des Provinces Françaises où sont installés deux bureaux de vote, quelques rares personnes vont et viennent. « On vote deux fois ? » Nul n'évite la question. Chacun vient avec sa carte d'électeur. « Elle est bonne ? » on se dirige vers l'urne. « Elle est mauvaise ? » on repart. Les paroles sont parcimonieuses pour ce scrutin qu'on ne semble pas très bien comprendre. Il ressemble à des élections professionnelles mais c'est à la mairie de son domicile qu'il faut aller.

Une heure après l'ouverture des bureaux, une centaine seulement de mille six cents électeurs attendus ont rempli leur devoir. Les autres viendront-ils en fin de journée ? « Ouvrir les bureaux à 8 heures, c'est déjà trop tard. Il fallait le faire à 6 heures », regrette une déléguée de liste C.F.D.T. chargée de surveiller l'opération. « Un début bien tranquille », reconnaît-elle.

Retour à l'Opéra, vers 10 heures. La mairie du 9<sup>e</sup> arrondissement a

ouvert, rue Drouot, quatre de ses quarante bureaux... La queue d'attente est longue, jusqu'à l'entrée... pour se faire inscrire. Devant l'afflux des gens en manque de carte, le président (nommé par la mairie) a pris la responsabilité d'ouvrir un guichet supplémentaire sur l'erronduement à l'intention de ceux qui n'ont pas reçu de carte, mais qui sont inscrits sur les listes.

A 10 h 30, cent soixante-quinze à deux cents personnes ont voté. C'est très peu, là aussi. Le nombre de votants attendus est d'environ deux mille huit cents — soit deux fois et demi de plus que pour une élection politique », affirme le président.

« Mais ce soir, ce sera quatre fois plus », ajoute-t-il sans impatience.

Electeurs sans carte se précipitant pour se faire régulariser et électeurs avec carte traînant les pieds pour voter, tel est le cours suivi par ce scrutin dans quelques bureaux de vote des premières heures.

DANIELLE ROUARD.

## LA VISITE DE M. GROMYKO EN R.D.A.

### Moscou et Berlin-Est évoquent le « préjudice sérieux » que les Pershing porteront à leurs relations avec Bonn

Un communiqué soviétique-est-allemand publié le mardi 19 octobre, au terme d'une visite de M. Gromyko en R.D.A., déclare que, sous le pacte de Varsovie, ne resteront pas les bras croisés si une nouvelle arme nucléaire américaine fait son apparition en R.F.A. et ils feront tout ce qu'exige la nouvelle situation pour garantir leur capacité défensive.

L'installation des missiles américains, ajoute le texte, « contredit l'esprit et la lettre des traités de Moscou et de Berlin (signés par M. Brandt au début des années 70 dans le cadre de la normalisation des relations de la R.F.A. avec l'Est), porterait un préjudice sérieux aux relations de la R.F.A. avec l'Union soviétique et avec la R.D.A. ». Enfin, les dirigeants des deux pays avertissent le gouvernement de Bonn que, « en se conformant inconditionnellement à la politique de l'administration américaine », il « met en jeu les intérêts fondamentaux » du pays.

D'autre part, le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré, à propos des déclarations du général Tcherkov, porte-parole de l'Etat-major de Moscou, sur la présence d'armes nucléaires tactiques dans les pays où sont stationnées des divisions soviétiques (le Monde du 19 octobre), que l'Armée rouge a déjà installé « pendant de nombreuses années des missiles à courte portée Frog et Scud en Europe de l'Est. Les Frog sont remplacés par les plus modernes SS-21, et les Scud seront probablement

remplacés par les SS-23 récemment développés ».

Ces missiles, a-t-il ajouté, « sont des armes à capacité nucléaire et disposent de charges atomiques prêtes à l'emploi. Les Soviétiques et leurs alliés du pacte de Varsovie possèdent en outre un grand nombre de pièces d'artillerie nucléaire et des avions stationnés sur des bases avancées en Europe de l'Est ».

Tout cet effort de modernisation, « sera poursuivi que les déploiements américains aient lieu ou non », a-t-il dit encore, avant de remarquer qu'en ce qui concerne le territoire américain, un grand nombre de sous-marins soviétiques peuvent déjà lancer près des eaux territoriales américaines des missiles pouvant atteindre « rapidement » les Etats-Unis. — (A.F.P., U.P.I.)

## En Espagne

### LE CAPITAIN ENLEVÉ PAR L'ETA A ÉTÉ ASSASSINÉ

Bilbao (A.F.P.). — Un officier de l'armée de terre, le capitaine Alberto Martín Barrios, trente-neuf ans, qui avait été enlevé le 5 octobre à Bilbao par l'ETA politico-militaire (ETA-P.M.), a été retrouvé mort, ce mercredi 19 octobre, à environ 7 kilomètres de la ville, a-t-on appris de source officielle.

L'officier, directeur d'une pharmacie militaire à Bilbao, avait été séquestré par un commando de l'organisation indépendantiste armée basque alors qu'il se rendait à son travail.

[Cet enlèvement a suscité beaucoup d'émotion dans les milieux militaires, dont certains secteurs réclament la production de l'Etat d'exception au Pays basque espagnol. L'assassinat du capitaine Martín Barrios va sans nul doute renforcer le malaise de l'armée, alors que des rumeurs font état d'un « coup d'Etat blanc » pour obtenir la formation d'un gouvernement de salut national.]

## La crise du P.C.E.

### LA PASIONARIA PREND PARTI CONTRE M. CARRILLO

Madrid (A.F.P.). — L'ancien secrétaire général du Parti communiste espagnol (P.C.E.), M. Santiago Carrillo, a été « lâché » par l'une des plus importantes figures historiques du parti, la Pasionaria, M. Dolores Ibarruri, dans son combat contre l'actuelle direction du P.C.E.

Dans une lettre envoyée au journal *Mundo Obrero* (Mundo ouvrier), M. Dolores Ibarruri, qui est présidente du P.C.E., dont elle fut l'un des fondateurs, déclare « inacceptable », au nom de l'unité du parti, les critiques récentes contre le comité central dirigé par M. Gerardo Iglesias, sans nommer toutefois M. Santiago Carrillo.

Le P.C.E. traverse une grave crise d'identité qui se concrétise par l'effacement de l'actuelle direction regroupée autour de M. Gerardo Iglesias et des partisans prosoviétiques de Santiago Carrillo (voir notre correspondance de Madrid page 5).

TISSUS  
COUTURE  
L'ORIGINALITE  
ET L'ESPRIT  
DE LA MODE  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**LAVOGUE**  
Avant travaux d'embellissement  
**LIQUIDATION DU STOCK**  
Automne-Hiver 1983/1984  
PRET A PORTER MASCULIN GRANDES GRIFFES  
DEMARQUES MASSIVES  
38, bd des Italiens, 75009 Paris  
de 9 h 30 à 19 h

En promotion exceptionnelle  
jusqu'au 15 novembre  
4 quarts KRITER pour le prix de 3

**Piano Center**  
PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA GARENNE (La Défense), 781.93.11  
PIANOS, ORGUES, SYNTHES :  
122-124, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre), 857.63.38  
Rue Hélène-Bauchet, Z.I. 78360 BUC (Versailles), 956.06.22

A Paris  
**UN MILITANT DE «PRIMA LINEA» TUÉ AU COURS D'UN HOLD-UP**  
L'identité de la personne tuée, vendredi 14 octobre, à Paris, par des policiers après un hold-up (le Monde daté 16-17 octobre), est maintenant connue : il s'agit de Ciro Rizzuto, un militant de l'organisation terroriste italienne d'extrême gauche Prima Linea. Des malfaiteurs venaient d'attaquer une banque avenue de Villiers (Paris 17<sup>e</sup>) et avaient été repérés par des policiers dans leur retraite. Ciro Rizzuto, blessé par balles, était mort le lendemain.  
Dans un appel à l'agence italienne ANSA, une femme a déclaré : « Le combattant communiste Ciro Rizzuto a été assassiné à Paris (...), où il se trouvait pour effectuer une mission d'ordre financier. Nous n'avons pas de frontières et lutons pour la libération du prolétariat mondial. Honneur au camarade ».  
Les armes utilisées par les malfaiteurs au cours du hold-up avaient fait envisager aux enquêteurs qu'ils pouvaient avoir affaire à des militants politiques. Si la police se refuse à tout commentaire, il apparaît que Ciro Rizzuto et ses complices — qui n'ont pu être arrêtés — ont peut-être participé à d'autres attaques de banques en France ces dernières semaines.

**TRÈS LÉGÈRE REPRISE DU DOLLAR**  
Après deux jours de repli, le dollar s'est très légèrement redressé, mercredi 19 octobre, sur quelques places financières européennes mais, de Paris des cambistes, sans conviction et surtout avec peu d'affaires. C'est à Paris que le billet vert a relativement le plus progressé pour se situer à 7,92 F contre 7,9425 F mardi après-midi. A Tokyo et à Francfort, le dollar a grimpé quelques fractions, valant respectivement 232,80 yens (contre 232,62 yens) et 2,59 DM (contre 2,5850 DM). A Zurich, en revanche, il a reproduit son cours précédent de 2,16 FS.  
Les cambistes assurent que les incertitudes sur l'évolution de la politique monétaire américaine gênent toutes les initiatives : la Réserve fédérale ne s'explique-t-elle ou non sa politique de crédit avec la marge de manœuvre que lui donne l'expansion relative de la masse monétaire ?  
L'or a baissé dans la Cité de Londres et son prix a été fixé à 393,60 dollars l'once contre 397,25 dollars.

**À la Plagne**  
Offre exceptionnelle -15%  
Grâce à la formule « Pierre Vile », déboursez 15% de moins sur l'achat de votre appartement.  
UN FINANCEMENT ALLIÉ : Vous achetez votre appartement sans versement de la somme des ANNUITÉS VACANCES. Pendant 3 ans, vous payez 3 à 6 par semaine, l'apport de compte. UNE RENTABILITÉ GARANTIE : pendant 9 ans, vous bénéficiez d'un loyer annuel net de charges.  
Plusieurs autres formules d'investissement :  
• la multipropriété  
• la copropriété traditionnelle  
• le placement financier  
Toute la montagne en 10 stations  
Tél. (7) 727.62.82 - poste 27  
92, avenue Kléber 75116 Paris

01 41 00 1350